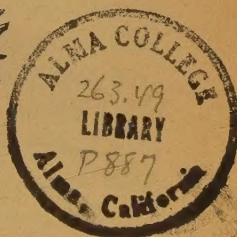


# HISTOIRE DU CONCILE DE TRENTE,

*Jean Marie*  
PAR LE R. P. PRAT, (†1891)

DE LA COMPAGNIE DE JÉSUS.

TOME DEUXIÈME.



BRUXELLES.

C.-J.-A. GREUSE, IMPRIMEUR-LIBRAIRE-ÉDITEUR.

RUE DE BEUGHEM, 6, FAUBOURG DE SCHAEERBEEK.

1854.

20168



# HISTOIRE

DU

## CONCILE DE TRENTE.

---

### LIVRE IV.

DEPUIS L'AVÈNEMENT DE PIE IV AU PONTIFICAT, LE 26 DÉCEMBRE 1559, JUSQU'À  
LA VINGT-DEUXIÈME SESSION DU CONCILE DE TRENTE, LE 17 SEPTEMBRE 1562.

Paul IV laissait à son successeur une position difficile : l'inflexible justice qu'il avait exercée contre de grands coupables ; la lutte qu'il avait si énergiquement soutenue contre les puissances du siècle, avait jeté les esprits dans une irritation injuste, il est vrai, mais assez violente pour menacer l'Église d'une longue série de querelles et de troubles. Il importait donc, si on voulait les éviter, que le nouveau pontificat radoucît les esprits et rétablît entre eux et le Saint-Siège une entente nécessaire au bien général. Cette considération présida aux votes des cardinaux dans le conclave qui suivit la mort de Paul IV. Avant de les donner, chacun d'eux s'engagea par serment, si la providence l'élevait sur la Chaire de saint-Pierre, à affermir la paix entre les princes chrétiens, à reprendre le concile général pour extirper les hérésies, corriger les mœurs dépravées, et purger la disci-



pline de toute sorte d'abus. Un pareil engagement demandait dans le pontife de leur choix une volonté ferme, une longanimité généreuse, une prudence consommée, une grande connaissance des hommes et des temps. Le cardinal Jean-Ange de Médicis réunissait toutes ces qualités, et ce fut lui que les suffrages de ses collègues donnèrent pour successeur à Paul IV. Il monta sur le trône pontifical sous le nom de Pie IV, et l'occupa pendant six ans avec autant de gloire que de piété (1).

Il ouvrit son règne par un *motu proprio* solennel, où, en promettant de tenir le serment qu'il avait fait dans le conclave, il traçait nettement la ligne de conduite qu'il voulait suivre. « Nous promettons d'abord, disait-il, et nous jurons de faire tous nos efforts pour conserver l'union et la paix entre les princes chrétiens, de procurer avec une constante vigilance, soit par un concile général, soit par d'autres moyens que les temps rendent nécessaires, l'extirpation des hérésies et des abus qui affligent la république chrétienne, d'établir une réforme efficace dans la cour romaine, dans les tribunaux de la ville et dans toute l'Église (2). » Pie IV resta fidèle à ses promesses et à ses résolutions. Il s'appliqua d'abord à calmer les rancunes des princes, et leur témoigna tous les égards qu'il put allier avec sa conscience et sa dignité. Il donna spontanément le titre d'empereur à Ferdinand, exprima une affection toute paternelle au jeune roi de France, et une égale bienveillance aux rois d'Espagne, de Portugal, de Pologne, à tous les souverains catholiques de l'Europe (3). Il reçut à son tour, de la part de ces princes, des ambassades qui apportaient à ses pieds les témoignages de leur respect

(1) Lettre du card. Farnèse à Ardinghelli (Lettere del comm. Annibale Caro, scritte a nome del card. Aless. Farnèse, t. III, p. 271 et seqq.) — Pallav., lib. XIV, cap. 10. — Panvin. *in Pium IV*.

(2) Raynaldi, ad ann. 1559, n. 37 et seqq.

(3) Raynaldi. ad ann. 1560, passim.



filial. Jeanne d'Albret elle-même et le roi de Navarre imitèrent un si bel exemple ; mais ils le démentirent bientôt. Cependant tant d'hommages, déposés au pied de son trône, n'empêchaient point le Pontife de regretter ceux qui y manquaient : il aurait voulu voir tous les potentats du monde chrétien battre d'un seul cœur, se rencontrer tous dans l'unité de croyances, condition nécessaire de la tranquillité des peuples, et subordonner les intérêts de leurs états à ceux de la religion catholique. C'était le désir d'un père, et la pensée d'un grand homme ; mais tous ne le comprirent pas. L'Angleterre s'était isolée dans le schisme pour servir le dépit d'une femme, fille de courtisane ; et la Bohême menaçait de se séparer de l'unité à la suite d'un prince élevé dans le Luthéranisme. Pie IV essaya de retenir celui-ci et de ramener celle-là. Secondé par la science et la piété du cardinal Hosius, il dissipa les préjugés hérétiques dont Maximilien avait été imbu dès son enfance ; et rapprocha ce prince de la religion de ses pères (1). Mais il ne fut pas si heureux à l'égard de la reine d'Angleterre. Il lui écrivit un bref où respirait une tendresse de charité qui aurait touché une âme plus généreuse. Dieu, scrutateur des cœurs, lui disait le Saint-Père, connaît combien est grand le désir que nous inspire notre devoir pastoral d'aviser à votre salut, et à la stabilité de votre règne. Nous vous exhortons donc instamment, très-chère fille, à éloigner de vous les conseillers perfides qui, dans les témoignages de dévouement qu'ils vous donnent, n'ont en vue que les intérêts de leur égoïsme et de leur cupidité, à admettre surtout dans vos conseils la crainte de Dieu. Ne négligez point le jour de sa visite, ni les avertissements paternels que nous vous donnons. De notre côté, nous vous offrons tout le concours que vous pouvez désirer de notre charge et de notre autorité, non-

(1) Raynaldi, ad ann. 1560, n. 15 et seqq.

seulement pour le bien de votre âme, mais pour l'affermissement et la gloire de votre règne. Le jour où vous retournerez au giron de l'Église, nous vous recevrons avec plus de joie, de bonheur et d'amour, que le père du prodigue n'en témoigna à son fils retrouvé ; car il ne recouvrait qu'un fils, et nous, nous recouvrerons avec vous une nation entière, vous comblerez de joie les cœurs de nos frères, que nous voulons, comme vous ne tarderez pas à l'apprendre, réunir en concile, pour aviser à l'extinction des hérésies, vous réjouirez l'Église et le ciel ; vous vous acquerrez une gloire immortelle et une couronne plus brillante que celle que vous portez... » Elisabeth resta insensible à des sentiments si paternels ; et l'abbé de Saint-Sauveur, interprète et nonce du Pontife, s'efforça vainement de les lui faire goûter (1).

• Pie IV employa auprès d'elle la médiation de Philippe II et de son ambassadeur, qui ne furent pas plus heureux. Le Saint-Père retira du moins de cette tentative la consolation d'avoir accompli un acte de charité, et l'avantage d'avoir mis tous les torts du côté d'Elisabeth. Sans cesser de gémir sur l'obstination de cette princesse, il se passa de son concours, et se mit à profiter de celui que lui promettaient les hommages respectueux des princes catholiques ; mais il s'aperçut bientôt que, si ces hommages étaient sincères, ils étaient dénués d'énergie.

Tous les pays de l'Europe, si nous exceptons l'Italie et l'Espagne, où l'unité de croyances maintenait la paix et le bonheur, étaient alors en proie aux factions qui combattaient contre l'ordre et la religion, sous le drapeau du protestantisme. La politique tortueuse de Charles-Quint avait fait à l'hérésie en Allemagne une position formidable qu'elle fortifiait encore sous le gouvernement du faible Ferdinand I<sup>er</sup>.

(1) Raynaldi, ad ann. 1560, n. 42.



Le calvinisme, fortifié à l'ombre de ses clubs, se préparait à renouveler en France les désordres, dont le Luthéranisme avait déjà donné le triste spectacle dans d'autres contrées. C'est cette nouvelle secte qui va désormais susciter au concile les plus sérieux obstacles, fournir à la sévérité des pères les erreurs les plus funestes, et opposer aux efforts que faisaient les Pontifes romains pour réunir le monde chrétien dans une même foi, la haine la plus profonde et la plus violente. Nous devons donc, comme nous l'avons déjà fait pour le luthéranisme, en montrer le génie dans celui de son chef.

Calvin, né avec un esprit absolu, un orgueil immense, une humeur atrabilaire, se présenta comme le réformateur et de la *réforme* et de l'Église. La mission qu'il se donna, semble avoir absorbé ses pensées dès ses plus jeunes années, dans la première éducation qu'il reçut à Paris, aux frais de l'Église de Noyon, sa patrie, qui l'avait pourvu de plusieurs bénéfices, comme à Orléans et à Bourges, où il étudia le droit sous Alciati, et le grec, sous Melchior Wolmar. Parmi la jeunesse des écoles qu'il fréquenta régnait une fièvre de nouveautés qu'y avaient excitée les bruits venus d'Allemagne. Calvin la partagea comme les autres, mais il la concentra d'avantage et sut mieux en régler les mouvements. Wolmar, dont on a dit qu'il a formé autant d'hérétiques que de disciples, vit dans celui-là des dispositions sur lesquelles il compta pour l'avancement des affaires de la secte. Calvin ne démentit point les prévisions de son maître : il commença à les vérifier en 1532, par son commentaire sur le *Traité de la clémence*, par Sénèque, qu'il publia à Paris, pour protester au moins indirectement contre les rigueurs dont les novateurs étaient l'objet de la part du gouvernement. Compromis ensuite dans l'affaire de Nicolas Cop, recteur de la Sorbonne, qui, dans un discours d'ouverture, avait émis plusieurs propositions anti-catholiques, il



s'enfuit à Nérac, auprès de Marguerite de Valois, femme savante, dont la cour était le refuge des libres-penseurs. Il sortit de Nérac pour errer quelque temps en France, toujours poursuivi par la pensée de se mettre à la tête du mouvement anti-religieux, ou de se faire le centre de l'effervescence des esprits. Son *Institution chrétienne* fut le fruit de ses préoccupations. Il la publia à Bâle en 1535, d'abord en français, puis en latin.

Cet ouvrage, en effet, établit sa réputation, le tira de la foule des hérétiques, pour le ranger parmi les hérésiarques, et devint comme un centre de ralliement pour les sectaires français qui n'avaient pas encore un système formulé. Dans quatre livres répondant chacun à une des quatre parties du symbole, Calvin traite successivement : de Dieu, — du Fils de Dieu, — du Saint-Esprit — et de l'Église. Il y entasse partout les erreurs courantes, et y en ajoute beaucoup d'autres qui lui assurent le titre de *maître* au sein de la réforme. Ainsi, il nie la présence réelle, respectée par Luther ; il étend au salut éternel la certitude que Luther veut que le fidèle ait de sa justification ; il prétend que la justice, une fois reçue, est inamissible, que le baptême n'est point nécessaire, que l'état de grâce se transmet des pères aux enfants, que Dieu, faisant deux parts de ses créatures, prédestine les unes au salut, les autres à la damnation éternelle, sans qu'elles puissent changer leur sort par leurs œuvres, soit bonnes, soit mauvaises.

Son système, cependant, attira à Calvin les honneurs dont il était si avide. Renée de France, duchesse de Ferrare, qui, dans un moment de mauvaise humeur contre le Saint-Siège, s'était tournée vers l'hérésie, l'appela à sa cour ; mais le duc ne l'y supporta pas longtemps. Calvin revint en France, d'où il passa à Genève. Là, il accepta une chaire de théologie, puis le titre de pasteur ; et, par l'exercice de ces doubles fonctions, il avança beaucoup dans cette ville les affaires de la ré-

*forme*. Mais il montra trop tôt qu'il voulait en être le chef. Ayant refusé d'adopter un règlement sur le culte imposé par un synode de Berne, il fut obligé de sortir de Genève, et alla fonder à Strasbourg une *église* française, où il groupa autour de lui un certain nombre de réfugiés. La considération dont l'environna l'hérésie sembla le décider à se fixer dans cette ville. Il y épousa la veuve d'un anabaptiste, et s'y fit une position avantageuse. Mais son parti ayant triomphé à Genève, il y fut appelé de nouveau, et s'occupa en arrivant à se prémunir contre les coups qui l'en avaient fait sortir une première fois. Il fit un nouveau catéchisme, détermina la hiérarchie des ministres, la forme des prières et des prédications, tout le détail de son culte. Il établit une juridiction consistoriale, à laquelle il donna le pouvoir de porter des censures et d'excommunier. Tous ces règlements furent adoptés par le conseil, malgré une forte opposition, et furent décrétés en 1544 en formes de lois.

Dès-lors Calvin régna dans Genève. Ce ne fut point le règne de la liberté : on ne pouvait, sans s'exposer à l'exil ou à la mort, émettre d'autres opinions que celles du despote. Bolsec, moine apostat, l'éprouva un des premiers. Ayant contredit Calvin sur plusieurs points, le *réformateur* tenta de le faire condamner à mort, mais il ne réussit qu'à le faire exiler. Un anabaptiste fut fouetté et chassé de la ville. Pierre Ameaux et Toussaint Masquin, pour avoir censuré la conduite, cependant si reprehensible de Calvin, furent obligés d'aller en chemise, les pieds nus, un cierge à la main, tomber à genoux au pied d'une potence, et là faire amende honorable au despote.

Jacques Gruet perdit sur le gibet une vie déjà épuisée par une torture de trente jours consécutifs. Bien d'autres encore furent pendus ou noyés. Castalion fut contraint d'abandonner sa chaire et de sortir de la ville. Servet fut brûlé vif, et Calvin, pour justifier sa cruauté, soutint dans un traité spécial qu'il faut punir les hérétiques. Gentilis échappa avec peine au sort



de Servet, mais la *réforme* le lui fit subir à Berne, où il eut la tête tranchée. Okino fut chassé de Genève. La rétraction que fit Blandrat, ne l'aurait pas préservé du dernier supplice, s'il n'y avait échappé par la fuite,

Enfin, la volonté de Calvin écrasait tout à Genève : une parole, un signe contre lui, était un crime digne au moins de la prison ou de l'exil. L'ombre du toit domestique ne dérobaient point la famille à cette tyrannie. Les agents du *réformateur*, soit magistrats, soit ministres, pénétraient partout pour s'assurer si ses ordres étaient exécutés, et sa doctrine, suivie ; et surtout si les parents et les enfants faisaient gras le vendredi et le samedi : car faire maigre, ces jours-là, c'était se rendre coupable du crime d'idolâtrie qu'on expiait par une dure prison (1).

Calvin n'était pas moins cruel dans ses écrits que dans ses exécutions : partout on y voit un sombre orgueil et la dureté d'un tyran. Bossuet qui les avait bien étudiés en a tiré le portrait qu'il a fait du *réformateur*, et dont nous reproduisons ici les principaux traits pour finir de le faire connaître. « Calvin, dit l'évêque de Meaux, fit de grands progrès en France ; et ce grand royaume se vit à la veille de périr par ses sectateurs : de sorte qu'il fut en France à peu près ce que Luther fut en Allemagne. Genève qu'il gouverna ne fut guère moins considérée que Wittemberg ; et il se rendit chef du second parti de la *réforme*. Combien il fut touché de cette gloire, un petit mot qu'il écrit à Mélanchton nous le fait sentir : *Je me reconnais, dit-il, de beaucoup au-dessous de vous ; mais néanmoins je n'ignore pas en quel degré de son théâtre Dieu m'a élevé, et notre amitié ne peut être violée sans faire tort à l'Eglise...* Il a tant loué la sainte jactance et la magnanimité de Luther, qu'il était mal aisé qu'il ne l'imitât, encore que pour

(1) On peut consulter là-dessus *l'Hist. de l'établissement de la Réforme Genève*, par M. Magnin, qui n'avance rien sans le prouver.



éviter le ridicule où tomba Luther, il se piquât surtout d'être modeste, comme un homme qui voulait pouvoir se vanter d'être *sans faste, et de ne craindre rien tant que l'ostentation* : de sorte que la différence entre Luther et Calvin quand ils se vantent, c'est que Luther... se louait lui-même comme un emporté ; mais les louanges que Calvin se donnait sortaient par force du fond de son cœur, malgré les lois de modération qu'il s'était prescrites, et rompaient violemment toutes ces barrières...

» Rien ne le flattait davantage que la gloire de bien écrire ; et Westphale luthérien l'ayant appelé *déclamateur* : *Il a beau faire*, dit-il, *jamais il ne le persuadera à personne ; et tout le monde sait combien je sais presser un argument, et combien est précise la brièveté avec laquelle j'écris*. C'est se donner en trois mots la plus grande gloire que l'art de bien dire puisse attirer à un homme... Donnons-lui donc, puisqu'il le veut tant, cette gloire d'avoir aussi bien écrit qu'homme de son siècle : mettons-le même, si l'on veut, au-dessus de Luther : car encore que Luther eût quelque chose de plus original et de plus vif, Calvin inférieur par le génie semblait l'avoir emporté par l'étude. Luther triomphait de vive voix, mais la plume de Calvin était plus correcte, surtout en latin, et son style, qui était plus triste, était aussi plus suivi et plus châtié. Ils excellaient l'un et l'autre à parler la langue de leur pays ; l'un et l'autre étaient d'une véhémence extraordinaire ; l'un et l'autre par leurs talents se sont fait beaucoup de disciples et d'admirateurs ; l'un et l'autre enflés de ces succès, ont cru pouvoir s'élever au-dessus des Pères ; l'un et l'autre n'ont pu souffrir qu'on les contredît, et leur éloquence n'a été en rien plus féconde qu'en injures.

» Ceux qui ont rougi de celles que l'arrogance de Luther lui a fait écrire, ne seront pas moins étonnés des excès de Calvin. Ses adversaires ne sont jamais que des fripons, des fous, des méchants, des ivrognes, des furieux, des enragés,

des bêtes, des taureaux, des ânes, des chiens, des pourceaux; et le beau style de Calvin est souillé de toutes ces ordures à chaque page. Catholiques et luthériens, rien n'est épargné. L'école de Westphale, selon lui, est *une puante étable à pourceaux*. La cène des luthériens est presque toujours appelée une cène de *Cyclopes*, où on voit une barbarie digne des *Scythes*. S'il dit souvent que le diable pousse les papistes, il repète cent et cent fois qu'il a fasciné les luthériens, et qu'il ne peut pas comprendre pourquoi ils s'attaquent à lui plus violemment qu'à tous les autres, si ce n'est que Satan, dont ils sont les vils esclaves, les anime d'autant plus contre lui qu'il voit ses travaux plus utiles que les leurs au bien de l'Église... Au milieu de ces injures, il vante encore sa douceur; et après avoir rempli son livre de ce qu'on peut s'imaginer non-seulement de plus aigre, mais encore de plus atroce, il croit en être quitte en disant, qu'il avait été tellement sans fiel lorsqu'il écrivait ces injures, que lui-même, en relisant son ouvrage, était demeuré tout étonné que tant de paroles dures lui fussent échappés sans amertume. C'est, dit-il, l'indignité de la chose qui lui a fourni toute seule les injures qu'il a dites, et il en a supprimé beaucoup d'autres qui lui venaient à la bouche. Après tout, il n'est pas fâché que ces stupides aient enfin senti les piqués. Il veut bien pourtant avouer qu'il en a dit plus qu'il ne voulait, et que le remède qu'il a appliqué au mal était un peu trop violent. Mais après ce modeste aveu, il s'emporte plus que jamais, et tout en disant : *M'entends-tu, chien? M'entends-tu bien, frénétique? M'entends-tu bien, grosse bête?* il ajoute, qu'il est bien aise que les injures dont on l'accable restent sans réponse.

» Auprès de cette violence Luther était la douceur même; et s'il faut faire la comparaison de ces deux hommes, il n'y a personne qui n'aimât mieux essayer la colère impétueuse et insolente de l'un, que la profonde malignité et l'amertume de l'autre, qui se vante d'être de sang-froid, quand il répand tant de poison dans ses discours. Tous deux, après avoir

attaqué les hommes mortels, ont tourné leur bouche contre le ciel, quand ils ont méprisé si ouvertement l'autorité des Saints Pères. Chacun sait combien de fois Calvin a passé par dessus leurs décisions, quel plaisir il a pris à les traiter d'écoliers, à leur faire leur leçon, et la manière outrageuse dont il a cru pouvoir éluder leur témoignage unanime, en disant, par exemple, *que ces bonnes gens ont suivi sans discrétion une coutume qui dominait sans raison, et qui avait gagné la vogue en peu de temps*. Il s'agissait, dans ce lieu, de la prière pour les morts. Tous ses écrits sont pleins de pareils discours (1). »

Calvin respecta moins encore l'autorité de l'Église. Lorsque le concile de Trente, qui la représentait, eût condamné ses erreurs sauvages, du temps de Paul III, il déclara la guerre au concile, et la poussa avec une fureur dont on trouverait difficilement des exemples ailleurs. Il en fit imprimer les décrets et les accompagna d'une sorte de commentaire sous le titre d'*Antidote*, déplorable monument de la passion et de l'animosité, que nous aurons plus tard à étudier. Et quand Pie IV fit aux *dévoys* des instances si touchantes pour les amener au concile, ce fut encore Calvin qui empêcha ses adhérents d'écouter cette voix paternelle. Au reste il avait formé sa secte à son image. La secte calviniste déploya toujours dans ces actes ce caractère d'orgueil, d'obstination et d'atrocité qui distinguait son auteur. Elle ne l'avait guère montré, sous le règne de Henri II, que dans ses espérances et ses désirs. Force lui avait été alors de se renfermer dans l'ombre ; mais là, excitée par les lettres et les émissaires de Calvin, elle se préparait un avenir, où elle pourrait s'abandonner à son génie. A peine la mort l'eut-elle débarrassée de Henri II, qu'elle se hâta de sortir des conventicules où la justice de ce prince l'avait contrainte de se cacher.

(1) Bossuet, *Hist. des Variat.*, liv. IX, n. 76 et suiv.



A la vérité, il y avait dans le conseil du jeune François II, des hommes capables de l'y faire rentrer ; mais leur influence était balancée par une influence contraire. Le duc de Guise et le cardinal de Lorraine inspiraient tout le bien que faisait le conseil, mais ils ne pouvaient pas empêcher toutes les funestes résolutions que suggérait Catherine de Médicis : et cette lutte, établie au sein même du gouvernement, se reproduisait dans le royaume sous des formes plus terribles. Les Calvinistes, soutenus ou encouragés par les tergiversations et la politique peureuse et hypocrite de la régente, débattaient partout, par des excès partiels, aux conjurations dans lesquelles ils devaient bientôt envelopper la France. Cependant ils ne se dissimulaient point que leurs opinions ne portaient pas le cachet de la vérité, et qu'ils n'étaient pas en mesure de les imposer à un peuple imprégné des saintes croyances de l'Église. Il leur fallait donc du temps et de la tolérance. Pour gagner l'un et l'autre, ils en appelaient à un concile *libre* et chrétien, se réservant, comme les hérétiques d'Allemagne, d'en éloigner le terme par de nouveaux subterfuges, et prétendaient que jusqu'à la convocation de ce concile, on devait laisser un libre cours à leurs opinions. Le cardinal de Lorraine ne l'entendait pas ainsi : pour faire tomber des prétentions que des esprits pacifiques et peu versés dans ces matières accordaient trop facilement à l'erreur, il proposa à l'examen de la Sorbonne la proposition suivante : « Il faut pour les doutes et diversitez d'opinions qui sont tant pour les saints sacrements, constitutions et traditions de Dieu et de l'Église catholique, même pour la messe et précieux corps de Nostre Seigneur, demander un concile nouveau, et cependant les opinions des hérétiques doivent demeurer en surséance, et chacun en liberté d'opinion. » La Sorbonne fut de l'avis du cardinal, et elle répondit par une censure conçue en ces termes : « Cette proposition est tout-à-fait hérétique, sacramentaire, très-pernicieuse, confirma-

tive de toutes les erreurs et hérésies, éversive de la république chrétienne, tant ecclésiastique que civile ; et quiconque la soutiendra de quelque manière que ce soit, doit être tenu pour hérétique, sacramentaire, et perturbateur de toute la république (1). »

Le roi, à la persuasion du duc de Guise, opposa la même autorité à l'influence que certains esprits calvinistes ou irréligieux exerçaient à la cour ; il soumit à la Sorbonne une série de propositions où étaient formulées les mêmes prétentions, et qui furent condamnées de la même manière (2).

Mais les censures de la Sorbonne n'humilièrent pas plus les hérétiques dans leurs prétentions, qu'ils ne les arrêtèrent dans leurs progrès. Ce fut même peu de temps après que, sous l'inspiration de Calvin et Bèze, ils tramèrent cette fameuse conjuration d'Amboise, qui fut pour eux le modèle et le signal de tant d'autres. Devenus plus forts, les calvinistes s'exprimèrent plus librement : ils demandèrent un concile où ils pussent eux-mêmes exercer, à leur profit, l'autorité de l'Église, et rejetèrent d'avance celui que le Pape se proposait de convoquer de nouveau (3). Ils savaient bien qu'ils demandaient un concile monstrueux, et ils n'y mettaient ces conditions que parce qu'ils ne voulaient point se rendre à un concile légitime. Ils furent plus francs lorsqu'ils en appelèrent enfin à un concile national, qui serait présidé par le roi. Une assemblée de ce genre offrait à leur audace un théâtre plus libre ; et ils la demandèrent à si grands cris que le gouvernement effrayé la leur accorda pour le 21 janvier 1561, malgré les protestations du duc de Guise, dans un conseil extraordi-

(1) D'Argentré, *Collect. judicior.*, t. II, p. 279. — *Hist. de l'Égl. Gallic.*, t. XIX, p. 17 et suiv.

(2) D'Argentré, t. II, p. 270. — *Hist. de l'Égl. Gallic.*, t. XIX, p. 18 et suiv.

(3) *Hist. de l'Égl. Gallic.*, t. XIX, p. 355 et suiv.

naire, tenu à Fontainebleau le 24 du mois d'août de l'an 1560 (1).

Cette concession accusait dans le gouvernement autant de faiblesse que d'aveuglement ; elle outrageait les droits du Saint-Siège et l'autorité de l'Église : tous les cœurs catholiques en gémissaient. Le roi d'Espagne envoya aussitôt à la cour de France Antoine de Tolède, avec la mission d'engager François II à révoquer un projet si odieux et si funeste. Tolède s'en acquitta avec plus de zèle que de succès. Il représenta au conseil du roi qu'un concile national aurait un caractère schismatique, au moment où le Pape s'app préparait à réunir le concile général, seul remède efficace contre l'hérésie et les maux qui l'accompagnaient ; que de pareilles causes ne ressortissaient qu'au tribunal du Souverain Pontife, et non à celui des princes séculiers ; que, pour cette raison, le roi d'Espagne s'en rapportait à la détermination de Sa Sainteté, et était disposé à la seconder ; que le roi très-chrétien ne devait pas tenir une autre conduite, lui qui déjà avait fait des instances pour la convocation d'un concile général ; enfin qu'il importait beaucoup à la réussite d'une si grande affaire que le monde ne vît point de désaccord entre les princes catholiques.

Catherine de Médicis répondit, au nom du roi, que son intention n'avait pas été de convoquer un concile national, mais seulement une assemblée où l'on aviserait aux moyens de remédier aux maux dont le royaume était désolé ; que si les évêques étaient convoqués pour le mois de janvier, c'était pour qu'ils restaurassent la discipline, qu'ils opérassent une bonne réformation dans les mœurs, et non pour qu'ils définissent des articles de foi ; que d'ailleurs le roi était bien résolu de vivre et de mourir dans la religion de ses pères ; que d'un côté, le concile œcuménique se faisait trop attendre, et que,

(1) *Hist. de l'Égl. Gallic.*, t. XIX, p. 128 et suiv. — Raynaldi, ad ann. 1560, n. 48.



de l'autre, il était nécessaire pour la tranquillité du royaume d'amener un accord entre les catholiques et les hérétiques, accord qui ne pouvait s'opérer dans le concile général où les calvinistes ne voudraient pas se rendre, s'il ne devait être que la continuation du premier (1).

Indigné de l'obstination de Catherine de Médicis, le roi d'Espagne pria Pie IV de la forcer à abandonner son funeste projet. Le zèle du Pontife n'avait pas besoin d'être stimulé : par son ordre, le nonce avait fait d'actives démarches pour arrêter le gouvernement français dans la funeste voie où il entraît ; et comme il ne réussit pas mieux qu'Antoine de Tolède, Pie IV résolut de précipiter la convocation du concile, dont le retard était pour la reine-mère le motif d'assembler un concile national. Informé de cette résolution par une lettre du cardinal de Ferrare, le cardinal de Lorraine lui témoigna dans sa réponse toute la satisfaction que cette nouvelle avait causée à François II, qui ne partageait point la politique de la reine, sa mère, et le pria, au nom de ce prince, de presser auprès du Saint-Père l'exécution d'une mesure si nécessaire pour arrêter les progrès de l'erreur et particulièrement pour rompre le projet du concile national.

Le roi exprima les mêmes sentiments au cardinal de Ferrare, et pressa d'autant plus la convocation du concile œcuménique, que c'était pour lui un moyen de retirer honorablement la parole que, sur les instances de sa mère, il avait donnée aux hérétiques ; car il ne leur avait promis le concile national, que pour le cas où le Pape ne convoquerait pas le concile général (2).

Personne ne désirait plus ardemment que Pie IV la convocation du concile ; ses actions, ses démarches, ses négociations, ses correspondances, ses pensées tendaient toutes à ce

(1) Raynaldi, ad ann. 1560, n. 50.

(2) Raynaldi, ad ann. 1560, n. 51.

but ; il n'occupait que de cette affaire les officiers de sa cour, ses légats et ses nonces. Tant d'ardeur pour le concile excitait l'admiration des prélats que le Pape associait à ses travaux et à ses projets. « Rendons grâces à Dieu, s'écriait le cardinal Hosius en écrivant à l'archevêque de Mayence, rendons grâces à Dieu ! Il a daigné dans ces malheureux temps, nous donner un Pontife qui s'applique avec un soin extrême à rendre la paix à toutes les nations, et à éteindre toutes les dissensions qui les déchirent. On ne peut se figurer quelle peine il éprouve à la vue des désordres qui désolent la chrétienté. Sa Sainteté en ressent une douleur d'autant plus vive qu'Elle comprend mieux que ses devoirs lui imposent l'obligation de prendre tous les moyens possibles pour remédier aux plaies si nombreuses de l'Église. C'est à ce but que tendent tous ses soins : ses pensées sont toutes absorbées dans celle-là. Oui, Elle désire avec ardeur affermir ce qui est faible, guérir ce qui est malade, refaire ce qui est brisé, ramener ce qui est abandonné, chercher ce qui est égaré, non avec l'empire de l'autorité, ni avec l'austérité du commandement, mais avec une douceur évangélique, par des instructions et des exhortations paternelles ; tous ceux qui voudront rentrer dans le sein de l'Église, le Saint-Père les recevra à bras ouverts : comme le bon pasteur de l'Évangile, il chargera sur ses épaules ces brebis errantes et les portera au bercail (1) : » Tout le bien qu'il avait dans son cœur, Pie IV espérait l'opérer par la voie du concile général ; et c'est pourquoi il s'appliquait avec tant d'anxiété à aplanir les difficultés qui en éloignaient la convocation. « Non, écrivait le même prélat à l'évêque de Naumbourg, il n'est rien que Pie IV, ce médecin universel des âmes, désire avec plus d'ardeur que de guérir les maux de la chrétienté... Si jamais il y a eu un Pontife qui ait travaillé avec un soin extraordinaire

(1) *Epist. Jul. Pogiani, à Lagomarsinio ed. t. II, p. 105.*

au salut et à la paix de l'Allemagne, c'est sans contredit celui qui siège maintenant sur la chaire de saint Pierre. Mais parce qu'il ne connaît pas d'autre voie, ni d'autre moyen de réaliser ce qu'il désire si ardemment, qu'un concile œcuménique, il pense sérieusement à le convoquer. Il désire surtout que ceux pour qui le concile se tiendra, aillent chercher la doctrine du salut là où l'Église sera réunie, plutôt que dans des conventicules ténébreux (1). » « Je puis, disait à son tour le cardinal Truchsess en parlant du concile, rendre témoignage aux nobles intentions du Souverain Pontife. Je partage souvent ses travaux et ses entretiens : eh bien ! j'affirme qu'il n'épargne rien de ce qui peut arrêter la décadence de la religion (2). »

Ce n'était donc point des dispositions de Pie IV que venait le délai de la convocation du concile ; mais il fallait avant tout que les princes tombassent d'accord sur certaines dispositions accessoires ; et les négociations ouvertes à ce sujet soulevèrent des difficultés qui révélèrent toute la prudence du Saint-Père. Le roi de France lui-même, ou plutôt son conseil en suscita de très-graves. Il ne voulait pas que le nouveau concile fût regardé comme la continuation de l'autre, sous prétexte que les hérétiques ne se rendraient jamais à un concile, où ils avaient déjà été condamnés. Quant au siège de l'assemblée, il proposa tour à tour Besançon, Verceil, Saint-Maurice en Valais, puis une ville d'Allemagne où les hérétiques auraient moins de répugnance à se rendre, mais que l'empereur mettrait sous la protection d'un corps de troupes, pour garantir la liberté des pères ; enfin il s'en rapporta sur ces deux points au jugement de l'empereur (3).

Ferdinand était un de ces caractères faibles et timides qui,

(1) *Epist. Jul. Pogiani, à Lagomarsino, ed., t. II, p. 155.*

(2) *Id. ibid.*

(3) Raynaldi, ad ann. 1560, n. 52 et seqq.

en butte à l'erreur et à la sédition, ne trouvent pas dans leurs convictions le courage de la combattre en face, et demandent la raison suprême de leur salut à une politique de transaction, masque hypocrite d'indifférence, de faiblesse et de lâcheté. C'est pourquoi Catherine de Médicis subordonnait, avec si peu de fierté, sa conduite à celle de l'empereur dans la question du concile. L'empereur en effet ne l'entraîna point, par son exemple, dans les voies d'énergie. Il ménageait lui aussi les susceptibilités des hérétiques. Cependant le protestantisme allemand inspirait alors moins de frayeur que de pitié et de dégoût. Chacune des sectes nombreuses qu'il avait enfantées prétendait vivre dans une entière indépendance des autres et les soumettre à ses lois. Les confessionnistes étaient les plus ardents à maintenir ce droit à leur parti; et ils tentèrent de tenir un concile où ils condamneraient les sectes rivales et l'Église avec elles. Leurs démarches n'eurent aucun succès; mais elles montrèrent ce qu'auraient fait les protestants dans un concile tel qu'ils le désignaient, et combien étaient vains les prétextes qu'ils alléguaient pour ne pas se soumettre à l'autorité de l'Église universelle (1).

Ce fut dans ces circonstances que Ferdinand, par égard pour les hérétiques, mais sous des prétextes spécieux, souleva encore des difficultés qui tendaient d'abord à retarder le concile et à l'embarrasser ensuite dans sa marche. Ainsi il demanda :

Que les princes de l'Europe y assistassent, ou en personne, ou par leurs représentants;

Que le Pape lui-même daignât relever par sa présence la dignité de l'assemblée; qu'on choisît en Allemagne une ville plus grande et moins incommode que Trente;

Que, pour faire cesser les plaintes des protestants, on tint

(1) Surius, *Comm. ad ann.* 1560, p. 567.



un nouveau concile où l'on reprendrait l'examen des questions agitées et décidées dans le précédent ;

Enfin que, pour mettre un terme au dérèglement des mœurs des ecclésiastiques et aux instances importunes des catholiques, le Pape accordât le mariage aux prêtres, et l'usage de la coupe aux laïques (1).

Ces propositions étaient exposées, dans la lettre de Ferdinand, avec une certaine pudeur qui justifiait l'intention et excusait la démarche du prince. Pie IV en fut touché ; il fit à l'empereur une réponse où il relevait avec une compassion bienveillante ce que de pareilles demandes avaient d'odieux et d'inadmissible. « Sa Sainteté, y était-il dit, a lu avec attention l'écrit qu'on lui a soumis de la part de sa majesté impériale. Elle y a vu avec reconnaissance les favorables dispositions de l'empereur pour le concile, et son empressement à en procurer la tenue ; et, appuyé sur un si puissant secours, elle pourra bientôt satisfaire le désir que Dieu lui a inspiré de le convoquer.

» Au reste, si l'empereur n'était pas si bien inspiré par sa piété, ses intérêts l'obligeraient à seconder cette sainte entreprise ; car la stabilité de son trône dépend du règne de la religion. Sa Sainteté mettra donc d'autant plus d'empressement à réunir le concile que cette sainte assemblée doit remédier aux maux de la religion et à ceux de l'empire. Elle prie seulement l'empereur de considérer qu'il faut procéder dans une affaire qui regarde Dieu et son Église, avec une pieuse simplicité, et un désir sincère du bien de la religion. Si dans les négociations qu'on a faites en Allemagne pour la paix et la concorde, on avait apporté de pareilles dispositions, ce pays ne serait pas aujourd'hui déchiré par tant de sectes diverses. C'est pourquoi le Saint-Père désire ardemment qu'on ne mêle point de vues humaines aux démarches

(1) Raynaldi. ad ann. 1560, n. 55. — Pallav., lib. XIV, cap. 13.

qu'on fait aujourd'hui pour procurer la célébration du concile ; mais qu'on ne se propose que le bien de la religion. Jésus-Christ ne bénirait pas d'autres intentions :

Pour en venir maintenant aux propositions de l'empereur, Sa Sainteté croit devoir y répondre par les observations qui suivent.

1° On désire que le Souverain Pontife assiste lui-même au concile. Le Saint-Père est disposé à faire non-seulement ce sacrifice, mais encore celui de sa vie au bien général ; et le parti qu'il jugera à propos de prendre ne sera inspiré que par le devoir de sa charge et le zèle de la religion.

2° Quant au sauf-conduit qu'on demande pour les protestants, le Saint-Père, pour ce qui le regarde, le leur donnera dans les formes les plus larges ; il est prêt même à les entendre ; et le concile ne montrera pas à leur égard d'autres sentiments. Que les protestants cessent donc de se plaindre.

3° Reste encore la difficulté soulevée par Sa Majesté impériale relativement à la continuation et au siège du concile. C'est la plus sérieuse ; elle demande une réponse plus longue. Que Sa Majesté impériale veuille bien examiner les raisons que lui suggèrent certains conseillers pour exiger un nouveau concile, et elle s'apercevra elle-même qu'elles n'ont aucune importance réelle. Et d'abord, le concile, dit-on, ne devait être suspendu que pour deux ans, aux termes du décret ; or cette suspension dure depuis plus de huit ans, sans qu'elle ait été renouvelée ; on ne peut donc plus continuer ce concile ; mais il faut en convoquer un nouveau. La suspension fut décrétée pour deux ans, c'est vrai, mais Jules III en fit dépendre la durée de sa volonté et de celle du Saint-Siège ; et d'ailleurs ce Pontife et le concile convinrent qu'on devait attendre la fin de la guerre et un temps plus opportun. Ce temps est arrivé : la paix est rétablie ; le concile peut donc reprendre son cours, si le Souverain Pontife le juge à propos.

La pauvreté, la petitesse et les autres désavantages, qu'on

reproche à la ville de Trente, n'offrent pas des difficultés mieux fondées. Ce pays au contraire est fertile et abondamment pourvu des choses nécessaires à la vie ; et ce qui y manque, on peut facilement se le procurer d'Allemagne ou d'Italie. Cette ville fut autrefois jugée assez grande ; pour quoi voudrait-on qu'elle fût trop petite, maintenant qu'on l'a embellie d'hôtels assez vastes pour loger même les cours des princes ! En tout cas, si cet inconvénient existait en effet, le Souverain Pontife et les autres princes étrangers auraient plus à en souffrir que l'empereur qui maître de Trente, y résidera comme chez lui, tandis que les autres n'y séjourneront qu'en qualité d'hôtes et d'étrangers.

D'ailleurs aucune des villes d'Allemagne, Augsbourg, Spire, Haguenau, Worms, Constance (que proposent l'empereur et le roi de France) n'offrirait la même sécurité que la ville de Trente. Là, le concile serait toujours exposé à des coups de main, et troublé sans cesse par les tumultes des sectes qui agitent l'Allemagne ; la position de la ville de Trente en éloigne les mêmes dangers, ou du moins elle donne le temps d'y échapper.

Au reste, il n'est ni juste, ni convenable de rejeter le choix d'une ville que tous les princes chrétiens les diètes d'Allemagne, l'empereur lui-même, alors roi de Bohême et de Hongrie, acceptèrent d'un commun accord. Et ceux qui maintenant suggèrent à l'empereur une autre manière de voir, ne tendent à rien moins qu'à le détourner de l'exécution de ce qu'il a promis, à susciter au concile des obstacles qui l'embarrassent et l'arrêtent dans sa marche. Puisque le Souverain Pontife veut reprendre à Trente le concile qu'on y avait commencé, il est injuste de vouloir soumettre cette affaire à la témérité d'un prince quelconque qui se repentira de ses antécédents.

Puis donc, que l'empereur n'a rien à craindre de cette détermination, le Saint-Père le conjure instamment d'avoir

égard au malheur des temps qui ne souffre aucun retard; à l'état déplorable de la France qu'on ne peut soulager que par la prompte convocation de l'assemblée, d'abandonner la négociation relative au siège du concile, et de ne penser qu'à seconder Sa Sainteté dans l'intention sincère et le désir ardent qu'elle a de travailler, de concert avec le concile, à la gloire de Dieu et de son Église, au salut et au bonheur des peuples.

4° Touchant la demande du calice et du mariage des prêtres, le Saint-Père n'a qu'un mot à dire : que Sa Majesté impériale n'empêche point la convocation du concile par des difficultés sur le temps, le lieu et la manière, et cette sainte assemblée décidera sur ces questions ce que lui inspirera le Saint-Esprit; c'est le parti le plus sage, et le moyen le plus propre à hâter la guérison des maux de l'Allemagne (1).

Telle fut la réponse de Pie IV aux propositions de l'empereur (2). Ce prince en goûta la modération et la sagesse, et se bornant à justifier l'intention de ses demandes, il les abandonna au jugement du Pontife (3).

Le roi d'Espagne s'accommodait de quelque ville que ce fût, et promettait d'y envoyer les évêques de son royaume; il voulait seulement que le concile qu'on se proposait de convoquer, fût regardé comme la continuation du précédent. C'était bien aussi l'intention du Saint-Père; mais, comme nous l'avons vu, la crainte des hérétiques arrachait à la cour de France et à celle d'Autriche la demande d'une condition contraire; et ces exigences différentes retardaient la convocation que tous demandaient à grands cris. Le Pape ne pou-

(1) Raynaldi, ad ann. 1560, n. 56.

(2) Les mêmes observations se trouvent avec plus de développement dans les instructions que reçut le nonce Delfini, chargé de les présenter à l'empereur. *Vid. Epist. Poggiani à Lagomars, ed., t. II, p. 130 et seqq.*

(3) Raynaldi, ad ann. 1560, n. 61.



vait point le faire avant d'avoir accordé ces princes sur des préliminaires nécessaires : il y travailla de tout son pouvoir, et par ses nonces, auprès des cours, et par lui-même avec leurs ambassadeurs (1).

A force de négociations, on parvint à s'entendre, et Pie IV put déclarer, dans le consistoire du 15 novembre 1560, que les princes chrétiens étaient d'accord sur la célébration du concile de Trente et sur le lieu où il devait se tenir. Peu de jours après, un Jubilé universel fut annoncé au monde chrétien, et tous les fidèles furent solennellement invités à s'imposer des jeûnes, des prières et d'autres pratiques de piété pour attirer les bénédictions du Seigneur sur le concile (2). Enfin, le 29 novembre parut la bulle qui leur apprenait que cette sainte assemblée était convoquée à Trente pour le jour de la fête de Pâques de l'année suivante. Après avoir rappelé les vicissitudes du concile sous Paul III et Jules III. et les obstacles qui, depuis lors, avaient empêché de le réunir de nouveau, le Pontife poursuivait en ces termes :

« Mais enfin le Seigneur toujours bon et miséricordieux, qui dans sa colère, n'oublie jamais sa justice, a daigné ramener la paix et la concorde parmi les princes chrétiens. A cette occasion, nous avons espéré que, par le secours de la miséricorde divine, nous pourrions aussi par la voie du concile mettre un terme aux souffrances de l'Église. C'est pourquoi nous avons cru devoir ne pas différer davantage la célébration, pour éteindre le schisme et l'hérésie, corriger et réformer les mœurs, et pour affermir la paix entre les princes chrétiens. Après en avoir donc mûrement délibéré avec nos vénérables frères les cardinaux de l'Église romaine, après avoir informé de notre dessein nos très-chers fils en Jésus-Christ, Ferdinand, empereur élu des Romains et les

(1) Raynaldi, ad ann. 1560, n. 57 et seqq.

(2) Pallav., lib. XIV, n. 47. — Raynaldi, ad ann. 1560, n. 67 et seqq.

autres rois et princes, que nous avons trouvés d'ailleurs, comme nous nous le promettons de leur piété et de leur sagesse, tout prêts à seconder la célébration du concile ; Nous, à l'honneur, à la louange et à la gloire de Dieu, et pour l'utilité de l'Église universelle, de l'avis et du consentement de nos vénérables frères, en vertu de l'autorité de Dieu même, et des apôtres saint Pierre et saint Paul, que nous exerçons sur la terre, convoquons à Trente pour le très-saint jour de la fête prochaine de la Résurrection de Notre-Seigneur, le concile œcuménique et général, ordonnons et décrétons que, toute suspension levée, il y soit célébré. Ainsi Nous avertissons et exhortons instamment dans le Seigneur nos vénérables frères de toutes nations, patriarches, archevêques, évêques, et nos chers fils les abbés, et tous ceux à qui il est permis de droit, par privilège, ou par une ancienne coutume de siéger et de donner leur suffrage dans un concile général ; Nous leur ordonnons et commandons très-expressément en vertu de la sainte obéissance, et du serment qu'ils ont prêté, et sous les peines qu'ils savent être portées par les saints canons contre ceux qui négligent de se trouver aux conciles généraux, qu'ils aient à se rendre, au jour marqué, au concile qui doit se célébrer à Trente, à moins qu'ils ne soient arrêtés par quelque empêchement légitime, empêchement qu'ils justifieront néanmoins par des procureurs fondés. Nous avertissons en outre tous et chacun de ceux qui y ont ou pourraient y avoir intérêt de ne pas manquer de se trouver au même concile.

« Quant à nos très-chers fils en Jésus-Christ, l'empereur élu des Romains et tous les autres rois et princes, qu'il est si désirable de voir au concile, Nous les exhortons et prions, s'ils ne peuvent y assister en personne, d'y envoyer du moins des hommes prudents, graves et pieux qui les y représentent, et d'avoir soin selon leur piété que les prélats de leurs états rendent à Dieu et à l'Église leurs devoirs, sans hési-

tation, sans retard, dans un temps si nécessaire. Nous ne doutons pas d'ailleurs qu'ils ne procurent à travers leurs royaumes un passage sûr et libre et des réceptions honorables à ces prélats, à leurs compagnons, aux personnes de leur suite, et à tous ceux qui se rendront au concile ou qui en reviendront. Pour ce qui nous regarde, nous aurons le même soin à leur égard, résolu que nous sommes à ne rien omettre de ce qui sera en notre pouvoir pour achever une œuvre si sainte et si salutaire ; car, Dieu le sait, nous ne nous proposons, dans la célébration de ce concile, que la gloire de Dieu même, la réduction et le salut des brebis errantes, la paix et la tranquillité perpétuelle de la chrétienté... (1) »

Cette bulle était une première satisfaction accordée aux vœux du Saint-Père, et lui en promettait une plus complète dans un prochain avenir. Pour ne pas abandonner un si doux espoir à l'inconstance des hommes et des temps, Pie IV poursuivit l'exécution de sa bulle avec autant de sollicitude qu'il en avait mis à écarter les obstacles qui en avaient retardé la publication. Peu content d'y donner par les formalités d'usage une éclatante publicité, il s'efforça de la faire pénétrer jusque dans les régions les plus reculées. Des nonces apostoliques allèrent la signifier aux états et aux princes de l'Europe, à ceux de l'Arménie, de la Grèce, de l'Éthiopie, au patriarche des Cophtes et à celui de Constantinople ; et leur remettre en même temps les brefs pressants que leur adressait le Saint-Père, pour les engager à se rendre, ou à se faire représenter au concile (2). Nous ne pouvons pas suivre dans leur mission tous ces apôtres de la bonne nouvelle. Il nous suffira de parler ici des difficultés et du succès qu'eurent dans la leur les nonces envoyés auprès des grandes puis-

(1) Labbe, *Collect. concil.*, t. XIV.

(2) On peut voir ces divers brefs dans les annal. de Raynaldi, sous l'an 1560.



sances de l'Europe et des princes protestants d'Allemagne.

L'abbé de Saint-Gildas, secrétaire du cardinal de Ferrare, fut chargé de porter à François II la bulle de convocation et un bref particulier du Saint-Père ; mais lorsqu'il arriva à la cour, une mort inopinée venait d'enlever ce prince à la France et de mettre à l'écart les sages ministres à qui il avait confié sa puissance. Charles IX, un enfant de dix ans, siégeait sur le trône ; Catherine de Médicis, princesse sans convictions religieuses, régnait sous le nom de son fils ; son pouvoir était partagé par le roi de Navarre, prince voluptueux par goût, et hérétique par complaisance pour Jeanne d'Albret ; l'amiral de Coligny, chef politique des calvinistes, les gouvernait tous les trois ; Odet de Châtillon, son frère et évêque scandaleux de Beauvais, exerçait dans le conseil une influence qui annihilait celle de deux ou trois sages conseillers ; le chancelier de L'Hospital, qui ne savait ni donner, ni recevoir de bons avis, croyait néanmoins porter tout un concile dans sa tête, et dédaignait l'autorité de l'Église. Cependant les protestants demandaient un concile où ils seraient juges et non accusés ; et, à défaut d'une assemblée de ce genre, un concile national, qu'ils espéraient faire tourner au schisme, ou transformer en un synode calviniste. Ils avaient manifesté leurs prétentions dans les états-généraux qui venaient de se clore à Orléans ; et depuis lors, ils les affichaient de vive voix et par écrit avec une insolence qui déterminait le pouvoir à conniver avec eux (1).

Ce fut à un gouvernement ainsi composé, et dans de pareilles circonstances que l'envoyé du Pape remit la bulle de convocation. Le conseil voulait y voir des défauts : il y en trouva. D'abord, cette bulle ne nommait point le roi de France, quoiqu'elle fît une mention expresse de l'empereur. Ensuite, ces mots : *toute suspension levée*, n'étaient point op-

(1) Pour les détails, voir l'*Hist. de l'Égl. Gallic.*, liv. 56-57.

portuns ; car ils supposaient que ce concile n'était que la continuation de l'autre ; et que l'on regardait comme irréfornable tout ce qui avait été décrété dans les sessions précédentes. Or les calvinistes demandaient un concile nouveau ; il fallait le leur accorder, si l'on voulait qu'ils s'y rendissent, et exprimer nettement cette concession dans la bulle, sinon le roi convoquerait lui-même un concile national.

Babou de la Bourdaisière, évêque d'Angoulême, ambassadeur ordinaire, les seigneurs de Rambouillet et de l'Isle, envoyés extraordinaires auprès du Saint-Siège, eurent ordre de se plaindre de l'omission du nom du roi très-chrétien, et d'exiger la correction des termes de la bulle qui pouvaient indisposer les protestants. Cependant comme on ne voulait pas causer le retard d'un concile qu'on se glorifiait d'avoir longtemps demandé, ni se brouiller avec les autres cours catholiques, on se contenta de montrer de la mauvaise humeur sur le premier grief, et de s'en rapporter à l'empereur sur le second (1).

L'empereur ne craignait pas moins les protestants d'Allemagne, que Catherine de Médicis, les huguenots de France ; il exigeait donc en leur faveur les mêmes changements à la bulle de convocation. C'est pourquoi les ambassadeurs français devaient, d'après leurs instructions, agir de concert avec ceux de Ferdinand. De son côté, Philibert Bochetel, évêque de Rennes, ambassadeur à Vienne, était averti d'observer les démarches de l'empereur, et d'en informer aussitôt la cour de Charles IX qui voulait y conformer les siennes (2).

En même temps, le roi d'Espagne, qui n'avait pas à garder les mêmes ménagements envers les hérétiques, voulait que

(1) Lettre du roi à l'évêque d'Angoulême, dans les *Mém. de Dupuy*, p. 62 et suiv. Instruction donnée au sieur de Rambouillet, *ibid.*, p. 72 et suiv.

(2) Dépêches de Charles IX et de Catherine de Médicis à l'évêque de Rennes, dans les *Mém. de Casteln. Addit.*, t. I, p. 478 et suiv.

la bulle exprimât formellement que ce concile n'était que la continuation du précédent. On lui fit observer que telle était en effet l'intention du Saint-Père ; que si elle n'était pas formellement indiquée dans le titre, elle était du moins équivalamment exprimée dans le corps de la bulle ; et qu'on avait dû concéder ce terme moyen à de puissantes susceptibilités, dans l'espoir d'un grand bien. Ces raisons satisfirent le roi ; mais les évêques espagnols qui connaissaient sa volonté, s'efforcèrent plus d'une fois de la faire prévaloir dans le concile (1).

La bulle de convocation rencontrait en Allemagne des esprits encore plus rebelles. Commendon, chargé de la porter à diverses cours de ce pays, se rendit d'abord à celle de Vienne, où il devait remettre au nonce Delfini le bref qui lui donnait la même mission pour les provinces du Nord. Après avoir conféré ensemble et avec le célèbre Hosius, qui se trouvait encore à la cour, de l'état des esprits en Allemagne, et des moyens de leur faire goûter l'invitation du Souverain Pontife, ils communiquèrent leurs instructions à l'empereur dont l'autorité pouvait leur rendre cette entreprise moins difficile. Ferdinand s'entretint longtemps avec eux du concile ; et, sans leur dissimuler qu'il aimerait mieux qu'il ne fût pas la continuation du précédent, il loua le zèle que le Pape déployait dans toute cette affaire. Puis il apprit aux deux nonces que les princes protestants devaient bientôt se réunir à Naumbourg, en Saxe, pour délibérer ensemble s'ils devaient se rendre au concile, et à quelles conditions ils devaient y assister (2). Il leur représenta que s'ils se ren-

(1) Pallav., *Istor. del concil di Trento*, lib. xv, cap. 2.

(2) Les princes de la confession d'Augsbourg se réunirent en effet, le 20 janvier, à Naumbourg, mais c'était autant pour refuser le concile que pour réviser leur confession, et s'entendre sur une même formule de croyance. Le duc de Saxe-Weimar voulait qu'on s'en tint à la confession d'Augsbourg, telle qu'elle avait été présentée à l'empereur en 1530. D'autres prétendaient qu'on devait y ajouter la réponse que Mélanchton



daient eux-mêmes à ce congrès, ils abrégèrent leur voyage et diminuèrent les difficultés de leur mission ; car ils trouveraient réunis les princes qu'ils devaient voir en particulier, et en recevraient une réponse collective que aucun d'entre eux n'aurait voulu leur donner en son propre nom. Les nonces suivirent cet avis et partirent pour Naumbourg (4). Ils y entrèrent vers la fin du mois de janvier, 1561, mais sans aucun appareil officiel, les protestants leur ayant refusé les honneurs dus à des ambassadeurs. Un accueil si peu bienveillant ne découragea point les agents du Saint-Siège. Ils demandèrent une audience particulière aux princes, vers lesquels ils avaient été envoyés. On la leur refusa ; ils consentirent à exposer le sujet de leur mission dans le congrès. Ils y furent introduits, le 5 février, par quatre gentilhommes que leur avaient envoyés l'électeur Palatin et le duc de Saxe. Dès qu'ils entrèrent dans la salle, tous les assistants, princes, ou fils de princes, ambassadeurs, conseillers et secrétaires, se tinrent debout, la tête découverte (2). Chacun d'eux reçut

avait faite, en forme d'apologie, aux assertions de Zwingli contre la présence réelle de Jésus-Christ dans le sacrement de l'Eucharistie. Ce dernier sentiment prévalut, et le duc irrité sortit brusquement de l'assemblée en jetant à ses adversaires la qualification de *sacramentaires*. Il ne laissa à Naumbourg qu'un de ses ministres, moins pour le représenter, que pour observer la suite des discussions. Les autres, pour éviter le reproche d'avoir abandonné la réforme primitive, ou les sentiments de Luther, publièrent une nouvelle édition de la confession d'Augsbourg et des œuvres du réformateur, mais avec des modifications qui en altérèrent considérablement le sens. Cette supercherie ne les préserva pas du reproche qu'ils voulaient éviter. Le duc de Saxe-Weimar, à son tour, fit réimprimer dans toute son intégrité le texte de la confession d'Augsbourg et des œuvres de Luther ; et cette édition répandue à profusion dans le public, accusa partout la mauvaise foi, l'inconstance et le désaccord des luthériens. (Spond., ad ann. 1561, n. 1-2. — Bossuet, *Hist. des Variat.*, lib. VIII, n. 43. — Lettre des nonces Delfino et Commendon au card. Borromée, ap. Lagomarsin. *Annot. ad Epist. Pog.*, t. II, p. 233.

(1) Raynaldi, ad ann. 1561, n. 18 et seqq.

(2) Parmi les membres du congrès on remarquait l'électeur de Saxe et l'électeur Palatin, le comte de Honstein, ambassadeur de l'électeur de Brandebourg, Wolfgang, duc de Wurtemberg, le margrave de Baden, le fils du landgrave de Hesse.

dans cette attitude la bulle de convocation et le bref respectif que le Pape leur avait adressé. Les princes invitèrent les nonces à s'asseoir à la place qui leur était destinée ; les nonces firent la même prière aux princes ; on s'assit, un profond silence se fit dans l'assemblée, et Delfini parla en ces termes :

« A peine élevé au Souverain Pontificat, Pie IV en a embrassé tous les devoirs ; mais le premier de tous, à ses yeux, c'est de réformer les mœurs corrompues, d'apaiser les dissensions, de ramener les peuples à l'unité de croyances, afin que le monde n'ait plus, en matière de religion, qu'un cœur et qu'un langage. Un concile œcuménique lui a paru le moyen le plus propre à opérer un si grand bien. C'est pourquoi, après en avoir mûrement délibéré avec le sacré collège, après avoir communiqué son dessein au sérénissime empereur des Romains, et aux autres monarques, le Pontife, usant de l'autorité divine dont il est revêtu, a convoqué le concile à Trente, pour la fête prochaine de la Résurrection du Seigneur. Il désire que tous les princes le sachent, afin qu'ils unissent leurs soins à sa sollicitude, et qu'ils servent de concert la cause de la piété, de la religion, de la foi, de l'unité ; mais il a surtout à cœur la paix et le bonheur de l'illustre nation allemande ; il nous a donc envoyés nous deux en qualité de nonces et avec la mission de voir, en son nom et au nom du Siège apostolique, chacun des princes du saint-empire, de les exhorter, de les prier, de les conjurer enfin de vouloir bien contribuer par leurs communs efforts à la réussite du concile, où règneront la paix, la douceur, la charité, où seront non-seulement entendues, mais encore exaucées, les justes demandes qui y seront faites, où il ne s'agira que d'approuver ce qui doit être approuvé, et de condamner ce qui doit être condamné, afin que la concorde et l'unité soient partout rétablies. D'ailleurs le Souverain Pontife est prêt à accorder le sauf-conduit le plus large qui ait jamais

été donné, et qui puisse jamais l'être. Il vous prie par notre bouche, seigneurs, d'envoyer au concile des ambassadeurs munis de pouvoirs opportuns et de concourir ainsi à cette grande entreprise, afin qu'on mette un terme à ces déplorables discussions qui montrent autant d'opinions sur la religion que de volontés, autant d'évangiles que de docteurs, qu'une même foi brille aux esprits, qu'une même religion inspire les actions, et que l'Église recouvre son antique splendeur. »

Commendon s'associa au langage de son collègue et ajouta quelques mots sur la nécessité d'assembler un concile pour terminer les querelles religieuses qui désolaient la chrétienté.

Quand ils eurent fini de parler, les deux électeurs échangèrent à voix basse quelques paroles qu'ils communiquèrent aux ducs de Neubourg et de Wurtemberg, puis le chancelier de l'électeur Palatin fit aux nonces la réponse suivante :

« Les très-illustres princes ont entendu ce que vous leur avez proposé au nom du Pontife Romain ; comme l'affaire est grave, ils ne veulent prendre maintenant aucune résolution. Ils vous donneront une réponse quand ils en auront délibéré. En attendant, ils désirent que vous leur remettiez par écrit ce que vous leur avez dit de vive voix. » Les nonces reprirent que le Pape avait nettement exprimé son intention dans la bulle, et qu'il en avait assez longuement écrit à sa majesté impériale, et que d'ailleurs leurs instructions leur défendaient de multiplier les écritures. Les princes se contentèrent de cette réponse, et congédièrent les nonces. Delini et Commendon se retirèrent à leur hôtel, accompagnés des mêmes personnages qui étaient venus les y prendre. Un quart d'heure après, trois gentilshommes se présentèrent au nom du congrès ; et, tenant à la main les brefs que les nonces avaient remis à chacun des députés : « Les princes, dirent-ils, occupés à vous entendre, n'avaient pas fait attention à ces mots : *A notre cher fils* ; mais comme ils ne reconnaissent

pas l'évêque de Rome pour leur père, ils ne veulent recevoir ni le titre de fils qu'il leur donne, ni les lettres qu'il leur envoie. » Commendon leur représenta que c'était la formule ordinaire dont se servaient les Pontifes Romains en écrivant aux princes chrétiens. Mais les trois envoyés, sans ajouter un seul mot, déposèrent les brefs sur la table, et se retirèrent. Cette brusquerie fit comprendre aux nonces que leur mission avait échoué. Ils résolurent cependant d'attendre qu'on les appelât de nouveau à l'assemblée pour y entendre la réponse des princes. Ils se préparaient à accepter cette invitation lorsque, dans la matinée du 7 février, ils virent venir à eux neuf conseillers à la suite du chancelier de l'électeur Palatin. Mais au lieu d'apporter l'invitation des princes, ces envoyés en apportaient la réponse, et ce fut le chancelier de l'électeur de Saxe qui fut chargé de l'exprimer aux nonces. « Les princes d'Allemagne, leur dit-il, ne peuvent comprendre les raisons que le Pape a eu de leur envoyer des ambassadeurs. Les croit-il capables de changer de sentiments? Espère-t-il pouvoir ébranler leur constance? Ignore-t-il quelle est la religion et la créance des Allemands? Il y a trente ans qu'ils en ont fait une profession publique à Augsbourg, adressée à l'empereur Charles V, écrite dans les formes, et confirmée par des témoignages évidents des Écritures. Ce ne fut pas sans de grandes raisons qu'ils se retirèrent alors de la juridiction et de la puissance des Papes qu'ils reconnaissaient auparavant : et comme ils se séparèrent avec justice, de la communion de ces esprits ambitieux, qui au lieu d'avancer la gloire du nom de Jésus-Christ, ne travaillent qu'à établir leur grandeur et leur puissance particulière ; ils n'ont pas résolu présentement d'obéir à Pie IV, qui les invite au concile, parce qu'ils sont persuadés qu'il n'a nul droit de le faire. C'est une chose étrange, qu'il veuille s'ériger en arbitre des controverses, et des différends de l'Église, lui qui est la source de toutes les divisions ; et qu'il s'établisse lui-même



juge de la vérité, lui qui l'attaque, et qui la méprise plus cruellement que tous les autres.

» Qui ne sait que c'est la principale occupation des Papes, que d'armer les nations les unes contre les autres, et que de jeter partout des semences de division, pour augmenter leur puissance, ou leurs revenus, par les troubles des états, et par la ruine des peuples ? Quelles violences et quelles cruautés n'exercent-ils pas contre ceux qui passent de l'adoration qu'on rend à leurs personnes et à leurs idoles, à une solide piété ? Combien de superstitions ont-ils introduites parmi les chrétiens ? N'ont-ils pas répandu des ténèbres, qui couvrent encore aujourd'hui les lumières de l'Évangile ; et ne souffrent-ils pas des erreurs plus grossières, et plus criminelles, que les payens n'en souffraient autrefois avant la naissance de Jésus-Christ ? Ce qui me paroît encore plus horrible, c'est que vous donnez de beaux noms à de mauvaises choses ; que vous couvrez l'impiété sous des apparences de vertu ; et qu'étant vous mêmes les corrupteurs des mœurs et de la religion, vous voulez passer pour les auteurs et pour les défenseurs des lois de l'Église.

» Nous sommes assurés qu'il y a dans toutes les nations des gens d'honneur, zélés pour la paix et pour le bien public, qui souhaitent avec passion qu'on retranche, et qu'on abolisse ces vaines tromperies, et ces impuretés qui rendent l'Église difforme, et qu'on rétablisse cette discipline pure, véritable, et conforme aux maximes évangéliques. Les Papes devroient avoir ce soin, eux qui prennent depuis tant de siècles des titres si orgueilleux dans la république chrétienne, et qui ont usurpé l'autorité souveraine sur les choses saintes. Mais il n'est que trop certain qu'ils ne s'attachent qu'à la passion déréglée qu'ils ont de dominer, et qu'ils songent plutôt à entasser des superstitions, qu'à régler ce qui regarde le culte de Dieu.

» Au reste, vous avez tort de nous accuser d'être légers,

de suivre tous les jours des opinions nouvelles, et de nous jeter aveuglement dans des sectes qui se contredisent ; puisque nous n'avons qu'une même volonté, et que nous souscrivons tous à cette formule de foi, que nous dressâmes à Augsbourg par ordre de l'empereur. Nos princes vous déclarent qu'ils ne s'en écarteront point, et qu'ils ne souffriront jamais que le Pape leur donne la loi. Les Allemands ne relèvent que de l'empereur ; c'est leur prince ; c'est leur chef ; c'est l'arbitre de tous les différends qui s'élèvent dans la chrétienté : et c'est à lui seul qu'appartient le droit d'assembler des conciles légitimes. Lorsque ses ambassadeurs seront arrivés, nos princes s'expliqueront avec eux sur ce sujet. Mais ils sont résolus de n'avoir jamais aucune communication avec le Pape. Pour vous, Messieurs, parce qu'ils ont appris que vous êtes sortis des plus illustres familles de Venise, et que vous êtes illustres vous-mêmes par votre vertu et par votre sagesse, ils ont beaucoup d'estime et beaucoup de respect pour vos personnes ; et vous en eussiez reçu des marques publiques, si vous fussiez venus comme particuliers, et non comme ambassadeurs du Pape. »

Les nonces, après avoir ouï ce discours, furent quelque temps à délibérer, et jugèrent à propos d'y répondre. Alors Commendon prenant la parole : « Je loue, leur dit-il, la prudence de vos princes, de n'avoir pas voulu qu'on nous rendît, en leur présence, une réponse si désobligeante, et si injurieuse. Mais quelle justice y a-t-il de parler avec tant d'aigreur et d'emportement contre ceux qui vous envoient des ambassadeurs, jusques dans le fond de l'Allemagne, pour vous témoigner l'affection qu'ils ont pour vous, et le soin qu'ils prennent du bien public. Je vois bien que vous tenez de vos docteurs cette injuste coutume, de combattre par vos médisances, ceux qui vous convainquent par leurs raisons. Mais la vérité est invincible ; et les injures et les calomnies, bien loin de l'opprimer, la font éclater davantage. Pour

moi, Messieurs, je suis obligé de vous répondre, mais j'ai résolu de ne vous point imiter, afin que vous connaissiez que j'ai l'avantage sur vous, non-seulement par la justice de la cause que je défends, mais encore par la modération que j'observerai dans mon discours.

» Nous avons assez expliqué en présence des Princes, mon collègue et moi, les intentions du Pape Pie IV, et le dessein qu'il a, lors qu'il invite les Allemands au concile. Il ne pense qu'au salut, et au repos de la chrétienté, et particulièrement de l'Allemagne, quoique tout vous soit suspect, et que vous interprétiez tous ses sentiments comme il vous plait. Nos ancêtres ont reconnu qu'il n'y avoit point de remède plus juste, plus salulaire, pour guérir les plaies de l'Église, que l'autorité d'un concile. On a révééré de tout temps la majesté et la sainteté de ces assemblées, et ceux-mêmes qui par leur erreur, ou par leur crédulité, s'étoient séparés de l'Église, ont regardé leurs décisions comme des oracles, et comme des ordres venus du Ciel. Combien de fois est-il arrivé que des provinces infectées du venin contagieux des hérésies, ont été remises dans la sainte doctrine par les conciles ! Y a-t-il quelqu'un qui soit assez présomptueux, pour se croire plus sage que toute l'Église ensemble, et qui ose s'opposer au consentement de ceux que Dieu nous a donnés pour être les docteurs et les interprètes de ses vérités ; à qui il a promis sa présence dans tous les siècles, et de qui il a souvent confirmé les décrets par des miracles ?

» Vous parlez du droit de convoquer les conciles comme d'une prétention imaginaire. D'où vient que vous attribuez aux empereurs un pouvoir, que Dieu et les hommes ont donné aux Pontifes Romains, depuis la naissance de l'Église ; et que l'empereur Ferdinand même, à qui vous le déférez, n'accepte pas ? Ce prince est trop éclairé, et trop religieux, pour ignorer, ou pour usurper les droits du Souverain Pontife. Il n'est pas nécessaire de vous les expliquer ici. Tout le

monde sait le respect, que les plus grands empereurs ont toujours eu pour le Saint-Siège. Ferdinand en a beaucoup, et le Pape le traite avec une tendresse paternelle. Peu de gens ignorent aussi la considération que le Saint-Siège a toujours eue pour les Allemands, et les grâces qu'il leur a faites. D'où vient que vous avez des empereurs ; d'où vient cet honneur et ce privilège singulier d'élire vous-mêmes vos princes ? Est-ce une chose si extraordinaire, que Pie IV, à l'exemple de ses prédécesseurs, en qualité de père commun des chrétiens, prenne quelque soin de l'Allemagne ? Il nous envoie pour vous avertir charitablement de quitter vos erreurs. Il semble même, que vous ayez quelque considération pour nos personnes. Trouvez-vous que ce soit un coup si hardi, que de vous envoyer des ambassadeurs ? En êtes-vous aussi étonnés que vous le dites. On connoit bien que vous avez perdu la piété, et l'honnêteté de vos pères. Dans leurs doutes, et dans leurs différends, ils s'adressoient avec beaucoup de confiance au Souverain Pontife : et vous rejetez avec un injuste mépris, les offices paternels qu'il veut vous rendre.

» Pour ce que vous dites, que ce seroit au Pape à reformer le siècle, et à rétablir la discipline, nous en sommes d'accord avec vous. Pie IV, dès les premiers jours de son pontificat, n'a-t-il pas entrepris de le faire ; n'y travaille-t-il pas incessamment ? Il veut remédier à tous les désordres. Il exhorte tout le monde à contribuer à la paix de l'Église. Il veut régler et décider toutes choses, par les sentiments des Pères assemblés, et par l'autorité d'un concile. Vous ne pouvez l'ignorer. Vous avez lu le bref ; vous avez pu avoir des nouvelles de Rome, si ce n'est que vous soyiez résolus de tourner tout en mauvaise part, et que vous ne vous arrétiez qu'aux choses qu'il faut corriger, sans vous informer de celles qui sont justes, et qui sont louables.

» Faut-il que je réponde à cet endroit de votre harangue, où vous nous accusez de superstition, de relâchement, de



ténèbres répandues sur les vérités de l'Évangile? Il est aisé à juger que la haine de la vérité, et le plaisir de médire vous ont aveuglés. Nous pourrions dire, à la gloire de l'Église Romaine, qu'elle s'est rendue plus illustre que toutes les autres, par les soins qu'elle a eus de porter plus loin la gloire du nom de Jésus-Christ, et la connoissance de son Évangile. Mais nous n'avons accoutumé de nous glorifier, qu'en celui qui justifie les pécheurs, et qui récompense les justes. Vous pouvez pourtant apprendre par toutes les histoires anciennes, que ces grands évêques, qui ont été si-célèbres par leur piété et par leur doctrine, depuis le siècle des Apôtres, ont toujours eu recours à l'Église de Rome, dans les difficultés de la religion, et se sont arrêtés à ses décisions. Je pourrois vous citer des rois de toutes les parties du monde, et des nations les plus éloignées, qui ont député à Rome, pour se faire instruire de nos mystères. Je pourrois vous nommer un nombre presque infini de peuples, que cette Église a retirés de l'impiété et des erreurs honteuses, où ils étoient plongés, pour les reduire sous des lois plus pures, et sous un culte plus saint. Il n'y a presque aucune province qui ne lui doive le bonheur d'avoir reçu, ou d'avoir conservé la religion catholique.

» Je ne m'arrêterai point aux autres : car pourquoi vous chercher des exemples étrangers? D'où avez-vous tiré la connaissance de la foi chrétienne? Qui sont ceux qui ont été vos maîtres? D'où vous est venue la lumière de l'Évangile? Si vous êtes chrétiens, si vous avez cessé d'être barbares, pouvez-vous nier qu'après Dieu, vous n'en ayiez l'obligation à l'Église romaine? C'est elle qui a jeté les premiers fondements de la piété; c'est elle qui vous a instruits des mystères; c'est elle qui vous a donné les lois de la véritable adoration; c'est elle enfin qui vous a honorés de la gloire et de la majesté de l'empire. Elle avoit mérité, par tant de grâces qu'elle vous avait faites, d'être considérée comme une bonne mère; et vous vous êtes révoltés contre elle. Depuis que vous avez

quitté cette règle de la vérité et de la foi, en quelles erreurs n'êtes vous point tombés? Quels détours! Quels égarements! Quelle confusion!

» Vos princes se plaignent, dites-vous, de ce que nous avons osé dire, que l'Allemagne était agitée d'une grande diversité de religions; et nous nous plaignons de ce que vous osez le nier. Y a-t-il rien de plus certain et de plus évident que ce désordre, et cette confusion de sentiments différents, qui vous partagent sur le sujet de la foi et des cérémonies? Vous ne vous accordez que contre nous, et contre l'Eglise, que vous avez abandonnée. Pour tout le reste, rien de plus éloigné, rien de plus contraire. Cela n'est-il pas connu de tout le monde? L'Allemagne n'est elle pas pleine de livres qui se contredisent? Nous croyez-vous si peu curieux, que nous n'en sachions quelques nouvelles? Luther que vous tenez pour un autre saint Paul, qui a forgé cette belle formule de foi d'Augsbourg, que vous vantez tant, a-t-il été toujours d'un même sentiment? N'a-t-il pas fait de nouvelles professions de foi presque tous les ans? Ceux qui l'ont suivi, n'ont-ils pas changé, ou interprété ses pensées selon leur caprice? Quelles disputes n'y a-t-il pas déjà parmi vous, touchant ce qu'il a cru? Qui est-ce qui approuve toutes ses opinions? Melanchton n'a-t-il pas ses partisans? Oïcolampade les siens? Zuingle ne fait-il pas une secte à part? Et combien de gens s'attachent à celle de Calvin! Il y en a une infinité d'autres, qui ne sont d'accord ni avec Luther, ni entr'eux. Il n'y a point de ville en Allemagne, point de bourg, point de famille, où il n'y ait quelque différend de religion. Les femmes disputent avec leurs maris, les enfants avec leurs pères. Chacun croit avoir la véritable foi, et l'intelligence des Écritures : et ce qui est déplorable, les plus ignorants, dans leurs entretiens, et dans leurs repas, décident des points de la religion; et dans les temps de leurs divertissements, et de leur intempérance, se mêlent de faire les réformateurs.

» Dans cette assemblée même où vous êtes, quel soin n'avez-vous pas eu de sauver les apparences, et de faire croire que vous étiez tous du même sentiment ? Vous n'avez pu y parvenir. Je ne m'en étonne pas : la vérité est une, et s'accorde toujours avec elle-même. L'erreur s'entretient par la désunion, et par les désordres. Plus on s'écarte du port de l'Eglise, plus on est agité des flots des fausses opinions. Cette diversité, et cette inconstance de vos docteurs ne devrait-elle pas vous rappeler à la vérité, qui est simple, et qui ne sauroit avoir plusieurs formes ? Que ne suivez vous l'exemple de saint Paul, qui est écrit pour notre instruction ? Cet apôtre étoit inspiré du Saint-Esprit : Dieu lui avoit donné une sagesse toute céleste, pour l'empêcher de tomber dans l'erreur. Cependant, il eut ordre de Dieu même, dans une affaire qui paroissoit douteuse, de s'adresser au concile des Apôtres, de peur qu'il n'eût couru en vain, comme saint Luc le rapporte.

» Mais c'est à vous à examiner toutes ces choses. Le Pape, après s'être acquitté de son devoir de père envers vous ; après avoir fait agir tout son zèle, pour remettre ses enfants égarés dans la voie de leur salut, vous fera un jour à vous, et à toute l'Allemagne, le même reproche que Jésus-Christ fit à la ville de Jérusalem dans son Évangile : *Combien de fois ai-je voulu rassembler tes enfants, comme la poule rassemble ses poussins sous ses ailes, et tu ne l'as pas voulu ?* Pour les civilités que vous nous avez faites en notre particulier, de la part de vos princes, nous vous prions, Messieurs, de les en remercier aussi en notre nom ; mais nous leur déclarons que nous ne méritons rien, qu'en considération de celui qui nous envoie. »

Ces éloquentes et énergiques paroles causèrent aux coseillers un étonnement qui ne leur permit pas de répliquer. Ils allèrent les redire à l'assemblée, où elles excitèrent un dépit d'autant plus violent qu'elles étoient plus justes (1). Quant

(1) Lettre commune des nonces Delfini et Commendon au card. Borromée, datée

aux nonces, ils partirent de Naumbourg, et allèrent porter dans les contrées, qui leur étaient assignées, les services de leur zèle et les paternelles invitations du souverain Pontife. Mais l'hérésie ferma presque tous les cœurs à leurs propositions. Le duc de Saxe accorda à Commendon le passage sur ses terres, et refusa de le voir. L'électeur de Brandebourg fit au nonce un accueil moins inconvenant, mais il subordonna sa réponse à celle des princes du congrès de Naumbourg. Or dans cette assemblée qui, peu de temps après, fut transférée à Erfurt, il fut décidé que les princes n'assisteraient au concile ni en personne, ni par leurs représentants, lors même qu'on accorderait à leurs théologiens le droit de suffrage, et que les décrets portés sous Paul III et Jules III, seraient remis en question. L'aveu était naïf : ils avaient toujours mis à leur présence au concile cette double condition ; maintenant ils refusent absolument de se présenter, qu'on la leur nie, ou qu'on la leur accorde. Qu'était-ce à dire sinon que leurs opinions craignaient le contact de la vérité, et qu'ils restaient protestants moins par conviction que par haine pour l'autorité spirituelle ? La passion, hélas ! est trop souvent la religion des ennemis de l'Église.

Commendon put s'en convaincre plus d'une fois dans le cours de sa mission. Le marquis de Brandebourg lui déféra les mêmes égards que l'électeur, et lui fit à peu près la même réponse. Le roi de Danemarck lui interdit l'entrée de ses états. Le roi de Suède lui fit répondre qu'il le verrait en Angleterre, où il se rendait. Or Elisabeth avait défendu le passage au nonce Martinengo que le Pape lui avait envoyé, et à tout autre qui voudrait entrer dans son royaume avec la même mission. Commendon ne se rebutait pas aisément ; il alla at-

de Naumbourg, le 8 février 1561, citée intégralement par Lagomarsini dans ses savantes notes sur les lettres de Poggiani, t II, p. 229 et suiv. — Raynaldi, ad ann. 1561, n. 23 et seqq. — *Hist. du card. Commendon*, écrite par Graziani, compagnon du cardinal, et trad. par Fléchier, liv. II, chap. II et III.



tendre le roi de Suède en Belgique ; et peut-être aurait-il pu s'aboucher avec lui, si un ordre du Souverain Pontife ne l'eût rappelé à Rome. Il vit sur sa route les principaux prélats de l'Allemagne et de la Belgique, et les invita tous, au nom du Saint-Père, à se rendre au concile universel. Mais la plupart d'entre eux éludèrent ses instances. Les uns étaient trop avancés en âge ; les autres, effrayés des menaces que les hérétiques proféraient contre ceux qui iraient au concile, craignaient de livrer, en s'absentant, leur diocèse à un si violent fanatisme. Plusieurs, comme les archevêques de Magdebourg et de Brême, les évêques de Paderborn, de Naumbourg et de Liège, acceptèrent avec joie l'invitation du Pape et promirent d'intervenir au concile. L'électeur de Cologne demanda du temps pour en conférer avec l'empereur. L'électeur de Trèves fit proposer à Rome cette question : s'il valait mieux pour lui se rendre à Trente et livrer ainsi son église à l'invasion de l'erreur, ou envoyer comme procureurs au concile des hommes recommandables par leur science et leur piété ; et s'abandonna à la décision du souverain Pontife (1).

(1) *Epist. Commend. ad Hosium à Lagomars, allat in annot. ad Epist. Pog.*, t. II, p. 245 et seqq. — *Gratian, De Script. invit. Minerv.* à Lagomars, édit., t. II, p. 20 et seqq. — *Pallav.*, lib. XV, cap. 4-5 et seq. — *Raynaldi*, ad ann. 1561. n. 31 et seq.

Commendon fit, de la part du Saint Père, la même invitation à l'Université de Louvain, qui l'accepta avec respect. Il proposa même aux cardinaux de Mantoue et Seripandî, de mander nommément au concile quatre docteurs de ce corps, entre autres Baïus et Hessels, dans l'espoir que ces deux derniers, au contact du concile, renonceraient aux nouveautés qu'ils commençaient à propager. Mais il leur conseilla de ne tirer aucun docteur de celle de Cologne, parce que la présence de tous était nécessaire pour défendre cette ville de l'invasion de l'hérésie. M. de Ram, recteur actuel de l'Université de Louvain, cite à ce propos le passage suivant de la lettre de Commendon au cardinal de Mandoue : « Illic (*Coloniæ*) universa theologiæ academia pendet ferè ab uno jesuitarum collegio. Hi verò tantæ sunt utilitatis juventuti in educatione et in litteris, atque universæ civitati, concionibus, confessionibus ac vitæ exemplo, ut majoris esset damni quam lucri, si vel eorum unus indè amoveretur. Equidem in ecclesiis Germaniæ firmitus majusque præsidium haud nactus sum, quàm eorum collegia. Utinam multa construerentur ! »

*Mém. sur la part que le clergé de Belgique, et spécialement les docteurs de Louvain ont prise au concile de Trente*, p. 53).

Delfini eut aussi à lutter contre des obstacles qui, s'ils ne rebutèrent point sa patience, compromirent du moins le succès de sa mission. Le sénat de Nuremberg et les magistrats des autres cités impériales lui répondirent qu'unis aux princes de la confession d'Augsbourg, ils ne pouvaient s'en séparer, ni professer une foi différente de la leur. Le nonce Canobio, chargé de porter la bulle en Prusse, en Pologne et en Moscovie, rencontra les mêmes passions, ou les même préjugés. Le Grand-Maitre de l'Ordre Teutonique, partisan déclaré du luthéranisme, lui dit qu'il ne voulait ni reconnaître le Pape, ni le concile. Le roi de Pologne lui fit un accueil bienveillant, mais il l'empêcha d'aller en Moscovie (1).

Partout enfin, en Allemagne et dans les contrées septentrionales de l'Europe, la proposition du concile fut accueillie avec froideur par la politique, et avec fureur par l'hérésie, qui redoutait un pareil tribunal. Les démarches des nonces apostoliques témoignèrent du moins au monde chrétien de la sollicitude du Souverain Pontife, et de ses efforts généreux pour rendre le bonheur à l'Europe en la ramenant à l'unité de croyance. Et lorsque, plus tard, les hérétiques se plaignirent qu'on les avait condamnés sans les entendre, personne n'ignorait qu'ils n'avaient point voulu être entendus.

La France était bien loin de donner aux princes et aux États d'Allemagne l'exemple d'une conduite plus sage. Toujours inspiré par la peur des huguenots, ou par un esprit d'irrégion, le conseil du jeune Charles IX réclamait sans cesse le concile, mais à des conditions qui auraient été un blâme pour les sessions précédentes ; et, sans égard pour les embarras qu'il ajoutait encore à ceux que l'Allemagne suscitait à Pie IV, il menaçait toujours ce Pontife d'un concile national, si l'on ne s'empressait de tenir le concile œcumé-

(1) Pallav., lib. xv, cap. 9.

nique. Le délai auquel les circonstances condamnaient le Saint-Père, n'était, de la part du gouvernement de Charles IX, qu'un prétexte deloyal : il l'alléguait pour accorder sans honte aux huguenots le concile national qu'il n'osait pas leur refuser, et attribuait cette mesure à son zèle pour le bien public et à la nécessité de pourvoir aux maux de la France.

Sa charité éleva Pie IV au-dessus de toutes ces tracasseries : il s'efforça d'arrêter le gouvernement français dans la voie fatale où il s'engageait, et de lui faire abandonner le projet du concile national. Hippolyte d'Este, cardinal de Ferrare, fut chargé d'aller porter au Louvre les représentations du Saint-Père (1); mais ceux à qui elles devaient s'adresser ne les attendirent pas. Il avait officiellement reçu sa mission le 2 juin, et, dix jours après, le gouvernement de Charles IX donnait suite à son projet de concile national. Il ne l'avoua cependant pas aux évêques, de crainte d'essuyer un refus ; il se contenta de les convoquer à Paris, *pour adviser de l'élection de ceux desdits prélats qu'on enverroit au concile consulter et résoudre en bonne et grande compagnie les choses qui se devoient proposer de la part de l'Église Gallicane, adviser de l'ordre qu'on auroit à établir en leurs diocèses, durant leur absence, pour contenir leurs troupeaux au vray chemin du salut....*

Un grand nombre d'évêques prenant les mots pour ce qu'ils signifiaient, se rendirent à l'invitation du roi. La Sorbonne devina dans cet appel l'intention d'un concile national, et refusa de s'y rendre ; mais elle représenta au chancelier que la convocation du concile universel supposait, de la part du Souverain Pontife, la défense d'assembler des conciles nationaux ou provinciaux, et qu'on ne pouvait tenir des assemblées de ce genre sans son exprès consentement ; que

(1) Pallav., lib. xv, cap. 12.

si l'on voulait traiter des dogmes contestés par les hérétiques, c'était à l'Église à décider, et déjà elle avait parlé... Le conseil eut moins égard à ces sages avis qu'aux exigences des hérétiques, qui à leur tour furent indirectement invités à se rendre à Poissy. C'était dans cette ville que devait se tenir l'assemblée. Quarante-huit prélats, archevêques ou évêques, y furent mandés ; mais tous, excepté cinq, partisans du calvinisme, ou courtisans complaisants, étaient bien décidés à ne point se prêter aux vues du gouvernement, s'il voulait faire de cette assemblée un concile national. Leur doute ne tarda pas à être éclairci. Le 31 juillet, le chancelier, dans son discours d'ouverture, prononça le mot qu'on n'avait point hasardé dans l'appel, et dit que ce *concile national* était convoqué pour aviser à la réformation des abus introduits dans la discipline ecclésiastique, et à la guérison des maux qui désolaient le royaume.

Les évêques comprirent alors que le gouvernement voulait faire d'eux les instruments de sa politique irréligieuse. Le lendemain, 31 août, ils se réunirent sous la présidence du cardinal de Tournon, et protestèrent *qu'ils ne feraient absolument rien contre le consentement et le bon vouloir de Notre Saint Père, chef de l'Église catholique*, qu'ils ne se prêteraient point à un concile national, et que se bornant à ce qui regardait les abus introduits dans l'Église de France, ils ne toucheraient point aux matières de foi. Ils ne démentirent pas dans la suite une si noble protestation : dans leurs réunions particulières, ils firent sur la discipline ecclésiastique de sages réglemens qu'ils soumirent au jugement et à l'approbation du Souverain Pontife ; et ils se réservèrent la qualité de juges, lorsque Catherine de Médicis, exécutant à demi son projet de concile national, eut admis les suppôts du calvinisme à exposer leur profession de foi, en leur présence. Ce fut le 9 septembre que Bèze profita de cette faveur au nom de la *réforme* et des nombreux ministres qui étaient accourus à



Poissy. Michel de l'Hospital, à l'ouverture de la séance, prononça en présence du jeune roi et de toute sa cour, un de ces discours vagues et impertinants d'où son éloquence banale ne savait point sortir. Jamais il ne fut plus lui-même que dans cette circonstance. Il déclara tout d'abord que les évêques étaient là réunis pour procéder à la réformation non-seulement des mœurs, mais encore de *la doctrine* : et, pour justifier un but si singulier, il entassa des erreurs de tout genre, erreurs de fait, erreurs de droit, erreurs de doctrine. Ainsi, il prétendit que Constantin avait présidé le concile de Nicée, qu'un concile œcuménique peut se tromper, et qu'un concile national peut le réformer ; il prit le conciliabule de Rimini pour un concile général, que saint Hilaire avait redressé dans le synode de sa province... Il confirmait le tout par sa comparaison, empruntée à la thérapeutique, moyen inévitable qu'il suppléait aux bonnes raisons, mais qui ne les remplaçait pas. De là il concluait qu'il ne convenait pas d'attendre le concile universel, qui d'ailleurs n'était point nécessaire dans ce cas, attendu qu'un concile national déciderait plus à propos et mieux les questions qui s'agitaient en France... Ce discours supposait dans l'orateur peut-être plus d'ineptie que d'impiété ; mais l'une et l'autre étaient également dangereuses dans un homme qui exprimait la volonté gouvernementale ; et il importait à la dignité et à la conscience des évêques présents qu'ils fissent connaître la leur. C'est pourquoi le cardinal de Tournon déclara en leur nom qu'ils n'étaient point rassemblés pour s'occuper des matières proposées par le chancelier, mais seulement pour délibérer sur les points exprimés dans les lettres de convocation.

Cependant on introduisit les ministres calvinistes dans la salle, où, d'après les dispositions prescrites par le cardinal de Lorraine, ils furent retenus au-delà d'une barrière. Ce fut de ce poste que Bèze, pour sa croyance, parla contre celle de l'Eglise avec cette arrogante légèreté qui ne croit

rien, tranche sur tout et se dispense de prouver. Huit jours après, le cardinal de Lorraine, en présence du même auditoire, releva avec une majestueuse éloquence tout ce qu'il y avait eu d'insultant pour l'Église et dans le discours de Bèze et dans la harangue de Michel de l'Hospital. Il revendiqua pour les évêques les droits et la qualité de juges, qu'ils entendaient exercer dans cette assemblée, marqua les ministres du caractère d'accusés, et rétablit contre eux avec une remarquable solidité la doctrine de l'Église.

Catherine de Médicis aurait dû se contenter d'une si savante apologie de la foi catholique ; mais elle en fut d'autant moins satisfaite que les calvinistes en furent plus mécontents. Elle fut obligée néanmoins d'ôter à ces débats l'apparence d'un concile national et de les réduire aux proportions de simples conférences. Son projet de conciliation n'y réussit pas mieux que dans les assemblées précédentes. Les évêques furent constants à le rejeter ; et d'ailleurs ils venaient d'associer à leur sollicitude un défenseur capable de le faire échouer. Le Père Laynez, arrivé depuis quelques jours avec le cardinal de Ferrare, soutint la vérité avec une vigueur qui déconcerta les hérétiques, et adressa à la reine-mère des leçons qu'elle n'était pas accoutumée à entendre. « Il faut, lui dit-il, que vous compreniez qu'il n'appartient ni à Votre Majesté, ni à aucun des princes temporels de traiter des affaires de la foi : ces matières ne sont point de leur compétence, et elles sont étrangères à leurs habitudes et à leurs études. Pour les choses de la foi, le Souverain Pontife et le concile universel peuvent seuls les définir. Au moment même où je parle, un concile œcuménique est ouvert, et dans cette circonstance, il ne me semble ni convenable, ni licite de tenir des assemblées comme celles-ci. Déjà le concile de Bâle avait décidé qu'il ne se tiendrait aucun synode provincial soit pendant la tenue d'un concile général, soit pendant les six mois qui en précèderaient l'ouverture. Votre Majesté devrait donc renvoyer au

concile de Trente ceux qui sont ici présents ; c'est là qu'Elle trouvera le remède qu'Elle cherche. Ce concile, composé des plus savants hommes de l'Église, a encore pour lui l'assistance infaillible de l'Esprit Saint, ce que nous ne pouvons point nous promettre ici. Le Souverain Pontife donnera un sauf-conduit aux religionnaires, et leur assurera toute la sécurité nécessaire, s'ils veulent s'y rendre pour satisfaire le désir qu'ils témoignent de s'instruire... »

Ces observations ne laissaient aucun prétexte à Catherine de Médicis. Elle parut les comprendre ; et elle se résigna à confier ses projets de conciliation à quelques interlocuteurs choisis dans les deux camps. Mais cette nouvelle expérience donna encore un humiliant démenti à sa politique (1).

Voilà donc quelle était la position du Saint-Siège vis-à-vis les puissances de l'Europe : la France demandait le concile général pour l'acquit de son honneur en présence des cours catholiques, et tentait en même temps un concile national, pour opérer une fusion absurde entre les dogmes de l'Église et les erreurs du calvinisme ; en Allemagne, l'empereur mettait au concile des conditions, qui, acceptées dans toute leur étendue, en auraient abaissé la dignité et altéré la nature ; les princes protestants, divisés entre eux d'opinions et d'intérêts, s'accordaient tous à rejeter un concile universel, qui devait envelopper toutes les sectes dans une même et légitime condamnation. La faiblesse des uns et la haine des autres montraient la nécessité du concile et justifiaient les efforts que faisait Pie IV pour le rassembler.

Tandis que ce Pontife luttait avec tant de patience et de constance contre le mauvais vouloir de tous, et que ses nonces portaient dans toute l'Europe les témoignages de son zèle et de sa sollicitude, il prenait à Rome les mesures nécessaires pour assurer le succès du concile, à quelque époque que les

(1) *Hist. de l'Égl. Gallic.*, liv. LVII.

circonstances lui permissent de le tenir. Dès le 44 février 1561, il donna au cardinal de Mantoue la mission de présider l'assemblée, et un mois après il lui adjoignit pour collègue le cardinal Paris Dupuy.

Hercule de Gonzague, âgé alors de cinquante-six ans, en avait passé près de quarante dans les dignités ecclésiastiques. Cardinal en 1527, évêque de Mantoue, archevêque de Tarra-gone, administrateur du diocèse de Fano et de Soana, légat de la Campagne de Rome et de la Marche d'Ancône, tuteur du jeune duc de Mantoue, son neveu, il avait déployé dans toutes ces charges une habileté, un zèle, des connaissances et des talents qui l'avaient rendu cher aux Pontifes Romains. D'un autre côté, les rapports que sa naissance et sa parenté avaient rétablis entre lui et les autres princes, avaient révélé son mérite et commandé l'estime aux cours souveraines de l'Europe. En sorte que par sa longue expérience et la finesse de son jugement, il pouvait imprimer une sage et vigoureuse impulsion au concile, répandre de l'éclat sur cette assemblée par la grandeur de son nom, et lui assurer la protection des puissances par son propre crédit ou par celui de ses proches. Aussi sa nomination aux fonctions de président du concile obtint-elle les applaudissements du Sacré-Collège, et le cardinal d'Augsbourg s'empressa de l'annoncer à l'empereur en ces termes :

« La convocation du concile général m'a causé une grande joie, mais rien ne m'a fait plus de plaisir que le choix de l'illustre cardinal de Mantoue pour le présider. On ne pouvait pas mettre à la tête d'une assemblée où doivent s'agiter les plus grands intérêts de la république chrétienne, un homme qui apportât à cette dignité des plus nobles qualités d'esprit et de cœur ; car (pour ne rien dire ici de sa naissance qui le relève aux yeux du public) jamais personne n'a déployé plus de prudence et de piété que ce grand prélat n'en a fait briller pendant tant d'années dans le gouvernement de



la principauté et du diocèse de Mantoue : il s'y est révélé grand évêque par le soin des choses divines, et grand prince par l'administration des choses humaines. Aussi dans un temps où le trouble est répandu partout, ses peuples ont-ils joui d'une paix, d'une sécurité parfaite, grâce à l'exemple de sa vie, à sa piété, à sa justice et à son équité. Il possède des connaissances aussi profondes que variées, celles surtout que réclame l'emploi où il vient d'être appelé ; et, ce qui lui est peut-être plus honorable et plus nécessaire, il est doué d'une âme grande qui ne saurait s'abaisser à un égoïsme mesquin, qui n'accorde rien à la faveur, rien à l'intrigue, et suit toujours, dans sa générosité, la règle du devoir et de la piété. Non, on ne pouvait pas, à mon avis, confier la mission de veiller à la cause de Jésus-Christ, de pourvoir au salut et au repos de la chrétienté, à un homme plus capable de la remplir... (1). »

Le cardinal Dupuy n'était pas issu d'un sang aussi illustre, mais il se recommandait à l'estime publique par une égale piété et par une science encore plus vaste. Malheureusement, accablé d'années et d'infirmités, il ne put point porter au concile le tribut de ses lumières. Il fut remplacé dans sa charge par le cardinal d'Altemps, évêque de Constance, et un des prélats les plus recommandables d'Allemagne. Mais déjà le Pontife avait donné d'autres collègues au cardinal de Mantoue : c'était le cardinal Hosius, évêque de Warmie, qui, par la sainteté de sa vie et l'étendue de ses connaissances théologiques, et par ses combats contre l'hérésie, s'était acquis en Allemagne, comme en Pologne, une estime extraordinaire auprès de tous les catholiques ; le cardinal Seripandi, archevêque de Salerne, qui avait déjà donné dans le concile de Trente des preuves si éclatantes de son mérite ;

(1) *Epist. Pog.*, à Lagomars, ep., t. II, p. 236.

le cardinal Simonetta, noble Milanais, évêque de Pesaro, un des plus savants canonistes de son siècle (1).

Pie IV avait hâte d'arriver à ses fins ; et comme il pensait que la meilleure préparation aux grandes entreprises, c'est de les mettre en train de quelque manière que ce soit, il n'attendit pas, pour commencer le concile, d'avoir surmonté toutes les difficultés que lui opposaient la politique et les passions. Il envoya aussitôt à Trente les cardinaux de Mantoue et Seripandi, qui y entrèrent solennellement le 16 avril 1561. Il n'y avait alors dans cette ville que neuf évêques italiens ; mais la présence des légats y en attira bientôt une foule d'autres, d'abord des divers états d'Italie, et ensuite de pays plus éloignés.

Dom Barthélemy des Martyrs, archevêque de Brague, y précéda les évêques du Portugal, que son exemple et les sollicitations du cardinal Henri devaient y amener. Thomas Godwel, évêque de Saint-Asaph, dans le pays de Galles, s'empressa de venir y protester, par sa présence, contre l'autorité impie qu'Élisabeth s'attribuait sur l'église d'Angleterre (2). Plusieurs évêques espagnols vinrent, dans les mois de septembre et d'octobre, y représenter l'église de leur pays. Dès le 20 du mois d'août, le cardinal Hosius était venu partager les soins de ses deux collègues déjà arrivés. Le cardinal Simonetta, qui y arriva vers les premiers jours de décembre, apportait aux légats et aux évêques les vœux, les espérances et les intentions du Saint-Père. Pie IV les avait exprimées dans une lettre conçue en ces termes.

» Nous n'abonderons pas en paroles, parce que nous voulons présenter des faits. Nous avons déjà trop attendu les princes ; c'est assez différer. Il est temps désormais de re-

(1) Annotat. Lagomars. in *Epist. Pog.*, t. II, p. 237-239-241. — Ciacon. *Vite Pontif. in Pium IV.*

(2) Pallav, lib. xv, cap. 11. — Ficler. *Hist. descript. concil. Trid.* ap. Le Plat, t. VII, part. II, p. 262 et seq.

prendre le concile de Trente, de l'ouvrir au plus tôt, et d'aller vite en avant, au nom du Seigneur. Nous en acceptons d'avance tous les points de droit divin ou positif. En homme de bien, en bon chrétien et en bon Pape, nous désirons que ce concile soit efficace. Nous n'avons en vue que le service de Dieu, la gloire de la foi, de notre religion catholique, le bien général de la chrétienté. l'honneur du Saint-Siège, qui est aussi le nôtre et le vôtre. C'est pourquoi nous voulons finir et confirmer ce concile, et en exécuter les décrets. Plaise à Dieu que, par ce moyen, nous parvenions à resserrer l'union des bons catholiques et à donner une paix constante à tous les chrétiens ! Nous pourrons alors servir Dieu avec plus de fidélité, et tourner toutes nos forces contre les infidèles. Si nous obtenons ce but, nos vœux seront comblés, et nous mourrons avec plaisir, avec bonheur.»

Cette lettre éclaira et encouragea les légats et les pères. L'espérance consolait tous les cœurs : tout semblait annoncer à l'assemblée de brillants et utiles succès. Le Souverain Pontife, qui l'avait convoquée, était décidé à la seconder de tout son pouvoir : il avait associé à ses pensées et à ses vœux les plus intimes un jeune prélat que ses vertus lui rendaient encore plus cher que les liens du sang. Charles Borromée, promu au cardinalat à l'âge de 23 ans, justifia la confiance de son oncle, et le seconda avec une maturité qui s'appropriait les graves pensées de ce vénérable vieillard. Il devint l'intermédiaire du Saint-Siège et du concile, et comme le canal des communications continuelles qui avaient lieu entre l'un et l'autre. Le cœur d'un saint fut donc le centre où se fécondèrent les conseils et les résolutions de l'Église, réunie à Trente, et de son Chef, qui résidait à Rome. Pie IV avait encore confié l'honneur de le représenter aux membres les plus illustres du Sacré-Collège tous dignes, par leur capacité, leur expérience et leur zèle, de remplir une si noble mission. Plus de cent évêques, déjà réunis autour des légats.

étaient disposés à se livrer avec eux aux travaux du concile.

Une circonstance néanmoins attristait de si douces espérances : parmi ces prélats, réunis de pays si différents, aucun ne représentait l'église de France. Les évêques de cette nation avaient depuis longtemps reçu l'ordre de se tenir prêt à partir pour Trente ; mais le pouvoir, qui le leur avait donné, ne savait point se décider à les y envoyer. Catherine de Médicis, attentive à ne pas se perdre dans l'esprit du Pape, du roi d'Espagne et de l'empereur, craignait plus encore d'irriter les huguenots, et elle s'efforçait d'excuser auprès de ceux-là, les faveurs qu'elle accordait à ceux-ci. Ces faveurs cependant n'admettaient pas toujours d'excuse, et souvent elles l'accusèrent de connivence avec l'hérésie. Jamais, il est vrai, — et déjà nous l'avons remarqué, — la reine-mère ne s'opposa directement au concile : elle se vantait même de l'avoir provoqué ; mais elle aurait voulu qu'on y suivît sa politique d'atermoiement et de concessions, et qu'au lieu d'y condamner les hérétiques, on y plâtrât un arrangement avec eux. Les négociations qu'elle entreprit dans ce but, et ses tentatives d'accommodement empêchèrent longtemps les évêques français de se rendre à Trente, et donnèrent aux calvinistes le temps de doubler leurs forces, et d'organiser les factions. La guerre civile éclata bientôt et vint mettre de nouveaux obstacles au départ des prélats. Telle fut le fruit d'une politique qui ne savait ni vouloir le bien, ni empêcher le mal ; ni comprimer l'hérésie, ni favoriser la religion ; et qui, par ses demi-mesures, blessait les droits de la vérité, en même temps qu'elle irritait les exigences de l'erreur.

Le Souverain Pontife avait épuisé, à l'égard de Catherine de Médicis et des autres princes, toutes les voies de douceur et de longanimité, et les besoins de l'Eglise ne lui permettaient plus de différer les travaux du concile. Il résolut donc de le commencer avec les évêques, qui déjà s'étaient rendus à Trente, et donna ordre aux légats d'ouvrir l'assemblée le



6 janvier de l'an 1562, ou du moins de ne pas renvoyer cet événement au-delà du 48 du même mois, jour de la fête de la Chaire de Saint-Pierre à Rome.

Les légats firent aussitôt les préparatifs de cette solennité. Ils s'occupèrent d'abord du projet de décret par lequel on devait déclarer, dans la prochaine session, que le concile était ouvert. Ils mirent le plus grand soin, en le rédigeant, à éviter les difficultés que les puissances, d'après leur politique ou leurs intérêts respectifs, avaient élevées contre la bulle de convocation. Après une minutieuse, appréciation de chaque phrase, de chaque mot, ils s'arrêtèrent enfin à la rédaction suivante : »

« Très-illustres et très-révérendissimes seigneurs et pères, vous plaît-il que.... à dater de ce jour, 48 janvier de l'an 1592, fête de la Chaire du B. Pierre, prince des Apôtres, le saint concile général et œcuménique de Trente... , se célèbre, *toute suspension étant levée*, .... et qu'en y observant l'ordre convenable, on y traite les questions, qui, proposées par les légats-présidents, paraîtront au saint concile propres à adoucir les malheurs du temps, etc. ? »

Par les mots : *toute suspension étant levée*, les légats se proposaient en même temps de satisfaire ceux qui demandaient que ce concile fût regardé comme la continuation du précédent, puisque une chose dont le cours est suspendu, continue à courir ou à se faire, lorsqu'on enlève l'obstacle, et de ne point blesser ceux qui voulaient qu'on ne prononçât le mot de continuation ni dans la bulle de convocation, ni dans le décret d'ouverture.

Malheureusement les évêques, alors assemblés à Trente, comme la plupart de ceux qui s'y rendirent plus tard, apportaient au concile, avec le sentiment des besoins particuliers de leur pays et le désir d'y remédier, des préjugés de nation, d'éducation et un esprit influencé par la volonté de leur gouvernement, et ces dispositions inspiraient trop souvent leurs

avis ou leurs résolutions, sinon dans les matières de foi, au moins dans les questions accessoires. L'intention aussi légitime que pacifique des légats ne fut donc pas appréciée de tous ; et Guerrero, archevêque de Grenade, l'attaqua avec une véhémence qu'on ne put confondre avec le véritable zèle.

Guerrero, esprit fier, caractère absolu, volonté opiniâtre, ne savait ni se plier aux considérations de la prudence, ni tenir compte des circonstances ; aussi attaché à son opinion qu'à la vérité, il la soutenait toujours avec le même acharnement dans les questions accessoires comme dans les questions fondamentales. Et sa science, sa dignité, son expérience lui donnaient sur ses compatriotes un ascendant qui les enchaînait presque toujours à son avis. Il appartenait à un tel homme de commencer dans le concile l'opposition que les préjugés nationaux devaient si souvent faire aux pensées plus larges et plus catholiques du Souverain Pontife et de ses légats.

Ayant eu vent des précautions conciliatrices que les légats voulaient insérer dans le décret d'ouverture, Guerrero n'attendit pas, pour les combattre, la réunion des pères en congrégation générale. Il alla trouver le cardinal Simonetta et lui représenta assez vivement qu'il ne convenait pas que le concile usât d'équivoque ; que, d'ailleurs, on irait directement contre la volonté du roi d'Espagne, si on ne disait pas franchement, dans le décret projeté, que ce concile était la continuation du précédent, que lui, Guerrero, et les autres prélats de son pays, étaient venus, non à un nouveau concile, mais à la continuation du concile, interrompu par les malheurs des temps ; que si, dès le commencement, on ne donnait pas nettement ce caractère au concile, les évêques espagnols protesteraient de vive voix et par leur absence, contre l'assemblée. Simonetta lui exposa avec beaucoup de douceur les raisons qui avaient motivé l'omission du mot

*continuation*, et Guerrero sembla se calmer ; mais comme s'il se fût repenti d'avoir cédé, il revint quelques jours après à la charge, et porta aux légats les mêmes plaintes et les mêmes menaces. On lui répéta que l'omission de ce mot ne nuisait pas au véritable caractère du concile ; qu'on l'avait remplacé par d'autres expressions équivalentes ; qu'on l'avait supprimé par égard pour l'empereur et pour le roi de France, qui avaient demandé l'omission d'un mot, sur lequel les hérétiques auraient pu fonder le refus de venir à Trente ; enfin qu'il fallait faire au bien public le sacrifice d'un mot, en en retenant la signification (1).

Guerrero ne s'était pas encore rendu le 15 janvier, au moment où la congrégation générale allait s'ouvrir. Les pères étaient déjà réunis dans la salle des séances, lorsque les légats, pour prévenir le trouble que les évêques espagnols auraient pu y apporter, les prirent tous à part, leur montrèrent une lettre que le Pape avait écrite de sa propre main, et où il voulait qu'on poursuivît à Trente les affaires du concile (*progrediendum in concilio Tridentino resumpto*) ; expression qui ne laissait aucun doute sur l'intention du Souverain Pontife. Or cette intention était clairement indiquée dans le projet de décret ; et les Espagnols, à qui les légats le communiquèrent aussi, en convinrent enfin et promirent d'y adhérer.

Tous se rendirent ensuite dans la salle où les autres pères attendaient. Le cardinal de Mantoue récita l'invocation au Saint-Esprit usitée dans cette circonstance. Ensuite, après avoir exposé aux pères les causes du concile et réclamé pour son heureuse issue le secours de leurs prières, de leurs jeûnes et de leurs bonnes œuvres, il fit lire par le secrétaire l'ordre que l'on garderait à la procession et dans les autres cérémonies de la session, ainsi que les deux décrets qu'ils

(1) Lettre des légats au card. Borromée, citée intégralement par Lugomarsini, *Epist. et Oral. Poggiani*, t. III, p. 21 et seqq.

avaient dressés : l'un regardait l'ouverture du concile ; l'autre fixait au 26 février la prochaine session. Tous les deux furent unanimement adoptés (1).

Guerrero lui-même les approuva ; mais il revint bientôt sur son vote. Pendant qu'on lisait le bref du Pape relatif à la place que les patriarches occuperaient parmi les archevêques, il roulait dans son esprit exalté les paroles du premier décret : *Proponentibus Legatis*. Il les vit grosses d'inconvénients et de périls, et les signala bruyamment à l'animadversion des assistants. Ces expressions, disait-il en somme, introduisent une nouveauté dans le concile : on ne les a employées ni sous Paul III, ni sous Jules III ; elles donneront à croire aux hérétiques qu'on ne leur permettra pas de parler, s'ils se présentent au concile, et ils refuseront d'y venir.

Les plaintes et les craintes de Guerrero pouvaient être sincères ; mais elles n'étaient point fondées. Ces mots avaient été admis avec le reste du décret par tous les pères et par Guerrero lui-même ; on ne devait donc point les changer, à moins que dans la session la majorité n'en décidât autrement. D'ailleurs, en attribuant aux légats le droit de proposer, on garantissait l'ordre dans les discussions, sans enlever au concile le pouvoir de prononcer, de demander et d'approuver, ni aux individus le droit d'émettre leur opinion. L'archevêque de Grenade ne goûta point ces raisons ; mais il recula momentanément devant les conséquences qu'entraînerait son opposition (2). Il se fortifia plus tard contre ce scrupule, et reprit ses difficultés avec une persévérance qui troubla les délibérations jusqu'aux derniers jours du concile.

Pendant le 48 janvier, jour fixé pour la session, était arrivé à travers tous ces obstacles. Dès qu'il eut commencé

(1) Pallav., lib. xv, cap. 45.

(2) Pallav., lib. c. cap. 16.



à luire, les pères se réunirent à l'Église de Saint-Pierre ; de là, revêtus des insignes de leur dignité, ils se rendirent à la cathédrale dans l'ordre suivant : Les chanoines, chargés des saintes reliques, ouvraient la procession. Après eux, venaient quatre abbés mitrés, que suivaient, au nombre de cent-six, les évêques, les archevêques et les patriarches. Derrière eux, marchait le duc de Mantoue, qui était venu jouir du spectacle de cette solennité ; il précédait immédiatement le cardinal Louis Madrucci et les quatre légats qui marchaient ensemble avec cette seule différence que le premier portait une mitre de soie blanche, et les autres, une mitre de drap d'or. Les cardinaux étaient suivis de quatre généraux d'ordres, d'un auditeur de Rote, de l'avocat et du promoteur du concile. Les magistrats de la ville et un grand nombre de personnages distingués fermaient la procession.

Si les ambassadeurs des princes se fussent alors trouvés à Trente, ils auraient marché : les ecclésiastiques, après les patriarches, et les laïques, après les généraux d'ordres.

Le cardinal de Mantoue, depuis quelques jours seulement élevé à la prêtrise et à l'épiscopat, célébra solennellement la messe, qui fut pour lui la première. Gaspard del Fosso, archevêque de Reggio, montra dans un discours solidement écrit, que les hérétiques faisaient au concile une opposition aussi déraisonnable que criminelle, et que les pères, investis de l'autorité de l'Église, devaient l'exercer avec le zèle et la vigueur dont les apôtres leur avaient donné l'exemple. On récita ensuite les prières prescrites pour cette cérémonie. Lorsqu'elles furent terminées, Massarelli lut du haut de la chaire la bulle par laquelle le Pape convoquait le concile, et le bref qui nommait les légats. Ensuite l'archevêque de Reggio fit cette fois ce qui appartenait d'office au célébrant, lorsqu'il était simple prélat : il fléchit le genou devant les légats,

(1) Ap. Labbe, t. XIV, col. 1249 et seqq.

et reçut de leurs mains les deux décrets qu'il lut du haut de la chaire. Tous approuvèrent celui qui fixait la session prochaine au jeudi de la seconde semaine du carême; mais celui qui déclarait que le concile était repris et ouvert, essuya quelques difficultés de la part de plusieurs évêques espagnols; et ce fut encore sur ces mots : *Proponentibus Legatis*, qu'ils basèrent leur opposition. Guerrero les rejeta comme nouveaux, inutiles, intempestifs; l'évêque d'Orense crut y voir une atteinte à la liberté de tous, et à la bulle de convocation, où ces termes ne se trouvaient pas; les évêques de Léon et d'Almeria les approuvèrent, à condition que les légats ne proposeraient que ce que le concile jugerait digne d'être présenté. Mais les autres donnèrent leur consentement sans aucune restriction à ce décret, qui obtint ainsi son plein et entier effet. Le chant solennel du *Te Deum* termina la dix-septième session, la première sous le Pape Pie IV (1).

Les légats se mirent aussitôt après à préparer les matières qu'on devait décider dans la suivante. Mais de graves difficultés accueillirent d'abord leur résolution : par où devait-on commencer la nouvelle série des occupations du concile? devait-on reprendre les matières entamées ou laissées dans les sessions précédentes? et n'était-il pas à craindre alors qu'on irritât l'empereur et le roi de France qui avaient demandé que, pour ne pas perdre l'espoir bien fondé d'amener les hérétiques à Trente, on différât, au moins pour quelques mois, de leur laisser apercevoir que ce concile fût la continuation de l'autre? Et si on entamait ensuite les questions contestées par les hérétiques, ne risquait-on pas de les exas-

(1) Pallav., *Istor. del concil di Trento*, lib. xv, cap. 16. — Labb., tom. XIV, p. 1248 et seq. — *Act. concil. Trid.* à Torello Phola de Puggio, cathed. Ecclesiae Fesulan. canonico, scripta, ap. D. Martène, *Veter. script.... ampliss. collect.*, t. VIII, col. 1243 et seq. — Epist. Hosii ad Othon. Truchzess. int. *Epist. Pog.* à Lagomars. edit., t. III, p. 15. — Ficler, *Histor. descript. actor conc. Trid.*, ap. Le Plat, t. VII, part. II, p. 274 et seqq.

pérer encore davantage et de les éloigner pour toujours d'un concile où ils prétendraient avoir été condamnés, sans y avoir été entendus, et auquel ils attribuaient l'intention fixe de ne pas admettre leurs explications ? Ces considérations et d'autres semblables tinrent assez longtemps l'esprit des légats en suspens. Enfin, autorisés par un bref du Pape, ils résolurent de mettre à l'ordre du jour l'*index* des livres défendus, dont la discussion, qui devait être longue, donnerait à l'empereur le temps de tenter de nouveaux efforts pour envoyer les hérétiques au concile ; et aux pères, l'occasion de les inviter encore à s'y rendre.

Ils saisirent donc l'assemblée de cette question, sur laquelle on commença à délibérer dans la congrégation du 30 janvier. Le patriarche de Jérusalem, appelé le premier à dire son avis, s'attacha à montrer l'importance, l'utilité et la difficulté de cette entreprise, et demanda qu'on la confiât à des hommes doués de toutes les grandes qualités qu'elle exigeait.

L'archevêque de Grenade jugea que ce travail était de trop longue haleine, qu'il ferait perdre au concile un temps précieux que l'on consacrerait plus utilement à des matières plus urgentes et plus importantes. L'archevêque de Bragance aurait voulu qu'on en laissât le soin aux universités de Bologne, de Paris, de Salamanque et de Coïmbre. C'était aussi l'avis de Vincent Giustiniani, général de l'ordre des frères-prêcheurs ; il ajouta, sans en donner la raison, qu'on devait dispenser les réguliers de contribuer à ce travail. Donat de Lorenzi, évêque d'Ariano, Foscarari, évêque de Modène, et Marco Laureo, évêque de Campagna, convinrent de l'importance et de la grandeur de l'entreprise ; et, pour en diminuer les difficultés, ils proposèrent d'abord d'élaguer de l'examen les livres apocryphes et ceux qui étaient communément reconnus comme hérétiques, et de n'y soumettre que les ouvrages suspects : ensuite, de renvoyer les autres à des censeurs par-

ticuliers ; enfin d'admettre à la participation de ce nouveau travail quelques-uns des hommes habiles qui déjà y avaient été employés sous le pontificat précédent.

D'après Christophe de Padoue, général des ermites de saint Augustin, on devait se borner à publier avec quelques légères additions l'Index, fait avec tant de soin et de science sous Paul IV, et à corriger, au lieu de les défendre absolument, les livres qui, au milieu d'une doctrine généralement saine, renfermaient quelques propositions hérétiques. Daniel Barbaro, coadjuteur du patriarche d'Aquilée, voulait au contraire qu'on refondît l'Index de Paul IV, parce qu'on y condamnait de la même manière et les écrits hérétiques et les ouvrages immoraux.

Ces différents avis furent longtemps débattus dans plusieurs congrégations : les pères s'accordèrent enfin à confier à une commission le soin de former l'Index et laissèrent aux légats celui de la nommer. Cette tâche fut donc dévolue à une commission de dix-huit membres qui eurent la liberté de se choisir des collaborateurs dans les rangs des théologiens (1).

Restait encore une question à résoudre : devait-on adres-

(1) Pallav., lib. xv, cap. 19. — Zaccaria, *Storia polemica della proibizione del libri* (Roma 1777, in-4°), p. 147 et seqq. — *Acta Concil. per Torell.* ap. Martène, *Veter. script.... collect. ampliss.*, t. VIII, col. 1247 et seqq.

Les membres de la commission de l'Index étaient : Antoine Mugliz, archevêque de Prague ; Jean Trévisani, patriarche de Venise ; Sébastien Leccavella, archevêque de Naxos ; Louis Beccatelli, archevêque de Raguse ; Jules Pavesi, archevêque de Sorrento ; Barthélemy des Martyrs, archevêque de Brague ; Thomas Caselli, évêque de Cavi-le-Neuf ; Donat de Lorenzi, évêque d'Ariano ; Gilles Foscarari, évêque de Modène ; Antoine Augustini, évêque de Lérída ; Dominique Bolano, évêque de Brescia ; Nicolas Sfondrato, évêque de Crémone ; Jérôme Trévisani, évêque de Véronne ; Urbain Vigerio, évêque de Sinigaglia, un autre évêque que, dans la liste latine de Torelli, nous trouvons indiqué sous le nom de *Hieronymus Floscus, episcopus Evetenus* ; Eutichius Cordes, abbé de Saint Fortunat, près de Bassiano, de la congrégation du Mont-Cassin ; François Zamorra, général des frères mineurs de l'observance ; Christophe de Padoue, général des augustins.



ser aux hérétiques une nouvelle invitation et leur donner un autre sauf-conduit ? Quelques pères voulaient qu'à cette invitation on ajoutât la condition que les hérétiques viendraient pour se convertir et non pour disputer (*modò redeant ad cor*). Mais la majorité de l'assemblée jugea plus opportun de leur faire une invitation générale, bienveillante, et de leur donner un sauf-conduit sans restriction. Beccatelli, évêque de Raguse, demanda même qu'on évitât de leur donner leur qualité d'hérétiques, et qu'on les désignât d'une manière plus générale et moins odieuse.

Une commission fut nommée pour rédiger dans ce sens et l'invitation et le sauf-conduit. La rédaction de l'une et de l'autre ne se fit pas longtemps attendre. Quand on la lut dans une congrégation générale, le cardinal Madrucci désira plus de clarté dans le projet d'invitation ; l'évêque de Rossano, à l'avis duquel les autres se rangèrent, demanda plus d'ordre dans le sauf-conduit. Les prélats espagnols et portugais émisrent le vœu qu'on exclût de la faveur de ce sauf-conduit ceux contre lesquels l'inquisition avait déjà commencé des procédures. Les pères y consentirent ; mais il leur fut plus difficile de s'entendre sur le choix des termes qui devaient exprimer cette exclusion. Comme on n'en était pas encore convenu, lorsque le jour de la session arriva, on décida que le sauf-conduit aurait toujours la même valeur, soit qu'il fût décrété dans la session, soit qu'il fût porté en dehors de cette solennité. Il ne tint pas à Guerrero d'augmenter encore l'embarras des pères : il demanda qu'en tête de ces deux pièces on donnât au concile le titre de : *représentant l'Église universelle* ; mais il fut, cette fois, le seul de son avis (1).

Pendant que les pères s'occupaient avec tant de sollicitude et de bienveillance des moyens d'amener les hérétiques à

(1) Pall., *Istor. del concil. di Trento*, lib. xv, cap. 48-49.

Trente, des ambassadeurs vinrent y représenter les princes chrétiens ; mais leur présence, qui semblait devoir donner au concile un nouvel éclat, lui apportait encore de plus grands embarras. Continuellement préoccupés des prérogatives de leur pays, ou de la dignité de leur souverain respectif, ils se disputaient avec fracas la préséance dans les cérémonies solennelles, ou dans les congrégations générales ; et alléguaient chacun en sa faveur, des droits ou des privilèges que le concile ne pouvait pas décider. Drascovitz, évêque des Cinq-Églises, chargé d'y représenter Ferdinand, comme roi de Hongrie, arriva le premier. Antoine Muglitz, un des deux ambassadeurs de l'empereur, entra pompeusement à Trente. le dernier jour du mois de janvier ; et, le 6 février, il fit, dans une congrégation générale, un éloge emphatique de Ferdinand, des qualités, des mérites et des intentions de ce prince à l'égard du concile. Quelques jours après, Sigismond de Thun confirma le langage de son collègue, et se montra également décidé à se conformer aux intentions de l'empereur. Le lendemain, 7 février, Ferdinand Martin Mascarenhas, ambassadeur du roi de Portugal, donna encore à la ville de Trente le spectacle d'une entrée solennelle. Admis, deux jours après, à présenter ses titres à l'assemblée, il fit faire, par un de ses théologiens, l'éloge de don Sébastien ; et cet éloge, quelque flatteur qu'il pût paraître, n'était point au-dessus de la vérité ; car ce prince avait toujours montré pour le concile et le Saint-Siège un zèle aussi constant que sincère ; et jamais il ne démentit de si nobles sentiments. Mascarenhas, qui les partageait, les exprima souvent dans le cours du concile, autant pour satisfaire à ses propres convictions que pour obéir à la volonté de son souverain. Si, dès les premiers jours de son arrivée, il montra, en disputant le pas à l'ambassadeur du roi de Bohême, qu'il maintiendrait la dignité de don Sébastien, il prouva qu'il voulait en recommander la piété, par le concours loyal et désinté-

ressé qu'il ne cessa de donner aux opérations du concile (1).

Les autres ambassadeurs ne méritèrent pas tous les mêmes éloges. Nous aurons à apprécier plus tard la conduite de ceux de Charles IX et de Philippe II. Ceux de l'empereur semblèrent se tromper sur la nature du concile : comme s'ils eussent représenté leur maître dans une diète allemande, ils exigeaient continuellement des pères les soins et les offices qu'ils auraient demandés aux princes de l'empire ; et il ne tint pas à eux que le concile fût aux ordres et au service de l'empereur.

À peine arrivés à Trente, ils présentèrent aux légats (le 13 février) une série de propositions qui exprimaient la volonté de Ferdinand, et les prièrent en son nom : 1° de s'abstenir, au moins pour quelque temps, de toute décision, de toute expression qui signifierait clairement que ce concile n'était que la *continuation* du précédent, afin de ne pas perdre, dès le commencement, l'espoir d'attirer les hérétiques à Trente ; — 2° de proroger la prochaine session, ou bien de n'y porter aucune décision dogmatique ; — 3° de ne pas mettre à l'*index* la confession d'Augsbourg, car non-seulement cette condamnation éloignerait pour toujours du concile les protestants d'Allemagne, mais elle les pousserait encore à l'insurrection, et peut-être à des atrocités contre le concile, dans un moment surtout où les huguenots leur donnaient l'exemple de la révolte (2) ; — 4° de donner aux pro-

(1) Pallav., *Istor. del concil. di Trento*, lib. xv, cap. 18, 19, 20. — *Acta Torelli*, in *Veter. Script... ampliss. coll.*, t. VIII, col. 1249 et seqq.

(2) Nous trouvons dans une lettre du P. Canisius au cardinal Hosius datée d'Augsbourg, 21 janvier 1562, un passage qui confirme ce que disent ici les ambassadeurs impériaux des dispositions des protestants à l'égard du concile : « .... Les électeurs de Saxe et de Brandebourg, dit-on, et peut-être aussi l'indigne archevêque de Magdebourg enverront des représentants au concile ; mais ils se vantent que ces députés, dans leurs propositions, mettront à nu les désordres des papistes... Les protestants font courir partout le bruit que le Pape et les plus grands princes catholiques ne tiennent le concile que pour conspirer contre les luthériens, et qu'ils ont déjà fait complet

testants un sauf-conduit aussi large qu'ils le demandaient ;— 5° de ne pas divulguer les délibérations des congrégations générales secrètes, afin de ne pas fournir au peuple de la ville l'occasion de faire des conjectures et de répandre des bruits, qui, portés dans les pays étrangers, y devenaient des nouvelles certaines (1).

Les légats reçurent avec bonté les représentations des ambassadeurs, et accédèrent aux vœux de Ferdinand sur tous les points, excepté sur le second ; mais ils accompagnèrent leur refus de tant d'égards, que les ambassadeurs ne purent point s'en offenser. « Quant à la session prochaine, leur dit le cardinal de Mantoue, il ne dépend point de nous de la proroger, puisque déjà les pères, chargés de ce travail, ont rédigé le décret par lequel il est décidé que le concile dressera l'*index* des livres défendus. Mais, dans l'intention de favoriser sa majesté impériale, nous ferons en sorte que la session suivante soit indiquée pour une époque plus éloignée ; en attendant nous délibérerons avec les pères sur ce que nous aurons à y traiter (2). »

Guerrero ne l'entendait pas ainsi : dans la congrégation du 25 février, il renouvela ses exigences sur les mots *continua-*

de châtier par le fer et le feu les hérétiques qui ne voudront pas recevoir les décrets du concile. Ils citent même tout haut les noms des princes et des cardinaux qui ont fourni une certaine somme pour cette expédition ; mais ils attribuent au Pape le premier rôle dans cette entreprise tyrannique, comme ils disent, afin d'exciter davantage l'esprit du peuple contre le Saint-Siège. Des princes luthériens ne rougissent pas d'affirmer qu'ils ont reçu, sur cette conjuration des catholiques, des informations qui ne permettent pas d'en douter. Un de mes amis m'a parlé d'un gentilhomme français qui est venu en Allemagne, chargé d'une mission auprès des princes luthériens. Il est du parti du roi de Navarre, et l'on pense qu'il vient ici pour demander à ces princes quelles conditions et quelles instructions ils désirent qu'on donne aux évêques que le gouvernement français va envoyer à Trente, et pour s'entendre avec eux sur les mesures à prendre contre les catholiques, s'ils voulaient imposer par la force les décrets du concile de Trente... » (Annot. Lagomars. ad *Epist. Pog*, t. III, p. 36).

(1) Raynaldi, ad ann. 1562, n. 15.

(2) Raynaldi, ad ann. 1562, n. 17.



tion, — les légats proposant, — et sur le titre si souvent demandé pour le concile de *représentant l'Église universelle*; mais son opposition, excitée par Vargas, ambassadeur d'Espagne à Rome, ne rencontra point d'écho parmi les pères. pas même parmi les prélats de sa nation; et l'on put procéder à la dix-huitième session, la seconde sous Pie IV (1).

Elle eut lieu le lendemain, 26 février. Le concile y donna de nouveaux gages de sa charité pour les hérétiques et de son désir de les retirer des voies de la perdition. Comme s'il eût regretté d'exercer contre eux son autorité spirituelle, il leur fit, avant de passer outre, une nouvelle invitation, dans le décret qu'il publia sur la confection de l'Index, et leur promit toutes les garanties qu'ils pouvaient raisonnablement désirer. Il y a dans cet acte une expression de tendresse. nous dirions même des attentions délicates qui justifient noblement le concile des injustes préventions que les hérétiques nourrissaient contre lui. Nos lecteurs en jugeront.

« Le très-saint et général concile de Trente, légitimement assemblée dans le Saint-Esprit, sous la présidence des légats du Saint-Siège, se confiant non dans les forces humaines, mais dans le secours de notre Seigneur Jésus-Christ, qui a promis de donner à son Église *la parole et la sagesse*, se propose principalement de rendre son éclat et sa pureté à la doctrine de la foi catholique, obscurcie et souillée en plusieurs endroits par les opinions d'un grand nombre d'hérétiques, qui ne s'accordent pas entre eux; de ramener à une meilleure manière de vivre les mœurs qui se sont écartées de l'ancienne règle, d'attirer les cœurs des enfants vers les pères, et ceux des pères vers les enfants. Comme il a remarqué avant tout qu'en ce temps les livres suspects et pernicious augmentent extrêmement en nombre, et que la doctrine impure dont ils sont remplis se répand partout avec

(1) Pallav., lib. xv, cap. 20.

eux ; — ce qui a donné lieu à plusieurs censures qui, dans un saint zèle, ont été publiées dans divers pays, et particulièrement dans la ville de Rome, sans que pourtant un remède si salutaire ait arrêté une si pernicieuse maladie ; — le saint concile a été d'avis que les pères choisis pour cette œuvre, considèreraient avec soin ce qu'il serait nécessaire de faire touchant ces livres et ces censures, et le rapporteraient en son temps au même concile, afin qu'il puisse plus facilement séparer du froment de la vérité chrétienne ces diverses et étranges doctrines comme autant de plantes d'ivraie, et délibérer ensuite plus convenablement, et enfin prescrire ce qui lui paraîtra plus propre à guérir les scrupules d'un grand nombre, et à éteindre de nombreuses causes de querelles. Or il veut que ces choses parviennent à la connaissance de tout le monde, comme il les y porte par ce présent décret, afin que si quelqu'un croit que, dans ce que le concile se propose de traiter sur l'affaire des livres et des censures, comme il vient d'être dit, il y a quelque chose qui le regarde, il se présente avec la confiance qu'il sera entendu avec bienveillance.

« Et parce que le même saint concile désire ardemment et demande instamment à Dieu tout ce qui peut contribuer à la paix de l'Église, afin que, reconnaissant sur la terre une mère commune qui ne saurait oublier ceux qu'elle a enfantés, nous glorifions tous d'un même cœur et d'une même bouche Dieu le Père de notre Seigneur Jésus-Christ ; il invite et exhorte par les entrailles de la miséricorde divine, tous ceux qui ne sont pas de notre communion, à la concorde et à la réconciliation, et à venir à ce saint concile, à embrasser cette charité qui est le lien de la perfection, et la paix de Jésus-Christ, à laquelle ils ont été appelés pour ne former qu'un seul corps, et qui doit faire la joie de leur âme. Qu'en entendant cette voix, qui n'est pas celle des hommes, mais celle du Saint-Esprit, ils n'endurcissent donc pas leurs cœurs,

mais que, cessant de marcher selon leur propre sens et de se complaire en eux-mêmes, ils se laissent attendrir à cet avertissement si salutaire et si tendre de leur mère, et reviennent à elle. Car le saint concile les recevra avec cette effusion de charité dont il leur donne ici les témoignages.

» De plus, le même saint concile a décrété que le sauf-conduit pourra être accordé dans une congrégation générale, et que ce gage de foi publique aura la même force et la même vigueur que s'il avait été décrété et accordé dans une session solennelle (4). »

Le sauf-conduit en effet fut la première question dont s'occupèrent les pères après la dix-huitième session, et ils n'attendirent pas, pour le publier, la session suivante qu'ils venaient de fixer au 14 du mois de mai.

Les pères chargés de rédiger le sauf-conduit crurent qu'on pouvait se borner à reproduire celui que le concile avait adressé aux luthériens d'Allemagne, sous le pontificat de Jules III; mais depuis lors l'hérésie s'était propagée dans d'autres pays, et il importait de les comprendre dans cette faveur. Mais comment les nommer sans les blesser? On esquiva cette difficulté par une circonlocution qui indiquait assez clairement les pays infestés par l'hérésie, et excluait ceux où elle n'avait pu pénétrer. A la teneur du sauf-conduit publié sous Jules III, on ajouta donc une clause qui *étendait cette assurance publique à tous et chacun des autres qui n'étaient pas en communion de foi avec les pères, de quelque royaume qu'ils fussent, de quelques nations, provinces, villes et autres lieux dans lesquels on enseignait, on prêchait, ou l'on professait publiquement et impunément le contraire de ce que croit la sainte Église romaine.*

Ce projet, présenté aux pères dans la congrégation générale du 2 mars, y essuya quelques difficultés : Thomas Stella,

(4) Labbe, t. XIV, col. 841 et seq.

évêque de Capo d'Istria, jugea qu'il était dangereux d'appeler des hérétiques qui usaient de tant de ruses pour répandre le venin de leurs doctrines. D'autres pensaient qu'il ne convenait pas à la dignité du concile d'offrir un sauf-conduit à des hommes qui non-seulement ne le demandaient pas, mais qui ne l'accueilleraient qu'avec mépris. L'archevêque de Prague proposa de limiter cette faveur à un certain nombre de personnes, de crainte que les hérétiques, encouragés par cet appel général, ne vinssent par troupes à Trente, et ne missent le concile en péril. L'évêque des Cinq-Églises s'éleva contre ces avis contraires et promit que l'événement les démentirait. L'archevêque de Grenade les combattit tous et persuada à l'assemblée d'adopter ce sauf-conduit tel qu'il avait été conçu.

Mais dans les premières discussions sur ce sujet, les évêques espagnols avaient soulevé, en forme d'observation, une difficulté qui n'était pas encore résolue. L'inquisition avait ouvert des procédures contre des hommes suspects, qui s'étaient soustraits par la fuite à la sentence dont ils se croyaient menacés. Or, si ces accusés, comptant sur les termes du sauf-conduit, se présentaient au concile avec la résolution de reconnaître leurs erreurs, devait-on, au détriment de la juridiction de l'inquisition, les recevoir et les entendre? Le Souverain Pontife consulté répondit aux légats, que, quant à l'inquisition de Rome, il laissait une pleine liberté à leur sagesse; mais, quant à celle d'Espagne et de Portugal, il leur recommandait de concilier les égards de la charité avec les droits de ces deux tribunaux. L'histoire ne dit pas à quel parti s'arrêtèrent les légats dans cette affaire (1).

Quoi qu'il en soit, le sauf-conduit fut publié à Trente le 8 du mois de mars. Les légats le firent aussitôt imprimer à un grand nombre d'exemplaires, et l'envoyèrent à tous les nonces

(1) Pallav., lib. XVI, cap. 1.

accrédités par le Saint-Siège auprès des diverses cours de l'Europe. L'exemplaire qu'ils envoyèrent au cardinal de Ferrare, légat auprès du roi de France, était accompagné de deux lettres. Dans la première, qui devait être soumise au conseil, les légats demandaient avec instance qu'on permît l'impression et la publication du sauf-conduit dans toutes les provinces du royaume. Dans l'autre, ils avertissaient secrètement le cardinal qu'on avait évité de nommer la France, pour ménager l'honneur et la susceptibilité de la nation, mais ils le priaient de déclarer à tous que la France était comprise sous les paroles générales du décret.

Le cardinal de Ferrare n'avait pas attendu l'invitation des légats pour s'occuper, à la cour de France, de l'affaire qui lui était recommandée. Depuis longtemps il pressait la reine-mère de concourir à un concile où toutes les autres puissances catholiques avaient déjà des représentants, et de ne pas séparer, du reste de la chrétienté, l'église de France, en retenant ses évêques dans le royaume. Catherine de Médicis rougissait elle-même de ne point prendre part à un concile qu'elle avait demandé avec tant de bruit ; mais elle s'effrayait plus encore des cris et de l'attitude menaçante des calvinistes. Toujours flottante entre ces deux sentiments, elle accorda quelque chose à l'un et à l'autre, et ne prit aucun parti décisif. Dès les premiers jours du mois de janvier, elle nomma, pour son ambassadeur au concile, d'abord François de Montmorency, à qui le connétable son père, ne permit pas d'accepter cette mission ; ensuite, le seigneur de Candale, que ses affaires domestiques retinrent en France ; et enfin le seigneur de Lانسac, qui ne partit pour Trente que quelques mois après (1). Le 20 du même mois, Catherine de Médicis fit, au nom du roi, un nouvel appel à quelques évêques du royaume, et les

1) Lettre du card. de Ferrare au card. Borromée, du 17 janvier, datée de Saint-Germain, ap. Baluz. *Miscel.*, t. IV, *append.*, p. 380 et seq.



avertit de se tenir prêts à partir au premier ordre qui leur en viendrait de la cour (1). Mais de tristes circonstances firent oublier cet ordre; et les évêques français n'arrivèrent au concile qu'au mois de novembre. L'archevêque de Paris seul partit vers la fin du mois de mars, et arriva à Trente le 14 avril (2).

D'un autre côté, la reine-mère faisait demander à Rome, pour toute la France, la faculté de communier sous les deux espèces; à Saint-Germain, elle accordait un édit de tolérance aux huguenots, *jusques à la détermination du concile général*, et poursuivait un arrangement imaginaire entre eux et les catholiques, par la voie des conférences privées. Mais le P. Laynez, toujours attentif aux intérêts de la religion, confondit les prétentions des hérétiques, et, d'accord avec la faculté de théologie, il montra à la reine que son projet de

(1) La lettre de cachet écrite aux évêques était conçue en ces termes : « De par le roy. Nostre amé et féal, voyants le concile avancer, et que nostre Saint Père le Pape y a envoyé ses légats et fait acheminer plusieurs prélats d'Italie, comme ont fait de leur part l'empereur, le roy catholique, et aultres princes chrestiens, désirants de la nostre, comme prince qui a toujours cherché l'effect d'icellui, pour estre chose plus que nécessaire à l'honneur de Dieu, bien de son Église, et repos des peuples, et voir sortir l'effect que l'on doit espérer d'une telle et si sainte compaignie; ayants pour ceste cause advisé et fait élection d'aulcuns prélats de nostre royaume, pour se treuver à ladicte assemblée, du nombre desquels vous estes, pour l'assurance que nous avons de vostre vertu et souffisance, nous vous prions et ordonnons que incontinent la présente receue vous ayez à partir pour vous acheminer et randre en la ville de Trente, où ledict concile est indiet, dedans le dernier jour du mois de février prochain, pour là fère vostre devoir, et employer ee que Nostre Seigneur vous a donné de sens, et qu'il lui plaît vous départir de lumières par son Saint-Esprit, pour l'honneur de sa gloire et de son service, laissant en vostre diocèse docteurs et gens sçavants et de bonne institution, pour prescher et annoncer la parole de Dieu, et satisfaire en vostre absence au devoir de vostre charge, au bien du troupeau qu'il vous a commis, et descharge de vostre conscience.

» Donné à Saint-Germain-en-Laye, le XX mois du jour de janvier M.D.LXI (1562).

Signé : Charles.

Et plus bas : De l'Aubespine.

(2) Torelli, *Diarium actor. concil. Trident.* ap. Martène, *Veter. script. . . ampliss. collect.*, t. VIII, col. 1258.

fusion était impossible; et qu'au lieu de faire agiter ces questions en comité secret, elle devait renvoyer les hérétiques au concile qui les invitait. Les ministres frémirent à cette proposition, et mirent aussitôt en avant les prétextes derrière lesquels ils avaient coutume de cacher leur mauvaise volonté. Ainsi, ils déclarèrent qu'ils se rendraient au concile, mais aux conditions suivantes :

1<sup>o</sup> Ils n'iraient pas en vertu de l'appel du Pape, auquel ils ne voulaient pas obéir, mais comme envoyés par leurs princes ;

2<sup>o</sup> On leur donnerait un sauf-conduit tels qu'ils le demandaient ;

3<sup>o</sup> Il leur serait libre de proposer dans le concile tout ce qu'ils voudraient sur la réforme du clergé catholique, sur le culte de l'Église romaine,

4<sup>o</sup> Il leur serait également permis, dans le concile, de soutenir librement leurs opinions et d'attaquer celles des catholiques.

5<sup>o</sup> Ils auraient droit de suffrage et seraient juges comme les évêques ; ou plutôt l'Écriture sainte serait le seul juge entre eux et les prélats.

6<sup>o</sup> Si on parvenait à s'entendre sur les points controversés, le concile pourvoirait lui-même à la subsistance et à l'entretien des ministres calvinistes.

On le voit : au fond de ces conditions, il y avait une peur extrême de l'obscurité et de la faim. Les ministres obtenaient du parti une considération d'autant plus grande, et se faisaient une fortune d'autant plus belle qu'ils déployaient, contre Rome, plus de haine et d'emportement. Comment n'auraient-ils pas été pleins de zèle pour une doctrine si honorifique et si lucrative ? Comment l'Église aurait-elle eu raison ? Comment se seraient-ils soumis à un concile qui leur enlevait tous ces avantages avec leur profession ? L'orgueil et l'intérêt, tels étaient, d'après les conditions des ministres, les vrais motifs

pour lesquels ils refusaient de se présenter au concile.

Le P. Laynez cependant ne ralentit rien de ses charitables efforts pour les engager à se rendre à l'invitation du concile. Il essaya de changer leur cœur pour faire briller à leur esprit la lumière de la vérité; il leur parla de leur salut, les sollicita, les conjura au nom de Jésus-Christ de ne pas négliger l'occasion de s'instruire que le Seigneur leur offrait. Mais il paraît qu'il n'y avait dans ces cœurs ni droiture, ni désir de connaître la vérité, ni amour du bien, et Dieu les livra à leur endurcissement (1). Aussi les saintes tentatives de Laynez furent-elles aussi importunes aux ministres qu'agréables au Seigneur. Bèze surtout, le même qui plus tard répondra aux sollicitations de saint François de Sales en lui montrant une femme et des enfants, Bèze, disons-nous, accueillit ces témoignages de charité avec une mauvaise humeur qu'il a conservée dans son récit : « Durant cette conférence, dit-il, il fut aussi parlé du concile de Trente; et ce général des Jésuites prenoit bien la hardiesse de venir chercher les ministres jusques à leurs lits pour les induire à y entendre, les assurant que le Pape n'y feroit pas ce qu'il voudroit, qui fut cause que finalement les ministres baillèrent pour responce à la royne l'escrit qui s'ensuit... (2).

Les ministres en effet présentèrent à la reine-mère une longue note où, inspirés par Calvin (3), ils affichaient les

(1) Nous puisons tous ces détails dans les *Mémoires inédits du P. Polanco*, qui accompagna le P. Laynez à Saint Germain et y partagea tous les efforts de son zèle.

(2) *Hist. des Égl. réformées*, t. I, liv. IV, p. 716. — *Hist. de l'Égl. Gallic.*, t. XIX, p. 521.

(3) Dans le tome IX des *Oeuvres complètes de Calvin*, (édit. d'Amsterdam), II part., p. 209, nous trouvons les vues de cet hérésiarque sur le concile général, et les conditions qu'il y mettait : liberté pour les personnes, liberté quant au siège du concile, liberté dans la manière d'y procéder, voilà ce qu'il demandait.

1<sup>o</sup> Quant aux personnes, il ne voulait pas que les évêques y fussent seuls juges des controverses, attendu qu'ils étaient eux-mêmes en cause et liés au Pape par un serment. Il prétendait au contraire que les ministres protestants devaient intervenir aux délibérations et protester quand les décrets ne seraient pas conformes à la parole de

prétentions qu'ils avaient émises dans la conférence ; mais leur langage était moins naïf, ou plus hypocrite. Ils déclaraient d'abord à Catherine de Médicis qu'ils étaient prêts à se rendre à un concile *légitime, franc et chrétien* : ils promettaient la même disposition de la part des hérétiques anglais, écossais, danois, suédois, allemands, polonais, suisses et grisons ; « mais, ajoutaient-ils, quant aux conditions lesquelles on pourroit requérir, pourceque nous n'avons pas les opinions de chacun en nostre teste (car dans le protestantisme, il y a toujours eu autant d'opinions que de têtes), nous ne pouvons pas vous en assurer sans exceptions, sinon quant à nos personnes. » Pour eux donc, ils consentiraient à assister au concile, si ce concile acceptait les conditions que voici :

1<sup>o</sup> Ils ne se rendraient pas à un concile convoqué par le

*Dieu*, c'est-à-dire, pour traduire sa pensée, quand ils condamneraient les hérétiques, que le Pape devait promettre d'obéir à un concile ainsi organisé, et jurer d'en observer tous les décrets et préalablement se confondre dans les rangs des autres : *atque hoc modo se abdicet dominatione, quam sibi antehac arripuit, ut tantum sit unus ex aliorum numero.*

2<sup>o</sup> Quant au lieu, il voulait que le concile se tint dans une ville centrale, d'un accès facile et sûr pour tous ceux qui s'y rendraient, et que les princes, sur les terres desquels on passerait, leur donnassent des saufs-conduits.

3<sup>o</sup> Enfin, quant à la manière de procéder, il fallait, selon Calvin, que les *réformateurs* et les *réformés* eussent la liberté d'exposer leurs doctrines et de vive voix et par écrit, et que les ministres participassent aux délibérations, *ut quidquid*, ajoutait Calvin avec cette sorte de modestie qui lui était particulière, *malè et inscèlè deliberare velint episcopi, corrigere liceat : atque ità integrum sit cunctis erroneis opinionibus objicere rationes claras et validas.*

Dans quel ordre devait-on procéder ? Calvin voulait qu'on discutât d'abord les articles de doctrine controversés : les vœux, le célibat, la confession auriculaire, le mérite des bonnes œuvres, la grâce, le libre arbitre, la satisfaction, le purgatoire, l'invocation des saints ; — ensuite, les questions du culte extérieur, l'ensemble de la liturgie, du nombre et de l'administration des sacrements ; — en troisième lieu, les questions relatives à la constitution de l'Église : la nature et les devoirs de l'épiscopat, les ordres, la primauté du Saint-Siège, etc., c'est-à-dire, que, d'après Calvin, on devait remettre en question toute la doctrine de l'Église, sa constitution et son culte, et décider le tout au gré des protestants, ou bien mettre l'Église en cause et la faire comparaître devant le tribunal de l'Éternel. Voilà le concile que demandaient Calvin et les siens.

Pape, parce qu'ils ne voulaient point reconnaître l'autorité de Rome ; mais *ils ne refusoient pas de comparoir en toute légitime assemblée par le commandement du roy, leur sire, auquel ils croyoient que cette autorité est donnée sur eux de droict divin et humain.*

2° Tous les princes protestants, ou du moins les français et ceux des pays voisins, assisteraient à cette assemblée ou en personne, ou par leurs représentants.

3° Le concile se tiendrait, non dans une ville soumise au Pape, ou à *un prince ecclésiastique et temporel tout ensemble*, mais sur les terres du roi de France, ou d'*un autre prince de qualité.*

4° Le Pape donnerait au roi de France, qui les transmettrait aux calvinistes, un sauf-conduit tel qu'ils le demandaient.

5° « Estans arrivés sur le lieu nous n'entendons comparoir comme devant nos juges en façon quelconque, pour ce que n'est chose raisonnable que le Pape, ni les siens soient juges et parties. Mais nostre intention est que en la présence des princes de la chrétienté ou de leurs ambassadeurs, certains députés d'une part et d'autre entrent en conférence amiable en pareil nombre, avec notaires députés par commun consentement, en y adjoustant toutes conditions pareilles, équitables et appartenantes à tel cas. »

6° La Bible seule serait juge. Il serait toutefois permis d'alléguer les pères et les conciles, *pourvu que leur dire fut fondé sur l'Écriture sainte, et non autrement.*

7° « Que lesdits députés ayant plein et entier pouvoir respectivement de définir et arrester ce qu'ils trouveront en conscience estre conforme à la vérité, en ce qu'il plaira à Dieu d'accorder entre eux par la pluralité des voix, à quoy ils s'obligeront par serment solennel, avec ceux qui leur donneront le pouvoir des susdits en présence ou par procuration expresse. »



8° « Que ce qu'ils auront ainsi défini et arrêté par pluralité des voix, soit soudain notifié à toute l'assemblée des deux parties pour estre ratifié par l'autorité des princes et supérieurs, ausquels il appartiendra, ausquels aussi il plaira l'accepter et recevoir, chacun en son endroit. »

9° « S'il avenoit qu'on ne se peust accorder en tout ou en partie par pluralité de voix, les princes et leurs ambassadeurs adviseront de chercher tous autres moyens qui se trouvent les plus propres, sans toutesfois user de force ni violence contre les uns et les autres. »

10° Enfin, pendant cette conférence aucun parti ne troublerait l'autre dans l'exercice de son culte (1).

Proposer de pareilles conditions, c'était prouver la nécessité d'une autorité infaillible en matière de religion, c'était déclarer l'obligation pour tous de se soumettre à un concile investi de cette autorité, car elles établissaient le moyen d'éterniser les disputes, et condamnaient l'esprit humain à s'agiter, sans pouvoir en sortir, dans un doute désolant. Nous ne voulons pas relever ici cette extravagante pensée d'attribuer à la communauté catholique et à la communauté protestante le pouvoir de donner à leurs délégués respectifs une espèce d'infaillibilité pour régler les croyances, par des explications réciproques ; mais que voulaient dire les ministres lorsqu'ils demandaient la Bible pour seul juge des controverses ? L'Église dépositaire de la doctrine de Jésus-Christ a été aussi établie l'interprète infaillible des livres sacrés ; les hérétiques lui contestaient ce droit et prétendaient entendre mieux qu'elle le sens de l'Écriture sainte.

Il s'agissait donc, en admettant les prétentions des calvinistes, de savoir laquelle des deux, de l'Église ou de l'hérésie, interprétait mieux l'Écriture. Qui sera juge entre elles ? La Bible, disaient les calvinistes ; mais c'était précisément la

(1) *Hist. des Égl. réformées*, t. I, lib. IV, p. 746 et suiv.

Bible qui était en litige. Est-ce que les protestants auraient voulu que la Bible prît la parole et dît à ceux-ci : Vous, vous m'interprétez bien ; à ceux-là : Vous, vous ne me comprenez pas ; ou bien, pensaient-ils que ces mots adressés nommément à l'un ou à l'autre parti, se trouveraient écrits tout au long dans la Bible ? Il l'aurait fallu cependant pour que la Bible, objet des disputes, fût juge entre les contendants ? Dès-lors que cela ne se pouvait, il fallait recourir à l'autorité divine, c'est-à-dire à l'Église qui l'exerce sur la terre. Et puis les protestants vous disent dans leur neuvième condition que : « S'il venoit qu'on ne se peust accorder en tout ou en partie par pluralité de voix, les princes et les ambassadeurs adviseront de chercher tous autres moyens... » Ils comptaient donc bien peu sur le seul juge qu'ils reconnaissaient plus haut. Maintenant ce n'est plus à la Bible, c'est aux princes qu'ils s'en rapportent, et qu'ils attribuent le droit de décider entre les deux partis ; et encore supposent-ils que ces juges ne trancheront pas la question plus heureusement que les délégués. A qui donc devra-t-on s'adresser pour être sûr de la vérité ? Les ministres protestants ne sauront le dire ; mais le bon sens et la religion indiquent l'Église.

Ainsi les conditions même que les ministres réunis à Saint-Germain présentèrent à Catherine de Médicis, lui montraient à la fois et la nécessité d'un concile infallible et l'obligation pour tous de s'y soumettre. La reine parut le comprendre ; mais elle croyait qu'il était plus nécessaire encore de ménager les huguenots. Le parlement, alors généralement catholique ne le pensait pas ainsi. Comme il refusait d'enregistrer l'édit de tolérance que le gouvernement leur avait accordé au mois de janvier, Catherine de Médicis lui demanda un autre moyen d'apaiser les querelles religieuses : « Le moyen, lui répondit le parlement par l'organe de son président, c'est d'ordonner aux ministres d'aller au concile,

lequel est ouvert (4). » La reine-mère recula même devant cette mesure et força le parlement d'enregistrer l'édit de tolérance. Le protestantisme français répondit à ces faveurs par la révolte, et peu de temps après, il en promenait l'étendard dans toute la France, après l'avoir arboré sur les murs d'Orléans (2).

(1) *Mém. de Condé*, t. III, p. 79.

(2) Tandis que Catherine de Médicis refusait de donner aux ministres protestants l'ordre de se rendre au concile de Trente, elle tentait, de concert avec le cardinal de Ferrare, d'engager la reine d'Angleterre à y envoyer des ambassadeurs. C'est ce que nous apprenons d'une lettre du cardinal, écrite le 28 mars 1562, au cardinal Borromée.

« J'allais plier ma lettre, lorsque M. de Lansac est venu me dire de la part de la reine qu'elle avait une importante communication à me faire. Je me suis aussitôt rendu chez elle, et voici ce qu'elle m'a communiqué. L'ambassadeur d'Angleterre lui a dit qu'Élisabeth la priaît d'intervenir auprès du Saint-Père, pour faire retarder la session pour quelque temps; qu'elle avait écrit à plusieurs princes allemands, ses amis, pour s'entendre avec eux sur cette affaire; que s'ils voulaient participer au concile, elle s'y résignerait aussi, ajoutant que c'étaient surtout mes lettres qui lui avaient inspiré cette disposition. Mais elle ne pouvait envoyer ses ambassadeurs et ses évêques au concile avant d'avoir reçu la réponse des princes allemands; et c'est pourquoi elle demandait un délai qui ne faisait pas un grand préjudice au concile et pouvait lui apporter un grand bien. A cette communication je fis une réponse dont voici le sens : Si la reine d'Angleterre voulait sincèrement intervenir au concile, Sa Sainteté, dans le désir de n'exclure personne du bien qu'elle se proposait par le concile, ne ferait pas de difficulté d'accorder le délai qu'on demandait, quoique les pères aient déjà attendu longtemps; mais la proposition de la Reine d'Angleterre n'étant faite que d'une manière vague, Sa Sainteté ne pouvait pas faire au concile un préjudice certain dans l'espoir d'un avantage douteux. J'ajoutai qu'en tout cas la reine-mère ne devait pas tarder plus longtemps d'envoyer à Trente et ses ambassadeurs et ses évêques. On délibéra ensuite sur la réponse qu'il convenait de faire à l'ambassadeur anglais. La reine demanda d'abord un jour ou deux de réflexion, mais ensuite elle dit qu'elle n'avait pas d'autre réponse que celle-ci : que le Roi de France, comme fils aîné de l'Eglise, ayant été le plus pressé à procurer le concile, ne pouvait pas sans honte différer plus longtemps d'y envoyer ses ambassadeurs et ses évêques, comme il l'avait promis; mais qu'il ferait auprès du Pape et de son légat en France, toutes les démarches que voudrait la reine d'Angleterre. J'appuyai alors l'avis de la reine et dis que les ambassadeurs et les évêques français, une fois arrivés à Trente, pourraient plus facilement rendre à la reine d'Angleterre les services qu'elle demandait, et que sa majesté pouvait promettre à l'ambassadeur d'Élisabeth non-seulement de faire des démarches auprès du Saint-Père, mais encore d'obtenir de lui toutes les choses que la reine d'Angleterre pourrait honnêtement désirer. Tous applaudirent à

Les ambassadeurs impériaux au concile de Trente ne témoignaient pas moins d'égards pour les luthériens, que Catherine de Médicis, pour les calvinistes. Peu contents du sauf-conduit que l'assemblée venait d'accorder aux uns et aux autres, ils voulaient encore qu'elle leur fît de nouveau une invitation solennelle, et qu'elle s'occupât de suite à reformer les abus que les hérétiques reprenaient dans le clergé. Et le 6 mars, ils firent officiellement cette double demande aux légats.

L'accueil que les brefs et les nonces de Pie IV avaient reçu des luthériens, faisait bien prévoir qu'une invitation réitérée ne serait pas plus efficace, et qu'au lieu de toucher des hommes décidés à ne point venir à Trente, elle accroîtrait leur arrogance et exposerait le concile à de nouveaux mépris. Les légats n'admirent donc pas la première demande des ambassadeurs, qui d'ailleurs n'avaient pas reçu de leur maître l'ordre de la faire. Ils répondirent à la seconde que, jusqu'à ce que les envoyés des autres princes et les évêques d'Allemagne fussent arrivés, on ne pouvait entreprendre la réformation du clergé de leur pays, ni l'établir à la satisfaction de tous les intéressés (1).

l'avis improvisé de la reine et s'y arrêtaient; et je suis persuadé qu'on ne fera pas d'autre réponse à l'ambassadeur d'Angleterre. Il ne faut pas craindre que cet incident ne retarde le départ des prélats français. Quant à M. de Lansac, il doit partir au commencement de la semaine prochaine; et je suis bien aise d'avoir retenu ma lettre pour pouvoir apprendre cette nouvelle à votre seigneurie, ainsi que la proposition de la reine d'Angleterre. On pourrait croire peut être que cette princesse cherche à retarder le concile, il me semble cependant qu'elle montre beaucoup moins de répugnance à y intervenir, et qu'elle n'a pas tout à fait dédaigné mes invitations. J'aime donc à espérer qu'elle suivra l'exemple que lui donnera la cour de France... » (Baluz, *Miscel.* t. IV, *append.*, p. 398 et seq.)

Il était cependant vrai qu'Élisabeth ne faisait ces négociations hypocrites que pour empêcher Catherine de Médicis d'envoyer des ambassadeurs au concile de Trente, tandis que d'un autre côté elle soutenait sous main la rébellion des calvinistes. (Lettre du même, ap. Bal., *Miscel.* t. IV, *append.*, p. 403-409.)

(1) Baluz, *Miscell.*, t. IV, p. 440 et seq. — Pallav., lib. xvi, cap. 1.

Les légats n'avaient pas les mêmes raisons pour retarder la réformation générale. Ils l'entreprirent aussitôt, et le cardinal Seripandi arrêta un plan de réforme qui, compris en douze articles, embrassait dans son ensemble les principaux points, sur lesquels l'Église, réclamait l'attention des pères.

1° Par quels moyens peut-on obliger les patriarches, les archevêques, les évêques, et tous ceux qui ont charge d'âmes, à résider dans leurs églises?

2° Doit-on promouvoir quelqu'un aux saints ordres seulement à titre de bénéfice; ou peut-on le promouvoir à titre de patrimoine?

3° Convient-il de permettre aux collateurs de saints ordres, à leurs ministres ou à leurs notaires de recevoir quelque chose de ceux qui sont ordonnés?

4° Peut-on accorder aux évêques de convertir en distributions quotidiennes les revenus des prébendes qui n'obligent à aucun service, pour les Églises dont les revenus sont nuls, ou presque nuls?

5° Un évêque peut-il partager en plusieurs titres les paroisses dont la vaste étendue exige le service de plusieurs prêtres?

6° Peut-il au contraire réunir en un seul plusieurs petits bénéfices?

7° Est-il expédient que l'évêque donne aux curés qui manquent de science ou de moralité un coadjuteur, et qu'il assigne à celui-ci une partie du revenu?

8° Faut-il accorder aux évêques la faculté de transférer aux églises matrices les chapelles ou les bénéfices ruinés ou trop pauvres pour fournir aux dépenses des réparations?

9° Convient-il d'ordonner à l'évêque de visiter et de réformer les bénéfices en commende même réguliers?

10° Doit-on décider que les mariages clandestins sont nuls?



44° A quelles conditions doit être contracté un mariage pour ne pas être réputé clandestin?

42° Quels remèdes faut-il apporter aux graves abus reprochés aux quêteurs (4)?

Le premier article était gros de difficultés et d'orages : les légats songèrent d'abord à en renvoyer la discussion à un temps plus opportun ; mais sur l'opposition des impériaux et de Ferdinand lui-même, ils ne l'effacèrent pas, et le soumièrent avec tous les autres à l'examen des pères dans une congrégation qui se tint le 44 mars 1562, et, pour satisfaire ceux d'entre eux qui attendaient un plan de réforme plus complet, le premier légat les prévint que de nouveaux articles disciplinaires seraient soumis plus tard à leur examen (2).

Ceux que nous venons de citer furent pendant longtemps l'objet d'une étude sérieuse de la part des pères ; mais cet examen individuel leur en révéla toutes les difficultés, et au lieu d'en abréger la discussion, il ne servit qu'à la prolonger. Elle commença, dans la congrégation générale du 7 avril, sur les quatre premiers articles et absorba encore les dix congrégations suivantes.

Le premier surtout, qui était relatif à la résidence des pasteurs, donna lieu à des débats encore plus vifs que solennels. Guerrero vint, avec son caractère absolu, jeter au milieu d'une discussion déjà trop animée cette question encore plus irritante : La résidence est-elle prescrite aux pasteurs de droit divin, ou seulement de droit ecclésiastique ? Le concile, sous Jules III, l'avait soulevée, sans la résoudre ; et l'archevêque de Grenade voulait, disait-il, qu'elle fût enfin vidée dans une réunion de prélats si savants et de si illustres théologiens. Mais pour la vider, il fallait résoudre séparément les deux

(1) Raynaldi, ad. ann. 1562, n. 32.

(2) Pallav., lib. xvi, cap. 1.

difficultés qu'elle offrait, et dont la confusion serait également passée dans les délibérations ; c'est pourquoi on partagea cette question en deux qui furent ainsi posées :

La résidence des évêques et des curés est-elle de droit divin ?

Si les théologiens consultés se déclarent à l'unanimité pour l'affirmative, et si le jugement des pères confirme cette décision, convient-il que le concile la définisse, et qu'elle devienne ainsi article de foi ?

Les pères ne s'occupèrent que de cette dernière question ainsi hypothétiquement posée, et préludèrent au jugement, qu'ils devaient en porter, par de graves considérations : 1° sur les dommages qui résultent de l'absence d'un pasteur ; — 2° sur les causes qui peuvent l'éloigner de son église ; — 3° sur les peines que méritent ceux qui s'en absentent sans cause ; — 4° sur les faveurs dont se rendent dignes ceux qui restent fidèlement à leur poste ; — 5° enfin sur les moyens d'assurer l'exécution de ce qu'on aurait conclu à ce sujet.

De ces diverses considérations surgirent deux sentiments : l'un qui affirmait que le concile devait définir que la résidence était de droit divin ; l'autre qui soutenait le contraire. Le premier appuyait sur les raisons suivantes :

1° Définir que la résidence est de droit divin, c'est le moyen le plus puissant pour forcer à résider dans leurs églises ceux dont l'absence y cause tant de maux ; les peines ne sauraient amener un pareil résultat ; l'histoire prouve quelles ont été jusqu'à présent peu efficaces ; et elles ne le seraient pas davantage si on les renouvelait, ou même si on y en ajoutait encore d'autres. Car de nouvelles lois, quelque sévères qu'elles fussent, loin d'apporter un remède à cet abus, ne serviraient qu'à aggraver la faute des délinquants et la honte des pasteurs sans les corriger. D'ailleurs les lois humaines ne peuvent pas s'appliquer à tous les cas, et elles ne s'étendent pas au-delà de ce qui nous arrive communé-

ment, car le législateur ne saurait prévoir absolument tous les cas ; c'est pourquoï chacun se persuade facilement qu'il n'y est point tenu dans telle ou telle circonstance. Or, d'un côté les lois divines sont plus rigoureuses et plus puissantes ; et de l'autre, le concile veut obliger efficacement les pasteurs à une résidence jugée nécessaire, il doit donc définir que la résidence est de droit divin.

2<sup>o</sup> Cette définition n'entraînerait aucun inconvénient : elle n'enchaînerait pas tellement les évêques à leurs églises qu'ils ne pussent jamais s'en séparer. Elle n'enlèverait pas au Pape le droit d'appeler un évêque hors de son diocèse pour le bien de la religion. Dieu défend l'absence volontaire des évêques, mais non celle que nécessite un légitime empêchement, ou le commandement du supérieur. Les lois divines admettent des exceptions, comme la loi de l'intégrité de la confession, de la cohabitation des époux. Mais des exceptions, c'est le Souverain Pontife qui en est l'arbitre et le juge (1).

(1) Les défenseurs de cette opinion insistèrent beaucoup, dans leurs raisonnements, à garantir l'autorité du Souverain Pontife ; mais ces précautions ne mirent pas leur intention à couvert de certains bruits qui en faisaient suspecter la sincérité, et qui n'ont que trop retenti dans l'histoire. Affligés de ces injustes soupçons, ils s'efforcèrent de les dissiper, et adressèrent à Pie IV, en forme de lettre, une protestation, conçue en ces termes :

« Très-Saint Père, les pères de ce concile œcuménique se sont partagés en plusieurs opinions sur la question de la résidence des pasteurs : les uns veulent qu'elle soit de droit divin. D'autres soutiennent qu'elle n'est prescrite que par la loi humaine. Nous avons embrassé la première opinion, parce que nous la croyons la plus vraie, et nous nous sommes pieusement, sincèrement efforcés de la faire décréter par le concile ; mais quelle n'a pas été notre douleur, lorsque nous avons appris qu'à ce propos on nous a accusés auprès de Votre Sainteté de vouloir faire du scandale, d'entretenir les dissensions et d'être mal intentionnés envers le Saint-Siège. Ce crime est plus éloigné de notre conscience que le ciel ne l'est de la terre. C'est pourquoi, Très-Saint-Père, nous venons nous jeter humblement à vos pieds et vous exposer ingénument les raisons de notre opinion, afin que nous qui faisons profession de vénérer la foi et l'autorité de la sainte et catholique Église romaine, qui sommes disposés à verser pour elle jusqu'à la dernière goutte de notre sang, nous ne passions pas plus longtemps pour des fils d'iniquité. Très-Saint-Père, à votre ordre, nous sommes venus à ce concile, dans l'intention de donner tous nos soins, sous l'inspiration du Saint-Esprit, au

A ces raisons, voici celles qu'opposaient les partisans de l'opinion contraire :

bien de l'Église catholique, n'ayant rien de plus à cœur que la gloire de Dieu et l'autorité de Votre Sainteté. Si donc, dans la discussion sur la résidence, nous avons désiré que le concile définît qu'elle est le droit divin, nous l'avons fait, appuyés sur la doctrine des SS. Pères et sur l'autorité de plusieurs graves théologiens ; nous l'avons fait, afin que l'obligation de la résidence, mieux établie fût aussi mieux observée qu'elle ne l'a été jusqu'à présent, au grand détriment de l'Église ; nous l'avons fait parce que plusieurs nous avaient assurés que c'était aussi l'avis de Votre Sainteté. Nous avons cru qu'il était nécessaire que le concile fît une déclaration, parce que, dans ces derniers temps, quelques-uns ont révoqué cette obligation en doute, et dans leurs discours, et dans leurs écrits, et que l'autorité du concile pouvait arrêter une si pernicieuse doctrine. Mais on nous dit que de cette définition suivraient des conséquences absurdes et nuisibles à l'autorité du siège apostolique. Nous affirmons qu'elles nous sont tout à fait inconnues, et que nous ne les soupçonnons même pas : nous pensons au contraire que plus les institutions de l'Église sont stables, plus elles relèvent l'autorité du Souverain Pontife, à qui seul appartient le droit d'expliquer et d'interpréter les lois. D'ailleurs, mus par le respect et l'amour filial que nous avons toujours eu pour Votre Sainteté et pour la sainte Église romaine, nous prenons ici l'engagement consciencieux et solennel, non-seulement de détester et de réprouver ces scandales, s'ils pouvaient venir de cette source, mais de faire tous nos efforts pour qu'ils soient condamnés par un décret spécial, afin que l'autorité de votre très-saint Siège ne souffre pas la moindre atteinte, et que le désordre ne s'introduise point dans l'ordre de la hiérarchie ecclésiastique, établi par le Seigneur et conservé jusqu'à nous par nos pères.

» Puis donc qu'il en est ainsi, nous ne craignons pas de supplier et de conjurer Votre Sainteté d'abord de souffrir que, dans cette controverse, on mette dans tout son jour une vérité, qui nous paraît la plus propre à édifier toute l'Église, ensuite, de daigner, dans sa clémence, agréer notre intention, qui est de témoigner, — nous le croyons sincèrement, — la piété et la fidélité que nous devons à l'épouse de Jésus-Christ, enfin de nous regarder comme les fils et les serviteurs très-soumis de la sainte Église romaine.

» Votre Sainteté, Très-Saint-Père, voudra bien excuser ce que notre lettre pourrait avoir d'importun. Notre conscience, il est vrai, nous assure de la rectitude de notre intention ; cependant, de peur que la calomnie ne prévînt contre nous l'esprit de notre Père et Seigneur, nous avons pris la hardiesse, plus grande peut-être qu'il ne convenait à notre bassesse, de l'assurer de notre dévouement. Que notre Seigneur Jésus-Christ, dont vous tenez la place sur la terre, conserve longtemps Votre Sainteté à la sainte Église catholique.

» De Votre Béatitude les très-fidèles et très-dévoués serviteurs :

Trente, 6 juin 1562.

. Suivaient ensuite les signatures de trente-un prélats, archevêques ou évêques, entre autres celles de Jacques-Marie Sala, évêque de Viviers, et d'Antoine-Marie Salviati,

1° Vouloir décider que la résidence est de droit divin, afin de forcer les pasteurs à la garder, c'est reconnaître que la loi humaine qui la prescrit n'a pas assez d'efficacité; or ce sentiment favorise les hérétiques qui refusent toute autorité aux lois ecclésiastiques, et ne la reconnaissent que dans les lois divines.

2° La plupart des anciens conciles, et même le concile de Trente sous Jules III, ont fortement recommandé la résidence des pasteurs, mais aucun n'a décrété qu'elle fût de droit divin. Or porter maintenant un décret qu'ils n'ont pas jugé nécessaire, c'est en quelque sorte les accuser de négligence et mettre leur sagesse en cause. Ce qui serait une injustice; car ils savaient bien que c'est moins l'origine de la loi que la difficulté de l'accomplir et la commodité de la transgression qui provoque la désobéissance; qu'on viole plus facilement, par exemple, la loi divine contre la concupiscence, que la loi ecclésiastique de l'abstinence: qu'il ne s'agissait donc que de prendre des mesures pour faire exécuter la loi.

3° Si la résidence était déclarée de droit divin, on pourrait en inférer que les motifs pour lesquels les pasteurs peuvent s'absenter de leurs Églises, comme les réserves, les exemptions, les privilèges, etc., sont aussi défendus de droit divin; que les accorder ou aux laïques, ou aux ecclésiastiques séculiers, ce serait aussi agir contre le droit divin. Or ce ne serait point là établir la réforme, mais mettre la confusion dans toute l'Église.

4° Lorsqu'on aura décrété que la résidence est de droit divin, ceux qui y sont obligés, interpréteront l'intention divine, comme auparavant ils interprétaient l'esprit de l'Église; et le résultat ne sera point différent.

évêque de Saint-Papoul; mais les Espagnols qui avaient presque tous soutenu le droit divin, refusèrent la leur. (Torelli, *Diar. actor. concil. Trid. ap. Martene, veter. script... collect. ampliss.*, t. VIII, col. 1267).



5° Les pasteurs sont tenus à résider dans leurs églises, à cause du soin qu'ils doivent aux peuples confiés à leur sollicitude ; or ils peuvent quelquefois remplir ce devoir sans être présents à leurs ouailles : ainsi un évêque allemand, tandis qu'il réside dans une partie de son diocèse, est bien plus éloigné du reste, qu'un évêque italien ne peut l'être du sien, lors même qu'il en est sorti. Il ne paraît donc pas juste de dire qu'un évêque doit, de droit divin, être corporellement présent dans son diocèse.

6° Enfin, tout gouvernement amène les sujets à l'observation des lois, non par la nature de ces lois, mais par les avantages accordés à ceux qui les suivent, ou par les châtimens infligés à ceux qui les transgressent. Les mêmes moyens sont à la disposition de l'Église pour faire observer les siennes (1).

C'était sur ces raisons et sur d'autres semblables que s'appuyaient respectivement les deux opinions contraires. Lorsqu'on les eut exposées de part et d'autre, il ne constait pas encore de quel côté était la majorité : plusieurs s'étaient abstenus de dire leur avis sur cette question, la regardant comme inopportune et inutile à la réformation dont on devait alors, disaient-ils, exclusivement s'occuper. D'autres n'avaient apporté dans leurs paroles ni assez de précision, ni assez de clarté pour qu'on pût y démêler leur sentiment. Les légats proposèrent donc aux pères, dans la congrégation du 20 avril, d'exprimer, simplement par les mots *Placet* ou *Non placet*, leur véritable sentiment touchant la définition du droit de la résidence. Mais plusieurs crurent que cet expédient blessait la liberté du concile. A l'exemple du cardinal Madrucci, qui parla le premier, ils déclarèrent qu'ils persistaient dans l'avis qu'ils avaient précédemment émis ; ce qui

(1) Bartholom. à Martyr. *Oper.* (Romæ 1735), t. II, p. 423 et seqq.

ne contribua pas plus à calmer les esprits, qu'à éclaircir la question.

Les légats cependant ne la retirèrent pas de la discussion : ils chargèrent le patriarche de Jérusalem et l'archevêque de Grenade de démêler, avec le secrétaire du concile, les avis de chacun des pères ; et l'on put constater par cette opération, que soixante-et-dix voix s'étaient prononcées pour le droit divin, trente-huit pour la négative ; que trente-quatre pères se rangeaient parmi ces derniers, mais avec cette condition expresse : *Si on ne demande pas auparavant l'avis du Souverain Pontife.*

Le même dissentiment régnait parmi les légats : les cardinaux de Mantoue et Seripandi opinaient avec les premiers ; les cardinaux Hosius, Simonetta et Altemps embrassèrent le sentiment contraire. Ce dernier avis réunit donc un plus grand nombre de voix, si on y joint les suffrages des évêques qui subordonnaient leur jugement à celui du Saint-Père. Or, dès le 10 du mois de mars, Pie IV avait écrit aux légats que son désir était qu'on déclinât une question si féconde en difficultés ; et quelques temps après, il l'avait abandonnée à leur prudence.

Les légats informèrent le Pape de tout ce qui s'était passé au concile à ce sujet : et ils ne voulurent s'arrêter à aucun parti, avant d'en avoir reçu la réponse ; soit parce qu'ils différaient eux-mêmes d'avis sur ce point ; soit parce qu'ils n'osaient rien définitivement statuer sur une question dont les débats avaient fait ressortir toute la gravité, soit enfin parce qu'un grand nombre de prélats s'en étaient remis au Souverain Pontife(1).

Les autres matières, discutées avec autant de soins et moins de vivacité, auraient été prêtes pour le jour de la ses-

(1) Pallav., lib. xvi, cap. 4.

sion; mais une circonstance inattendue vint empêcher les pères de les décréter.

Nous avons dit que Catherine de Médicis avait confié au seigneur de Lansac l'honneur de représenter la couronne de France au concile de Trente. Elle lui adjoignit ensuite Guy-du-Faur, juge-mage à Toulouse, et Arnaud du Ferrier président de la chambre des enquêtes, au parlement de Paris. Ils devaient d'abord se trouver à leur poste dès l'ouverture de l'assemblée. Mais Elisabeth ayant requis l'intervention de la reine-mère auprès du Souverain Pontife pour faire différer la première session, cette négociation arrêta le départ des trois ambassadeurs. En attendant, ils s'entretenaient souvent, à Paris, avec le cardinal de Ferrare, sur l'objet de leur mission, et lui prodiguaient tous les témoignages diplomatiques de leurs excellentes intentions. Du Ferrier, lui-même, qui devait tenir au concile une conduite si répréhensible et embrasser plus tard le parti du calvinisme, s'excusa des avis que la politique lui avait arrachés, dans le conseil, en faveur des hérétiques, et promit au légat qu'il se conduirait à Trente de manière à dissiper les doutes qui avaient pu s'élever sur sa foi, et à donner au Saint-Père la plus entière satisfaction. Mais la suite nous fera voir que ses protestations partaient du même principe qui lui avait déjà inspiré les avis en faveur de l'hérésie (1).

Les trois ambassadeurs français reçurent enfin l'ordre de partir, lorsque les représentants des autres grandes puissances étaient déjà arrivés au concile. Lansac, le premier d'entre eux, se fit précéder à Trente d'un exprès pour lui préparer des appartements, et d'une lettre adressée aux légats et au concile pour les prier de différer, jusqu'à sa prochaine arrivée, la troisième session, qui devait avoir lieu le

(1) Lettre du card. de Ferrare au card. Borromée, écrite du 13 au 28 avril, ap. Baluz. *Miscell*, t. IV, *append.*, p. 404.

14 mai. Or, ce fut cette lettre qui interrompit les délibérations des pères.

Les légats soumirent à l'assemblée la demande de l'ambassadeur, dans la congrégation générale du 28 avril (1). La convenance des termes de la lettre et de la proposition prévint généralement les pères en faveur de l'ambassadeur. Mais à ce propos, un évêque mit en question si l'on pouvait, hors d'une session, proroger le jour fixé pour une autre session. Les prélats espagnols, quelle que fût leur intention, prétendirent que cela ne se devait et ne se pouvait point faire, parce que le jour désigné pour la session exigeait une notoriété publique et solennelle, et que la dignité du concile ne souffrait pas qu'on en changeât les résolutions.

Les autres pères, soutenant le contraire, dirent que la première raison alléguée par les opposants, ne pouvait s'appliquer à la juridiction du concile, qui n'était pas contentieuse, mais volontaire ; que la seconde ne tenait pas davantage devant les raisons, au moins de convenance, d'accorder une chose de si peu d'importance à une grande nation, qui avait contribué plus que tout autre à la convocation du concile, et pour laquelle surtout le concile était rassemblé ; que d'ailleurs celui de Constance avait déjà donné l'exemple d'une pareille condescendance.

Mais ces raisons ne firent pas plus d'impression sur l'esprit des prélats espagnols que les leurs n'en firent sur celui de leurs adversaires ; et cet incident, d'abord si léger, allait devenir entre eux un sujet de discorde, si la sagesse des légats n'eut trouvé un moyen-terme pour satisfaire à la fois et aux exigences des uns et à la juste demande des autres. Sur leur proposition, on décida, dans la congrégation du 30 avril, que la session se tiendrait en effet, le 14 mai, comme on en était convenu, qu'on se bornerait à y lire les lettres des am-

(1) Ficlér, ap. Le Plat, t. VII, part. II, p. 296.

bassadeurs nouvellement arrivés, et que huit jours après, c'est-à-dire le 22 mai, on tiendrait une autre session, où seraient publiés les décrets déjà arrêtés (1). Mais, sur la demande des ambassadeurs impériaux, on prorogea jusqu'au 4 juin la session annoncée pour le 22 mai.

Le 14 mai, eut donc lieu la dix-neuvième session (troisième sous Pie IV). Jean Trevisani, patriarche de Venise, célébra le saint sacrifice ; et Jean Beroaldi, évêque de Sainte-Agathe, prononça en latin le discours d'usage. On lut ensuite le décret qui fixait au 4 juin la prochaine session, à laquelle on renvoyait, pour de justes raisons, la publication des décrets qu'on devait d'abord promulguer dans celle-ci. Enfin on reçut les mandats du marquis de Pescara, gouverneur de Milan, et provisoirement accrédité par le roi d'Espagne, auprès du concile, de l'ambassadeur de Venise, et celui des évêques de Chonad et de Tine, envoyés par le clergé de Hongrie (2). Cette session ne fut qu'une transaction entre les partisans des diverses opinions, et tous en sortirent avec l'espérance que la suivante serait mieux remplie ; mais la session du 4 juin ne fut pas plus féconde en décrets que celle du 14 mai. Nous allons, en les prenant d'un peu plus haut, faire connaître les causes qui empêchèrent de les publier.

La nécessité de la réformation disciplinaire dominait les pensées des pères ; tous avaient apporté au concile l'intention bien arrêtée de la provoquer et d'y concourir. Témoins de cette disposition générale, les légats écrivirent au Saint-Père, le 14 avril, au moment où la dispute sur la résidence troublait la paix du concile, pour lui demander sur quels points il désirait surtout que roulât l'œuvre de la réforma-

(1) Pallav., lib. XVI, cap. 5.

(2) *Acta Torell.* ap. Martène, *Veter. script. collect. ampliss.*, t. VIII, col. 121 et seqq. — Pallav., lib. c. cap. 7. — Ficlér, ap. Le Plat, t. VII, part. II, p. 299 et seqq.



tion ; et, afin de faciliter et d'éclairer son choix, ils lui envoyèrent une série de quatre-vingt-quinze articles, auxquels les pères semblaient généralement attacher une plus grande importance, et que quelques prélats avaient été chargés de rédiger.

Pie IV s'était fait une loi de ne pas contrarier la liberté du concile, et il évita plus soigneusement encore de la gêner dans cette grande entreprise ; il recommanda seulement aux légats, comme une règle générale, d'opérer la réformation de manière qu'elle ne fut pas intolérable à la communauté, ni impossible dans la pratique. Il se réserva les onze derniers articles, qui étaient relatifs aux tribunaux romains et dont personne ne pouvait mieux juger que lui. Quant aux décrets qu'on porterait relativement à la personne du Souverain Pontife, il voulut d'abord qu'on les fît précéder de ces mots : « Pius IV, approbante synodo, etc. » Mais il se désista ensuite, quand on lui eût rappelé que cette formule ne s'employait que lorsque le concile était présidé par le Pontife en personne.

Pie IV cependant apprit avec douleur les bruyants débats qui avaient troublé les premiers travaux du concile sur la réformation ; et il la témoigna aux légats en des termes fort sévères. Il leur reprocha d'avoir failli à leur charge, d'abord en laissant remettre en discussion une question si ardue et déjà élaguée sous Paul III, ensuite en se divisant eux-mêmes, au lieu de rétablir, par un sentiment unanime et de puissants efforts, la concorde et l'union parmi les pères, enfin en l'entraînant lui-même dans cette inextricable querelle, qu'ils auraient pu assoupir par un décret négatif, conformément à la majorité de suffrages.

Il était en effet difficile au Souverain Pontife de prendre une décision sans blesser un des deux partis. S'il se déclarait en faveur du droit divin, les partisans de l'opinion contraire croiraient qu'il renonçait à l'appui qu'ils avaient voulu don-

ner au Siège apostolique ; si au contraire, il embrassait ce dernier sentiment, les défenseurs du droit divin diraient peut-être que, dans un intérêt personnel, il refusait d'admettre le moyen d'établir une réforme nécessaire dans l'Église. Il ne se prononça ni pour les uns, ni contre les autres, la question n'étant point encore décidée, et ne pouvant l'être, tant que les deux opinions auraient de si nombreux et de si graves partisans. Il recommanda donc aux légats de l'assoupir le mieux qu'ils le pourraient, sans porter atteinte à la liberté du concile, ou du moins de la renvoyer à une époque où les esprits si violemment agités par cette discussion, auraient eu le temps de se calmer et pourraient reprendre et traiter cette question avec plus de dignité (4).

La conduite des légats dans cette circonstance inspira au Pape la pensée de leur adjoindre trois autres collègues ; mais il renonça ensuite à ce projet pour de bonnes raisons, et peut-être aussi pour ne pas se priver des services du cardinal de Mantoue, qui avait déjà demandé l'autorisation de se retirer, dès que les nouveaux légats seraient arrivés.

À la réception de la lettre si sévère du Souverain Pontife, les légats supprimèrent un décret qu'ils avaient secrètement chargé huit pères (2) de dresser, et dans lequel il était dit que la résidence des évêques et des autres pasteurs était de droit divin ; mais qu'il était permis aux évêques de faire une absence de deux mois dans le courant d'une année, et que le Souverain Pontife, ou même le primat dans les régions lointaines, pouvait pour de justes causes, leur permettre de s'absenter plus longtemps encore. Pour se conformer à l'intention

(1) Pallav., lib. XVI, cap. 5-6-7-8-9. — Epist. Othon. Truchsess card. Hosio int. *Epist. Pog.* ed. Lagomars, t. III, p. 65.

(2) Daniel Barbaro, archevêque d'Aquilée ; Jules Superchio, évêque de Capri ; Alphonse Rossetti, évêque de Comacchio ; Eustache du Bellay, évêque de Paris ; J.-B. Osio, évêque de Rieti ; Guillaume Cassador, évêque de Barcelone ; Gaspar de Casal, évêque de Leiria, en Portugal ; André Duditz, évêque de Tine, en Hongrie.

du Pape, ils mirent tous leurs soins à retirer momentanément cette question de la discussion : six Espagnols entrèrent dans leurs vues ; mais les autres prélats de la même nation mirent à leur consentement la condition que, dans la prochaine session, on promettrait formellement de définir plus tard la question de la résidence. Les légats repoussèrent cette condition comme contraire à la coutume et à l'autorité des conciles, qui doivent avoir toute liberté de s'occuper de telle ou telle question avant telle autre, selon que les circonstances l'exigent. A la vérité, ils leur offrirent d'en faire la promesse de vive-voix dans une congrégation. Deux légats, pour obtenir plus promptement l'assentiment des prélats espagnols, eurent même la pensée d'en prendre l'engagement par écrit ; mais le cardinal Simonetta leur fit observer que cet exemple établirait un fâcheux précédent ; que les espagnols et les autres pères exigeraient désormais de pareilles promesses ; que ce défaut de confiance à la parole des légats ferait injure à leur personne et à leur dignité. Ces considérations firent abandonner ce projet d'engagement (1).

Cependant Pie IV avait pris au sérieux les points de réformation qu'il s'était réservés : déjà la pénitencerie avait reçu de sa part de notables améliorations ; il continua à en opérer dans la chancellerie, la daterie et la Rote, dans la secrétairerie de la Chambre apostolique et dans les autres tribunaux inférieurs de Rome, assurant par une sanction sévère l'observation de ses règlements. Les nombreuses constitutions de ce Pontife, répandues dans le Bullaire romain, témoignent de son zèle pour la discipline, et protestent contre les calomnies des écrivains qui l'ont accusé d'entraver l'œuvre de la réformation. Si les princes chrétiens eussent suivi un si noble exemple, et secondé, par leur coopération, des intentions si religieuses et si sincères, l'Église aurait vu renaître ses plus

(1) Pallav., loc. sup. cit.

beaux jours ; et ses institutions, se développant régulièrement dans le monde, auraient assuré partout les bienfaits de son action et de son influence ; mais au lieu de favoriser la réformation qu'ils demandaient si impérieusement dans les autres, et qu'ils refusaient si obstinément pour eux-mêmes, les princes chrétiens continuaient à violer les immunités de l'Église, et à faire parvenir à Trente des exigences qui entravaient l'œuvre et la marche du concile.

Les ambassadeurs français, qui arrivèrent sur ces entrefaites, n'apportèrent pas des pensées plus généreuses que les représentants des autres puissances.

Louis de Saint-Gelais, seigneur de Lansac, fit son entrée à Trente, le 18 mai, accompagné de cinquante prélats, archevêques ou évêques, qui étaient allés le recevoir hors des portes de la ville. Arnaud du Ferrier et Guy du Faur, ses collègues, arrivèrent, l'un, le 19, et l'autre, le 22 du même mois. Courtisans avant tout, ces trois hommes étaient dignes du choix de Catherine de Médicis, et capables de remplir ses intentions. Or, d'après les instructions de cette princesse, les ambassadeurs français devaient :

1<sup>o</sup> Agir de concert avec les ambassadeurs de l'empereur, et insister avec eux pour qu'on relâchât sur quelques lois ecclésiastiques, qui empêchaient surtout le retour des protestants ;

2<sup>o</sup> Exiger une déclaration expresse que ce concile était nouveau et non une simple continuation de l'autre ; et s'abstenir de toute fonction synodale jusqu'à ce qu'ils eussent obtenu cette déclaration ;

3<sup>o</sup> Demander pour les hérétiques un sauf-conduit encore plus large et sans aucune restriction, même pour ceux qui voudraient persévérer dans leurs erreurs ;

4<sup>o</sup> Empêcher que les pères ne renvoyassent quelque décision au jugement du Pape ou de ses légats, et qu'on ne permît au Pape de modifier les décrets du concile, auquel

il devait être soumis selon le concile de Constance et de Bâle ;

5° Veiller au maintien et à l'intégrité des privilèges de l'église gallicane ;

6° S'efforcer de faire renvoyer jusqu'à la fin du concile, les définitions dogmatiques ou les articles de foi ; et activer la réformation de l'Église dans son chef et dans ses membres ecclésiastiques, pour ramener la discipline à sa pureté primitive ;

7° Insister pour qu'on enlevât au souverain Pontife, hors les cas de négligence, l'usage de sa juridiction dans les diocèses, le pouvoir exclusif d'accorder des dispenses en matières matrimoniales, ou en d'autres matières contre les décrets des conciles, de disposer des bénéfices, de donner une dispense ou des lettres à un ordinand qui n'aurait pas l'express consentement de son évêque, etc.

En outre, les ambassadeurs avaient ordre d'occuper partout le premier rang après ceux de l'empereur, et de ne pas même souffrir qu'on mît leur droit en question, et, si on le leur contestait ; de partir aussitôt de Trente avec les évêques du royaume, après avoir protesté que ni le roi, ni la France ne recevraient le concile (1).

Telles étaient, en résumé, les instructions des ambassadeurs français : on y reconnaît l'esprit de Catherine de Médicis et l'inspiration de Michel de l'Hospital, l'oracle de son conseil. L'une faisait de la religion un instrument de sa politique déloyale, et voulait forcer le concile à la seconder dans les concessions impies que lui arrachaient les hérétiques ; l'autre, toujours conseillé par une vanité hargneuse et par ses rancunes parlementaires, voulait surtout humilier le Pape et affaiblir l'autorité du Saint-Siège, au profit de la suprématie

(1) Pallav., *Istor. del concil. di Trento*, lib. xvi, cap. 40. — *Mém. de Dupuy*, p. 168 et suiv



qu'il tendait à donner à l'état sur l'église gallicane; et c'était en réalité à ces deux points que se réduisait toute la réforme disciplinaire qu'il demandait avec tant de hauteur.

Lansac et ses collègues personnifièrent ces instructions en eux-mêmes, et ils les suivirent si fidèlement qu'ils se montrèrent à peine chrétiens. Dès le lendemain de son arrivée, le premier écrivit à l'ambassadeur de France auprès de Pie IV, une lettre où mêlant la présomption du fond à l'impertinence de la forme, il outrageait à la fois et le Pape et le concile. Il était plus clair que le soleil, disait-il, que la résidence est de droit divin. Dans de pareilles matières surtout, on devait laisser au concile la liberté de définir, et il ne fallait pas que le Pape envoyât l'Esprit saint en valise (1).

Cette plaisanterie de mauvais goût était encore une injustice : jamais Pie IV ne s'opposa à la liberté du concile, pas plus dans la question de la résidence que dans les autres ; jamais il ne lui ordonna de se prononcer dans un sens, ou dans un autre ; il fut au contraire d'avis que, dans cette circonstance, le concile s'abstint de définir, comme il avait déjà fait sous le Pape Paul III. Quant à la question de la résidence que Lansac, en homme de lois, trouvait si claire, elle partage encore les plus savants théologiens : plusieurs nient qu'elle soit de précepte divin ; d'autres soutiennent qu'elle est de droit divin, non quant au mode, mais quant à la substance.

Guy du Faur se montra moins sérieux et plus irréligieux encore, dans le discours qu'il adressa aux pères dans la congrégation générale du 26 mai. Il se posa comme leur maître, prétendit leur faire des leçons dont la dureté n'était pas même adoucie par la politesse de la forme, leur parla de l'œuvre de la réformation qu'il considéra à son point de vue presque hérétique, et des rapports du concile avec le Pape, en des

(1) Lettre de M. de Lansac à M. de l'Isle, dans les *Mém.* de Dupuy, p. 186 et suiv.  
— Pallav., lib. xvi, cap. 10.

termes qui soulèvent encore aujourd'hui l'indignation du lecteur.

L'orateur savait que son langage serait mal reçu du concile ; mais il savait aussi que son gouvernement lui saurait gré de l'avoir tenu ; et il aima mieux manquer de respect aux représentants de l'Église universelle, que de complaisance pour Catherine de Médicis. C'est pourquoi en communiquant, selon l'usage, son discours au secrétaire du concile, il dissimula des passages qu'on lui aurait fait retrancher, et ne fit connaître que les moins répréhensibles. On ne lui donna point alors de réponse, puisque son discours n'était pas tel qu'il l'avait présenté. Et lorsque les pères le demandèrent pour l'examiner, on le leur remit, mais imprimé, et corrigé de tout ce qui avait le plus blessé leurs oreilles. Aussi fut-il décidé dans la congrégation suivante que ce discours serait regardé comme non venu et exclu des actes du concile (1).

La présence des ambassadeurs à Trente était une menace continuelle pour l'assemblée : tandis que ceux de France voulaient que le concile se déclarât nouveau et différent du précédent, les Espagnols, encouragés par le marquis de Pescara, demandaient avec non moins de hauteur que le concile actuel déclarât formellement qu'il n'était que la continuation du concile tenu sous Paul III et Jules III ; et les ambassadeurs impériaux avaient ordre de s'opposer à cette déclaration, ou de se retirer, si on la faisait malgré eux. Placés entre des exigences si hautaines et si diverses, les légats ne pouvaient satisfaire aux unes sans irriter les autres, et le parti qu'ils prendraient, quel qu'il fût, pouvait amener un schisme ou la dissolution de l'assemblée (2).

Dans cette cruelle perplexité, les légats dépêchèrent au

(1) Ce discours se trouve dans les *Mém.* de Dupuy, p. 192 et suiv. — Pallav., lib. XVI, cap. 11.

(2) *Mém.* de Dupuy, p. 199 et suiv. — Lettre des légats au card. Borromée, du 26 mai, rapportée par Lagomars., (Epist. Jul. Poggiani, annotat., t. III, p. 78).

Pape un courrier, qui avait ordre de voir en passant le marquis de Pescara, gouverneur de Milan, pour avertir l'un et l'autre du danger que courait le concile. Le marquis consentit à l'ajournement de cette déclaration; mais Pie IV voulut qu'on la fit immédiatement. Cet ordre frappa les légats de stupeur : ils le tinrent secret et crurent devoir en suspendre l'exécution, jusqu'à ce qu'ils eussent encore une fois prévenu le Pape des troubles qu'il allait causer dans le concile et dans toute l'Église. La réflexion les avait déjà montrés au Saint-Père ; et, la veille de la session, les légats reçurent de lui une nouvelle lettre où il les laissait juges de l'opportunité de cette déclaration, et libres de la faire ou de l'omettre. Cette latitude dissipa les justes appréhensions des légats ; les Espagnols seuls troublaient encore leur tranquillité par leur obstination à demander une déclaration si intempestive ; mais ils parvinrent, par l'intervention de Gonzalès de Mendoza, à les ramener à des sentiments plus pacifiques ; et l'on put enfin procéder à la vingtième session, la quatrième sous le Pape Pie IV (4).

Elle eut lieu le 4 du mois de juin : la messe fut célébrée par Gonzalès de Mendoza, évêque de Salamanque, et le discours latin prononcé par Ragazoni, évêque de Nazianze. On reçut ensuite les lettres de créance des ambassadeurs de France ; de Melchior Lussi, ambassadeur des sept cantons suisses, et de l'abbé de Notre-Dames-Des-Ermites, procureur du clergé de la même nation ; et les pouvoirs de Félicien Ningarda, de l'Ordre de Saint-Dominique, procureur de l'archevêque de Salzbourg.

Enfin l'évêque officiant publia du haut de la chaire le décret suivant : « Le saint concile de Trente œcuménique et général, » légitimement assemblé sous la conduite du Saint-Esprit, » les légats du Siège apostolique y présidant : à cause de

(4) Pallav., lib. XVI, cap. 7-12

» plusieurs difficultés qui sont survenues et pour divers sujets,  
» et aussi afin de procéder à toutes choses avec plus d'ordre.  
» et avec une plus mûre délibération, c'est-à-dire, afin que  
» ce qui regarde les dogmes, puisse être traité et décidé con-  
» jointement avec ce qui appartient à la réformation, a ordon-  
» né que ce qu'il sera à propos de régler, tant à l'égard de  
» la réformation que des dogmes, soit défini tout ensemble  
» dans la session suivante, qu'il déclare à tous devoir se tenir  
» le 16 du mois de juillet prochain, avec cette réserve que  
» le saint concile pourra librement, selon son bon plaisir et  
» volonté, restreindre ou étendre ce terme même dans une  
» congrégation générale, selon qu'il le jugera expédient pour  
» les affaires du concile. »

Presque tous les pères approuvèrent purement et simplement ce décret par le mot *Placet*. Cependant trente-six évêques espagnols ou italiens, et l'évêque de Paris, auraient voulu : les uns, qu'on s'occupât immédiatement de la résidence, ou qu'on insérât dans le décret la promesse de s'en occuper ; d'autres, qu'on y déclarât aussi la continuation ; mais cette faible opposition disparut devant l'immense majorité des suffrages ; et le décret fut maintenu dans son intégrité (1).

Les débats qui précédèrent la vingtième session, avaient révélé la grandeur des intérêts et la gravité des questions qui s'agitaient au concile. Les pères et les théologiens, chargés de les discuter, avaient montré une science égale à leur mission, et garanti aux délibérations futures la même profondeur et la même majesté. Si donc, à l'époque où nous avons conduit notre narration, Pie IV envoya d'autres théologiens au concile ; ce ne fut point pour suppléer à l'habileté de ceux qui avaient pris part à des discussions si bril-

(1) *Actu Torell*, ap. Martène, *Veter. script... collect. ampliss.*, t. VIII, col 1265.  
— Pallav., lib. XVI, cap. 12. — Ficlér, *Histor. Descript. concil. Trid.*, ap. Le Plat, t. VII, part. II, p. 305 et seqq. — Raynaldi, ad ann. 1562, n. 47.

lantes; mais le Saint Père, pénétré plus que tout autre, de l'importance du concile, voulut réunir à Trente tous les hommes qui alors honoraient l'Église par leurs connaissances et leurs vertus, afin que les vérités catholiques, expliquées par des bouches si éloquentes et si pures, brillassent d'un plus vif éclat aux yeux des peuples; et que la postérité ne pût lui reprocher d'avoir épargné quelque chose pour le succès d'un concile destiné à confirmer la foi, que l'Église avait professée dans tous les siècles, et à repousser les audacieuses erreurs qui semblaient vouloir lui fermer l'avenir.

Pie IV n'eut pas d'autre intention en adjoignant les pères Pierre Soto, Alphonse Salmeron, Pierre Canisius et Jacques Laynez, à François de Torrès, à Antoine Solis, et aux PP. Camille Campeggi, Jérôme Bravi, de l'ordre de Saint-Dominique, qui déjà assistaient au concile en qualité de théologiens du Saint-Siège.

Le nom de Pierre Soto, de l'ordre de Saint-Dominique, jetait alors un grand éclat dans toute la chrétienté : Marie, reine d'Angleterre, l'avait employé à rétablir le catholicisme dans les universités d'Oxford et de Cambridge; le cardinal Truchsess lui avait confié le soin de relever les études dans celle de Dilingue, le roi d'Espagne lui avait donné plusieurs missions semblables; et il avait si bien répondu à la confiance de tous, qu'il obtint encore celle du Souverain-Pontife. Pie IV l'appela de Dilingue à Rome en 1561, l'admit au nombre de ses plus intimes confidents, usa de ses conseils dans les affaires les plus difficiles, et mit ensuite ses lumières au service du concile. Pierre Soto arriva à Trente vers la fin du mois de mai de l'an 1562, avec la qualité de théologien du Saint-Siège et la réputation d'un saint et savant religieux (1).

(1) Epist. card. Augustani Stanisl. Hosio int. *Epist. Jul. Pog.*, ad Lagomars, t. II, p. 289-291, t. III, p. 79.



Le P. Salmeron avait déjà assisté au concile de Trente sous Paul III et Jules III, et nous avons vu qu'elle part il avait prise au discussions des théologiens. Après la seconde suspension du concile, il était retourné à Naples, et y avait repris ses travaux apostoliques, qui l'avaient rendu si cher et si vénérable à toute la ville. Il les poursuivait avec un admirable succès (1), lorsque Pie IV assigna à sa science et à sa vertu un théâtre sur lequel l'une et l'autre avaient, dix ans auparavant, brillé avec tant de gloire. Les légats furent prévenus de son arrivée par une lettre où le cardinal Borromée leur recommandait d'avoir pour lui l'estime que lui témoignait le Souverain-Pontife. « Le Saint-Père, disait-il, envoie à Trente, avec la qualité de son théologien, le Père Maître Salmeron, de la Compagnie de Jésus. Je ne vous dis rien de sa vertu, ni de sa science, ni de l'expérience qu'il a dans les affaires du concile : il est homme à se faire bientôt connaître. J'ajoute seulement que Sa Sainteté désire que vous le traitiez avec amour, et que vous lui témoigniez l'estime qui lui est due... (2) »

(1) Les succès que le P. Salmeron obtenait alors et qu'il continua d'obtenir ensuite dans l'exercice de la prédication et des autres fonctions du ministère, le firent ranger parmi les plus éloquents prédicateurs de son temps, comme ses savantes discussions au concile le placèrent au premier rang des théologiens. On peut dire qu'à tous ces éloges, il a ajouté par ses dissertations sur les quatre Évangiles, sur les actes des apôtres et sur les épîtres canoniques (16 vol. in-fol.), celui d'être un des plus habiles interprètes de la sainte Écriture. Le cardinal Hosius faisait allusion aux succès du P. Salmeron lorsque, le 25 septembre 1564, au moment où cet homme de Dieu continuait à étonner la ville de Naples par son zèle et ses talents, il lui écrivit cette lettre : *Primum tibi gratulor quod veneris in regnum tuum, illud regnum, quod non sicut alia, sed excellenter regnum dicitur, sicut poeta Virgilius, orator Tullius, philosophus Aristoteles : in quo tu regnare mirabiliter diceris, dum non tam corpora, quam animos hominum tibi subjectos habes. Quodque magis mirum est, sic in eo regnas, ut regni sui te consortem esse rex tuus non modò non molestè ferat, verùm etiam gaudeat. Preceat tibi regnum hoc diuturnum, simul, ut post illud benè administratum, justo cum exercitu multis millibus comitatus ad regnum pervenire queas sempiternum, ut in eo mercedem laborum tuorum consequaris...* » (Ex Annotat. Lagomars. in *Epist. Jul. Pog.*, t. III. p. 79).

(2) Ex Annotat. Lagomars. in *Epist. Jul. Pog.*, t. III, p. 79.

L'estime et l'affection des légats étaient déjà acquises au P. Salmeron ; ils lui en donnèrent les plus éclatants témoignages, lorsqu'il arriva à Trente vers la fin du mois de mai de l'an 1562. Nous verrons bientôt comment Salmeron sut y répondre.

Depuis plusieurs années, le P. Canisius soutenait ou livrait des combats gigantesques contre le luthéranisme ; et les triomphes qui couronnaient son zèle le faisaient considérer par les catholiques d'Allemagne comme le boulevard de leur religion. Pie IV balançait longtemps s'il arracherait cet homme apostolique à de si utiles travaux, pour l'appliquer à ceux du concile. Le cardinal Othon Truchsess, évêque d'Augsbourg, représentait que sa ville épiscopale et son diocèse ne pouvaient se passer du ministère de Canisius ; le cardinal Hosius soutenait que le concile avait besoin des lumières de ce Père. Canisius était jugé nécessaire partout. Pour lui il s'étonnait qu'on daignât l'employer quelque part. « Je suis vraiment surpris, écrivait-il au cardinal Hosius, que tant de personnages éminents pensent à m'envoyer au concile : car qu'elle figure pourrais-je y faire, sinon celle que ferait une oie parmi des cygnes ? D'ailleurs que Votre Eminence veuille bien considérer s'il est à propos d'éloigner ce pauvre petit ouvrier du champ de l'église d'Augsbourg, surtout pendant le temps du carême, où l'on peut travailler avec plus de succès à la vigne du Seigneur. L'illustrissime cardinal d'Augsbourg verra aussi dans sa sagesse ce qu'il convient de faire. Pour moi, je m'abandonne tout entier à la bonté et à la sainte obéissance, heureux de consacrer ma vie, avec le secours du Seigneur, au service de l'Église, en quelque endroit du monde que je vive... (1). »

C'était parce qu'on connaissait les saintes dispositions qu'il avait, et le mérite que son humilité lui cachait. qu'on

(1) *Int. Epist. Jul. Pog.*, t. III, p. 1 et 75.

réclamait sa présence et au concile de Trente et en Allemagne. Hosius persista à le demander, Othon Truchsess ne pouvait point se résigner à priver son diocèse d'un apôtre. Enfin, cédant aux instances d'un prélat qu'il aimait et vénérail et aux désirs du Saint-Père, il accepta une transaction que lui proposa Hosius, et lui exprima son consentement dans une lettre conçue en ces termes : Votre résolution d'appeler Canisius au concile entraîne de grands inconvénients, et vous-même, dans votre sagesse et votre piété, les avez aperçus et redoutés. En effet, l'absence du P. Canisius privera de leur plus ferme appui non-seulement la ville d'Augsbourg, mais encore les maisons de son ordre en Allemagne, qu'il gouverne en qualité de provincial, et une foule de personnes que sa présence affermit ou ramène dans la bonne voie. Ce fut pour cette considération que le chapitre de mon église s'opposa respectueusement au dessein de l'empereur qui voulait envoyer Canisius en son nom au concile, et remua ciel et terre pour le retenir à Augsbourg. Je sacrifiai moi-même à ce motif le désir de me faire représenter au concile par un tel homme, et je crus devoir confier cette mission à l'évêque de Montalcino. Mais enfin, puisqu'il est si important que le P. Canisius intervienne au concile, il est juste aussi que vous ne l'y appeliez pas avant le temps que vous m'indiquiez (c'est-à-dire, avant le mois de mai); car il ne peut pas, sans faire un notable préjudice à un grand nombre de chrétiens, pour ne rien dire de plus, s'absenter de la ville d'Augsbourg pendant le carême. Et lorsqu'il sera arrivé à Trente, veuillez bien ne l'y pas retenir longtemps, mais rendez-le, je vous prie, le plus tôt possible à cette portion de la vigne du Seigneur, qui a un besoin absolu de ses travaux... (1) »

Le P. Canisius continua donc à donner ses soins à l'Église d'Augsbourg; mais il n'attendit pas l'époque où il devait se

(1) *Int. Epist. Jul. Pog.*, t. III, p. 1 et seq.

rendre à Trente, pour s'intéresser au succès du concile. Il s'imposa des pratiques de piété, des jeûnes et des macérations, et, pour appeler les bénédictions célestes sur les travaux des pères, il prescrivit à ses confrères d'Allemagne des prières journalières. Il en composa lui-même quelques-unes que les fidèles s'empressèrent d'adopter; et bientôt toute l'église d'Allemagne adressa au Ciel les vœux formés par le cœur de ce saint religieux. Le concile lui-même admira ces formules de prières et en inséra plusieurs parmi celles qu'il avait coutume de réciter. C'est ce que nous apprenons d'une lettre où le cardinal Hosius disait au P. Canisius : « Enfin nous venons d'ouvrir ce concile pour lequel vous formez des vœux si ardents. Je vous exhorterais, vous et votre société, à continuer de prier, si je ne savais, comme on dit vulgairement, que celui qui court n'a pas besoin d'éperon. Au reste, j'ai vu les prières que vous avez publiées : elles respirent un parfum de piété qui m'a vivement touché. Je les ai aussitôt communiquées à mes collègues; et tous nous avons décidé que nous en insérerions quelques-unes dans les litanies solennelles que nous réciterons pendant le carême .. (1) »

Hosius cependant ne se contenta point des prières de Canisius : dès que le temps du carême fut écoulé, il lui rappela qu'on l'attendait au concile, et qu'on ne comptait pas moins sur son concours que sur ses prières. Mais après le carême, le cardinal Truchsess, le chapitre de son église et son peuple réclamèrent instamment le ministère de Canisius pour les fêtes de la Pentecôte et pour l'octave de la fête du Saint-Sacrement; et d'ailleurs, les devoirs de sa charge lui apportaient un surcroît d'occupations qui ne lui permettaient guère de sortir d'Allemagne. Mais le cardinal Hosius insistait auprès du cardinal d'Augsbourg et du P. Canisius. Truchsess se résigna enfin à priver momentanément son église

(1) Ex annotat. Lagomars., in *Epist. Jul. Pog.*, t. III, p. 35.

de la présence et des leçons de l'homme de Dieu. « Je vois bien, écrivait-il, qu'il ne faudrait pas éloigner d'une si grande moisson l'ouvrier qui lui est le plus nécessaire. Cependant, puisque vous le voulez, je céderai à mon estime pour votre sagesse, et je ferai en sorte que le P. Canisius se rende à Trente, au temps indiqué. Appelons-le donc au concile; mais qu'il soit bien entendu que, dès qu'il aura accompli l'œuvre pour laquelle vous le demandez, vous le restituerez à mon église et à ses travaux (1). »

L'humilité de Canisius opposa au cardinal Hosius un obstacle encore plus difficile à surmonter. Ayant reçu de ce prélat une nouvelle lettre plus pressante que les autres, il lui répondit en ces termes : » Je suis confus de la bienveillance que me témoigne Votre Eminence, et de l'honneur qu'elle daigne me faire de m'appeler et de m'attendre au concile. Que ne puis-je répondre dignement par mes services à tant de bontés ! Mais de très-graves raisons m'empêchent de me rendre à Trente, au moins au temps où vous désirez que j'y sois. Et d'abord, ce n'est qu'avec beaucoup de peine que j'ai pu m'arracher aux habitants d'Augsbourg pour venir visiter notre collège d'Innsbruck : il a fallu leur promettre que je reprendrais mes prédications pendant les fêtes de la Pentecôte et pendant toute l'octave de la fête du Saint-Sacrement, qu'ils ont coutume de célébrer avec une grande solennité... Je ne parle pas des occupations que me donne l'administration de nos maisons dans cette province, auxquelles mon absence causerait un grand détriment. En outre, Votre Éminence sait qu'elle ne doit rien attendre de moi qu'elle ne puisse trouver dans d'autres plus savants que moi et mieux informés des affaires de l'Allemagne. Bientôt vous aurez auprès de vous le général de notre compagnie, avec le docteur Alphonse Salmeron, puisque le Saint-Père

(1) *Int. Epist. Jul. Pog.*, t. III, p. 67 et seq.



les envoie tous les deux au concile ; et certainement ils ne resteront au-dessous ni de leur mission, ni de l'attente des bons. Je prie donc, je conjure instamment Votre Éminence de prendre mes excuses en bonne part, et de croire que le besoin seul de travailler à la gloire de Dieu me retient en Allemagne... (1)» Mais le cardinal Hosius ne se rendit point à ces raisons : il insista et le P. Canisius fut obligé de paraître au concile, où il arriva vers le milieu du mois de mai. Son arrivée fut signalée par un évènement qui augmenta dans tous les cœurs la joie qu'elle avait inspirée. Depuis quelques jours, le cardinal Hosius était attaqué d'une maladie qui inspirait des craintes sérieuses pour ses jours. Mais Canisius dissipa ces alarmes : à peine eut-il paru devant l'auguste malade, que sa présence, comme l'ombre de saint Pierre, lui rendit subitement la santé. Quelques-uns attribuèrent cet évènement au bonheur qu'éprouva le cardinal Hosius à la vue d'un ami qu'il avait appelé avec tant d'instances ; d'autres l'attribuèrent aux prières de Canisius. Tous du moins regardèrent l'homme de Dieu comme la cause de leur joie ; et à ce sentiment ils ajoutèrent encore celui de l'admiration, dès qu'il eut commencé à prendre part à leurs travaux (2).

Mais personne ne lui témoigna une plus haute estime que les légats du Saint-Siège : comme ils savaient que Canisius ne pouvait faire à Trente qu'un très-court séjour, ils se pressèrent de profiter de sa science, de sa sagesse et de son expérience : ils l'admirent à leurs conseils et prirent les siens sur les affaires présentes du concile, et sur les questions qui devaient s'y traiter après son départ. Et les avis, ou les explications qu'il leur donna sur tout, leur firent regretter plus vivement la nécessité de le restituer bientôt à ses travaux

(1) Ex Annotat. Lagomars. in *Epist. Jul. Pog.*, t. III, p. 67.

(2) Lagomars. *ibid.*

apostoliques. Il fallut cependant qu'ils s'y résignassent : le clergé et les catholiques d'Augsbourg le demandaient à grands cris ; Othon Truchsess pressait les légats de lui permettre de retourner en Allemagne. « Déjà, écrivait-il le 30 mai, le clergé d'Augsbourg ne peut plus supporter le regret de l'absence de Canisius ; la religion et la piété en souffrent encore davantage. L'une et l'autre s'affaiblissent tellement depuis son départ, qu'il est à craindre que l'édifice, qu'il a élevé avec tant de soins et de peines, ne s'écroule tout-à-fait, si son absence se prolonge plus longtemps. Je suis assourdi par les cris qui me demandent le retour de Canisius à Augsbourg : tous le jugent nécessaire. Veuillez donc bien le rendre à mon église, dès qu'il aura terminé à Trente les affaires pour lesquelles il a été mandé. Il aurait beau y faire du bien, il n'en fera jamais autant que son absence ne fera de mal à Augsbourg (1). »

Huit jours après, Othon Truchsess écrivait à Hosius une lettre encore plus pressante, et lui disait : « La ville d'Augsbourg continue à réclamer le P. Canisius et à se plaindre qu'on la laisse souffrir de la faim et de la soif de la parole de Dieu, et que, tandis que l'absence de son maître condamne les catholiques à une déplorable langueur, les hérétiques leur présentent une nourriture empoisonnée. Ces cris et ces plaintes me déchirent l'âme. Pourquoi donc retient-on à Trente le P. Canisius, l'ouvrier propre de cette moisson ? Est-ce pour donner le temps à l'homme ennemi de semer de l'ivraie dans le champ où l'homme de Dieu a répandu le bon grain ? Non certes, ce n'est point là votre intention, ni celle de vos collègues : vous ne l'avez appelé à Trente que pour le bien de la religion. Mais votre but est rempli sans doute. Si vous aviez encore quelque raison pour retenir plus longtemps le P. Canisius, vous n'en avez aucune qui balance celles qui vous obligent de

(1) *Int. Epist. Jul. Pog.*, t. III, p. 70.

rendre le plus tôt possible un maître aux disciples, un père aux enfants qu'il a engendrés et élevés dans le Seigneur. Sa présence, je le sais, est un grand avantage pour le concile, où vous l'avez appelé ; mais son absence cause un dommage irréparable à l'église d'Augsbourg à laquelle le Seigneur l'a consacré, comme le prouvent les fruits prodigieux qu'il a déjà opérés. Au nom de Dieu, rendez le P. Canisius à mon peuple ; ou bien, abandonnez cette détermination à sa volonté ; car je sais que pendant que vous le retenez à Trente, il a la pensée et le cœur tournés vers les catholiques d'Augsbourg dont le salut lui est souverainement cher, et qu'il souffre d'en être séparé. Il est digne de votre grande piété de délivrer cet homme apostolique, et de le laisser courir à sa mission : vous mériterez ainsi la grâce de Dieu ; vous acquerez de nouveaux droits à ma reconnaissance ; vous accorderez aux confrères du père un bienfait signalé ; vous assurerez le salut d'un grand nombre d'âmes. Je n'insiste pas davantage : il s'agit ici de la gloire de Dieu et du salut des âmes ; et vous n'avez rien de plus à cœur (1).

Il ne fallait en effet rien moins qu'une considération aussi puissante pour décider les légats à se priver des lumières de Canisius : ils y cédèrent enfin, et l'apôtre d'Augsbourg se rendit, vers la fin du mois de juin, au milieu d'un peuple si avide de sa présence et de ses instructions.

Canisius, pour se soustraire à l'honneur qu'on lui faisait de l'appeler au concile, avait allégué que le P. Laynez ne tarderait pas d'y arriver ; comme s'il eût voulu dire qu'il n'avait qu'à se taire là où ce grand homme devait parler ; mais le Pape et les légats en appelant l'un et l'autre au concile rendaient justice à tous les deux.

Depuis le colloque de Poissy, le P. Laynez s'efforçait à Paris de ramener les hérétiques à l'Église, ou d'engager leurs

(1) *Int. Epist. Jul. Pog* t. III, p. 75.

chefs à se rendre au concile. Mais encouragés par la puissance de Condé et des Châtillon et par la peur ou la connivence du gouvernement, ils avaient pris les armes pour arracher au pouvoir ce qu'il osait encore leur refuser. Les troubles de la guerre civile rendaient inutiles les moyens pacifiques de la science et de la charité. C'est pourquoi le cardinal de Ferrare cessa d'insister auprès du Saint-Père pour retenir le P. Laynez à Paris, dès qu'il eut reçu l'ordre formel de l'envoyer au concile. « La lettre, écrivait-il au cardinal Borromée, dans laquelle vous me déclarez que la volonté de Sa Sainteté est que le R. P. Laynez se rende au concile, m'est parvenue depuis trois jours. Ce père est très-utile à cette cité; il le sera partout à cause des grandes qualités qui brillent en lui. Cependant nous sommes maintenant dans un état où les armes sont plus nécessaires que les disputes ou les discussions. J'ai donc cru devoir lui remettre votre lettre et lui faire connaître l'intention du Saint-Père qui le mande au concile de Trente. Je regretterai sa pieuse et savante conversation dont je jouissais souvent; mais il est juste de préférer le bien public au bien particulier (1).

Instruit de l'intention du Saint-Père, Laynez termina les œuvres qu'il avait entreprises pour le bien de la religion, confia les affaires générales de son ordre dans cette province au P. Jérôme Natal, qu'il avait mandé à Paris, et partit pour le concile vers le commencement du mois de juin, prenant sa route par l'Allemagne. Il arriva à Trente le 13 du mois d'août, et on lui donna dans l'assemblée, une place distinguée entre les évêques et les généraux d'ordres (2). Nous le verrons

(1) Lettre du card. de Ferrare au card. Borromée, écrite du 13 au 28 avril 1562, ap. Baluz, *Miscel.*, t. IV, *append.*, p. 405.

(2) Le P. Laynez, en arrivant à Trente, remit aux légats de la part du cardinal Borromée une lettre close qui l'accréditait en quelque sorte auprès du concile. Elle était conçue en ces termes : « Cette lettre sera présentée à vos seigneuries illustrissimes et révérendissimes par le P. Laynez, général de la compagnie de Jésus. De

prendre une part active aux travaux de l'assemblée, lorsque nous en aurons conduit le récit jusqu'à l'époque de son arrivée au concile.

Paris, où il était allé avec monseigneur l'illustrissime card. de Ferrare, il se rend à Trente, par ordre exprès du Saint-Père, pour intervenir au concile et y donner son suffrage, non-seulement comme général, mais encore comme théologien de Sa Sainteté, emploi qu'il exercera avec le P. Salmeron et qu'ils ont exercé autrefois ensemble, de la part du Siège apostolique. Sa Sainteté veut donc qu'il occupe la place qui lui convient, et que vos seigneuries illustrissimes aient pour lui, comme elles ont coutume de le faire, les égards qui sont dus à sa vertu, à sa science et à son intégrité. De Rome, le 11 mai 1562. »

Si les légats n'avaient dû consulter que l'estime qu'ils avaient pour le P. Laynez, sa place n'aurait pas soulevé la moindre difficulté ; mais obligés de suivre des formalités que l'usage avait consacrées, ils se trouvèrent dans un grand embarras sur cette partie de l'ordre du Souverain Pontife. Du moins ce ne fut pas le P. Laynez qui le leur causa : loin de disputer la préséance à qui que ce fût, il était disposé à siéger au dernier rang, une fois qu'il aurait été bien entendu que la compagnie, dont il était le chef, était un ordre de clercs réguliers, et non un ordre de moines. Le P. Laynez, comme chef d'un ordre de clercs réguliers, devait siéger avant les généraux d'ordres monastiques ; mais sa société ne datait que de vingt ans dans l'Église ; la plupart des autres au contraire avaient plusieurs siècles d'existence. Or les généraux de ces derniers ordres prétendaient que l'antiquité de leur institut respectif leur donnait le droit de siéger avant le supérieur général d'un ordre si nouveau, quoique de clercs réguliers. D'un autre côté, Laynez aurait semblé ranger son ordre parmi les instituts de moines s'il avait siégé après ceux qui les représentaient au concile. C'est pourquoi, par humilité et par amour pour la paix, il s'offrit à occuper la dernière place, après avoir protesté que cette place lui serait personnelle, et qu'elle ne nuirait point à la qualité de son ordre. Mais Rome, qui avait été consultée, et les légats décidèrent autrement la question : il fut convenu que le P. Laynez occuperait une place distinguée entre les évêques et les généraux, et qu'il dirait son avis après tous les autres. Cet expédient satisfait les généraux qui, dans leur opposition, n'avaient eu en vue que les droits supposés de leurs instituts, et non pas de mesquins intérêts d'amour-propre que leur attribuent certains historiens. Mais il se trouva à Trente des hommes qui ne montrèrent ni la même justice, ni la même modération : c'étaient ou des théologiens de quelques princes, ou des agents diplomatiques, dont le P. Laynez combattit les opinions ou les prétentions, surtout dans la question de la communion sous les deux espèces. Ceux-ci écrivirent donc, deux mois plus tard, à leurs souverains, ou à d'autres personnages de leur pays, et nommément à l'empereur et au duc de Bavière, que Laynez, mu par un esprit d'ambition, avait refusé de siéger au-dessous des autres généraux, et exigé une place au-dessus d'eux. Ces bruits répandus dans des endroits où l'humilité de Laynez n'était point connue, prirent assez de consistance pour que les légats crussent devoir les réfuter par une protestation officielle. Fra-Paolo, qui ramasse toutes les calomnies dans son *Histoire du concile de Trente*, a



Deux jours après la vingtième session, le 6 juin, les légats annoncèrent aux pères, réunis en assemblée générale, qu'ils allaient soumettre à l'examen des théologiens les quatre arti-

recueilli celle-ci avec d'autant plus d'empressement qu'elle tendait à entacher la réputation d'un illustre défenseur du Saint-Siège et d'un jésuite. Aussi, loin de citer l'acte authentique des légats, il n'en laisse pas même soupçonner l'existence à ses lecteurs. C'est une tactique que nous ne connaissons pas; et c'est pourquoi nous citons ici dans son intégrité le texte original de la déclaration des légats :

« Nos Hercules Gonzaga tituli sanctæ Mariæ novæ, de Mantuâ, Hieronymus tituli sanctæ Susannæ, Seripandus, Stanislaus tituli sancti Pancratii, Warmiensis, et Ludovicus tituli sancti Cyriaci in thermis, Simonetta, vulgariter nuncupati, S. R. E. presbyteri cardinales, sacri œcumenici et generalis concilii Tridentini præsidentes, et apostolici de latere legati, intelleximus, non sine animi nostri molestiâ, variis in locis et provinciis vano sanè et injusto rumore jactari quòd R. P. M. Jacobus Laynez, præpositus generalis Societatis Jesu, renitentibus et invitis prælatis, ad sententiam inter eos dicendam se ingesserit, ac aliorum religionum monasticarum generales præcedere sit conatus. Cùm autem nostrarum sit partium, qui huic sacrosancto œcumenico concilio, nomine sedis apostolicæ, præsumus, et moderari ea quæ in illo geruntur, et de personis in eo sententiam dicturis deque ordine ipsarum legitimo cognoscere, et, cùm opus est, attestari omnibus et singulis Christi fidelibus fidem faciendam censuimus, prout per præsentés facimus, quòd prædictus Pater præpositus generalis Societatis Jesu, nullis prælatis contradicentibus, sed potiùs exoptantibus, et sanctissimo Domino nostro id ipsum jubente, juxtâ consuetudinem jampridem in Ecclesiâ Dei receptam (quâ generales religionum cum suffragio diffinitivo ad concilia admitti solent), et ipse ut præpositus generalis approbatæ religionis à nobis est admissus. Cùm autem hujus Societatis religiosum institutum presbyterorum et non monachorum sit, et de jure presbyteris et monachis sua in conciliis loca assignari soleant, à nostro cæremoniarum magistro dubitatio exorta est, quo in loco Pater præpositus prælatus esset constituendus, nùm ut presbyter, ante monachos, an, ut posteriùs institutæ et approbatæ religionis caput, post antiquarum religionum capita sedere, et dicere suam sententiam peberet. Licèt autem præpositus dictæ Societatis presbyterorum et non monachorum esse suum institutum affirmaret et constare vellet, quod ad dicendi et sedendi locum attinet, modestiâ et pacis studio postremum inter generales se velle declaravit, nos verò, cùm ex aliis conciliis exemplum non haberemus, quippè cùm post ultimum lateranense hæc religio presbyterorum quæ jam latissimè per christianorum et gentium provincias (Deo, quod cœpit, opus promovente) cum maximo animarum fructu patet, instituta in Ecclesiâ Dei, et approbata per sedem apostolicam fuerit, nihil de loco legitimo statuantes, extraordinarium locum eidem præposito, et à monasticarum religionum generalibus sejuncto, ut sine presbyterorum præjudicio suam sententiam post alios generales diceret, assignari jussimus. Quo in loco ipse R. præpositus ab eod die, quo in generali congregatione primùm admissus est, scilicet 24 mensis Augusti præteriti, semper omni animi modestiâ ac quiete sedit ac senten-

cles relatifs au sacrement de l'Eucharistie, que la suspension inattendue du concile ne lui avait pas permis de définir (1). Et, afin que la confusion de la matière n'en mît point dans les discussions, ils comprirent ces quatre articles sous les cinq questions suivantes :

1° La communion sous les deux espèces est-elle prescrite de droit divin ?

2° L'Église a-t-elle eu raison de ne donner la communion à ceux qui ne sacrifient pas, que sous la seule espèce du pain ?

3° Si l'on juge bon d'accorder à quelque nation ou à quelque royaume, l'usage du calice, faut-il l'accorder purement et simplement, ou bien sous certaines conditions ; et qu'elles devraient être ces conditions ?

4° Est-ce que celui qui communie sous une seule espèce

tiam dixit. In quorum omnium fidem præsentis manu nostrâ propriâ subscripsimus, et antiquioris nostrûm sigilli impressione communiri fecimus.

» Datum Tridenti, die primâ novembris 1562.

Herc. card. Mantuanus. — Hier. card. Seripandus. — Stanis. card. War-  
miensis. — Lud. card. Simonetta.

Angelus Massarellus Episc. Theles, sacri conc. secret. †

(Locus sigilli Herculis Gonzagæ presb. card. Mantuani).

Le cardinal d'Altemps, dont on ne voit pas ici la signature, était parti pour son église de Constance depuis le 22 octobre.

(Ex annotat. Lagomars. in *Epist. Jul. Pog*, t. III, p. 82. — Raynaldi, ad ann. 1562, n. 3. — Sacchin, *Hist. Soc. Jesu*, part. II, lib. VI, n. 78 et seq.

(1) On se rappelle que, dans la treizième session, tenue sous Jules III, la question du sacrement de l'Eucharistie avait été longuement discutée ; mais que, pour condescendre aux demandes des protestants d'Allemagne qui voulaient être entendus avant qu'on portât une décision, on avait renvoyé à la quinzième session la définition de quatre articles relatifs à la communion. Ces points, approfondis par de savants théologiens, étaient prêts en effet pour la quinzième session, mais les protestants, loin de se rendre au concile, demandèrent un nouvel ajournement ; et les pères, par une longanimité, que les hérétiques ne savent pas reconnaître, daignèrent encore le leur accorder. Survinrent ensuite les hostilités de Maurice de Saxe. Le concile dut alors précipiter la seizième session, et se dissoudre momentanément. Ce furent ces articles non définis qui furent repris dans l'intervalle du 4 juin au 16 juillet, et décidés dans la vingt-unième session.

reçoit moins que celui qui communie sous l'une et l'autre?

5° Y a-t-il obligation de droit divin de conférer le sacrement de l'Eucharistie aux enfants encore privés de l'usage de la raison?

Les premiers qui donnèrent leur avis sur l'opportunité de ces questions, consentirent à la proposition des légats; mais appelé à son tour à dire le sien, l'archevêque de Grenade se prononça contre tous; il dit que le premier article, ayant déjà été défini dans le concile de Constance ne pouvait plus être remis en question; que les quatre autres étaient tellement clairs qu'ils ne souffraient pas même la discussion; qu'il valait mieux y joindre la question du sacrement de l'ordre et ainsi traiter, sans tarder davantage, celle de la résidence; que celle-ci d'ailleurs était évidemment de droit divin, et que les raisons alléguées, à l'appui de l'opinion contraire, n'étaient pas dignes d'être entendues dans une si grave assemblée.

Ces derniers mots renfermaient une injure que Castagna, archevêque de Rossano, renvoya avec la même acerbité au prélat espagnol. De là suivit une dispute aussi animée qu'intempestive entre les partisans de l'une et de l'autre opinion. Pour l'apaiser, le cardinal de Mantoue promit, au nom des légats, que cette question serait traitée en son lieu lorsqu'on serait arrivé au sacrement de l'ordre. Par cette promesse, que quelques-uns traitèrent d'imprudente, le premier légat ramena les pères au sujet soumis à leurs délibérations. Tous consentirent à la discussion des articles proposés; mais, avant de l'entamer; ils la livrèrent, selon l'usage, aux théologiens du second ordre (1).

Ceux-ci au nombre de soixante-trois, se réunissaient deux fois le jour pour disputer sur ces articles. Là, ils considéraient la question sous toutes ses faces, en abordaient résolument

(1) Pallav., I. XVII, cap. 1.

toutes les difficultés, et n'en laissaient aucune sans réponse. Les débats commencèrent le 10 juin dans l'Église de Sainte-Marie-Majeure. Le P. Salmeron les ouvrit par une dissertation si profonde et si solide que les écrivains des actes du concile ont cru devoir la transmettre à la postérité (1). Après le P. Salmeron, les autres théologiens exposèrent leur avis, et tous firent honneur aux personnages qui les avaient envoyés.

Nous ne pouvons reproduire ici, on le comprend sans peine, les raisons sur lesquelles chacun d'eux appuya son opinion : le cadre de cet ouvrage ne le supporte pas, et la fidélité du récit ne l'exige point. Nous nous bornerons donc à en donner un aperçu suffisant.

Sur le premier article, les théologiens s'accordèrent à dire que la communion sous les deux espèces est obligatoire de droit divin pour ceux qui sacrifient. Un Portugais avança néanmoins le contraire, d'après Raphaël de Volterra et quelques autres auteurs, en petit nombre, qui racontent qu'Innocent VIII avait permis aux prêtres norvégiens de sacrifier sous la seule espèce du pain, à cause de la difficulté de se procurer du vin ; mais comme Raphaël de Volterra raconte aussi que ce Pape avait permis de consacrer le calice sans vin, cette assertion détruit la première et implique la fausseté de l'une et de l'autre (2).

Un théologien, de l'ordre des servites, citant le cardinal Cajétan, selon lequel le sang est l'aliment de la nature humaine,

(1) Die mercurii 10<sup>a</sup> ejusdem (mensis junii), dit Torelli Phola de Puggio dans son journal, cœpti sunt examinari articuli qui suprâ à theologis minoribus, de usu sacramenti Eucharistiæ, in ecclesia S. Mariæ majoris ; quorum primus fuit R. P. Dominus Alphonsus Salmeron, Hispanus, vicarius generalis Societatis Jesu, missus huc à summo Pontifice, in sacra theologia undequaque circumspectus, cujus votum apposuit ut perpulchrum et elegans. Puis il donne une longue analyse du discours de Salmeron, que Raynaldi a reproduite dans ses Annales.

(2) Voir le card. de Lugo, *De Eucharist. Disputat.*, 19, sect. 8. — Bellarm. lib. III, *De Romano Pontif.*, cap. 19.

sans en faire partie, prétendit que le sang n'est point sous les espèces du pain, par concomitance, avec le corps de Jésus-Christ, et que, dans le sépulcre, ce corps sacré n'était point resté uni à la personne divine du Christ. Une indignation générale accueillit cette assertion. Le préopinant, un instant déconcerté, osa cependant ajouter que l'Église peut dispenser en tous les cas où Dieu même peut dispenser.

Sur la seconde question, tous les théologiens soutinrent d'un commun accord que l'Église peut donner la communion sous une seule espèce à ceux qui ne sacrifient pas : que les cérémonies usitées dans la réception des sacrements ne sont pas de droit divin, et que, quand même elles le seraient, comme quelques-uns l'affirmaient, Dieu avait donné à son Église le pouvoir de changer non les choses essentielles, mais les rites des sacrements, quoique prescrits par Dieu, et par conséquent le pouvoir de refuser l'usage du calice aux laïques et à tous ceux qui ne sacrifient pas. Quand et comment l'Église avait-elle changé le rite de la réception de l'Eucharistie, c'était un point historique sur lequel les théologiens ne convenaient pas.

Répondant à la troisième question, ils proposèrent diverses conditions auxquelles l'usage du calice, si on le permettait, pouvait être accordé.

Quant au quatrième article, tous répondirent que, s'il s'agissait du sacrement, on le recevait également sous une seule espèce ou sous toutes les deux ; mais ils ne s'accordèrent pas si bien sur l'effet ou la grâce du sacrement. Les uns, — et ce fut le plus grand nombre, dirent que, par la vertu du sacrement, sa grâce se donnait en égale abondance de l'une et de l'autre manière, car elle n'est point donnée à cause des espèces, mais à cause de Jésus-Christ qui est contenu sous les espèces ; les autres soutinrent le contraire, par cette raison que la vertu du sacrement est dans sa signification, que cette signification étant plus large là où il y a plus de signes, elle



confère alors plus de grâces. Quelques-uns embrassèrent la même opinion, mais pour une autre raison : ils attribuèrent ce surcroît de grâces aux dispositions du communiant ; car, disaient-ils, après avoir communie sous une espèce, on est mieux disposé à recevoir l'autre, qui par conséquent opère davantage et plus efficacement.

Touchant le cinquième article tous nièrent qu'il y eut un précepte divin de donner l'Eucharistie aux enfants, qui ne jouissent pas encore de l'usage de la raison ; parce que, dans le sentiment contraire, le baptême n'aurait pas été regardé comme suffisant au salut, que les enfants ne pourraient ni se disposer, et s'éprouver auparavant, comme l'exige l'apôtre saint Paul, ni recevoir ce sacrement en commémoration de la Passion du Sauveur, comme l'ordonne Jésus-Christ. Quant à ces paroles : *Nisi manducaveritis*, etc., rapportées par saint Jean dans le chapitre VI de son Évangile, ils les appliquaient aux hommes capables de raison, qui peuvent seuls les entendre. A la vérité, saint Denis et saint Cyprien donnèrent quelquefois le sacrement de l'Eucharistie à des enfants ; mais ce fut pour les préserver des sortilèges et des obsessions des démons, ou pour détruire le rite des idolâtres qui donnaient aux enfants des choses consacrées aux faux dieux. Tels furent, en substance, les avis des théologiens.

Ils avaient été à peu près unanimes sur les articles proposés : ils n'avaient varié que sur le troisième. Les légats craignant que la même question n'engendrât parmi les pères une dispute qui retarderait la session, résolurent de retrancher des matières à décréter ce troisième article et le second, qui l'aurait infailliblement amené. Les ambassadeurs impériaux ceux de France et de Bavière firent à cette mesure une opposition menaçante ; mais comme ils demandaient en même temps la prorogation de la session, on leur refusa leur première demande à cause de la seconde, à laquelle les pères n'auraient pas consenti. Et pour ne pas s'exposer à un refus

plus éclatant que leur promettaient l'attitude ferme des légats et les dispositions du concile, les ambassadeurs se contentèrent de la promesse que ces deux articles seraient remis en discussion dans le plus bref délai. Les légats soumirent ensuite quatre canons à l'approbation des pères dans la congrégation générale du 23 juin. On y frappait d'anathème ceux qui soutiennent :

1° Que la communion sous les deux espèces est ordonnée de droit divin ;

2° Que l'Église a erré en défendant aux laïques la communion sous les deux espèces ;

3° Que l'on ne reçoit pas *autant* sous une seule espèce, que sous l'une et l'autre, parce qu'on n'y reçoit pas tout ce que Jésus-Christ a institué ;

4° Qu'il est nécessaire, et de précepte divin, de donner la communion aux enfants, avant l'âge de discrétion (1).

Le premier et le second de ces deux canons furent unanimement adoptés par les pères. Le troisième éprouva quelques difficultés : l'archevêque de Grenade dit qu'ayant déjà été porté dans le concile, sous Jules III, il était inutile et peu convenable de le renouveler ; mais le cardinal Seripandi lui représenta que le canon porté sous Jules III condamnait les erreurs des hérétiques touchant la chose même contenue dans le sacrement, tandis que celui-ci condamnait les erreurs touchant l'usage du sacrement ; que d'ailleurs il n'était pas inouï qu'un concile confirmât, en le réitérant, une définition faite dans un autre. C'est ainsi que, sous Jules III, le concile de Trente avait défini, après le concile de Florence, que Jésus-Christ est tout entier sous chacune des deux espèces.

D'autres auraient voulu que le concile décidât si la communion sous les deux espèces apporte *plus de grâces* que la communion sous une seule, de peur que, si on laissait cette

(1) Pallavic., *Istor. del concil. di Trento*, lib. xvii, cap. 6.

question indécise, les peuples septentrionaux qui avaient coutume de communier de la première manière, ne vinsent à croire qu'en leur retranchant l'usage du calice, on les privait du surcroît de grâces que, d'après quelques théologiens, confère la communion sous les deux espèces ; mais le concile, se renfermant dans la réserve qu'il s'était imposée, ne voulut point juger une question débattue seulement entre les théologiens catholiques, et imita l'exemple du concile de Constance qui déjà avait refusé de la résoudre.

Les pères ne firent pas d'autres observations sur le *fond* des quatre canons projetés ; tous néanmoins demandèrent que la *forme* fût rédigée en des termes plus précis et plus exacts, et qu'on les fit précéder de l'explication de la doctrine qu'ils contenaient, comme on avait fait du temps de Paul III et de Jules III (1).

La rédaction des canons fut confiée au cardinal Simonetta, à qui on adjoignit trois évêques et le général de l'ordre des Frères-Prêcheurs ; et les cardinaux Hosius et Seripandi reçurent, avec trois évêques et le général des ermites de Saint-Augustin, la mission de dresser les chapitres doctrinaux.

Ce double travail terminé, on le soumit aux pères dans la congrégation du 4 juillet. Les ambassadeurs français requièrent par écrit que les décrets et les chapitres ne portassent aucun préjudice au roi très-chrétien qui, suivant un antique usage, recevait, le jour de son sacre, la communion sous les deux espèces. Ils ajoutèrent que les moines de l'ordre des Cîteaux jouissaient en France du même privilège, en certaines solennités. Duinio de Cattaro, évêque de Veglia, fit remarquer à son tour que dans les îles de Chypre, de Candie, et autres pays voisins, près de six cent mille chrétiens avaient retenu l'usage du calice. Augustini assura qu'il avait vu un vieux diplôme qui contenait le privilège accordé aux

(1) Pallav., I, xvii, cap. 8.

Grecs de communier sous les deux espèces, et de conférer aux enfants le sacrement de l'Eucharistie, et un manuscrit du onzième siècle, où l'on parlait comme d'un usage de ce temps-là, de communier les enfants immédiatement après le baptême, en leur donnant l'espèce du pain trempée dans celle du vin.

On répondit aux uns et aux autres que l'intention du concile n'était pas d'abolir ces privilèges ou ces usages qu'il voulait seulement condamner ceux qui prétendaient que la communion sous les deux espèces est nécessaire au salut, et de précepte divin (1).

Les canons, rédigés dans ce sens, furent généralement approuvés. Dans le troisième, conçu en ces termes : « Si quel-  
» qu'un nie que Jésus-Christ, auteur et source de toute grâce,  
» soit reçu tout entier sous une seule espèce, parce que,  
» comme quelques-uns l'affirment *témérairement*, on ne le  
» reçoit pas selon l'institution de Jésus-Christ, qu'il soit ana-  
» thème, » on substitua le mot *faussetment* au mot *téméraire-ment*, par la raison que ce qui est téméraire peut n'être pas faux, et que ce qui est faux ne peut être jamais vrai.

Sur la quatrième, l'évêque de Brescia proposa de déclarer que non-seulement il n'est pas nécessaire, qu'il n'est pas même licite de donner la communion aux enfants avant l'âge de discrétion ; mais les pères rejetèrent ces avis pour ne pas condamner ce que l'Eglise des premiers temps avait quelquefois pratiqué.

On fit sur l'explication de la doctrine des observations beaucoup plus sérieuses. Les uns en blâmèrent le style, qui ne leur parut pas assez en harmonie avec la simplicité ecclésiastique ; les autres au contraire jugèrent qu'il n'était pas suffisamment châtié et qu'il se prêtait trop peu à la délicatesse

(1) *Acta* Torelli, ap. Martene, *Veter. Script., ampliss., roll.*, t. VIII, col. 1273 et seqq. — Raynaldi, ad ann. 1562, n. 67 et seqq.

littéraire du siècle. Plusieurs, comme Jacques Marie Sala, évêque de Viviers, auraient mieux aimé que cette explication fût simple, exacte, précise, et qu'elle ne s'appuyât point sur des raisons ou des preuves, qui provoquent presque toujours des contradictions. Telles furent en somme les observations générales qu'on fit sur l'ensemble de l'explication. On entra ensuite dans la discussion des chapitres : dans le premier, il était dit qu'on déduisait mal à propos du chapitre VI de l'Évangile selon saint Jean, que la réception de l'Eucharistie sous les deux espèces a été prescrite par Jésus-Christ. Le plus grand nombre des pères demandèrent qu'on ajoutât ces mots : « De quelque manière qu'on l'entende, suivant les diverses interprétations des pères et des docteurs ; » c'est-à-dire, soit qu'on affirme que dans ce passage, Jésus-Christ parle seulement d'une manducation sacramentelle, soit qu'on soutienne qu'il y parle d'une manducation spirituelle, puisque la promesse que fait le Sauveur à celui qui communie sous les deux espèces, il l'a fait aussi à celui qui ne reçoit que l'espèce du pain, en ces termes : « Celui qui mange ce pain vivra éternellement. » On ajouta au troisième chapitre que, « sous une seule espèce on reçoit tout le sacrement, et que celui qui le reçoit de cette manière, n'est privé d'aucune grâce nécessaire à son salut. » On voulait ainsi rassurer les fidèles que l'inquiétude sur ce point aurait accompagnés à la sainte table. Les autres chapitres rédigés selon le sens des théologiens, que nous avons fait connaître ailleurs, furent généralement approuvés par les pères.

La congrégation avait clos la discussion générale et particulière des chapitres doctrinaux ; la séance était levée, et les légats, persuadés que toutes les difficultés avaient enfin disparu, attendaient, dans la tranquillité que leur laissait la fin des débats, le moment prochain où se célébrerait la session ; mais Salmeron et Torrès, théologiens du Pape, ne tardèrent pas à troubler un repos si péniblement obtenu. S'étant rea-



dus auprès des légats, ils leur représentèrent que, dans ces décrets, tels qu'ils étaient sortis de la congrégation, plusieurs points exigeaient encore des éclaircissements ou des corrections. Et d'abord, on devait, dans le premier, déclarer que ces mots : *Buvez en tous*, que les hérétiques alléguaient en leur faveur, ne s'adressaient qu'à ceux à qui il est ordonné de *faire cela en mémoire de Jésus-Christ*, c'est-à-dire à ceux qui offrent le sacrifice. De plus, il était nécessaire même pour la dignité du concile, qu'on y dit formellement que dans le chapitre VI de saint Jean, Jésus-Christ, parle d'une manducation sacramentelle.

Dans le second chapitre, on donnait un sens qu'elles n'ont pas, à ces paroles de saint Paul : « Sic nos existimet homo ut ministros Christi et dispensatores mysteriorum Dei (I Cor. 4-4) ; » ainsi qu'à ce passage du même Apôtre : « Cœtera autem, cùm venero, disponam (I Cor. 14 34) ; » et l'on ne pouvait pas en conclure que l'Église a le droit de changer le rite de la réception des sacrements.

Pour prouver que les enfants n'ont pas besoin de communier, on disait, dans le quatrième chapitre, qu'ayant reçu la grâce par le baptême, ils ne pouvaient pas la perdre ; or, disaient les théologiens du Pape, cette preuve n'est pas admissible, parce que, si les enfants ne peuvent pas perdre la grâce, ils peuvent du moins l'augmenter, et ce motif serait assez puissant pour leur donner la communion.

Lorsque Salmeron et Torrès portèrent ces objections aux légats, cinq évêques, tous savants théologiens, se trouvaient présents à l'audience. Les légats leur demandèrent leur avis sur les difficultés proposées ; et les prélats, après les avoir mûrement examinées, répondirent qu'il n'y avait pas lieu à modifier la rédaction des décrets. Et d'abord, disaient-ils, on déciderait à tort que ces paroles de notre Seigneur : *Bibite ex eo omnes*, s'adressaient aux seuls Apôtres, et par eux aux seuls prêtres, puisque de graves docteurs les appliquent,

avec saint Thomas, aux disciples, et par eux aux simples fidèles. Néanmoins on a eu raison de dire dans le même chapitre que ces paroles ne signifient point que les fidèles sont obligés à communier sous les deux espèces, car il a été laissé au pouvoir de l'Église de déclarer en quelles circonstances de temps et de lieu, ce précepte divin touchant le rite du sacrement, ou la manière de communier, obligerait ou n'obligerait pas.

Quant aux termes de saint Paul, on avouait que, à cause des diverses explications des interprètes, ils ne prouvaient pas *évidemment* (manifestè) que l'Église eût ce pouvoir ; mais ils l'insinuaient assez *clairement*, (non obscurè), et c'est pourquoi dans la rédaction définitive du chapitre, on avait suppléé cette dernière expression à la première, qui paraissait trop absolue.

L'objection tirée du chapitre VI de saint Jean parut encore aux cinq prélats plus facile à résoudre : Les deux explications, dirent-ils, que les interprètes donnent de cette important chapitre, sont également admises par l'Église ; chacune d'elles sert à réfuter les arguments que les hérétiques prétendent tirer du même passage ; et le concile ne peut, ni ne doit condamner l'une en n'admettant que l'autre, d'autant plus que longtemps avant l'hérésie des bohémiens, on avait coutume, dans les écoles, pour défendre la communion sous une seule espèce, et restreinte aux seuls adultes, de répondre que dans le chapitre VI de saint Jean, il était question de la communion spirituelle ; c'est en effet le sens que d'illustres et nombreux docteurs donnent aux paroles de notre Seigneur. On ne peut donc pas dire que le sens a été récemment imaginé pour se débarrasser des arguments de l'hérésie moderne.

Touchant la quatrième difficulté, relative à la communion des enfants, on répondit que la raison, alléguée par les théologiens du Pape, ne pouvait servir de base à la décision

du concile, quoiqu'elle fût fondée sur l'autorité des savants docteurs; car si le concile la recevait au nom de l'Église universelle, il condamnerait absolument l'antique usage de donner l'Eucharistie aux enfants; que d'ailleurs on ne pouvait pas opposer aux hérétiques, qui soutenaient la nécessité de la communion pour les enfants, une meilleure preuve du contraire que la raison apportée par le concile, à savoir que les enfants purifiés par le baptême, n'avaient besoin d'aucun autre sacrement pour mourir en état de grâce. Or, cela une fois établi, l'un et l'autre usage restait au choix de l'Église qui pouvait, pour des motifs raisonnables, choisir ou celui-ci ou celui-là, comme il était dit dans le projet de décret.

Salmeron et Torrès étaient passionnés pour la vérité : ils n'embrassaient jamais une opinion que lorsqu'ils la croyaient la plus vraie; et ils ne la sacrifiaient jamais qu'à une démonstration évidente de l'opinion contraire. Or ils ne reconnurent pas ce caractère dans les preuves apportées contre eux par les cinq prélats théologiens. Le lendemain, c'est-à-dire la veille de la session, ils firent donc de nouveaux efforts pour persuader aux pères que ces paroles de Jésus-Christ : *Bibite ex eo omnes*, ne s'adressent qu'aux prêtres qui célèbrent le sacrifice. Leurs raisons en ramenèrent en effet un grand nombre à ce sentiment. Le cardinal Hosius et le cardinal Madrucci l'embrassèrent à leur tour, et tentèrent d'engager les autres légats à faire rédiger dans le même sens le premier chapitre de l'exposition doctrinale. Les légats ne s'opposèrent point à ce parti; mais, avant de le prendre, ils voulurent consulter l'intention des pères; et comme il n'était plus temps de les rassembler en congrégation générale, ils soumi-  
rent à chacun d'eux la nouvelle rédaction de ce chapitre, au moment où tous étaient réunis dans l'Église pour entendre la messe, et célébrer la session. Elle fut accueillie favorablement par ceux qui déjà s'étaient rendus aux preuves des deux

théologiens ; mais les autres, entraînés par leurs convictions ou par l'exemple de l'archevêque de Grenade, qui leur opposa leur nom et l'autorité de saint Thomas, refusèrent de l'adopter, quoique plusieurs soutinssent que, d'après Cajétan, les raisons de saint Thomas n'étaient que probables. La dispute s'anima et menaçait de troubler ou d'empêcher la session. Pour l'assoupir, les légats avertirent l'assemblée que cette question viendrait plus à propos dans la discussion des matières relatives au sacrifice de la messe. Les difficultés, soulevées par les deux théologiens, furent donc ajournées, et la rédaction du chapitre, intégralement maintenue (1).

Les articles de la réformation n'avaient pas soulevé des discussions aussi vives ; mais ils avaient été l'objet d'un examen également sérieux. On se rappelle que, le 11 mars, douze chefs de réforme avaient été soumis au jugement des pères. Les deux derniers, qui regardaient le mariage clandestin, furent depuis lors renvoyés au temps où l'on traiterait de ce sacrement ; et le premier, relatif à la résidence des pasteurs, réservé pour la discussion sur le sacrement de l'ordre. Il ne restait donc plus que neuf articles. L'examen les avait mûris, et leur avait fait subir des modifications dont nous devons maintenant faire connaître les principales.

L'article de la résidence élagué, le second était devenu le premier, le troisième avait pris la place du second, et ainsi des autres ; et c'est dans cet ordre qu'ils se présenteront désormais sous notre plume.

Il fut donc statué en premier lieu que les évêques, les autres collateurs d'ordres et leurs ministres ne recevraient rien, pas même un don volontaire, sous quelque prétexte que ce fût, ni pour les ordres, ni pour la tonsure, ni pour

(1) Pallav., *Istor. del concil. di Trento*, lib. xvii, cap. 11.

les dimissoires, ni pour le sceau. On permit néanmoins aux greffiers de percevoir pour chaque dimissoire, ou lettre testimoniale, la dixième partie d'un écu d'or, pourvu cependant que l'évêque ne pût ni directement, ni indirectement retirer aucun profit de cette rétribution, qu'il n'y en eût pas d'autre pour les greffiers, et que dans le pays, où ils exerçaient leurs fonctions, la coutume contraire ne leur défendît pas de recevoir même ce modique émolument. Toutes taxes contraires étaient annulées, et ceux qui ne se soumettraient pas à ces dispositions, seraient sujets *ipso facto* aux peines portées par le droit.

Il était dit, dans le second chapitre, qu'aucun clerc séculier ne serait promu aux ordres majeurs, s'ils ne jouissait paisiblement d'un bénéfice suffisant pour son entretien. L'évêque de Modène aurait même voulu que les ordres ne fussent jamais conférés à titre de patrimoine ou de pension. Mais en plusieurs endroits les bénéfices étaient peu nombreux ou forts modiques, et les prêtres auraient pu manquer aux besoins religieux des peuples. Cet amendement fut donc rejeté : on se borna à enjoindre aux évêques de n'ordonner à titre de patrimoine ou de pension que les prêtres qu'ils jugeraient nécessaires, utiles du moins à leurs églises. On défendit d'ailleurs à tous ceux qui seraient admis aux ordres sacrés, ou de résigner leur bénéfice, ou de remettre leur pension, ou d'aliéner leur patrimoine, à moins que d'autres ressources ne leur fournissent une honnête subsistance. Le concile ordonna ces dispositions, non pour rendre plus difficiles aux clercs les abords du sanctuaire, comme on disait dans la première rédaction ; mais pour prévenir la nécessité où plusieurs prêtres auraient été d'aller mendier leur pain de porte en porte, ou de chercher le soutien de leur vie dans l'exercice de quelque métier peu convenable à leur caractère.

La première rédaction du troisième chapitre laissait aux évêques la faculté de réserver, sur les biens des cathédrales



et des collégiales, où les distributions quotidiennes seraient peu considérables ou nulles, la portion qu'ils voudraient, pour la partager entre ceux qui assistaient aux offices divins ; il fut ensuite réglé que, dans ces églises, les évêques prélèveraient, en faveur des mêmes, le tiers des revenus des bénéfices pour le convertir en distributions quotidiennes et proportionnées. Mais le concile déclara que, par cette disposition, il n'entendait pas toucher aux coutumes des églises, où ceux qui ne résidaient pas, ou bien ne desservaient pas, ne recevaient rien, ou recevaient moins du tiers ; que néanmoins et nonobstant toute coutume, les absents pourraient, en cas de contumace, subir les peines portées par les canons.

On allait passer à l'examen des autres articles, lorsque Léonard Haller, évêque de Philadelphie et suffragant de l'évêque d'Eichstadt, requit en termes acerbes et d'un ton impérieux, qu'on appelât et qu'on attendît les évêques d'Allemagne, sans lesquels, ajoutait-il, la réforme serait illusoire. Ce prélat avait oublié sans doute (et les pères surent bien le lui rappeler), que le Pape avait souvent invité, ou par ses nonces ou par ses brefs, les évêques allemands à se rendre au concile ; qu'ils avaient toujours refusé d'y venir, sous des prétextes plus ou moins plausibles. Un évêque hongrois demanda en termes aussi peu mesurés, que l'on commençât la réformation par le chef avant de la poursuivre dans les membres. Mais cet avis fut dédaigné, et l'on passa à la discussion du quatrième article.

Il s'agissait de la division ou de la réunion des paroisses dans ces deux cas : premièrement, quand la population des paroisses était trop nombreuse ; secondement, quand les paroisses étaient trop disséminées et trop éloignées. Le concile voulait que, dans le premier cas, les évêques pussent, au besoin, forcer les curés de s'adjoindre des prêtres auxiliaires qui partageraient avec eux les fonctions et les peines de leur ministère ; et que, dans le second cas, l'ordinaire

pût, même contre le gré du curé, diviser la paroisse et assigner sur les biens de l'église-mère un revenu suffisant pour l'entretien du recteur de la nouvelle paroisse ; ou, s'il était nécessaire, obliger le peuple à fournir jusqu'à la concurrence de ce qui suffirait à l'entretien de deux prêtres.

Dans la première rédaction de cet article, il était dit que l'évêque, avant d'appliquer ces mesures, prendrait l'avis du chapitre. Eustache du Bellay, évêque de Paris, demanda que, dans le cas où le chapitre ne serait point d'accord avec l'ordinaire, il suffît à celui-ci de prendre l'avis des plus anciens chanoines. Mais les espagnols, auxquels se joignirent les allemands, firent retrancher cette condition. Le concile, pour écarter les obstacles que la liberté des évêques pourrait rencontrer dans les diverses exemptions, décida, dans cet article et dans plusieurs des suivants, qu'ils agiraient comme délégués du Saint-Siège.

Le cinquième article, tel qu'il fut adopté, permet aux évêques d'unir à perpétuité des églises paroissiales, ou autres, des bénéfices même réservés au Souverain Pontife, cures ou non cures, si, à raison de leur pauvreté, le culte divin ne peut pas s'y célébrer avec la décence convenable, ou pour d'autres causes prévues par le droit ; mais on ajouta que ces unions ne devaient porter aucun préjudice à ceux qui possèderaient ces églises ou ces bénéfices.

Quant aux curés ignorants ou scandaleux, dont parle le sixième article, le concile statua que les évêques donneraient aux premiers des vicaires à qui serait assigné un traitement convenable, et priveraient les seconds, nonobstant tout appel, ou toute exemption, de leur bénéfice, si, après une première correction, ils ne voulaient point s'amender.

D'après l'article septième, les évêques peuvent transférer les bénéfices simples des églises qui tombent en ruine, et qui sont trop pauvres pour fournir aux frais des réparations, dans les églises-mères ou autres des mêmes lieux, ou du voi-

sinage, avec tous leurs droits et leurs revenus ; ils doivent de plus faire rétablir les églises paroissiales ; et, si les revenus ne suffisent pas à ces réparations, obliger les paroissiens d'y contribuer, nonobstant toute appellation, exemption ou opposition à ce contraires.

Les bénéfices en commende étaient souvent négligés par les commendataires ; c'est à cet abus que pourvoit le huitième article. Les monastères en commende, y est-il dit, ainsi que les bénéfices cures, ou non cures, exempts, ou non exempts, séculiers, et même réguliers, si la discipline n'y est pas en vigueur, seront soumis à la visite de l'ordinaire, qui aura soin de veiller à la réparation des bâtiments, et à l'accomplissement des devoirs. Lorsqu'il s'apercevra que, dans les lieux réguliers, la règle généralement bien observée, est cependant négligée dans quelques cas particuliers, il en avertira le supérieur ; et si celui-ci ne satisfait pas à cette admonition dans le courant de six mois, l'évêque alors pourra, toujours comme délégué du Saint-Siège, visiter et corriger ces communautés.

Le neuvième et dernier article regardait les quêteurs, c'est-à-dire, ceux qui allaient promulguer les indulgences ou autres faveurs spirituelles, et, à ce titre, recueillir des aumônes applicables aux édifices sacrés, aux hôpitaux, etc. Les avis se partagèrent sur ce sujet : les uns, ne considérant que les abus de cette profession, voulaient qu'on la supprimât ; d'autres pensaient qu'on devait réprimer les abus et conserver la profession. Les légats, pour concilier ces deux sentiments, proposèrent de défendre aux quêteurs d'exercer cet emploi, sans être accompagnés de l'ordinaire, ou de quelque autre, délégué par lui. Mais une lettre du Souverain Pontife vint mettre fin à ces débats, au moment où ils étaient le plus animés : il exprimait le désir qu'on abolît le titre et l'emploi des quêteurs : tous les pères y consentirent, et conférèrent à l'ordinaire la faculté de publier en leur temps les indulgences

et les autres grâces spirituelles, et à deux membres du chapitre, la charge de recueillir les aumônes et autres secours volontaires, dont ils ne pourraient rien s'approprier, afin que tous comprissent que ces trésors de l'Église étaient dispensés dans un esprit de piété et non dans la vue d'un gain sordide (4).

Ces neuf articles ou chapitres de réformation, ainsi que les canons, dont nous avons déjà fait connaître la substance, furent publiés dans la vingt-unième session. Elle se tint, le 16 juillet 1562, dans l'église cathédrale. Cornaro, archevêque de Spalatro, officia pontificalement; Dudithius, évêque de Tine, en Bosnie, chargé de prononcer le discours latin, profita de cette circonstance pour exhorter indirectement les pères à ne pas s'opposer à la concession du calice, que ses diocésains demandaient plus instamment que les autres. Après que le secrétaire eût lu les lettres de créance de l'ambassadeur bavarois, le célébrant publia les décrets tels qu'ils étaient sortis de la discussion.

Le décret touchant les matières de foi, compris en quatre canons, précédé de quatre chapitres explicatifs, reçut l'approbation générale des pères. Deux seulement, le cardinal Hosius et le patriarche de Jérusalem, subordonnèrent leur adhésion au jugement du Souverain Pontife. L'évêque de Capo d'Istria releva ce passage du premier chapitre : *Utrumque juxta varios SS. Patrum et Doctorum interpretationes intelligentur*. Il sembla à Campeggi, évêque de Feltri, qu'on employait dans un sens contradictoire les paroles de Jésus-Christ, citées dans le chapitre VI de saint Jean. L'évêque de Capo d'Istria observa encore, sur le quatrième chapitre explicatif qu'on devait appuyer le refus de la communion aux enfants, sur cette raison : qu'ils ne peuvent pas s'éprouver eux-mêmes, comme l'exige l'apôtre saint Paul. Mais ces

(1) Pallav., *Istor. del concil. di Trento*, lib. xvii, cap. 9-10.

observations ne furent point soutenues, et elles tombèrent d'elles-mêmes. Les quatre canons ne donnèrent lieu à aucune observation ; on y ajouta seulement que, conformément à la promesse que les légats en avaient faite aux représentants de l'empereur, on s'occuperait, à la première occasion, de l'usage et de la concession du calice.

Les neuf chapitres, que comprenait le décret de réformation, furent également adoptés sans modifications, malgré les réclamations des sept évêques.

Enfin la session fut close par la lecture du décret qui fixait au 47 septembre la session suivante, avec cette réserve cependant que le concile pourrait l'avancer ou la proroger, même dans une congrégation générale, selon que les circonstances ou les affaires sembleraient le requérir (1).

Le concile, par ses définitions souveraines, venait de fixer la foi des peuples sur le *sacrement* de l'Eucharistie, et de la prémunir contre les erreurs dont les hérétiques avaient voulu envelopper cet auguste mystère ; il compléta son œuvre dans la vingt-deuxième session, en rétablissant dans toute sa vérité le dogme du *sacrifice* de la messe, que les mêmes novateurs avaient aussi tenté d'obscurcir.

Les pères apportèrent encore ici une attention égale à l'importance de la question, et l'examinèrent dans de fréquentes congrégations, tandis que les théologiens l'étudiaient dans des réunions journalières. La discussion marcha assez librement, grâce aux nouveaux ordres que Philippe II avait envoyés à son ambassadeur. Peu de jours auparavant, il lui avait enjoint de recommander aux prélats espagnols, de ne pas insister sur la déclaration de la *continuation*, si odieuse à l'empereur et à la cour de France : il lui suffisait, disait-il,

(1) *Acta Torell.* ap. Martène, *Veter. script... collect. amptiss.*, t. VIII. col. 1276, et seqq. — Labbe, t. XIV, p. 845 et seqq. — Pallav., lib. XVII, cap. 11. — Ficker, *Histor. Descript. concil. Trid.*, ap. Le Plat, t. VII, part. II, p. 320 et seqq.



qu'on ne fit rien de contraire à cette déclaration ; il approuvait le zèle que les évêques avaient déployé dans la question de la résidence, mais il voulait que désormais ils attendissent des circonstances plus opportunes pour l'exercer encore sur le même sujet. Les évêques espagnols ne montrèrent pas des intentions aussi conciliantes : à l'exemple de Guerrero, ils persistèrent dans leur sentiment, et n'oublièrent aucune occasion de le faire prévaloir. Une telle roideur anéantit l'espoir qu'avaient conçu le Pape et les légats de pouvoir supprimer cette question : à peine purent-ils se promettre d'engager les pères à l'abandonner à la décision du Saint-Siège (1).

Cependant les opérations du concile n'en étaient pas moins actives. Dès le 49 juillet, on soumit, sous une forme dubitative, à l'examen des théologiens les treize articles suivants sur le sacrifice de la messe, qui déjà avaient été mis à l'ordre du jour du concile, sous le pontificat de Jules III.

1° Si la messe est un vrai sacrifice, ou seulement la commémoration du sacrifice de la croix ;

2° Si le sacrifice de la messe déroge au sacrifice de la croix ;

3° Si, par ces paroles : *Faites ceci en mémoire de moi*, Jésus-Christ a ordonné que son corps et son sang soient offerts à la messe ;

4° Si le sacrifice de la messe est seulement utile à celui qui le célèbre, ou bien s'il peut aussi être offert pour d'autres, ou vivants, ou morts, ou pour leurs péchés et leurs autres nécessités ;

5° Si les messes, où le prêtre seul communie, sont licites ;

6° S'il répugne à l'institution de Jésus-Christ de mêler l'eau et le vin à la messe ;

7° Si le canon de la messe contient des erreurs ;

8° Si l'on peut approuver, ou si l'on doit condamner le rite

(1) Pallav., lib. xvii, cap. 13.

de l'Église romaine de prononcer à voix basse les paroles de la consécration ;

9° S'il faut célébrer la messe en langue vulgaire ;

10° S'il y a abus dans l'usage d'attribuer à certains saints certaines messes ;

11° S'il faut supprimer les cérémonies, les ornements et autres signes extérieurs que l'Église emploie dans la célébration de la messe ;

12 Si c'est la même chose que Jésus-Christ s'immole pour nous, et qu'il se donne à nous pour nourriture ;

13° Si la messe est seulement un sacrifice latreutique, ou si c'est encore un sacrifice pour les vivants et pour les morts (1).

Dans la congrégation générale du 20 juillet, les légats, du consentement de tous les pères, nommèrent deux commissions, composées l'une et l'autre des plus savants évêques du concile : la première fut chargée de rédiger les canons et l'explication doctrinale ; la seconde devait recueillir les abus qu'il y avait à corriger dans la célébration du sacrifice de la messe.

Quelqu'un proposa d'adopter les canons préparés sous le pontificat de Jules III ; mais, comme ils n'avaient été que conçus et non définis, les autres jugèrent qu'il ne convenait pas que plus de cent quatre-vingt prélats astreignissent leur conscience à l'opinion émise par soixante ; et l'on passa outre. Le lendemain, les théologiens du second rang ouvrirent la discussion sur les articles proposés. Le père Salmeron parla le premier en présence de tous les légats, du cardinal Madrucci, des ambassadeurs d'Allemagne, de France et de Venise, de cent cinquante-six évêques (2), de cent autres

(1) Torelli, *Diarium* ap. Martène, *Veter. script... collect. ampliss.*, t. VIII col. 4279.

(2) Ficler dit 187.

théologiens, et de plus de deux mille personnes étrangères au concile. Son discours, qui, aux termes du règlement adopté, la veille, par la majorité, n'aurait dû durer qu'une demi-heure, occupa toute la séance. Ceux qui parlèrent après lui ne se renfermèrent pas dans des limites plus étroites ; ils parvinrent cependant à s'entendre sur tous les points ; et la commission, chargée de rédiger les canons, et les chapitres doctrinaux, put commencer son travail. Elle le termina en quelques jours, et, le 6 août, elle le remit à chacun des pères qui, pendant cinq jours, lui firent subir, en particulier, un examen très-sévère. Tous portèrent leurs observations dans la congrégation générale du 14 août. Plusieurs attaquèrent le fait même de la rédaction des chapitres doctrinaux, et mirent en question si on devait faire précéder les canons d'une explication de la doctrine qui y était contenue, et qu'elle devait être la nature ou l'autorité de cette explication. Deux fois déjà la même question avait été soulevée, mais jamais approfondie ; et, cette fois encore, elle n'aboutit à aucune décision définitive. D'après quelques-uns, on devait supprimer entièrement cette explication doctrinale, parce qu'on n'avait, dans les anciens conciles, aucun antécédent qui autorisât à l'admettre ; que dans le premier, les apôtres s'étaient contentés de dire : *Il a paru à l'Esprit saint et à nous* ; que d'ailleurs le privilège d'une possession immémoriale dispense de donner raison de son droit ; que cette explication, peu utile aux catholiques, qui admettent les décisions du concile sans lui en demander les raisons, fournirait aux hérétiques une matière féconde de contradictions.

D'autres en plus grand nombre jugèrent qu'il fallait laisser subsister cette explication, pour se conformer à l'usage admis dans les sessions précédentes ; mais ils demandèrent qu'elle reçut le développement qu'exigerait l'importance des matières définies ; et qu'elle fût d'une exactitude propre à confirmer la doctrine des canons, et à fournir aux prédica-

teurs ou aux pasteurs des âmes les moyens d'affermir les peuples dans leurs croyances.

Les chapitres doctrinaux furent donc généralement admis ; mais qu'elle autorité devait-on attribuer à cette explication ? Les uns répondirent qu'elle partageait le caractère d'infailibilité des canons, dont elle n'était que le développement : les autres lui refusèrent une autorité si respectable ; ils convinrent toutefois que, si on ne devait pas accuser d'hérésie ceux qui la combattraient, on ne pouvait pas du moins les excuser de scandale et de témérité, qu'ils encourraient même le crime et la peine de l'hérésie, s'ils attaquaient opiniâtrément la partie de cette explication qui contiendrait la substance des canons. Telle fut la solution que reçut cette question (1). Le père Salmeron en avait soulevé une autre plus grave encore et moins facile à résoudre : *Jésus-Christ s'immola-t-il dans la dernière cène ?*

Salmeron soutenait l'affirmative : Pierre Soto prétendait le contraire. Ces deux grands noms partagèrent d'abord en deux camps les théologiens et les pères : mais de la discussion jaillirent diverses opinions que nous pouvons réduire à quatre principales.

La première soutenait que Jésus-Christ s'était véritablement immolé pour nous dans la dernière cène et voici sur qu'elles raisons elle se fondait :

Jésus-Christ était prêtre selon l'ordre de Melchisedech ; or il n'offrit pas le sacrifice du pain et du vin sur la croix ; mais dans le cénacle.

Jésus-Christ, dans la dernière cène, dit à ses apôtres, et, dans leur personne, à tous les prêtres : *Faites ceci...* ; or le pronom *ceci* démontre ce que le Seigneur faisait alors ; en sorte que s'il n'eût pas sacrifié, il n'aurait point, par ces mots, donné aux apôtres et aux prêtres, le pouvoir de sacrifier ; à

(1) Pallav., *Istor. del concil. di Trento*, lib. XVIII, cap. 1.

moins qu'on ne veuille dire que ces paroles ont plus d'efficacité dans la bouche des prêtres, que dans celle de Jésus-Christ. Saint Paul lui-même a déclaré nettement que le sacrifice, offert dans le cénacle par le Sauveur, était propitiatoire, lorsque, écrivant aux Hébreux (cap. VII.), il leur dit : « Que les prêtres offrent le sacrifice pour les péchés du peuple : » Les prêtres cependant ne peuvent pas offrir un sacrifice autre que celui que Jésus-Christ leur a donné le pouvoir de célébrer.

C'est en effet ce que confirme la formule grecque de la consécration du calice, laquelle au lieu d'employer le futur *effundetur*, se sert du présent *effunditur*, comme pour signifier que Jésus-Christ répandit, ou sacrifia dès-lors son précieux sang.

En outre, toutes les œuvres de Jésus-Christ, surtout celles de sa Passion, étaient satisfactoires, et tendaient également à la rédemption du genre humain ; on ne pouvait donc pas refuser ce caractère au sacrifice du Sauveur dans la dernière cène. A la vérité, on attribue ordinairement la rédemption et le salut des hommes au sacrifice de la croix, mais c'est parce que ce grand acte fut le dernier, le principal de sa vie, et le complément de tous les autres.

Ce sentiment fut soutenu par plusieurs prélats, entre autres par le cardinal Madrucci et l'évêque de Paris, et surtout par le père Laynez, qui venait d'arriver à Trente.

Les archevêques de Grenade, de Bragance et de Lanciano, les évêques de Modène, de Veglia et de Nîmes, patrons de la *seconde* opinion, dirent que Jésus-Christ n'avait pas offert, dans la dernière cène, un sacrifice de propitiation mais seulement un sacrifice de louange et d'actions de grâces ; que dans l'économie de la providence, Jésus-Christ devait racheter le monde par le sacrifice de la croix, afin que la mort fut vaincue par la mort, comme chante l'Église.

Drascovits et Nachianti principaux partisans de la *troi-*



sième opinion, accordèrent qu'on put définir que Jésus-Christ avait offert un sacrifice dans la dernière cène ; mais ils ne voulaient pas qu'on en déclarât la nature, sous prétexte qu'elle n'était pas exprimée dans l'Écriture sainte.

La quatrième opinion se bornait à suggérer divers expédients pour concilier l'affirmative avec la négative. Mais celles-ci ne souffraient pas de milieu : l'une excluait l'autre. On aima mieux se déclarer franchement pour une des autres opinions. La première rallia la majorité des pères, plusieurs même de ceux qui l'avaient d'abord combattue. Cependant, pour épargner d'honorables susceptibilités, on adopta la troisième dans la rédaction définitive du premier chapitre de l'explication (1).

Ces deux questions épuisées, on continua à discuter le reste du projet de décret. Les délibérations ne furent pas longues. Un seul évêque, parlant de la nécessité de célébrer la messe en langue latine, pensa qu'on ne devait pas condamner les dalmates, qui, après avoir récité l'Évangile en latin, le répétaient en langue esclavonne. Mais les autres jugèrent qu'il ne fallait point souffrir, dans la célébration de la messe, l'usage de la langue vulgaire. La discussion avait confirmé le fond du projet de décret, mais elle avait découvert des vices dans la forme. On exigea donc que les canons et les chapitres doctrinaux fussent rédigés avec plus d'élégance et de concision ; qu'on n'y fît entrer que ce qui avait reçu l'approbation générale ; et qu'on en élaguât tout ce qui avait soulevé des contradictions (2).

Ce fut dans ce sens que la commission, nommée à cet effet, rédigea, en huit chapitres doctrinaux et en neuf canons, les treize questions qui avaient été proposées aux théolo-

(1) Raynaldi, ad ann. 1562, n. 96 et seq.

(2) Pallav., *Istor. del concil. di Trento*, lib. XVIII cap. 1-2. — Acta Torelli, ap. Martène, *op. cit.*, t. VIII, col. 1279 et seq.

La nouvelle rédaction fut présentée aux pères dans la congrégation générale du 7 septembre. Elle arriva sans obstacle, comme sans contradiction, jusqu'à Guerrero, archevêque de Grenade. Ce prélat ne voulait pas que, dans le premier chapitre de l'explication, et dans le second canon qui y correspondait, on dit que, dans la dernière cène, Jésus Christ, par ces paroles : *Faites ceci en mémoire de moi*, avait conféré le sacerdoce aux apôtres. Mais il ne sut pas préciser en qu'elle circonstance ils avaient été investis de cette dignité ; car parmi les auteurs qu'il cita, les uns avancent que les apôtres furent ordonnés prêtres, le jour de la Pentecôte, quand ils reçurent le Saint-Esprit ; d'autres, en même temps qu'ils reçurent l'apostolat ; plusieurs, comme saint Thomas et Scot, disent que les apôtres, à la vérité, reçurent, dans la dernière cène, le pouvoir de consacrer, mais que Jésus-Christ ne leur donna la mission de l'exercer que le jour de son ascension glorieuse, lorsque, soufflant sur eux, il leur dit : *Recevez l'Esprit ; ceux dont vous aurez remis les péchés*, etc, Guerrero apporta encore bien d'autres raisons à l'appui de son opposition, mais elles lui conquièrent peu de partisans parmi les pères (1).

Il était dit dans le troisième canon, et dans le premier chapitre, qui en expliquait la doctrine, que le sacrifice peut être offert, non-seulement pour les péchés, mais encore *pour les autres besoins* des fidèles. L'évêque de Ségovie craignait que ces mots ne donnassent lieu à quelques superstitions. Vingt-cinq autres prélats témoignèrent la même crainte ; mais ils cédèrent ensuite au sentiment de la majorité, qui ne la partageait pas.

Guerrero ne se montra pas si conciliant. Le lendemain, il se rendit chez les légats, accompagné de Dom Barthélemy des Martyrs, des évêques de Ségovie et d'Almería ; et, sous pré-

(1) Pallav., *Istor. del concil. di Trento*, lib. XVIII, cap. 5.

texte que le canon relatif à l'institution des prêtres n'avait été assez débattu ni par les théologiens, ni par les pères, il demanda que cette question fût renvoyée au temps où le concile s'occuperait du sacrement de l'ordre. Les légats répondirent avec beaucoup de calme, qu'ils ne s'opposaient pas à sa demande, mais que ce délai devait être résolu ou consenti par l'assemblée générale, qui seule pouvait changer ce qu'elle avait déjà établi (1).

Les idées de l'archevêque de Grenade ne capitulaient jamais. Le 15. septembre, veille du jour où devait se tenir la dernière congrégation générale avant la vingt-deuxième session, il prévint les légats que lui, Guerrero, et plusieurs autres prélats étaient résolus de ne sortir de l'assemblée que lorsqu'on aurait renvoyé à un temps plus opportun la question de l'institution du sacerdoce. Les légats s'efforcèrent, mais en vain, de vaincre sa résolution ; et Guerrero la porta intraitable dans la congrégation générale. Ayant obtenu la faculté de parler hors de son rang, il pérorra longuement contre le troisième canon, invoqua le témoignage de saint Denys, de saint Maxime, de saint Jean Chrysostôme, et d'autres encore pour prouver que Jésus-Christ avait conféré à ses apôtres la dignité sacerdotale, seulement après sa résurrection, quand il leur dit : *Recevez l'Esprit saint*, etc. Mais il ébranla si peu les convictions de son auditoire, que lorsqu'il eut fini de parler, tous les pères s'écrièrent d'une voix presque unanime qu'il n'y avait pas lieu à modifier le troisième canon.

Le cardinal Hosius lui répondit, que par ces mots : *Recevez le Saint-Esprit*, etc., les apôtres avaient reçu le pouvoir d'absoudre ; mais qu'ils avaient reçu dans la dernière cène, celui de consacrer, avec l'ordre de la prêtrise. L'archevêque d'Otrante, les évêques de Lettere et de Tortose, soutenant

(1) Pallav., *Istor. de l'concil. de Trento*, lib. XVIII, cap. 5.

le même sentiment, le confirmèrent par le témoignage de saint Thomas qui enseigne (4<sup>e</sup> sent., Dist. 22, et P. 3, q. 82), que le sacerdoce fut conféré aux apôtres dans la dernière cène.

Cependant la nuit était déjà bien avancée, et la dispute menaçait de se prolonger encore. Le cardinal de Mantoue invita donc les pères à aller aux voix. Trente d'entre eux voulaient qu'on réservât le troisième canon, soit parce qu'il leur paraissait inopportun, soit parce que la doctrine, qu'il renfermait, leur semblait encore douteuse; d'autres, en petit nombre, demandaient qu'on le soumit à une nouvelle délibération; mais l'immense majorité voulut que ce canon fût maintenu dans son intégrité (4).

Pendant ces discussions, les pères, chargés de recueillir les abus qui s'étaient glissés dans les cérémonies de la messe, avaient rempli leur mission. Ils en avaient dressé une longue liste, mais beaucoup ne parurent pas dignes d'occuper le concile; on laissa aux évêques le soin de détruire ceux de ce genre qu'ils découvriraient dans leurs diocèses; et l'on réduisit les plus importants d'abord à neuf, puis à trois chefs désignés par les mots : *Avarice, irrévérence et superstition*.

Pour détruire les abus compris sous le titre d'*avarice*, on défendit aux prêtres de convenir d'une récompense, d'un salaire, ou de tout autre gain pour célébrer la messe, ce qu'on ne saurait excuser de simonie, ou du moins de trafic sordide.

Il est cependant accordé à un prêtre, lorsqu'il célèbre la messe à l'intention d'un autre, de recevoir, à titre d'aumône, une certaine rétribution pour sa subsistance; toutefois il ne doit pas l'exiger avec trop d'importunité, ni demander plus que ne permet l'usage. Un évêque proposa de restreindre cette concession aux messes qui sont fondées ou attachées à certains lieux et à certains jours, mais son avis fut rejeté.

(4) Pallav., *Istor. del concil. di Trento*, lib. XVIII, cap. 8.

Afin d'éviter l'*irrégularité*, le concile prescrivit aux évêques de ne point permettre à un prêtre vagabond et inconnu de célébrer la messe ; de ne pas la laisser dire hors des églises, des chapelles consacrées à cet usage et soumises à la visite de l'ordinaire ; de n'y pas souffrir la présence d'un pécheur public et diffamé par ses scandales. On parla même d'en expulser les femmes publiques, au moins après l'Évangile ; mais l'exécution de cette mesure aurait entraîné de trop graves inconvénients : on renonça à l'exiger. Quelques uns demandèrent encore qu'on interdisît absolument la musique pendant le sacrifice ; d'autres en plus grand nombre la firent maintenir, pour cette raison que la musique est merveilleusement propre à élever l'âme, et à exciter en elle de douces et pieuses émotions. On se contenta donc d'en bannir les chants et la musique où se mêlent des airs lascifs et peu honnêtes. On n'y souffrit pas davantage les conversations profanes, les bruits, les clameurs, les promenades, qu'on recommanda aux évêques d'empêcher de tout leur pouvoir.

Enfin pour retrancher toute *superstition*, il fut ordonné de ne pas célébrer la messe hors des heures accoutumées, ni avec d'autres rites, ou d'autres cérémonies que celles qui sont reçues par l'Église et consacrées par un long et louable usage ; de ne pas tenir superstitieusement à un certain nombre de luminaires ; d'instruire le peuple de la nature et des avantages du sacrifice de la messe, et de l'engager à fréquenter l'église paroissiale, au moins les jours de fêtes et de dimanches.

Drascowitz demanda et obtint le maintien des messes *sèches*, c'est-à-dire de celles qui se disent avec toutes les prières et les cérémonies ordinaires, mais sans consécration, parce que, disait-il cette représentation du sacrifice peut entretenir la piété du peuple, surtout sur mer, ou bien dans les cas où viendraient à manquer la matière, les ornements, le ministre, etc.



Le concile donna aux évêques, comme délégués du Saint-Siège, le soin de régler ces divers points et d'autres encore relatifs à la célébration de la messe (1).

Ces diverses résolutions complétaient le décret qu'on devait publier sur le sacrifice de la messe ; il ne restait plus à examiner que le projet de décret sur la discipline. Le cardinal Simonetta, qui l'avait formé, en avait partagé la matière en quatorze chapitres ; on les réduisit ensuite à onze ; car les trois autres attaquaient des intérêts si puissants et si obstinés qu'on fut obligé de les supprimer ou de les différer à une époque plus éloignée. Il était réglé, dans deux de ces chapitres, qu'on n'imposerait des pensions que sur les évêchés, dont les revenus excèderaient cinq cents ducats d'or, et sur les cures qui auraient plus de cinquante ducats d'or de rentes annuelles. Mais ce mot de pension excita dans les esprits une irritation qui ne souffrit pas même la discussion. On statua dans l'autre que les causes, dont les frais ne s'élèveraient pas au-dessus d'une somme de vingt-quatre ducats d'or, pourraient être décidées en première instance par l'ordinaire ; or les évêques voulaient connaître de toutes les causes en première instance ; et ils n'abaissèrent leurs prétentions à aucun tempérament, à aucune concession partielle.

Les onze chapitres, qui furent conservés, parurent généralement d'un si médiocre intérêt ou d'une vérité si évidente qu'on ne les jugea pas même susceptibles de discussion ; aussi furent-ils tous adoptés, avec quelques légères modifications que nous aurons soin de signaler en les analysant.

Le *premier* chapitre, relatif à la bonne conduite des ecclésiastiques, leur prescrit sous les peines portées par les canons ou autres, que les ordinaires jugeront à propos de leur infliger, d'observer toujours une religieuse gravité dans leurs habits, dans leur démarche et dans leur discours ; d'éviter le

(1) Pallav., *Istor. del concil. di Trento*, lib. XVIII, cap. 6.

luxu, les danses, les festins, les jeux de hazard, et toutes sortes de vices, même les plus légers, qui ne le sont jamais dans un ecclésiastique; de s'abstenir du négoce, des affaires et des embarras du siècle.

Le *second* chapitre regarde les qualités que doivent avoir ceux qu'on élève à l'épiscopat. Outre les conditions d'âge, de naissance, de mœurs, etc., requises par le droit canon, quelques-uns exigeaient encore la prêtrise, le doctorat ou la licence. Mais ces deux derniers grades étaient souvent achetés plutôt que mérités; on jugea qu'il suffisait que l'élu fût déclaré capable d'enseigner dans l'une ou l'autre faculté, au jugement d'une académie, s'il était séculier, ou de ses supérieurs, s'il était régulier. Quant au sacerdoce, on ne l'exigea pas dans ceux qui seraient promus à la dignité épiscopale, conformément aux anciens canons qui ne requièrent que le sous-diaconat, mais on voulut qu'ils fussent dans les ordres sacrés, au moins depuis six mois. Les nonces apostoliques sont chargés en conscience de s'assurer gratuitement de toutes ces conditions, et d'envoyer leurs informations à Rome.

Il s'agit, dans le *troisième*, des distributions qui avaient coutume de se faire, non pour l'assistance aux heures canonicales, mais pour un autre service. On donne aux évêques la faculté, sans leur en faire une obligation, de distraire la troisième partie des revenus des dignités, personnats et offices des églises cathédrales ou collégiales, et de la convertir en certaines distributions, au profit des possesseurs, si, aux jours désignés, ils remplissent dans l'église l'office imposé par l'évêque, ou bien applicables à des œuvres pies, ou à la fabrique, si ceux qui devaient les recevoir, ne satisfont pas en personne. Les contumaces sont soumis aux peines canoniques. Ceux-là néanmoins seront censés présents et auront part aux distributions, qui, possédant des dignités dans une église cathédrale ou collégiale, n'y ont ni juridiction, ni administration, ni aucun autre office, et sont d'ailleurs attachés

à une cure hors de la ville, pour y exercer le saint ministère.

Aucun bénéficiaire dans les églises cathédrales ou collégiales, est-il dit dans le *quatrième* article, n'aura voix au chapitre, s'il n'est au moins sous-diacre. Tous seront tenus de recevoir, dans le courant de l'année, l'ordre requis pour leur ministère, sous les peines portées par Clément V, dans sa constitution *Ut ii qui*, et dans les mêmes églises, aucun ne sera valablement reçu s'il ne réunit pas toutes les conditions d'âge ou d'aptitude qui sont exigées.

On établit, dans le *cinquième*, que les dispenses pontificales, lorsqu'elles seront accordées hors de la cour de Rome, seront commises à l'ordinaire de celui qui les aura impétrées ; et que les dispenses appelées *gracieuses*, qui n'appartiennent pas au for contentieux, n'auront aucun effet avant que l'ordinaire, comme délégué apostolique, ne se soit assuré, toutefois sans forme judiciaire, qu'il n'y a eu dans la requête ni subreption, ni obreption.

Le *sixième* corrige un abus à peu près semblable en exigeant que l'ordinaire, toujours comme délégué du Saint-Siège, ait pris les mêmes informations, avant qu'on puisse effectuer les changements des dernières volontés.

D'après le *septième*, les légats, les nonces, les patriarches, les archevêques à qui on appellerait de la sentence de l'évêque, seront tenus, soit pour recevoir les appellations, soit pour faire des défenses, après l'appel interjeté, de se conformer aux constitutions, surtout à celle d'Innocent IV qui commence par ce mot, *Romana*, sans quoi leur procédure sera de nulle valeur.

Le *huitième* contenait les dispositions suivantes : les évêques, dans tous les cas permis par le droit, seront, comme délégués apostoliques, exécuteurs de toutes les dispositions pieuses, soit de dernière volonté, soit entre-vifs. Ils pourront visiter les hôpitaux, les collèges, les communautés laïques, celles qu'on nomme écoles, ou quelque autre que ce soit, et

tous lieux de dévotion, ou destinés à des œuvres pies, quand même ils seraient administrés par des laïques, nonobstant toute exemption. On excepte cependant les lieux qui sont sous la protection immédiate des rois, parce que dans ceux-là, comme observa l'ambassadeur portugais, on ne pouvait présumer qu'il y eût des abus qui donnassent lieu à une telle disposition. Enfin les évêques connaissent d'office et veillent à l'exécution de toutes les choses établies pour le service de Dieu, le salut des âmes, et pour le soulagement des pauvres.

Dans le *neuvième* il est enjoint aux administrateurs des biens d'une église quelconque, des hôpitaux, des monts de piété, et de tout autre lieu de dévotion, de rendre, chaque année, à l'ordinaire un compte exact de leur administration. Et si, pour des raisons légitimement fondées, ce compte se rend à un autre, l'ordinaire y sera encore appelé ; autrement toutes quittances et décharges, données aux administrateurs, seront de nul effet.

Le *dixième* permet aux évêques, comme délégué du Saint-Siège, d'examiner les notaires, même ceux qui auraient été créés d'autorité apostolique, impériale ou royale, et de leur interdire les causes ecclésiastiques à perpétuité, ou pour un temps, s'ils ne fournissent pas des preuves suffisantes de leur capacité, de leur vigilance et de leur probité.

Enfin, aux termes du *onzième* chapitre, tous ceux, même les rois et les empereurs, qui oseront s'emparer, ou par la violence, ou par l'intimidation, ou par eux-mêmes, ou par des personnes subornées (et sous ces mots était compris le crime de *confidence*), de la juridiction, des droits, des biens, revenus, provenances, fruits, de quelque nature qu'ils soient, d'une église, d'un bénéfice, d'un lieu pieux, et troubler dans leur possession ceux à qui ils appartiennent, encourront, par le seul fait, l'excommunication réservée au Souverain Pontife, et n'en obtiendront l'absolution que lorsqu'ils auront tout restitué. Le patron sera en outre privé de

son droit de patronage, et le clerc qui aura contribué à cet acte d'iniquité, sera, par le seul fait, suspens des fonctions de son ordre, et déclaré inhabile, même après l'absolution et la satisfaction, à les exercer, ou à posséder d'autres bénéfices (1).

L'examen des deux projets de décrets, dont nous venons de donner la substance, avait été interrompu par les exigences de l'empereur et celles de ses représentants. Ce prince, timide en face des protestants, trouvait de l'énergie dans son âme, lorsqu'il voulait obtenir en leur faveur des concessions de la part du concile, qu'il lui paraissait moins dangereux de braver. Ce fut, sans doute, dans la vue d'accorder quelque satisfaction à leur doctrine de la communion sous les deux espèces, ou d'opérer un rapprochement entre eux et les catholiques, qu'il demanda au moins pour ces derniers la concession du calice. La cour de France, qui marchait dans la même voie, appuya cette demande de toute l'influence qu'elle prétendait exercer sur le concile.

Le Pape, pressé par les instances de l'empereur, laissa aux pères de Trente le soin d'y satisfaire; mais il était facile de prévoir que les évêques, venus, pour la plupart, de pays où l'on ne connaissait pas, comme en Allemagne, le besoin de faire cette concession, ne prêteraient pas à cette mesure un consentement général. Les légats suggérèrent donc à Pie IV qu'il serait plus sûr de faire décider par le concile que l'usage du calice pouvait être accordé aux laïques; que cette concession devait être mise à telles ou telles conditions, et qu'on laisserait à la sagesse du Souverain Pontife le soin de juger des circonstances de temps et de lieu où cet usage pourrait être permis. Cet expédient plut à Rome, mais il ne fut pas agréé des impériaux qui craignirent, disaient-ils, que le renvoi de cette question du Pape au concile, et du concile au

(1) Pallav., *Istor. del concil. di Trento*, lib. XVIII, cap. 6.



Pape, ne fournit au peuple l'occasion de suspecter la bonne foi de l'un et de l'autre.

Les ambassadeurs de Ferdinand remirent alors aux légats un écrit où ils appuyaient leur demande sur les raisons suivantes : La Bohême, même après la défense du concile de Constance, avait conservé l'usage du calice, que le concile de Bâle lui avait forcément maintenu. — Le Pape lui-même avait permis à l'archevêque de Prague d'admettre aux ordres sacrés les *calixtins*, c'est-à-dire ceux qui gardaient l'usage du calice, parce que ceux-ci, comme ceux des bohémiens qui ne l'avaient pas retenu, s'accordaient avec les catholiques sur les principaux articles de la foi. — La Hongrie réclamait, souvent avec menaces, la même faveur ; et si on se montrait trop rigide à l'égard de ces peuples, on pouvait craindre qu'ils ne se jetassent par dépit, l'un dans le luthéranisme, l'autre dans le mahométisme. — Paul III avait accordé aux évêques, et Jules III, aux nonces du Saint-Siège en Allemagne, la faculté de donner au peuple la communion sous les deux espèces, mais les divisions intestines du pays les avaient empêchés d'exercer ce pouvoir. Les ambassadeurs ajoutaient, en finissant, qu'ils présentaient cette requête au concile non pour les hérétiques, mais à cause des catholiques, dont la plupart, seulement dans les états héréditaires, demandaient cette faveur avec des instances, fondées sur l'opinion des théologiens, qui pensaient que la communion sous les deux espèces apporte plus de grâces au fidèle que la réception du seul pain eucharistique.

Le 22 août (1562) les légats réunirent les pères pour leur communiquer la pétition des impériaux, et réclamèrent leur avis sur la question difficile de la concession du calice, qu'ils leur posèrent ainsi :

I. Faut-il accorder l'usage du calice aux peuples des états héréditaires de l'empereur et à toute l'Allemagne, du moins aux conditions indiquées par les ambassadeurs ; c'est-à-

dire, 1<sup>o</sup> si ceux qui communient sous les deux espèces, s'approchent auparavant du tribunal de la pénitence ; 2<sup>o</sup> s'ils promettent de professer la foi catholique et d'accepter les décrets du concile ; 3<sup>o</sup> s'ils veulent prêter obéissance au Souverain Pontife, chef de l'Église universelle, et à leurs évêques ; 5<sup>o</sup> si les curés et les prédicateurs veulent enseigner au peuple que l'usage adopté par l'Église de communier sous une seule espèce est juste, et digne d'être observé là où l'Église n'en dispense pas ; 5<sup>o</sup> enfin si les ordinaires apportent le plus grand soin à prévenir tout sacrilège dans la distribution du calice.

II. Doit-on attribuer aux évêques, comme délégués du Saint-Siège, le pouvoir d'accorder aux curés de leurs diocèses la faculté de donner la communion sous les deux espèces à ceux qui rempliront les conditions susdites (1)?

La question ainsi posée semblait offrir peu de difficultés et promettre une solution favorable à la demande des impériaux ; mais il n'en fut point ainsi.

Le 28 août, les pères en commencèrent la discussion et la continuèrent jusqu'au 6 septembre : cent soixante évêques y prirent part ; et les opinions furent presque aussi nombreuses que les opinants. Après un long et consciencieux travail, le secrétaire du concile les réduisit toutes à huit, qu'il distribua de la manière suivante :

Quatorze pères jugèrent que la question devait être renvoyée à un autre temps ;

Trente-huit refusèrent absolument d'accorder au peuple l'usage du calice ;

Dix autres se rangèrent à ce dernier avis, s'il était aussi celui du Souverain Pontife ;

Vingt-neuf se prononcèrent pour la concession ;

Vingt-et-un embrassèrent le même sentiment, mais à con-

(1) *Acta* Torelli, ap. Martène, op. cit., t. VII, coll. 1285 et seq.

dition que les ordinaires tiendraient du Souverain Pontife, et non du concile, la faculté d'accorder le calice ;

Dix-neuf demandèrent que cette concession fut limitée à la Bohême et à la Hongrie ;

Vingt-quatre voulaient qu'on abandonnât cette affaire au jugement du Souverain Pontife ;

L'archevêque de Grenade, seul de son côté, dit qu'il n'avait pu encore asseoir son jugement ;

Les dix autres parlèrent avec tant d'ambiguïté, qu'il fut impossible de surprendre leur avis dans leurs paroles ; et lorsqu'on leur demanda de dire enfin nettement ce qu'ils pensaient sur cette question, ils répondirent qu'ils n'avaient rien à ajouter à ce qu'ils avaient déjà dit (1).

Il résulte du relevé de ces opinions diverses que les pères se partagèrent en deux camps principaux sur cette question : les uns accordaient ou simplement ou avec des restrictions l'usage du calice aux laïques ; les autres le refusaient aussi ou absolument ou conditionnellement.

Les premiers appuyaient leur sentiment sur des raisons dont nous donnons ici la substance :

1° Si on refuse aux laïques l'usage du calice, il est à craindre qu'un grand nombre de catholiques ne se séparent de l'Église, à laquelle cette concession aurait pu les tenir attachés.

2° Il y a lieu d'espérer au contraire que cette condescendance réconciliera à l'Église un grand nombre d'hérétiques.

3° Le concile de Bâle, lorsqu'il était encore légitime sous Eugène IV, accorda, même après la défense du concile de Constance, l'usage du calice aux bohémiens, dont on pouvait cependant tenir moins de compte que des allemands.

4° Le danger de répandre le sang précieux, qu'on objecte,

(1) Pallav., *Istor. del concil. di Trento*, lib. XVIII, cap. 3-4. — Acta Torelli, ap. Mariène, op. cit., col. 1286.

n'existe pas, ou du moins il n'est pas si grand qu'on se plaît à le dire ; en effet, lorsqu'on donne du vin pour l'ablution, il est rare qu'on en répande quelques gouttes ; le cas sera plus rare encore lorsqu'on distribuera le sang précieux, ce soin était toujours confié aux plus prévoyants, aux plus prudents des ministres. D'ailleurs il arrive aussi, dans la communion sous la seule espèce du pain, que des parcelles presque imperceptibles se détachent, sans qu'on s'en aperçoive, des hosties consacrées, et cependant on ne refuse point pour cela la communion aux fidèles ; on ne doit donc pas, pour éviter ce danger, refuser l'usage du calice ; car les irrévérences, que ne peuvent prévenir les précautions humaines, n'offensent point Jésus-Christ, qui, les ayant prévus, ne voulut point s'abstenir d'instituer, sous cette forme, le sacrement de l'Eucharistie.

5° L'usage du calice est de soi indifférent ; et autrefois il était généralement prescrit aux fidèles. Puis donc que l'empereur et d'autres princes avec lui le demandent pour leurs sujets, dont ils connaissent les besoins, on ne saurait le leur refuser sans les offenser gravement, et sans causer, dans certaines contrées un dommage réel à l'Eglise.

Reprenant ces raisons une à une les partisans de l'opinion contraire répondaient

A la *première* : que ceux qui faisaient de la concession du calice la condition de leur persévérance dans la foi, étaient de mauvais catholiques, indignes même de la communion sous une seule espèce ; que, dans l'Eglise, le nombre de ses membres pouvait diminuer, mais qu'elle ne périssait point.

A la *seconde* : que les hérétiques n'avaient pas seulement déserté la foi pour le refus du calice, mais à cause d'autres lois de l'Eglise, comme celles de la confession, du jeûne, etc. . et qu'ils ne retourneraient point, si, en leur concédant l'usage du calice, on ne satisfaisait pas à leurs autres exigences

A la *troisième* : que les bohémiens n'avaient pas observé les conditions auxquelles le concile de Bâle leur avait accordé l'usage du calice, et que les allemands, qui les imitaient dans leur demande, les imiteraient aussi dans leur conduite; qu'avant d'être Pape, Æneas Sylvius, très-versé dans les affaires de la Bohême, avait engagé le concile de Bâle à retirer la faveur accordée à ces peuples, à cause de leur infidélité; qu'il s'opposa même à l'ambassadeur, chargé par le roi Georges, de demander la même concession, et fit remettre cette affaire à un autre concile.

A la *quatrième* : qu'on faisait trop bon marché du danger de répandre le précieux sang, surtout quand il fallait le distribuer à un grand nombre de communians, le porter à des malades, par des chemins longs ou difficiles, et quelquefois pendant la nuit; que Jésus-Christ, à la vérité, ne s'offense pas des irrévérences que la prudence humaine ne saurait prévenir, mais qu'on devait du moins éviter ou diminuer les occasions qui entraînent de pareilles irrévérences; que ce danger au reste n'était pas la principale raison de refuser l'usage du calice; qu'il y avait encore la nécessité de confondre les prétentions des hérétiques.

A la *cinquième* : que l'empereur et les autres princes étaient catholiques; qu'ils ne voulaient assurément rien qui favorisât l'hérésie, qui l'entretînt dans le peuple, ou qui tournât au mépris de l'Église; que la concession du calice entraînant ces inconvénients et bien d'autres encore, aucun ne s'offenserait, si, pour les éviter, le concile croyait devoir la refuser; qu'ils rendraient plutôt hommage au zèle et à la constance des pères.

Cette réfutation aurait peut être suffi au triomphe de l'opinion négative; mais la cause de ceux qui la soutenaient abondait en raisons, et ils ne les épargnèrent pas à leurs adversaires. Ils ajoutèrent donc d'autres preuves à l'appui de leur sentiment. En voici les principales :



Si on accorde aux Allemands l'usage du calice, d'autres nations le demanderont à leur tour ; et ainsi, pour avoir voulu agiter les eaux d'un seul fleuve, on soulèvera une tempête dans tout l'océan de l'Eglise.

Ceux pour qui on demande l'usage du calice ne sont pas hérétiques, puisque les hérétiques dédaignent et les décisions et l'autorité du concile ; ce ne sont pas non plus de bons catholiques, car les bons catholiques ne sollicitent pas cette concession ; mais ce sont de ces hommes qui, se disant catholiques, ou ne croient pas que sous une seule espèce on reçoive autant que sous l'une et l'autre, ou pensent que la communion sous les deux espèces apporte plus de grâces que la communion sous une seule ; or le premier sentiment est une hérésie déjà condamnée par le concile (sess. 24, can. 2 et 3) ; le second est formellement rejeté par la plus grande et la plus notable partie des théologiens, et par le concile lui-même qui, dans le chapitre III de l'explication des canons de la vingt-unième session, déclare que les fidèles qui reçoivent, sous une seule espèce, le sacrement de l'Eucharistie ne sont privés d'aucune grâce nécessaire au salut. Il ne faut donc pas entretenir l'erreur par la concession du calice, mais la détruire au contraire en le refusant.

On connaît l'abus que les bohémiens firent autrefois de cette concession : qui oserait espérer que ceux pour qui on la demande aujourd'hui, en feront un meilleur usage ? N'est-on pas plus fondé à craindre que, encouragés par cet acte de condescendance, ils n'entendent leurs exigences sur d'autres points également du libre pouvoir de l'Eglise, et ne demandent ensuite la célébration de la messe en langue vulgaire, le mariage des prêtres, l'abolition du jeûne, des images, etc. ?

Le concile d'Ephèse défendit l'usage du calice, permis jusqu'alors aux fidèles, à cause de l'hérésie trop répandue de Nestorius, qui enseignait que tout Jésus-Christ n'est pas sous

la seule espèce du pain. Lorsque plus tard cette erreur fut dissipée, l'Église fit cesser une loi qui n'avait plus d'objet, et permit de nouveau de communier sous les deux espèces, sans en faire une obligation. Les Manichéens ayant ensuite propagé l'erreur que Jésus-Christ avait pris seulement un corps d'air, fantastique et privé de sang, il fut ordonné aux catholiques, du temps de Saint Léon, de communier sous les deux espèces. Cette prescription cessa d'exister lorsque l'erreur, qui y avait donné lieu, eût été éteinte, et la liberté fut rendue aux fidèles de communier sous une seule espèce, ou sous l'une et l'autre. Pierre de Dresde renouvella l'erreur de Nestorius et en infesta la Bohême, où Jacobel la propagea aussi par ses écrits. C'est pourquoi le concile de Constance défendit l'usage du calice, usage que les bohémiens s'obstinèrent cependant à retenir. Ils extorquèrent ensuite du concile de Bâle la permission de le conserver, à des conditions qu'ils acceptèrent, mais qu'ils ne remplirent pas, au grand scandale de tous les catholiques, qui, pendant plus de cent ans, se contentèrent de la communion sous la seule espèce du pain. Ils se sont mis à demander aussi le calice depuis que Luther a enseigné que sous une seule espèce on ne reçoit pas tout Jésus-Christ, ou du moins tout le sacrement, tel que Jésus-Christ l'a institué, et ordonné de le recevoir; or ce revirement d'opinion, amené par de telles circonstances, ne signifie-t-il pas que leur foi a été altérée par l'influence de l'hérésie? Il faut donc que le concile de Trente imite ceux d'Éphèse et de Constance, puisqu'il a les mêmes raisons de défendre la communion sous les deux espèces; car cette concession, s'il la faisait, serait une pierre d'achoppement pour les catholiques qu'elle tendrait à confirmer dans l'erreur, et exposerait l'Église à la dérision des hérétiques, dont elle paraîtrait ainsi se rapprocher.

Les évêques d'Allemagne eux-mêmes ne furent point favorables à la demande des impériaux. L'archevêque de Prague.

le premier des ambassadeurs de Ferdinand, déclara qu'on devait refuser cette faveur aux allemands qui seraient imbus des nouveautés hérétiques. Le suffragant de l'évêque d'Eichstadt dit qu'il ne fallait rien innover. Les procureurs d'autres évêques du même pays n'avaient pas voix délibérative dans les séances publiques ; mais dans les réunions particulières, ils disaient tout haut que la concession du calice ne servirait de rien au salut de ceux pour qui on la demandait.

La majorité se rendit à des raisons si puissantes et ne consentit point à la concession du calice. Les ambassadeurs de Ferdinand ne s'étaient pas attendus à ce résultat ; ils demandèrent alors en grâce ce qu'ils avaient d'abord refusé, qu'on abandonnât cette affaire au jugement du Souverain-Pontife, et qu'on lui persuadât de la décider en faveur de l'empereur. Les légats firent sur la question un décret dans ce sens ; mais les pères ne crurent pas devoir persuader au Saint-Père d'accorder ce qu'ils avaient eux-mêmes jugé à propos de refuser, et rejetèrent le projet de décret. Le cardinal de Mantoue en retrancha donc la raison qui l'avait fait rejeter, il y dit seulement *que le concile ordonnait que toute cette affaire serait remise au Souverain Pontife, qui, par sa prudence singulière, en userait selon qu'il le jugerait utile à la république chrétienne, et salutaire à ceux qui demandaient l'usage du calice.* Cette nouvelle rédaction passa à une majorité de cinquante voix, malgré l'archevêque de Grenade, qui ne voulait pas que les pères laissassent à la décision du Pape une question, qui seule, disait-il, aurait exigé la convocation d'un concile général (1).

Quelque graves que fussent toutes ces questions, les pères en avaient cependant terminé l'examen et la discussion lorsqu'arriva le jour fixé pour la session. Il ne tint pas aux cours de France et de Vienne qu'elle ne fût différée à un autre temps.

(1) Pallav., *Istor. del concil. di Trento*, lib. XVIII, cap. 4-5.

L'empereur demandait par lettre qu'on ne promulguât point les décrets sur le sacrifice de la messe avant la clôture de la diète de Francfort, de crainte d'irriter les électeurs protestants, et d'empêcher ainsi que Maximilien, son fils, ne fût élu roi des Romains.

Lansac, au nom de son souverain, insistait pour qu'on ne tint pas la session avant le milieu du mois d'octobre, époque à laquelle, disait-il, le cardinal de Lorraine arriverait à Trente, accompagné de soixante évêques français et d'un grand nombre de docteurs de Sorbonne. Mais la renommée et des lettres particulières apportaient à Trente des choses si étranges sur les sentiments et les intentions de ces prélats et de ces docteurs, qu'on redoutait beaucoup plus leur arrivée qu'on ne la désirait. Quant au motif allégué par l'empereur, le concile n'avait pas à s'en préoccuper ; il avait des intérêts plus grands à ménager, ceux de l'Église universelle, et il ne lui convenait pas de les sacrifier aux intérêts d'une dynastie (1).

La vingt-deuxième session, la sixième sous Pie IV, eut donc lieu au jour indiqué, c'est-à-dire le 17 septembre de l'an 1562. On y vit intervenir, outre les cinq légats, le cardinal Madrucci, trois patriarches, vingt archevêques, cent quarante-deux évêques, un abbé, sept généraux d'ordres, les ambassadeurs de l'empereur, ceux de France, de Hongrie, de Portugal, de Venise et des cantons suisses.

Le sacrifice de la messe fut solennellement offert par Pierre-Antoine de Capoue, archevêque d'Otrante, et le discours latin, prononcé par Charles Visconti, évêque de Vintimiglia.

Avant de procéder à la publication des décrets, le secrétaire, par l'ordre des légats, donna lecture d'une lettre du cardinal Amulius, qui apprenait aux pères la nouvelle la plus

(1) Pallav., lib. XVIII, cap. 7.

propre à les encourager dans leurs travaux. Depuis un an, un vénérable vieillard était arrivé à Rome, des rives du Tigre, pour déposer ses hommages et ceux de tout un peuple aux pieds du Vicaire de Jésus-Christ. Abd-Jsu, élu patriarche de l'Assyrie, n'avait voulu exercer ses fonctions que sous la dépendance et avec l'approbation du Saint-Siège. Il était donc venu demander à Pie IV l'institution canonique, et s'instruire, au centre même de la catholicité, des doctrines, des pratiques et des usages traditionnels de l'Église. Le Pape, après de sages informations, le nomma patriarche de Mosul, et mit à sa disposition toutes les ressources dont il avait besoin pour s'instruire. Ces différentes mesures prolongèrent à Rome le séjour d'Abd-Jsu, sans lui permettre de se rendre au concile de Trente ; mais, avant de quitter l'Italie, il voulut donner aux pères de Trente un témoignage solennel de sa foi et de son obéissance. Or ce fut cet acte que les légats firent lire dans la vingt-deuxième session, avec la lettre d'Amulius qui en certifiait l'authenticité.

« Moi Abd-Jsu, fils de Jean, de la ville de Gézir, sur le Tigre, autrefois moine de saint Antoine, du monastère des saints Raha et Jean, frères ; maintenant par la grâce de Dieu et du Siège apostolique, primat ou patriarche de Muzal (Mosul), dans l'Assyrie orientale... Attendu que je ne puis me rendre au concile de Trente à cause des besoins de mon peuple qui, en mon absence, reste sans gardien, et me rappelle à mon patriarchat.... et qu'il est difficile que mes frères les métropolitains et les évêques puissent venir de si loin au saint concile de Trente, moi, tant en mon nom qu'au nom d'eux tous, qui, je n'en doute pas, sont sincèrement attachés à l'Église romaine, et adhèrent au serment de fidélité que j'ai rédigé et prêté, je jure et promets que nous tenons et croyons tout ce qui a été fait jusqu'à présent dans les saints conciles œcuméniques ; je promets que nous élèverons nos enfants selon les décrets émanés de ces saintes



assemblées, et surtout selon ceux qui seront portés par le sacré concile œcuménique de Trente, dont la légitimité ne m'est nullement suspecte. C'est pourquoi je m'y sou mets respectueusement et humblement tant en mon nom, qu'au nom de mes frères ; et lorsque je serai appelé, je viendrai volontiers avec mes frères, soit à ce saint concile, soit à un autre. Que Dieu et ses saints Évangiles me soient en aide (1).»

Cette profession de foi émut profondément les pères de Trente : ils savaient déjà que leurs décrets rencontreraient des cœurs dociles jusques au fond de l'Asie ; et que si l'autorité de l'Église était menacée du mépris des hérétiques d'Europe, elle serait embrassée avec reconnaissance par des peuples soumis cependant au sceptre du Sultan.

Ce fut dans ces douces préoccupations qu'ils entendirent la promulgation des décrets qu'ils avaient si soigneusement préparés. L'archevêque d'Otrante publia d'abord, du haut de la chaire, le décret de foi distribué en neuf canons et expliqué dans neuf chapitres corrélatifs Voici le sommaire des uns et des autres.

1<sup>er</sup> CHAPITRE : Pour laisser à son Église, un sacrifice visible, par lequel le sacrifice sanglant de la croix fût représenté, Jésus-Christ, dans la dernière cène, se déclarant prêtre établi pour l'éternité, selon l'Ordre de Melchisédech, consommant et perfectionnant les sacrifices de la loi naturelle et de la loi écrite, offrit à Dieu, le Père, son corps et son sang sous les espèces du pain et du vin, et sous les mêmes symboles les donna à prendre à ses Apôtres, qu'il établit alors prêtres du Nouveau Testament ; et par ces paroles : *Faites ceci en mémoire de moi*, il leur donna, à eux et à leurs successeurs dans le sacerdoce, le pouvoir de les offrir, ainsi que l'Église catholique l'a toujours entendu et enseigné.

(1) Raynaldi, ad ann. 1562, n. 28 et seqq. — Labbe, t. XIV, col. 1247 et seqq.

Le premier et le second canon soumettent à l'anathème quiconque oserait soutenir le contraire.

II. Le sacrifice non sanglant de la messe est vraiment propitiatoire ; il profite de telle manière à celui qui en reçoit le fruit, qu'il peut être offert pour les péchés, les peines, les satisfactions et les autres besoins des fidèles vivants, et pour les âmes du purgatoire ; ce qui ne déroge en rien au sacrifice sanglant de la croix.

Ceux qui le nient sont condamnés par le troisième et le quatrième canon.

III. Le sacrifice ne peut être offert qu'à Dieu, il est vrai, mais on peut le lui offrir en l'honneur des saints, pour lui rendre grâces de leur gloire, implorer leur protection, etc,

Dans le canon cinquième, le concile frappe d'anathème ceux qui rejettent cette doctrine.

IV. Le canon de la messe, établi depuis plusieurs siècles par l'Eglise, pour célébrer dignement et saintement le sacrifice, ne contient rien qui ne respire la piété et la sainteté.

Quiconque prétend le contraire est condamné par le sixième canon.

V. C'est avec raison que dans la célébration de la messe, l'Eglise prononce certaines paroles à voix basse, use de cérémonies, d'ornements sacrés et d'autres choses semblables pour relever la majesté du sacrifice et porter les fidèles à la piété.

Le canon septième et en partie le huitième anathématisent ceux qui condamnent ces usages.

IV. Les messes où le prêtre seul communie sacramentellement, ne sont point illicites, Elles sont publiques parce qu'elles sont offertes pour tous les fidèles par le ministre public de l'Eglise.

Ceux qui nient la première partie sont condamnés par le canon huitième.

VII. Les célébrants doivent mêler de l'eau avec le vin dans

le calice (on peut en voir les raisons dans le texte de ce chapitre); et si quelqu'un dit le contraire, il est anathématisé par le neuvième canon.

VIII. La messe ne doit point se célébrer en langue vulgaire. Le concile veut toutefois que les pasteurs expliquent souvent au peuple les mystères de ce sacrifice.

Ceux qui nient la première partie sont frappés d'anathème dans le neuvième canon.

Ces chapitres et ces canons furent tous adoptés à une immense majorité. Deux pères écrivirent sur un billet qu'ils n'approuvaient pas celui où il est dit que Jésus-Christ s'offrit lui-même en sacrifice dans la dernière cène; quatre autres ne voulaient pas qu'on décidât que les apôtres avaient été, dans la même circonstance, investis de la dignité sacerdotale. Un seul présenta quelques difficultés sur le premier chapitre où il est dit que le sacrifice de la loi nouvelle est le complément et la perfection des anciens sacrifices; et sur le second chapitre, où le concile décide que la messe peut être offerte non-seulement pour la rémission des péchés, mais encore pour tous les autres besoins des fidèles.

Le décret de réformation compris en onze chapitres, que nous avons fait connaître ailleurs, fut approuvé de tous les pères, excepté de cinq qui soulevèrent quelques difficultés de trop peu d'importance pour être rappelées ici. Mais le décret qui renvoyait au Souverain Pontife l'affaire de la communion sous les deux espèces, rencontra une opposition plus vive. Quelques-uns de ceux qui la firent, répétèrent des raisons déjà alléguées. Deux craignirent que les hérétiques ne vinsent à conclure de là que le concile est au-dessus du Pape; deux autres auraient désiré, pour éviter cet inconvénient, que le Pape; s'il accordait le calice, déclarât qu'il le faisait de son autorité suprême (1).

(1) Pallav., *Istor. del concil. di Trento*, lib. xviii, cap. 9. — Labbe, t. XIV, p. 852 et seqq., 856 et seqq.

La discussion si longue et si sérieuse d'où ces décrets étaient, pour ainsi dire, issus, avait déjà résolu les difficultés qu'ils essuyèrent dans la session ; et si le concile les laissa encore se reproduire, c'est qu'il ne voulait gêner aucun de ses membres dans sa conscience, ni dans la libre expression de ses sentiments. D'ailleurs l'action divine était plus sensible au milieu de toutes ces diverses opinions qui, après s'être combattues, finissaient toutes par converger vers un même centre de lumière, c'est-à-dire vers la vérité inspirée par l'Esprit-Saint, et décrétée par le concile.

---

## LIVRE V.

DE LA VINGT-DEUXIÈME SESSION (17 SEPTEMBRE 1562), A LA VINGT-TROISIÈME  
(15 JUILLET 1563).

Les pères du concile avaient décrété, dans la vingt-deuxième session, que la suivante aurait lieu le 12 novembre; mais l'événement trompa leur intention : des difficultés imprévues vinrent éloigner ce terme, et exiger un délai, que des circonstances également fâcheuses firent prolonger jusqu'à une époque indéterminée.

Dès le lendemain de la vingt-deuxième session, les ambassadeurs français ouvrirent cette série d'obstacles qui allaient entraver les opérations du concile. Pleins des préjugés de leur cour, ils demandèrent aux légats au nom de leur souverain, que, laissant de côté la discussion des matières dogmatiques, fort peu nécessaire, selon eux, aux catholiques, et



encore moins utile aux hérétiques, ils missent à l'ordre du jour du concile, l'affaire de la réformation. Et, comme pour hâter cet important travail, ils offrirent de présenter quelques points de réforme, recueillis, l'année précédente, au colloque de Poissy. Ils ajoutèrent, en leur propre nom, que, si le concile ne voulait pas interrompre la discussion des dogmes, on chargeât du moins les théologiens du second rang de la poursuivre, tandis que les pères s'occuperaient exclusivement de la réformation, jusqu'à la fin du mois d'octobre, époque où les évêques français seraient certainement arrivés à Trente. Ils voulaient de plus être mis au courant des délibérations des pères sur la réforme, afin que, conformément à leurs instructions, ils pussent s'assurer qu'on y faisait entrer les points les plus importants pour la France (1).

L'empereur se montrait encore plus exigeant : dans une note adressée à ses ambassadeurs, il demandait que le concile accordât le mariage aux prêtres, et abandonnât les biens ecclésiastiques aux détenteurs injustes, l'administration des sacrements aux hérétiques, à défaut de ministres catholiques ; qu'il réduisit à vingt-six le nombre des cardinaux ; enfin que, dans ses délibérations, les suffrages se donnassent désormais par nations, et non par têtes (2).

Les légats renvoyèrent à Rome toutes ces demandes avec la note de l'empereur et les actes du colloque de Poissy. Le Pape les reçut avec bienveillance, et, après les avoir attentivement examinées, il répondit aux légats qu'ils ne devaient pas dédaigner indistinctement toutes les propositions des ambassadeurs, mais en éloigner seulement celles qui étaient exorbitantes ou nuisible aux droits du Siège Apostolique, et soumettre le reste à l'assemblée des pères. Il les exhorta d'ail-

(1) Lettre de Lansac à Catherine de Médicis, du 20 septembre, dans les *Mém. de Dupuy*, p. 292.

(2) Pallav., lib. XVIII, cap. 11.

leurs à poursuivre avec autant de courage que de sollicitude et les matières dogmatiques et l'œuvre de la réformation. Bien plus, dans une note particulière jointe à sa lettre, il les engagea à pousser les égards envers les cours de Vienne et de Paris, jusqu'aux dernières limites que leur fixeraient les intérêts de l'Église et les droits du Saint-Siège (1).

Fidèles aux intentions du Souverain Pontife et à leurs propres inspirations, les légats confièrent au cardinal Simonetta, un d'entre eux, le soin d'extraire des instructions de l'empereur et du roi de France, ce qui paraîtrait digne des délibérations des pères. Simonetta s'adjoignit quatre évêques et se livra avec eux à ce travail, qu'ils environnèrent d'un profond secret, pour prévenir les plaintes et de nouveaux embarras (2).

De leur côté, les légats apportaient d'autant plus de diligence à la discussion des dogmes que les puissances s'efforçaient davantage d'en faire retarder la définition. Dès le 18 septembre, ils avaient résolu de faire des sacrements de l'ordre et du mariage le sujet de la session suivante ; et afin que l'importance et l'abondance des matières ne ralentissent point la marche des délibérations, ils divisèrent les théologiens en six classes, composée chacune de plusieurs docteurs de toute nation, de tout état, de toute école. Trois classes devaient s'occuper du sacrement de l'ordre ; les trois autres, du sacrement de mariage, et chacune, de certains articles accessoires qui leur seraient respectivement attribués.

On soumit donc à l'examen des trois classes de théologiens les erreurs des hérétiques touchant le sacrement de l'ordre, comprise sous les sept articles suivants, et distribuées de telle manière que les trois premiers étaient dévolus à la première classe, les deux autres, à la seconde, et les deux derniers, à la troisième.

(1) Pallav., loc. sup. cit.

(2) *Ibid.*

I. L'ordre n'est point un sacrement, mais seulement un rit, ou une cérémonie par laquelle sont institués les ministres de la parole et des sacrements.

II. L'ordre n'est qu'une fiction humaine inventée par des hommes peu versés dans les choses ecclésiastiques.

III. L'ordre n'est pas un seul sacrement, et, par les ordres inférieurs, on ne monte pas comme par autant de degrés au sacerdoce.

IV. Il n'y a point de hiérarchie ecclésiastique ; mais tous les chrétiens sont également prêtres ; et pour l'usage et l'exécution, il faut l'intervention de l'autorité séculière et le consentement du peuple ; et celui qui a été ordonné prêtre peut redevenir laïque.

V. Dans le Nouveau-Testament il n'y a point de sacerdoce visible, ni aucune puissance de consacrer, d'absoudre des péchés devant Dieu ; il n'y a que la fonction de prêcher, et ceux qui ne prêchent pas, ne sont pas prêtres.

VI. L'onction et les autres cérémonies ne sont point nécessaires pour conférer les ordres ; elles sont au contraire pernicieuses et méprisables. Par l'ordination on ne donne pas le Saint-Esprit, c'est donc en vain que l'évêque dit : *Recevez l'Esprit saint*.

VII. Les évêques ne sont point supérieurs aux prêtres ; ils n'ont pas la puissance d'ordonner, ou bien, s'ils l'ont, elle leur est commune avec les autres prêtres et les ordinations faites par eux sans le consentement du peuple, sont nulles.

Les théologiens se réunirent pour la première fois le 23 septembre, et le P. Salmeron ouvrit la discussion, en présence des légats, des ambassadeurs de France, d'Allemagne, de Portugal, de Venise<sup>1</sup> et des cantons suisses, de trois patriarches, de dix-huit archevêques, de cent quarante-six évêques, de deux abbés, et de cinq généraux d'ordres, de quatre-vingt-quatre théologiens, de plusieurs autres docteurs, d'un grand

nombre d'illustres personnages et d'une foule immense d'autres auditeurs.

Il prouva d'abord que l'ordre, si on le prend pour cette cérémonie par laquelle est conférée à quelqu'un une certaine puissance ecclésiastique, est un vrai sacrement qui confère la grâce sanctifiante, d'après ces paroles de saint Paul à Timothée : *Resuscita gratiam quæ est in te per impositionem manuum mearum* ; ensuite, que l'ordre n'est point une invention humaine, mais une institution de Jésus-Christ, qui donna aux prêtres, en même temps qu'il les institua, le pouvoir de consacrer, par ces mots si clairs et si précis : *hoc facite in meam commemorationem* ; et celui d'absoudre, lorsque, soufflant sur ses disciples, il leur dit : *accipite Spiritum sanctum, etc.*, et qui fonda l'épiscopat lorsque (Luc. ultim.) *il les conduisit dehors, et levant les mains, il les bénit* ; enfin, que le diaconat est un sacrement, comme il conste du sixième chapitre des Actes des Apôtres, où il est dit qu'il fut conféré à saint Étienne et à d'autres par la prière et l'imposition des mains, avec la charge de distribuer la sainte Eucharistie. A la vérité, on prétend, dans les canons du sixième concile, que le ministère des diacres se réduisait à distribuer des aliments corporels ; mais ces canons n'ont pas été reçus par l'Église.

Des preuves de l'institution divine de l'ordre, le P. Salmeron, devant ainsi l'examen du quatrième article, déduisit que le magistrat séculier ne peut créer ni les prêtres, ni les diacres, parce que leur puissance est d'un ordre surnaturel ; et ajouta que quand le peuple contribuait à leur élection, c'était par une concession, selon ces paroles : *Eligite inter vos*, et seulement pour donner un bon témoignage au mérite du candidat (1). Il laissa intact le troisième article aux autres théologiens de sa classe, qui tous développèrent leurs arguments en deux jours.

(1) Raynaldi, ad ann. 1562, n. 90. — Martène, *Veter. monum.*, t. VIII, col. 1291

Pierre Soto, premier théologien de la seconde classe, prouva à son tour par ces paroles : *Obedite præpositis vestris, et attendite grægi vestro*, qu'il y a une hiérarchie dans l'Église ; que, d'après saint Denys, elle est constituée à l'instar de la hiérarchie des anges, et comprend les évêques, les prêtres, les diacres, les ministres des ordres inférieurs, par lesquels, comme le décréta autrefois le Pape Caius, il faut nécessairement passer pour arriver à l'épiscopat, et à certains intervalles de temps, d'après le règlement du Pape Sirice. Continuant à poursuivre les erreurs contenues dans le quatrième et le cinquième article, il ajouta que l'exercice de ces divers ministères suppose une certaine puissance et une grâce que Dieu seul, et non le magistrat séculier, peut donner ; qu'il est inconvenant que des laïques remplissent les fonctions des ordres inférieurs ; que tous les chrétiens ne sont pas prêtres, selon ce passage de l'Apôtre saint Paul : *Quosdam quidem dedit Apostolos*, etc. ; que quand saint Pierre donne à l'universalité des fidèles le titre de *Regale sacerdotium*, il parle d'un sacerdoce mystique par lequel chacun peut s'offrir à Dieu ; que le prêtre reçoit à son ordination un caractère ineffaçable, et que, par conséquent, il ne saurait jamais redevenir laïque, qu'il est prêtre par son ordination et non par l'exercice du ministère de la parole ; que la prédication est même une fonction particulièrement dévolue aux évêques, d'après saint Paul, qui disait : *Non misit me Dominus baptizare, sed prædicare* (1).

Les théologiens de la troisième classe examinèrent ensuite les deux derniers articles. D'après Melchior Cornelius, envoyé par le roi de Portugal, le Pape saint Fabien, saint Denys et Innocent III (in Decret. lib. 4, Tit. 43, § 4 et ult.) ont parlé de l'onction dans la collation des ordres. La grâce est conférée non seulement par les ordres majeurs, mais encore

(1) Raynaldi, ad ann. 1562, n. 91.



par les ordres mineurs ; et ces ordres, à part la tonsure, sont des sacrements. L'épiscopat est un ordre particulier à cause de la puissance spéciale de confirmer et d'ordonner, qu'ils ne peuvent pas même communiquer à leurs vicaires ; et par conséquent les évêques sont supérieurs aux prêtres. Saint Jérôme, il est vrai, dit, quelque part, que les évêques n'ont sur les prêtres qu'une supériorité de prérogative établie ; mais ici il entend parler de la juridiction extérieure que l'Église a coutume de donner aux évêques, et non de l'ordre même par lequel ils sont institués (1).

Les raisons de Cornélius résolvaient l'objection des hérétiques, telle qu'elle était formulée dans le septième article ; mais cette question en réveilla deux autres autour desquelles s'agitaient depuis longtemps les opinions aussi diverses qu'ardentes des membres du concile.

Le cardinal Crescenzi, président du concile sous Jules III, avait présenté aux pères le même article ainsi formulé : *Les évêques ne sont point supérieurs aux prêtres de droit divin.* Or les légats de Pie IV, pour ne pas rallumer les feux de la dispute sur la résidence et sur l'institution des évêques, avaient supprimé ces deux derniers mots. Quelques prélats espagnols s'aperçurent de cette omission et en firent des plaintes, que les ambassadeurs français s'empressèrent d'appuyer. Les légats répondirent aux uns et aux autres que ces deux mots étaient inutiles, puisque les hérétiques niaient simplement que les évêques fussent supérieurs aux prêtres ; que loin de vouloir éluder la question du droit, ils la proposeraient en son temps. Mais ils ne se firent pas illusion sur la valeur de ces raisons ; et comprenant qu'il leur serait impossible d'éviter une question si épineuse, ils soumirent au Souverain Pontife trois moyens de la résoudre, ou du moins d'en affaiblir les périls.

(1) Pallav., *Istor. del concil. di Trento*, lib. XVIII, cap. 42. — Raynaldi ad ann 1562, n. 92.

Le premier moyen était de proposer au concile de renvoyer cette affaire au Saint-Siège, dans l'espérance qu'un très-grand nombre de pères y consentiraient purement et simplement, quoique plusieurs dussent mettre leur consentement à cette condition que le Pape définirait cette question dans un sens négatif ou affirmatif.

Le second moyen consistait à faire porter par le concile une loi qui forcerait les pasteurs à résider, ou par des châtimens, même sous peine de péché, dont aucun ne serait absous, tant qu'il ne résiderait pas, ou par de grands privilèges destinés à la fidélité de ceux qui observeraient la loi.

En troisième lieu, ils demandaient qu'un grand nombre de pères (et ils savaient que plus de cent étaient dans cette disposition) se réunissent pour proposer aux légats de prier, en leur nom, le concile de renvoyer cette affaire au Souverain Pontife.

Ces divers expédients ne déplurent pas au Pape; mais le second lui parut le plus sûr; et, tout en laissant aux légats la liberté du choix, il promit que, si le concile lui abandonnait cette affaire, il ferait une constitution telle qu'elle dissiperait toutes les craintes et obtiendrait enfin l'effet si désiré; mais il ne voulut pas souffrir qu'on déclarât de foi, une opinion contredite avec tant de chaleur par un si grand nombre de pères (1).

Les disputes que souleva cette double question ne justifèrent que trop bien les précautions des légats et la sage réserve du Pontife.

Les trois classes de théologiens avaient terminé, le 2 octobre, la discussion des articles qu'on leur avait soumis; et aussitôt après, les légats avaient confié à une commission composée de deux archevêques, de quatre évêques, du général de l'ordre des servites, et de celui de la compagnie

(1) Pallav., *Istor. del concil. di Trento*, lib. XVIII, cap. 12-13.

de Jésus, le soin de former, d'après les avis émis dans les réunions, le projet de décret sur le sacrement de l'ordre, avec ses canons et ses chapitres doctrinaux. Ce travail, terminé le 8 du même mois, fut communiqué aux ambassadeurs, et distribué à chacun des pères.

Le septième canon condamnait celui qui soutiendrait que les *ordinationes* faites sans le consentement du peuple sont nulles. Les ambassadeurs français craignant que dans le mot général *ordinationes* ne fussent comprises les collations des bénéfices, qui, en France, avaient coutume de se faire avec le consentement de la puissance séculière, demandèrent et obtinrent qu'on y substituât le mot *ordines*.

L'examen privé des pères ne donna lieu à aucune objection sérieuse sur l'ensemble du projet ; mais les difficultés éclatèrent, comme un orage, dans la première assemblée générale.

Le patriarche de Venise ne voulut pas qu'on y dît que les ordres reçoivent leur complément dans le sacerdoce, puisque l'épiscopat, qui est aussi un ordre, ne se termine point dans la prêtrise. Il fut appuyé par l'évêque de Ségovie qui prouva par un passage de saint Denys que le complément de l'ordre est dans l'épiscopat, et que la hiérarchie ecclésiastique, au sommet de laquelle est l'épiscopat, se compose seulement des ordres sacrés. D'autres évêques parlèrent dans le même sens ; mais personne ne fit à ce projet de décret une opposition plus formidable que l'archevêque de Grenade. Il exigea tout d'abord qu'on y ajoutât l'article préparé sous Jules III : *Que les évêques sont institués de droit divin*. Les hérétiques le nient, disait-il et de cette erreur ils déduisent que les évêques ne sont pas supérieurs aux prêtres. Or, dans le septième canon projeté, le concile se propose de condamner cette dernière erreur ; il doit donc condamner aussi la première ; et l'expression de sa volonté ne sera que dans cet article additionnel.

Le cardinal Hosius, d'accord avec ses collègues, lui répondit que les hérétiques, dans la confession d'Augsbourg, avouaient que les évêques reçoivent de Dieu même leur institution ; qu'il n'était donc pas nécessaire que le concile réuni pour condamner les hérésies, définît un point incontesté ; que cette définition n'était pas même convenable, parce qu'elle semblerait supposer qu'on aurait, dans un temps, douté de cette vérité.

Quelques pères observèrent alors que le concile était rassemblé non-seulement pour condamner les erreurs contenues dans la confession d'Augsbourg, mais encore les nouveautés répandues dans d'autres pays, et cette observation excita une contestation assez confuse entre les pères sur cette question : doit-on définir quelque chose, et que doit-on définir touchant l'institution des évêques ?

L'archevêque de Grenade ne laissa point égarer son avis au milieu de ce conflit d'opinions : il continua à soutenir que l'institution des évêques est simplement de droit divin ; et il s'efforçait de le prouver par les raisons suivantes : l'épiscopat est *un*, et chacun des évêques en est participant. Le Pape leur donne le titre de *frères* ; ils tirent donc tous leur origine du même père. A la vérité, dans un corps, la tête gouverne les membres, mais elle ne les produit pas. Les apôtres, dont les évêques sont les successeurs, ont été institués par Jésus-Christ, et non par saint Pierre.

L'évêque de Viviers soutint que les évêques sont d'institution divine quant à l'ordre ; mais qu'ils reçoivent la juridiction du Souverain Pontife. D'autres prétendirent que les évêques reçoivent de Dieu l'ordre et la juridiction, puisqu'ils ont la mission de gouverner et de diriger les fidèles, mais que l'exercice de ce pouvoir dépend du Souverain Pontife, qui partage entre les premiers pasteurs les églises et les peuples ; à peu près comme les prêtres qui tiennent de leur ordination le pouvoir d'absoudre, ou la juridiction

*in foro conscientiae* ; sans en recevoir l'exercice. Cette opinion différait peu du sentiment de ceux, d'après lesquels, les évêques ne reçoivent du Pape que *la matière* sur laquelle ils exercent la juridiction donnée par Jésus-Christ ; ou bien ils reçoivent de Dieu la juridiction *volontaire*, qu'on peut exercer partout, mais non la juridiction *contentieuse*, qu'on peut seulement exercer dans un lieu déterminé ; ou enfin la juridiction *imparfaite* que Dieu leur donne dans leur ordination, reçoit sa *perfection* de l'application qu'en fait le Saint-Siège (1).

Les opinants mirent au service de leur sentiment de longs raisonnements, de nombreux passages de l'Écriture sainte et des pères ; mais ils ne réussirent qu'à entourer la question de nouvelles difficultés. Il était temps qu'un esprit ferme et lucide vint répandre les lumières de sa science sur ces épais nuages et en débarrasser la vérité. Cette tâche était réservée au P. Laynez.

Le père Laynez, comme nous l'avons déjà dit, occupait dans le concile une place à part, immédiatement au-dessous des évêques. Mais personne peut-être n'occupait dans l'estime publique une place plus élevée : on avait une si haute idée de sa science, et un si avide désir de connaître son avis, que lorsqu'il devait l'exprimer, on l'appelait au milieu de l'assemblée ; et, plus d'une fois, on tint des séances exprès pour l'entendre. Celle du 20 octobre fut consacrée toute entière à sa dissertation sur la grave question agitée alors par les pères. Pallavicin l'a reproduite telle qu'il l'a trouvée écrite dans les archives du Vatican, mais non telle qu'elle fut prononcée dans le concile ; car le père Laynez avait coutume de jeter sur le papier, plutôt en chiffres qu'en caractères lisibles, les principales pensées des discours, que, dans

(1) Pallav., lib. xv, cap. 11. — *Diarium Psalmai*, ap. Le Plat, t. VII, part. II, p. 93 et seqq.



son majestueux débit, il enrichissait ensuite de magnifiques improvisations et de toutes les grâces de l'éloquence. Et c'est ce que le lecteur ne doit pas oublier dans la substance incolore que nous donnons ici de celui qu'il prononça sur l'institution des évêques.

« Je me propose, dit l'orateur, quatre choses dans ce discours ; établir la question, faire connaître mon sentiment, refuter les raisons des partisans de l'opinion contraire, et fournir les preuves de la mienne. Mais auparavant, je dois avouer que plusieurs m'ont conseillé de ne pas entreprendre cette tâche, pour ne pas encourir le blâme d'avoir voulu flatter le Souverain Pontife ; je n'ai pas cru devoir sacrifier à cette crainte la défense de la vérité. Dieu, juge des vivants et des morts, m'est témoin que je n'écoute ici que le conseil de ma conscience ; jamais l'adulation n'a inspiré ma pensée. C'est pour la troisième fois que j'assiste à ce concile ; j'y ai toujours parlé avec une sincérité que je ne suis point disposé à renier désormais. Et quelle raison aurais-je de parler autrement ? Je n'ambitionne rien, je n'espère rien, je ne crains rien.

» J'arrive maintenant à la question qui nous occupe. Et d'abord, qu'est-ce qui est de droit divin ? Une chose est de droit divin, lorsque Dieu l'opère immédiatement par lui-même ; et, au contraire, on ne regarde pas comme de droit divin ce qu'il fait par l'entremise des hommes. Ainsi toute loi vient de Dieu, selon ces paroles de la sagesse : *C'est par moi que règnent les rois, et que les puissances décrètent ce qui est juste* ; mais toute loi n'est pas regardée comme de droit divin. De même, toute vérité, dit saint Ambroise, procède de l'Esprit-Saint ; cependant toute vérité ne se dit pas divine. Bien plus, pour qu'un commandement soit de droit divin, il n'est ni nécessaire, ni suffisant qu'il soit exprimé dans les saintes Écritures. Cela n'est pas nécessaire, puisque la forme et la matière de plusieurs sacrements, qui sont assurément

d'institution divine, n'y sont point indiquées. Ce n'est pas non plus suffisant : nous en avons la preuve dans la défense portée par les apôtres (Act. cap. 15.) de manger du sang ou de la viande d'animaux suffoqués. Si cette défense était de droit divin, elle subsisterait encore. Les apôtres qui la portèrent dans le concile où *cela*, disaient-ils, *parut bon au Saint-Esprit et à nous*, n'ont pas voulu dire que cette défense avait le Saint-Esprit pour auteur, mais seulement que le Saint-Esprit la leur avait inspirée.

» L'Écriture sainte et les pères attribuent à Dieu certaines œuvres, quoiqu'il n'y concoure que par les causes secondes ; de même on attribue à Dieu certaines lois qui ne viennent pas immédiatement de lui, et qui, par conséquent, ne sont pas de droit divin. C'est ainsi que saint Basile appelle le jeûne du carême une loi divine, parce que Dieu commande la mortification du corps, laissant aux hommes le pouvoir d'en déterminer la manière, le temps, etc. ; c'est ainsi que, quoique Dieu n'appelle pas, ou ne choisisse pas par lui-même, saint Paul ne craint pas cependant de dire : *Personne ne s'attribue l'honneur à lui-même, mais seulement celui qui est appelé de Dieu, comme Aaron*. Et, au contraire, il y a des choses qui portent le nom d'un homme, comme *le baptême de Jean, la loi de Moïse*, dont Dieu est cependant l'auteur, parce qu'il s'est servi de Jean ou de Moïse, ou de tel autre, pour exécuter ses desseins. Quand je dis la loi de Moïse, je parle de la loi cérémoniale, dirigée par ce législateur ; car la loi morale s'appelle loi divine, parce qu'elle vient immédiatement de Dieu. Mais Dieu est l'auteur de l'une et de l'autre.

» On peut donc établir cette règle générale, fondée sur l'observation, sur la convenance et sur la ressemblance avec les opérations naturelles : que les lois que Dieu a faites pour être immuables, il les a faites par lui-même ; les autres, par l'entremise des hommes. D'où il suit que les lois, contenues

dans l'Évangile sont immuables, puisqu'elles ont été immédiatement promulguées par Jésus-Christ.

» Cela posé, j'ajoute qu'il y a parmi les hommes deux puissances : la puissance civile, qui a pour fin l'état moral de la société, et dont nous n'avons pas en ce moment à nous occuper ; la puissance ecclésiastique, qui se propose la sanctification des âmes ; ce qu'elle opère de deux manières : ou immédiatement par la vertu des sacrements, ou par les censures et d'autres lois de l'Église. La puissance ecclésiastique, entendue dans le premier sens, est celle de l'ordre, qui s'imprime par la consécration, et est instituée pour sanctifier d'autres choses, autant que le requiert la sanctification des âmes. Prise dans le second sens, c'est la puissance de juridiction. Celle-ci ne se donne pas dans la consécration, mais seulement par commission. L'une et l'autre viennent du ciel où elles tendent également. Elles diffèrent néanmoins entre elles, et voici en quoi :

» La puissance de l'ordre ne se communique pas au gré de l'homme, mais selon la manière que Dieu a établie. Dieu n'a marqué aucun rit pour donner la puissance de juridiction ; et c'est pourquoi elle se communique selon la volonté et de la manière réglée par le supérieur ecclésiastique. En outre, l'homme ne fait que prêter son ministère à la première ; Dieu seul en produit l'effet. Dans la seconde, l'homme agit avec empire et autorité ; il est la cause immédiate du pouvoir nouvellement accordé. Celle-ci n'est pas irrévocable, et un homme peut la suspendre ou l'enlever ; mais celle-là est immuable, et aucune puissance humaine ne peut en détruire l'effet : on peut seulement en défendre l'usage.

» Qu'il me soit permis, après ces explications, de dire mon avis sur la question. Je crois donc que la puissance de l'ordre épiscopal vient immédiatement de Dieu pour chacun des évêques ; que la puissance de juridiction vient aussi de Dieu immédiatement, mais seulement *ex genere suo*, c'est-à-dire

pour quelques uns, comme pour saint Pierre et ses successeurs, et même pour tous les apôtres, par un privilège spécial ; mais pour les évêques particuliers, elle vient immédiatement du Souverain Pontife, et de Dieu par le moyen qu'il a établi.

« On oppose à cette opinion beaucoup de difficultés, je le sais, mais les principes, que j'ai posés plus haut, les ont déjà ébranlées, ou m'ont fourni les moyens de les résoudre.

» Selon saint Basile et saint Ambroise, dit-on, ces paroles du Sauveur : *Paissez mes brebis*, s'adressaient non-seulement à saint Pierre, mais à tous les apôtres, et en leur personne à tous les évêques, en sorte que les évêques ont aussi reçu de Jésus-Christ la juridiction, comprise dans le pouvoir de paître le troupeau. — A cela je réponds que ces paroles s'adressaient à tous les apôtres, mais seulement dans la personne de Pierre, qui ne pouvant par lui-même paître le troupeau entier, devait admettre les apôtres au partage de sa sollicitude, à moins qu'on n'aime mieux dire que saint Pierre, comme une des brebis de Jésus Christ, était soumis à chacun des apôtres, ce qui serait une hérésie.

» On ajoute : ces paroles de Jésus-Christ : *Ce que vous lierez, etc., ce que vous remettrez, etc.*, sont certainement adressées à tous les apôtres. — Je l'avoue ; mais dans l'un et l'autre passage, il s'agit de la puissance de l'ordre en vertu de laquelle les péchés sont remis, et non de la puissance de juridiction extérieure. C'est pourquoi saint Thomas affirme que les clefs et la puissance des clefs qui est la puissance de juridiction, furent données à saint Pierre, pour qu'il les communiquât aux autres. D'ailleurs, lorsque Jésus-Christ adressa ces paroles aux apôtres, Pierre n'était pas encore constitué chef de l'Église universelle, puisque le Sauveur ne lui avait pas encore dit : *Paissez mes brebis* ; or, est-il vraisemblable que Jésus-Christ ait voulu former une Église et une hiérarchie sans avoir désigné le chef des membres qu'elle devait

comprendre? Et quand même on admettrait que ces paroles signifient la juridiction, il est facile de répondre que cette juridiction ne fut pas donnée alors, mais seulement promise aux apôtres, pour qu'ils l'exercassent sous la dépendance du chef qui lui serait donné. Si Dieu disait à quelqu'un : *Tu seras roi*, il ne l'investirait pas immédiatement de la dignité royale : mais il lui prédirait qu'il la tiendrait, un jour, de l'élection des hommes. Il en est à peu près ainsi des paroles si souvent rapportées.

» Il y en a qui m'opposent ce raisonnement : Les apôtres reçurent immédiatement de Jésus-Christ la juridiction; donc, les évêques, leurs successeurs, la reçoivent de la même manière. — Cette conclusion ne me paraît pas juste. C'est comme si l'on disait : Adam reçut un corps immédiatement de Dieu, donc, les hommes, successeurs d'Adam, reçoivent le leur de la même manière. C'est une règle des légistes que la personne subrogée ne participe à la nature de celui qu'elle remplace, que jusqu'à suffisance. Les évêques ne sont pas pleinement et en tout successeurs des apôtres. Il est certain, par exemple, que l'évêque d'Antioche, successeur de saint Pierre, et ceux qui occupèrent le siège d'Éphèse après saint Jean, n'avaient pas la même étendue de juridiction que ces deux apôtres. Les évêques ont succédé aux Apôtres dans la puissance de consacrer, tandis que le Pape a succédé à saint Pierre dans tous ses pouvoirs, et il en fait part aux prélats inférieurs. Le Pape seul est Vicaire général de Dieu, et lui seul tient immédiatement de Dieu sa juridiction; les autres évêques reçoivent la leur du Souverain Pontife.

» Mais objecte-t-on encore il est écrit : *Ipse dedit quosdam... pastores et doctores* (Ephes. 4-11.) et ailleurs : *Attendite... universo gregi in quo vos Spiritus sanctus posuit episcopos, regere Ecclesiam Dei*. (Act. 20-28.) Et de plus dans la cérémonie de la consécration des évêques, l'Église leur applique la parabole du serviteur prudent et fidèle que le Seigneur a



établi sur sa famille, ce qui signifie la juridiction. — Oui, Dieu a établi les pasteurs, comme il a établi tout ce qu'il y a de bon parmi les créatures, ou par lui-même, ou par d'autres. Et il est vrai, dans ce sens, de dire que les princes et les magistrats séculiers sont établis de Dieu ; mais non pas tous immédiatement. Je demande ensuite comment le Saint-Esprit a placé les évêques dans l'Eglise pour la gouverner ? les a-t-il placés de sa main sur le siège épiscopal ? Non, sans doute, mais ils ont été élus par le peuple, et créés par le consécuteur. Le passage objecté ne signifie donc pas qu'ils avaient été placés immédiatement par le Saint-Esprit. Quant à la parabole alléguée, ou elle est prise dans le sens littéral, ou selon sa signification. Mais dans le premier sens, on y parle de la sollicitude d'un père de famille, et non de l'action divine, et dans le second, l'application peut toujours s'en faire aux évêques, que Dieu les établisse immédiatement ou médiatement ; dans l'un et l'autre cas, cette parabole ne prouve rien contre l'opinion que je défends. »

Laynez refute encore par les mêmes principes des objections du mêmes genre, tirées de l'Ecriture ou des pères, qu'il résout avec la même facilité. Il observe que parmi les pères allégués contre lui, il n'y en a aucun qui ait employé le mot *immédiatement*, ni une expression équivalente ; tandis que d'autres pères, tels que saint Léon, saint Grégoire-le-Grand, saint Bonaventure, etc., affirment positivement que la juridiction des évêques vient du Souverain Pontife. D'où l'orateur argumente ainsi : Quelques pères soutiennent que la juridiction des évêques vient de Dieu ; d'autres, qu'elle vient du Pape. Ou il faut avouer qu'ils se contredisent, et qu'un grand nombre d'entre eux sont dans l'erreur sur un article aussi grave que celui de la hiérarchie, sentiment qui n'est ni probable, ni édifiant ; ou pour les mettre d'accord, et reconnaître la vérité dans ce que disent les uns et les autres, on doit interpréter leurs sentiments et les réduire à cette pro-

position : que les évêques viennent de Dieu, moyennant le Pape. Laynez arrive ensuite aux autres difficultés qu'on lui opposait, et poursuit à peu près en ces termes :

« Quelques-uns objectent que si la puissance des évêques ne vient pas de Dieu, ils ne peuvent rien définir en concile, et ce qu'ils définisse n'est pas de foi. Il leur suffit qu'ils tiennent leur puissance du Pape, et de là vient qu'il n'y a point de concile légitime, si le Souverain Pontife n'y concourt ; et les décisions du concile sont le jugement de Dieu même, en tant qu'elle viennent du Pape, qui est assisté du Saint-Esprit.

» On fait encore contre cette opinion le raisonnement suivant : l'épiscopat est un sacrement ; il est donc de droit divin : mais la juridiction appartient à l'épiscopat, elle est donc aussi de droit divin. — Pour résoudre cette difficulté, je ne me rangerai pas parmi ceux qui nient la première proposition ; je me contente d'en nier la conclusion, car tout sacrement peut fort bien subsister sans la juridiction dans celui qui le reçoit.

» Mais, me dit-on, dans les premiers siècles, Aérius condamné comme hérétique, pour avoir soutenu que les évêques ne sont pas supérieurs aux prêtres de droit divin. Et Martin V, dans une bulle publiée au concile de Constance, condamna comme hérétiques ceux qui niaient que la juridiction des évêques fût supérieure à celle des prêtres. Cependant il n'y a d'hérésie que lorsqu'on soutient des opinions contraires au droit divin. — L'hérésie d'Aérius consistait à dire que tous les prêtres sont égaux de droit divin : il y comprenait donc aussi le Souverain Pontife, qui de droit divin, est supérieur à tous. Quant à la bulle de Martin V, il faut observer que l'Eglise condamne aussi comme hérétiques ceux qui soutiennent ou font quelque chose contre le droit ecclésiastique, lorsque par là ils montrent des sentiments contraires à quelque vérité de droit divin, qui se trouve renfermée dans

ce qui est de droit ecclésiastique. Ainsi on a condamné comme hérétiques les Iconoclastes, parce que la profanation des images renferme le mépris de Dieu et de ses saints. C'est donc avec raison qu'on a condamné comme hérétiques ceux qui niaient que la juridiction des évêques fut supérieure à celle des prêtres, parce qu'ils niaient par la même l'autorité que tient du droit divin le Souverain Pontife, qui rend ceux-ci inégaux à ceux-là dans la juridiction.

» En réfutant l'opinion contraire, j'ai établi la mienne. Je n'insisterai donc pas sur les preuves directes qui l'appuient ; il me suffira d'ajouter que les saints pères, dont j'ai déjà invoqué l'autorité, disent tous que la juridiction des évêques peut se perdre entièrement et leur être ôtée. Elle n'est donc pas de droit divin, car ce qui est de droit divin n'est point variable, ni dépendant de la volonté et de la puissance des hommes.

» Ceci me ramène à une objection que je ne veux point laisser de côté. Des théologiens prétendent que la juridiction des évêques est de droit divin, mais que le Pape en assigne la matière et les lieux. — Il suivrait de là que le Pape ne fait rien de plus dans l'Église que ce que faisaient les magistrats parmi les Gentils, qui, après avoir placé leurs flamines, leurs archiflamines, leurs protoflamines, ne se mêlaient plus de leurs fonctions. Que dis-je ? si cette juridiction était de droit divin, la matière le serait aussi, et la circonscription des diocèses serait invariable ; car la juridiction est une espèce de relation ; or toute relation reçoit ses termes de la cause qui lui donne l'existence ; et les termes de la relation, dont nous parlons ici, sont ces deux mots : *supérieur* et *sujet*. Si donc les évêques recevaient de Dieu cette juridiction déterminée ils recevraient aussi de lui leurs sujets particuliers ; et il serait faux de dire qu'ils tiennent leurs diocèses du Pape et le Pape ne pourrait pas les déposer, ni les faire passer d'un diocèse à un autre. Je vais encore plus loin. Si les évêques tiennent

de Dieu leur juridiction, ils la reçoivent ou limitée ou illimitée : dans le premier cas, le Pape ne peut ni étendre, ni resserrer les limites de leurs diocèses ; dans le second, la juridiction des évêques s'étend sur tous les pays, et alors l'Eglise n'a plus un seul chef, mais autant de princes universels qu'il y a d'évêques.

» Non, reprennent les adversaires, le Pape ne peut pas ôter aux évêques leur juridiction qu'ils ont reçue de Jésus-Christ ; il ne peut que leur en défendre l'exercice, que Jésus-Christ ne leur a pas donné. Eh ! à quoi bon une juridiction impuissante par elle-même, et qui ne peut être exercée ? Un don qui n'a en soi aucune valeur, est-il donc digne de Jésus-Christ ? Et pour tout dire en peu de mots : Ou ces paroles : *Paissez mes brebis*, furent adressées à saint Pierre seulement et à ses successeurs, et alors elles signifient évidemment que cet apôtre avait la plénitude de juridiction sur toute l'Eglise en sorte qu'il est l'unique source d'où tous les évêques tirent leur autorité ; ou le Sauveur les adressa à chacun des évêques, et dans ce cas, on ne peut plus dire avec fondement ce que les adversaires reconnaissent comme nécessaire, que la matière de la juridiction a été soumise par Jésus-Christ au Souverain Pontife pour qu'il la distribue aux évêques particuliers ; et si cette opinion est une fois admise, il ne reste plus rien sur quoi l'on puisse appuyer solidement la monarchie et l'unité de l'Eglise. J'ajoute, pour conclure, que cette manière de penser et de dire, que le Pape donne seulement la matière de la juridiction, est nouvelle, étrangère aux docteurs les plus recommandables, et qu'il faut la rejeter comme pleine de dangers (4). »

Telle fut en substance l'opinion de Laynez. Son discours mit fin à la discussion générale sur l'institution des évêques et sur les autres articles que le concile se proposait de dé-

(4) Pall., *Istor. del concil. di Trento*, lib. XVIII, cap. 15.

créer, ou de définir dans la prochaine session. Le même jour, les légats ajoutèrent à la commission de rédaction quatre nouveaux membres, qui devaient, avec leurs collègues, faire subir aux canons et aux chapitres projetés les modifications que demandaient un certain nombre de pères. Il était difficile de formuler une rédaction qui satisfît unanimement des esprits si partagés sur de si graves questions. Ce fut néanmoins le but que se proposa la commission. Elle apporta une attention incroyable à son œuvre, mais surtout au septième canon, objet de tant de débats. Elle conçut, elle combina une infinité de formules, de tournures et de termes, pour exprimer le dogme sans irriter les esprits prévenus, ou leur donner lieu de faire des interprétations plus ou moins éloignées de l'enseignement de la foi. Elle parvint enfin à arrêter une rédaction, que les légats résolurent de présenter aux pères, dans la congrégation du 29 octobre ; mais, pour prévenir les troubles qu'ils craignaient de la part des évêques espagnols, ils daignèrent auparavant la leur communiquer. Ces prélats n'en furent point contents. Le 29, quelques moments avant l'ouverture de la congrégation, plusieurs d'entre eux allèrent, à la suite de Guerrero, demander aux légats que le septième canon fût promulgué tel qu'il avait été dressé du temps de Jules III, les menaçant, si on ne faisait pas droit à leurs réclamations, de porter leurs plaintes au roi catholique et aux autres princes, et de ne plus assister aux réunions des pères. Le cardinal de Mantoue répondit avec autant de dignité que de modération, que les légats rempliraient dans cette circonstance, comme dans les autres, le devoir de leur charge ; que les évêques espagnols ne devaient pas, à leur propre désavantage et au détriment du bien public, s'élever contre le sentiment commun du concile.

Cependant la manifestation des Espagnols pouvait avoir des suites sérieuses ; les légats ne se le dissimulaient pas ; ils craignaient encore que les évêques français, qu'on atten-



dait de jour en jour, ne vinssent renforcer le parti des dissidents et que la scission établie entre les opinants amenât la dissolution du concile (1).

Les légats étaient sous l'impression de ces tristes prévisions, lorsque, le 30 octobre, arrivèrent à Trente environ quarante évêques italiens. Ils insistèrent d'abord pour qu'il ne fût rien changé au septième canon, tel qu'il avait été proposé en premier lieu, disant qu'il n'était pas juste que, dans le concile, une imposante majorité fût obligée de céder à un petit nombre de prélats d'une même nation. Ils prièrent ensuite les légats de hâter les congrégations et le concile, afin que le monde chrétien pût jouir bientôt de ses décisions, et que les évêques fussent enfin rendus à leurs églises, où leur présence devenait de plus en plus nécessaire.

Les légats, fidèles à leur prudence, ne hâtèrent point leurs démarches, au risque de perdre par leur précipitation le bien qu'ils pouvaient obtenir par une sage longanimité. Ils la poussèrent jusqu'à porter leurs investigations sur un projet de décret que leur avaient fait remettre les évêques espagnols. Après un mûr examen, ils le modifièrent, mais dans un sens favorable, au sentiment de ceux qui l'avaient fait et le présentèrent ensuite aux Italiens, conçu en ces termes :

« Si quelqu'un dit que la puissance qu'ont les évêques d'ordonner, de confirmer et d'enseigner, n'est pas de droit divin, ou bien que la puissance de juridiction que les évêques exercent n'a pas été donnée par Jésus-Christ dans le Pontife romain, son Vicaire, de qui elle dérive, aux évêques, lorsqu'ils sont appelés au partage de sa sollicitude pastorale, ou bien que les évêques ne sont pas supérieurs aux prêtres, qu'il soit anathème. »

Les modifications que reçut ce projet ainsi rédigé ont occa-

(1) *Epist. Legator ad card. Borrom. int. Epist. Pog.* à Lagomars., edit., t. III p. 170.

sioné la diversité de termes avec laquelle le rapportent différents auteurs ; mais il se trouve tel que nous le reproduisons ici dans les actes de Paleotto, dont on prenait toujours l'avis en pareilles circonstances.

Les Italiens n'approuvèrent pas les égards excessifs qu'on avait pour les Espagnols, et attaquèrent la formule qu'ils avaient fait présenter, la trouvant trop large dans sa première partie, et trop resserrée dans la seconde. Ils consentirent néanmoins dans l'intérêt de la paix, à l'admettre, si les Espagnols voulaient aussi l'accepter. Mais les Espagnols en furent moins contents encore à cause des modifications qu'elle avait subies. Guerrero surtout ne pouvait souffrir qu'on y dit que les évêques sont appelés au partage de la sollicitude du Pontife romain, attendu que les évêques ne sont pas ses vicaires, mais les vicaires de Jésus-Christ.

Le cardinal Scripandi, qui n'avait pu assister à la séance, n'avait aucune part à la rédaction du septième canon. Dès qu'il en eut connaissance, il la trouva ambiguë, équivoque et sujette à ces mauvaises interprétations que l'on doit surtout éviter dans les définitions théologiques, et il y en substitua une autre conçue en ces termes :

« Si quelqu'un dit que ce n'est pas par l'institution de Jésus-Christ qu'il y a des évêques dans l'Église catholique, et que ceux-ci, lorsqu'ils sont appelés par le Pontife romain, son Vicaire sur la terre, à partager sa sollicitude pastorale, ne sont pas de vrais et légitimes évêques, supérieurs aux prêtres, et qu'ils n'ont pas la même dignité et la même puissance qu'ils ont eue jusqu'à présent, qu'il soit anathème. »

Les pères commencèrent l'examen de cette nouvelle rédaction vers les premiers jours du mois de novembre ; les délibérations furent longues, et les avis fort sagement motivés. Guerrero s'obstina dans le sien ; mais il fut complètement réfuté par Marino, archevêque de Lanciano, et Marc-Antoine Colonna, archevêque de Tarente, qui parlèrent après lui.

Dès-lors, les Espagnols restèrent presque seuls de leur côté ; mais plusieurs s'en rapprochèrent ensuite, lorsque Guerrero, continuant à faire valoir l'argument, sur lequel il fondait l'espoir de la victoire, reprit qu'il n'était pas juste que ce qui avait été unanimement accordé aux évêques par les pères du concile, sous Jules III, leur fût enlevé sous le pontificat de Pie IV ; que le canon par lequel est anathématisé quiconque nie que les évêques sont institués de Dieu et de droit divin, avait été alors examiné dans une congrégation générale, approuvé par une grande majorité, et qu'il n'y manquait plus rien pour en faire la promulgation dans une session solennelle.

Ayala, évêque de Ségovie, appuyant l'assertion de l'archevêque de Grenade, produisit un scrutin sur lequel il prétendait avoir écrit son vote, avec la date du jour où il croyait l'avoir donné.

La nécessité força les légats de rechercher la vérité du fait. Massarelli, secrétaire du concile, qui avait exercé les mêmes fonctions sous Jules III, la découvrit tout entière. Il prouva par les actes du concile que les pères avaient en effet, après les discussions des théologiens, commencé à délibérer sur l'article en question, le 29 novembre 1551 ; que, le 14 janvier 1552, ils avaient nommé dix-huit d'entre eux, pour former le canon ; qu'après l'avoir rédigé, les membres de la commission l'avaient porté, le 18 janvier, à la congrégation générale ; mais qu'avant d'aller aux voix, on avait accédé aux prières des ambassadeurs de l'électeur de Saxe et du duc de Wurtemberg qui demandaient qu'on attendît l'arrivée de leurs théologiens ; que, sur ces entrefaites, les pères ayant été dispersés par les troubles de la guerre, ce canon, loin d'avoir été approuvé, n'avait pas même été dûment examiné ; que, depuis lors, le concile ayant été suspendu pendant dix ans, on n'avait pu remettre ce décret en discussion ; que l'évêque de Ségovie et l'archevêque de Grenade

avaient donc été trompés par leurs souvenirs; qu'ils avaient peut-être pris pour le sentiment des pères sur ce canon, les avis qu'ils avaient exprimés sur les réponses des théologiens; qu'en tout cas, à l'époque indiquée par Ayala, le canon n'avait pas encore été formé.

Ces révélations détachèrent des Espagnols tous les autres prélats; et, quoiqu'elles ne terminassent pas la dispute, elles permirent cependant aux légats de reprendre la question de la résidence, qu'ils avaient réservée (1). Depuis longtemps, le cardinal de Mantoue l'avait formulée dans un projet de décret, qu'il distribua aux pères dans la congrégation générale du 6 novembre. Il les pria de l'examiner à loisir, pour mûrir le jugement qu'ils en porteraient, quand le jour de la discussion serait venu. Et, afin qu'aucune crainte humaine n'influencât leur esprit, il les avertit que cette rédaction était conforme à l'intention de l'empereur et du roi d'Espagne; et qu'elle ne contrariait point celle du roi de France, puisque le seigneur de Lansac, son représentant, se mettait peu en peine de la nature du droit de la résidence, pourvu qu'on amenât les évêques à résider (2).

Les pères reçurent cette communication avec faveur, et reprirent leurs délibérations sur la question du sacrement de l'ordre. Mais la discussion, d'abord si vive, devint pénible et languissante. Une secrète inquiétude dominait toutes les pensées. La renommée apportait chaque jour à Trente la nouvelle de l'arrivée prochaine du cardinal de Lorraine, et d'un grand nombre d'autres prélats français, et répandait sur leurs dispositions des bruits alarmants. L'imagination effrayait les esprits par le souvenir du concile de Bâle et de la pragmatique-sanction, et l'on craignait de voir se renouveler à Trente les tristes scènes qui avaient signalé cette

(1) Pallav., lib. XVIII, cap. 16.

(2) *Diarium* Torelli, ap. Martène, *Feter. script... ampliss. collect.*, tom. VIII, col. 1292 et seq.

époque de schisme. Or quel bouleversement n'allaient pas mettre dans les affaires du concile quarante prélats et peut-être un plus grand nombre de sorbonistes, que la renommée faisait venir à Trente avec de pareilles intentions? On n'avouait pas tout haut ces craintes; mais on se les communiquait tout bas, et l'on s'y affermissait d'autant plus.

Le Souverain Pontife lui-même avait longtemps partagé ces appréhensions; mais il avait été rassuré par une lettre du cardinal qui lui protestait qu'il ne porterait à Trente d'autre intention que celle de travailler avec les pères à la gloire de l'Eglise et du Saint-Siège. Le roi d'Espagne avait aussi entendu ces bruits; et sans en attendre le démenti, il ordonna aux prélats de son royaume, de s'opposer à tous les efforts qu'on pourrait faire pour ébranler l'autorité du Siège apostolique, déjà trop menacé par les hérétiques.

A la même époque, l'empereur Ferdinand envoya à ses ambassadeurs de nouvelles recommandations; mais, quoiqu'elles fussent plus modérées que ses précédentes instructions, elles n'offraient cependant pas cet esprit catholique qui régnait dans celles de Philippe II. Ainsi, s'il recommandait à ses représentants d'acquiescer au décret porté dans la vingt-deuxième session, touchant l'usage du calice, vu qu'il négocierait lui-même cette affaire pour ses peuples avec le Saint-Siège, d'omettre celles de ses premières demandes qui pourraient offenser les pères, et de proposer seulement les autres; il voulait aussi qu'ils pressassent, d'accord avec les Français, l'affaire de la réformation, qui procédait trop lentement à son gré, et pour laquelle il désirait qu'on laissât momentanément les questions dogmatiques, ou du moins qu'on ne s'en occupât point de manière à ralentir la discussion des questions de discipline. Enfin, il leur ordonnait de pressentir si les Français souffriraient que l'ambassadeur du roi d'Espagne fût en même temps un des représentants de l'empereur, pour prévenir toute contestation sur la préséance.



Lansac n'était point disposé à admettre un expédient qui ne garantissait pas assez les droits de son souverain, à moins qu'il n'obtint du concile une déclaration formelle par laquelle les pères reconnaîtraient qu'il devait comme représentant du roi très-chrétien, occuper le premier rang après l'ambassadeur de l'empereur. Cette déclaration présageait de nouveaux troubles pour l'avenir et augmentait encore les craintes que leur inspirait l'arrivée prochaine des prélats et des docteurs français. Soit pour dissiper ces sinistres prévisions, soit pour exprimer la joie qu'ils éprouvaient à l'approche du cardinal de Lorraine et de sa suite nombreuse, Lansac et ses collègues redoublaient de politesse envers les légats, et mettaient beaucoup de modération et d'aménité, dans leurs procédés à l'égard des pères, qui, de leur côté, prodiguaient les prévenances envers les ambassadeurs. Il ne fut pas difficile, dans de pareilles circonstances, aux représentants de Charles IX, d'obtenir la prorogation de la session, et même la suspension de deux ou trois congrégations qui devaient la précéder, afin que le cardinal et les autres évêques français pussent y assister. Les légats accueillirent cette demande avec faveur, et la proposèrent aux pères dans la congrégation du 9 novembre. Tous s'empressèrent d'embrasser l'avis du cardinal de Mantoue, et jugèrent, comme lui, qu'on devait donner cette marque de déférence au cardinal de Lorraine, dont la science et la haute sagesse auraient seules justifié ce délai, quand même les disputes précédentes n'auraient pas empêché de préparer les décrets. La session fut donc, d'un consentement unanime, prorogée jusqu'au 26 novembre (1).

En 1562, le nom de Guise brillait dans l'Europe d'un éclat qu'il n'a point perdu dans l'histoire. L'Église et la monarchie l'environnaient de leur estime et de leur reconnaissance.

(1) Pallav., lib. XVIII, cap. 17. — *Acta Torelli*, apud Martène, *Veter. script.... collect. ampliss.*, t. VIII, col. 1292 et seqq.

Charles de Guise, cardinal de Lorraine, partageait de si glorieux témoignages : les services éminents qu'il avait rendus à la religion et à l'état, avaient affermi le trône que son nom et ses grandes qualités lui avaient déjà élevé dans tous les cœurs catholiques, et l'avait placé lui-même au premier rang du clergé français. Cette réputation et ces souvenirs le précédèrent au concile, où ils tinrent longtemps les pères dans l'attente de son arrivée.

Il était resté en France tant qu'il avait pu y servir l'Église par ses conseils et par son influence auprès du jeune monarque ; mais les huguenots, par leur révolte et leurs violences, amenèrent les choses au point où la voie des conseils devenait inutile ; il fallut recourir à la force pour comprimer cette faction ; et ce fut le duc de Guise qui fut appelé à remplir cette mission. Tandis que son frère, ministre magnanime du Dieu des armées, combattait glorieusement les ennemis de l'Église, le cardinal de Lorraine allait siéger parmi les ministres du Dieu de la paix, réunis pour condamner les erreurs des hérétiques. Il partit pour le concile, accompagné de quatorze évêques, de trois abbés et d'un bon nombre de théologiens presque tous docteurs de Sorbonne (1). Il était encore

(1) Vinrent à Trente, avec le cardinal de Lorraine, Nicolas de Pellevé, archevêque de Sens ; Louis de Génoulhac, évêque de Tulle ; Gabriel le Veneur, évêque d'Évreux ; Nicolas Psaulme, évêque de Verdun ; Tristan de Biset, évêque de Saintes ; Louis de Brézé, évêque de Meaux ; Jérôme Dubourg, évêque de Chalon-sur-Marne ; François Beaucaire de Peguillon, évêque de Metz ; Charles d'Angennes, évêque du Mans ; Gilles Spifame, évêque de Nevers ; Charles de Roussy, évêque de Soissons ; Louis de Bueil, évêque de Vence ; Étienne Boucher, évêque de Quimper-Corentin ; Antoine Le Cirier, évêque d'Avranché ; Jean Claussé, évêque de Senez ; Pierre Duval, évêque de Séez. Si nous en croyons Man, Simon de Maille, archevêque de Tours, accompagnait aussi le cardinal de Lorraine ; mais nous ne trouvons pas son nom parmi les signatures que les autres prélats apposèrent aux actes du concile. Aux évêques français que nous venons de nommer, il faut en ajouter quelques autres qui étaient déjà venus ou qui vinrent à Trente encore plus tard. Ainsi, Eustache du Bellay, évêque de Paris, était arrivé le 14 avril ; Pierre Danès, évêque de Lavaur, le 14 mai ; Bernard del Bene, évêque de Nîmes, le 3 juin ; François de la Vallette-Cornusson, évêque de Vabres, le 3 novembre ; Gabriel de Boveri, évêque d'Angers, le 10 du même mois. On y vit en-

à quelques journées de Trente, lorsque Grassi, évêque de Montefiascone, et Urbain Vigerio de la Rovere, évêque de Sinigaglia, vinrent le complimenter, le premier, au nom du Pape, le second, au nom du concile. Les pères eux-mêmes se portèrent en foule à sa rencontre, quand on sut qu'il approchait de Trente. Les légats en habit de voyage, allèrent le recevoir bien au-delà des portes de la ville; les deux premiers, malgré le refus réitéré du cardinal de Lorraine, le placèrent au milieu d'eux, et entrèrent ainsi solennellement avec lui dans la ville, à travers une grande foule avide de jouir d'un spectacle si imposant; après eux venaient les deux autres légats avec le cardinal Madrucci, que suivaient, dans le plus bel ordre, les ambassadeurs ecclésiastiques de l'empereur et du roi de Pologne, et plus de cent trente évêques. Les am-

suite arriver Guillaume Barton de Montbas, évêque de Lectoure, le 14 novembre; Charles d'Espinay, évêque de Dol, le 2 décembre; Philippe du Bec, évêque de Vannes, le 4 du même moi; Jean de Morvilliers, évêque d'Orléans, le 17 janvier 1563; Guillaume d'Avançon, archevêque d'Embrun, le 14 février. Antoine-Marie Salviasi, évêque de Saint Papoul, Pierre d'Albret, évêque de Comminges et Jacques-Marie Sala, évêque de Viviers, prenaient part depuis longtemps aux travaux du concile. En sorte que l'église de France était représentée à Trente par un cardinal, deux archevêques et vingt-quatre évêques, auxquels nous pouvons ajouter Louis de Baissey, abbé de Cîteaux; Jérôme de Souchier, abbé de Clairvaux; Claude de Sainctes, abbé de Lunéville, plus tard évêque d'Évreux; Jean de Contignon, procureur de Cluny; et Nicolas de Boucherat, procureur de Cîteaux. A la suite du cardinal, ou des autres prélats français vinrent aussi à Trente, ou en qualité de leurs théologiens, ou comme députés de l'Université de Paris: Nicolas Maillard, doyen de l'Université; Jean Peltier, principal du collège de Navarre; Antoine de Mouchy (plus connu sous le nom de Démochares), docteur de Sorbonne; Nicolas de Brie; Jacques Hugonis, franciscain; Simon Vigor, plus tard archevêque de Narbonne; Richard Depré; Noël Paillet, qui mourut à Trente peu de jours après son arrivée; Robert Fournier, docteur en théologie et chanoine d'Amiens; Antoine Coquier et Lazare Broichot, tous membres de l'Université; Georges Girard, docteur en théologie; Gentian Hervet, chanoine de Reims; Bernard Bernardi (Ficler écrit Berard), inquisiteur d'Avignon; Pierre Ariedieu, du Mans, ces deux derniers de l'ordre de Saint Dominique; Jean Chartougue, Jean de Verdun, de l'ordre de Saint Benoît; Jacques Alain, de Vannes, frère mineur de l'observance; Hérard Carpentier, de Reims, et un autre qu'on ne désigne que sous le nom de Nicolas, français, de l'ordre des Carmes.

bassadeurs laïques de France, de Venise et de Toscane précédaient le cortège à cheval. Aucun honneur ne manqua, ce jour-là, au rang et au mérite du cardinal de Lorraine (1).

Le jour suivant, il alla lui-même, accompagné des ambassadeurs français, rendre visite aux quatre légats, et leur exprima des sentiments qui calmèrent les craintes que des bruits inquiétants leur avaient inspirées. Il n'était venu, leur dit-il, que pour travailler avec eux au bien général de l'Église, et jamais il ne s'écarterait de ce but. Plein de respect pour les légats, il leur témoignerait en toute circonstance une soumission entière comme aux représentants du Souverain Pontife, auquel il voulait rester dévoué.

Il salua ensuite les légats au nom du roi, de la part de qui il apportait des lettres pour eux et pour tout le concile. L'objet de ces lettres était de leur mettre sous les yeux les calamités présentes d'un royaume autrefois si florissant, afin que le concile, répondant à l'espoir du roi et de ses sujets, y portât des remèdes efficaces. Le cardinal ajouta qu'il désirait être admis à une assemblée générale, pour y exposer ce que le roi lui avait ordonné de dire, et en particulier, pour demander des explications sur un certain projet de ligue contre

(1) Torelli, *Diar. ap. Martène, op. cit.*, col. 1294. — Ficler, *Histor. Descript.*, ap. Le Piat, t. VII, part. II, p. 343. — Pallav., lib. XVIII, cap. 17.

L'archevêque de Zara parlant de l'entrée du cardinal de Lorraine, fait, en ces termes, le portrait de l'illustre prélat : « Les légats parlent du cardinal de Lorraine comme du plus précieux sujet qu'ait l'Église de Dieu ; et vraiment je n'en vois aucun dans son ordre qui réunisse plus de qualités rares : il est encore jeune, resplendissant de santé et de beauté, de la première noblesse de France et très-riche ; il porte dans tout son extérieur les marques de la vertu et d'une vie exemplaire. Pendant plus de quinze ans il a manié les plus grandes affaires du monde. Il est d'une éloquence à ravir, habile, plein d'esprit, très-versé dans les sciences, surtout dans les sciences ecclésiastiques, et capable de les enseigner, de les prêcher, de les défendre, de les soutenir contre les hérétiques eux-mêmes. Enfin, à mon avis, on ne peut pas voir un sujet plus accompli que le cardinal de Lorraine... »

(Lettre de Mutio Calini, archevêque de Zara, au cardinal Cornara, écrite de Trente, le 16 novembre 1562, apud Baluz, *Miscell.*, t. IV, append., p. 271).

les protestants, qu'un bruit, répandu en Allemagne, attribuait aux pères ; que le roi s'était conduit dans ces circonstances, comme son devoir l'exigeait, comprenant qu'une ligue semblable en provoquerait une autre non moins redoutable entre les ennemis de la foi, et allumerait ainsi une incendie qu'il serait impossible d'éteindre. Il termina, en disant qu'après avoir rempli la mission que son souverain lui avait confiée, il laisserait aux ambassadeurs le soin des affaires publiques, se bornant de son côté, à travailler de tout son pouvoir aux intérêts du concile, au maintien et à l'accroissement de l'autorité pontificale (1).

Telles étaient en effet les dispositions du cardinal de Lorraine ; mais elles furent plus d'une fois contrariées par les nécessités de sa position : attaché par son rang à une cour, où régnaient les préjugés peu catholiques de Catherine de Médicis, il avait été encore chargé par cette princesse de faire prévaloir au concile le système de ménagements, de concessions, qu'elle avait toujours rêvé ; et cette mission, quoique le cardinal ne pût se résoudre à la remplir dans toute son étendue, gêna toujours ses convictions ardemment catholiques, et le caractère épiscopal qu'il avait si noblement déployé en d'autres circonstances ; et le mit souvent dans l'alternative ou de manquer à son souverain, ou de négliger les intérêts de l'Église. Embarrassé d'un rôle que lui avaient imposé la grandeur de sa naissance et son rang parmi les Français, et qui était cependant si peu digne de l'une et de l'autre, il céda d'abord au besoin de dissiper tous les doutes qu'il pouvait élever sur son dévouement au Saint-Siège, et pria les légats de communiquer au Souverain Pontife ses instructions, avant de les porter à la connaissance des pères.

(1) Lettre de M. de Lansac à M. de l'Isle, du 16 novembre, dans les *Mém. de Dupuy*, p. 317 et suiv. — Lettre des légats au cardinal Borromée, citée intégralement par Lagomars., *Epist. et Orat. Pog.*, t. III, p. 180 et suiv.



Il ne fallait vraiment rien moins que cette marque de déférence, pour éloigner de la réputation du cardinal de Lorraine la responsabilité odieuse de ces instructions. Voici en substance ce qu'elles portaient :

1° La réforme complète tant de l'Église en général que de l'église gallicane en particulier est le remède le plus efficace qu'on puisse apporter aux calamités de la France. Mais pour l'obtenir telle, on doit débarrasser le culte de certains usages superstitieux, régler les cérémonies, corriger les mœurs des clercs, et déterminer le mode des élections, de sorte qu'elles n'élèvent aux ministères sacrés que des hommes capables d'instruire le peuple par leur doctrine, et de l'édifier par leurs exemples. Qu'on n'ordonne aussi les prêtres qu'à un âge où ils sont moins sujet à l'entraînement des passions, si l'on ne peut trouver d'expédient plus sûr.

2° Puisque le Pape, dit-on, pense à réformer aussi les cours des princes séculiers, le cardinal de Lorraine déclarera que le roi de France est disposé à accepter cette réformation, pourvu qu'il en soit averti auparavant, afin qu'il puisse faire les observations qu'il jugera nécessaires, et qu'on laisse intacts les privilèges accordés aux mérites de sa couronne.

3° Le cardinal de Lorraine demandera, pour tout le royaume, la communion sous les deux espèces, l'usage de la langue française dans l'administration des sacrements, dans les prières publiques, le chant des psaumes en français aux vêpres, dans les églises paroissiales, sinon dans les églises cathédrales, ou collégiales, ou monachales.

4° Lorsqu'il s'agira, dans le concile, de relâcher certaines lois ecclésiastiques qui retardent souvent la conversion des hérétiques, celles par exemple qui interdisent le mariage aux prêtres, et, aux injustes détenteurs, la possession des biens enlevés à l'Église, le cardinal de Lorraine, d'accord avec les évêques et les ambassadeurs français, se prononcera dans le

sens de ces concessions, et fera en sorte de les obtenir. Que ni lui, ni les autres évêques ne fassent aux hérétiques un mystère des intentions de Sa Majesté, afin que ceux-ci connaissent la bienveillance qu'Elle leur porte.

5° Le cardinal et les autres prélats, à qui l'état de la France est bien connu, proposeront d'eux-mêmes tout ce qu'ils jugeront utile à son bien particulier.

6° Enfin, il déclarera que, la réformation une fois ordonnée, le roi adoptera les autres décrets du concile, en son propre nom et au nom de ses peuples, et qu'il ne souffrira pas qu'on les transgresse impunément dans ses États (4).

On reconnaît dans ces instructions l'esprit et la pensée de Catherine de Médicis : elle n'avait découvert dans les profondeurs de sa politique irrégulière d'autre moyen de soumettre les sectaires que de leur faire les concessions qu'ils exigeaient, et de rejeter sur le concile la responsabilité d'un expédient aussi honteux qu'inutile. Mais les pères avaient la conscience de leur devoir ; et ils ne le trahirent pas plus en faveur de cette princesse, que pour complaire à l'empereur.

Le cardinal de Lorraine devait encore leur présenter des lettres de la part de Charles IX, mais une fièvre de rhume ne lui permit pas de leur faire cette communication aussitôt qu'il l'aurait voulu. Le cardinal Seripandi profita de ce temps pour le mettre au courant de la fameuse controverse sur l'institution des évêques, pour sonder son sentiment ou le gagner au sien. Le cardinal de Lorraine conseilla aux légats de confier cette question à une commission composée de deux évêques de chaque nation, ou de la retirer de la discussion, si on ne pouvait la résoudre par ce moyen. Mais le premier parti aurait favorisé l'opinion déjà trop forte de ceux qui voulaient que les suffrages se donnassent par nations, et

(4) *Mém. de Dupuy*, p. 335 et suiv.

non par têtes; il n'était plus temps de s'arrêter au second. Les légats n'acceptèrent donc ni l'un ni l'autre; mais ils rendirent hommage aux vues pacifiques et aux sages intentions du cardinal (1).

Délivré enfin de la maladie qui le retenait dans ses appartements, l'illustre prélat parut pour la première fois au concile, dans la congrégation générale du 23 novembre. Il y fut conduit de son hôtel par le patriarche de Jérusalem, les archevêques d'Otrante et de Grenade, les évêques della Cava, de Coïmbre, de Salamanque et de Viterbe, que le concile lui avait délégués. Lorsqu'il entra, les pères se levèrent, les présidents descendirent des degrés de leurs sièges pour aller le recevoir, et le conduire à la place qui lui avait été préparée. Les pères s'étant assis, les ambassadeurs français s'avancèrent au milieu de l'assemblée, et Lansac, le premier d'entre eux, présenta les lettres de son souverain écrites en français et traduites en latin, avec cette adresse : « Sanctissimis et Reverendissimis Patribus congregatis in sacrosanctâ synodo tridentinâ (2). » Le secrétaire en donna lecture à l'assemblée; ensuite le cardinal de Lorraine se leva et parla en ces termes :

« Illustres Seigneurs, Très-Révérends Evêques,

» Les lettres, dont vous venez d'entendre la lecture, vous sont adressées par le Roi Très-Chrétien, du consentement de la reine-mère, du roi de Navarre et des grands du royaume, conseillers de la couronne. Moi qui ai été chargé de vous les apporter, je ne remplirais ma mission qu'à demi, si je ne vous donnais maintenant l'explication qu'elles exigent dans les principaux points; et c'est ce que je vais faire le plus brièvement qu'il me sera possible.

(1) Pallav., lib. XIX, cap. 2.

(2) *Mém.* de Dupuy, p. 326 et suiv. — Labbe, t. XIV, p. 4181. — *Acta* Torelli, ap. Martène, op. cit., col. 1294 et seq.

» Vous l'avez entendu : elles vous rappellent d'abord l'état de ce royaume autrefois si florissant, si glorieux, si puissant, si fidèle à ses princes. Mais que les temps sont changés ! ah ! permettez que, surmontant la douleur qui m'accable, je vous mette sous les yeux l'état présent de notre infortuné pays : la France n'est plus ; elle est tombée avec son antique gloire. Telles sont, illustres ambassadeurs, les vicissitudes des empires. La main de Dieu s'est appesantie sur nous, vénérables Pères et mes Frères ; oui, les mœurs corrompues de tous les ordres, l'abandon de la discipline ecclésiastique ont provoqué sur nous la juste vengeance du Seigneur. On n'a pas étouffé l'hérésie dans son berceau, et elle a excité ces effroyables bouleversements ; de là ces dissensions déplorables, ces rapines, ces guerres atroces qui désolent ce beau royaume ; la mort s'y promène sous ses formes les plus hideuses, accompagnée du deuil et de la douleur. Les sanctuaires de Dieu sont profanés ; les prêtres, les religieux sont égorgés jusqu'aux pieds des autels ; les signes visibles des sacrements sont foulés aux pieds ou jetés dans les flammes ; çà et là brillent des foyers sinistres qu'alimentent les ornements des églises ; de tous côtés s'élèvent les lueurs impies des bûchers dressés avec les images, les tableaux, les statues arrachées des temples, avec les livres de chœur, les ouvrages les plus riches et des plus anciennes bibliothèques, les monuments les plus vénérables de nos archives ; on brûle les reliques des saints pour en jeter la cendre aux vents ou dans les fleuves. On ne craint pas même, et je frémis d'horreur à cette pensée, on ne craint pas d'exhumer de leurs tombeaux et d'outrager les restes des Pontifes, des empereurs, des rois, des princes, des évêques, et d'autres défunts sans exception ; un redoublement de rage s'attache surtout à la mémoire de ceux qui ont bien mérité de l'Église. Partout on blasphème le nom du Seigneur ; l'esprit du mensonge parle par l'organe de tous ceux qui ont usurpé le ministère de la parole de

Dieu ; les pasteurs sont dispersés, et les loups ravagent la bergerie. Enfin (et c'est ici le plus grand de tous nos malheurs), l'adorable sacrifice de nos autels est partout interrompu. Or, quels sont les maux qui fondent sur les rois et sur les royaumes, lorsqu'on n'y élève plus vers le Ciel la victime de propitiation ; les prophètes vous l'ont prédit, l'histoire vous l'apprend, et vous le voyez aujourd'hui dans l'état misérable de la France : la majesté royale y est couverte de mépris, l'autorité méconnue ; on y refuse les impôts et les dîmes ; les droits sont abolis, les lois réduites au silence ; chacun n'en connaît plus d'autre que ses passions, et mesure sa vengeance sur la profondeur de sa haine. Des apôtres de désordre poussent le peuple à la destruction ; et, dans leurs prêches incendiaires, ils proposent d'établir l'anarchie sur les ruines de la monarchie.

» Ce sont là, illustres ambassadeurs, des leçons que vous devez méditer ; car les maux de la France qu'il vous est maintenant donné de considérer d'un œil tranquille, peuvent un jour vous atteindre, si ce royaume, voisin des états que vous représentez, vient, en s'écroulant, à vous entraîner dans sa chute ; vous vous désoleriez alors ; mais ce serait trop tard. »

Après avoir tracé ce sombre tableau, le cardinal, au nom du roi, conjure les pères de contribuer de tout leur pouvoir à la paix de l'Église, et au retour du calme dans celle de France, de travailler surtout à une réformation dont le besoin avait fourni aux hérétiques un prétexte spécieux pour se soulever contre Dieu et contre les rois. Puis il finit en ces termes :

« Je me suis acquitté de ma mission : si vous désirez d'autres informations, vous les recevrez des illustres ambassadeurs du Roi. Pour moi, et pour tous les évêques de France, mes collègues, nous protestons, dans ce saint concile de l'Église universelle, que nous voulons être soumis au Saint-



Père Pie IV, souverain Pontife ; car nous reconnaissons sa primauté sur toutes les églises de la chrétienté, et jamais nous n'en éluderons les ordres ; nous vénérons aussi les décrets de l'Église catholique et du concile général ; nous nous soumettons à votre autorité, Très-Illustres et Très-Révérends Légats du Saint-Siège ; nous nous unissons à vous tous, Vénérables Pères, et nous nous réjouissons d'avoir pour témoins de nos sentiments les très-illustres ambassadeurs des princes. Que le Saint-Esprit nous éclaire et nous dirige tous dans nos opérations. Honneur et gloire à Dieu, Père de notre Seigneur Jésus-Christ (1) ! »

Le cardinal de Mantoue, profondément ému, comme toute l'assemblée, du discours du cardinal de Lorraine, lui répondit par un éloge, aussi délicat que mérité, de la noble maison de Lorraine, du cardinal en particulier, dont il loua les qualités et les services, et de tous les évêques venus de France avec lui pour partager les travaux du concile (2).

L'archevêque de Zara, chargé de répondre au cardinal de Lorraine au nom de tous les pères, lui exprima, en termes aussi dignes qu'éloquents, la douleur que tous avaient ressentie au récit des malheurs de la France, le désir et l'espoir qu'ils nourrissaient de concourir au bien de cette grande nation en travaillant au bien général de l'Église (3).

Arnaud Du Ferrier parla à son tour : il combla d'éloges le cardinal de Lorraine, et rendit hommage aux intentions de son souverain, qui, dit-il, pouvant en trois jours pacifier ses états (4), aimait cependant mieux défendre les intérêts de

(1) *Instruct. et Lettres des rois très-chrétiens*, etc., concernant le concile de Trente, tirées des *Mém. de Dupuy*, p. 328 et suiv. — Labbe, t. XIV, p. 1182 et seq. — Raynaldi, ad ann. 1562, n. 109-110. — *Lettre de Calino au card. Cornara*, du 23 novembre, ap. Baluz., *Miscellan.*, t. IV, *append.*, p. 272.

(2) *Acta Torell.*, ap. Martène, op. cit. col. 1295.

(3) Labbe, t. XIV, p. 1187.

(4) Du Ferrier prétendait, sans doute, que le roi pouvait établir la paix en faisant

l'Église et l'autorité du Saint-Siège. Insistant ensuite sur la réforme, il ajouta que Charles IX ne demandait rien qui ne fût conforme aux divines Écritures, aux saints pères, aux conciles, aux décrets des Pontifes, et qu'il désirait seulement qu'on rétablît dans leur intégrité des règlements disciplinaires consacrés par des autorités si imposantes. Enfin, avant de spécifier les demandes qu'il avait à faire au concile, il pria les pères de hâter les discussions déjà commencées, afin d'en entreprendre au plus tôt de plus graves et de plus nécessaires.

Les légats ne lui firent point de réponse, parce qu'il tenait d'une simple déférence, et non de l'usage, la faveur de parler dans l'assemblée; mais le secrétaire, tourné vers les ambassadeurs français, leur dit que les pères examineraient avec soin les propositions qu'ils venaient de leur soumettre, et que le concile leur donnerait sa réponse dans un temps opportun (1).

Le 24 novembre, les pères reprirent la marche de leurs discussions, que ces incidents avaient interrompue. La rédaction du septième canon, projetée par le cardinal Seripandi, en était toujours le sujet. L'évêque de Leira occupa toute la séance. Trois pères seulement exposèrent leur sentiment dans la congrégation suivante. Et le 26 novembre, jour où devait se publier le décret, plus de cent évêques attendaient encore le moment de dire leurs avis. On fut obligé, pour les entendre, de proroger la session jusqu'au 17 du mois suivant (2).

Outre la question agitée, on devait encore en décider beaucoup d'autres; et comme les congrégations ordinaires ne suffisaient pas pour les préparer, les légats résolurent d'en tenir

aux hérétiques toutes les concessions qu'ils demandaient. Mais des concessions que défendent la religion, la conscience et le droit, ont-elles jamais amené la paix ?

(1) Raynaldi, ad ann. 1562, n. 413 et seq. — *Mém.* de Dupuy, p. 332 et suiv.

(2) Pallav., lib. XIX, cap. 4.

deux par jour ; ces réunions multipliées n'auraient pas encore suffi, si la discussion n'avait pas été débarrassée des longs discours qui la faisaient languir sans éclaircir la question. Le cardinal de Mantoue pria donc les pères de ne pas donner à leurs avis des développements trop prolixes, de ne pas reproduire une opinion que d'autres auraient déjà émises, afin d'acquiescer à la question le temps qu'absorbaient ces redites et cette exubérance de paroles et d'arguments (1).

Le cardinal de Lorraine appuya de quelques nobles observations les paroles du premier légat. Mais les évêques espagnols ne purent se décider à faire grâce à l'assemblée d'un seul argument en faveur de leurs opinions ; et quoique les ambassadeurs de Philippe II leur eussent recommandé, au nom de ce prince, de s'abstenir de pareilles disputes, ils ne crurent pas devoir sacrifier la liberté de parler au respect pour leur souverain.

Dans la congrégation du 4<sup>re</sup> décembre, Melchior Avosmediano, évêque de Cadix, manifesta le premier cette disposition : il attaqua le septième canon, rédigé par le cardinal Seripandi : selon lui, ce projet de canon était conçu en termes trop restreints, puisqu'on n'y regardait comme véritablement évêques que ceux qui étaient appelés par le Pape au partage de la sollicitude ; que les autres cependant n'étaient pas moins évêques que les Ambroise, les Augustin, etc., dont il n'est pas dit qu'ils eussent été ainsi appelés ; que l'usage même des premiers siècles de l'Eglise paraissait avoir été contre le Pontife romain. Il ajouta qu'au moment où il parlait l'archevêque de Saltzbourg pouvait créer quatre évêques sans recourir au Pape.

Cette assertion ainsi présentée pouvait produire sur l'auditoire une fâcheuse impression et ébranler peut être des convictions déjà arrêtées ; pour la prévenir, le cardinal Simo-

(1) Raynaldi, ad ann. 1562, n. 118.

netta, interrompant l'orateur, reprit que, dans ce cas, l'archevêque de Saltzbourg usait, non d'un droit mais d'un privilège que lui avait accordé le Saint-Siège.

L'évêque de Cadix, qui n'avait point fait cette remarque, supporta impatiemment qu'un autre la lui suggérât, et pria brusquement le légat de le laisser continuer. Cet acte de vivacité déchaîna l'indignation que la hardiesse de son discours avait déjà soulevée dans le cœur de plusieurs des pères. Ceux-ci alors s'écrièrent inconsidérément : *A la porte ! Anathème ! C'est un hérétique !* Ils invoquèrent même contre lui les rigueurs de l'inquisition. D'autres encore moins maîtres de leur indignation, la témoignèrent par des signes bruyants pour couvrir la voix et la parole de l'orateur. Quelqu'un entraîné par l'ardeur de la contradiction au delà des limites de la justice, rejeta sur tous les évêques, compatriotes d'Avosmediano, les torts d'un seul, et se plaignit qu'ils inquiétassent, plus le concile que les hérétiques eux-mêmes. Les prélats espagnols repoussèrent cette accusation injurieuse et la renvoyèrent à celui qui la leur adressait.

Les légats parvinrent enfin à ramener le calme dans l'assemblée ; et l'évêque de Cadix, poursuivant sa thèse avec plus de réserve qu'auparavant, ajouta que les évêques, quoique tous ne soient pas appelés par le Pape, lui sont néanmoins tous soumis ; qu'il a la plénitude de la juridiction, mais qu'il ne peut, sans une raison impérieuse, en ôter l'exercice et la matière aux évêques, une fois qu'il les leur a donnés. Enfin, il demanda qu'on déclarât que les évêques sont supérieurs aux prêtres de droit divin. Après son discours, il se plaignit, avec beaucoup de modération et en termes fort convenables, qu'il eût été condamné avant de s'être pleinement expliqué ; comme si on voulait accuser de blasphème le prophète royal pour avoir dit : *Non est Deus*, avant d'avoir lu les paroles qui suivent : *dixit insipiens*. En effet, la seconde partie de son discours corrigea ce qu'il y avait de dur dans la

première, et presque tous approuvèrent sa pensée, quand il l'eut complètement développée (1).

Témoin de la scène bruyante à laquelle les paroles d'Avos-mediano avaient donné lieu, le cardinal de Lorraine dit d'une voix trop basse pour être entendue de beaucoup, mais d'un ton trop ému pour ne pas être remarqué de tous : C'est inconvenant : je ne me serais jamais attendu à quelque chose de semblable. De retour à son hôtel, il aurait, dit-on, ajouté : Si un pareil affront avait été fait à un français, j'en aurais immédiatement appelé à un concile plus libre. Et si on ne met un terme à un abus si criant, nous retournerons tous en France. »

Les légats partageaient le sentiment qui dictait ces paro-

(1) Des écrivains hostiles à la religion ont raconté avec une intention de scandale, ces débats théologiques, dont ils ont encore exagéré la vivacité ; et au lieu d'y voir une nouvelle preuve de la liberté avec laquelle les opinions se produisaient au concile, ils n'en ont pas moins soutenu que les pères étaient esclaves de la volonté du Pape, et que, dans la crainte de lui déplaire, ils n'osaient pas avouer leurs pensées. Il nous semble qu'Avosmediano et Guerrero, par exemple, n'étaient guère retenus par ce sentiment. Aussi le docteur Fontidonius, alors présent au concile, ne craignit-il pas d'apporter cet argument contre un hérétique allemand qui, sous le nom de Fabricius Montanus, reprochait aux pères, entre autres choses, leur dépendance de Rome : « Vous faites un crime aux pères, lui disait-il, de se régler en tout sur la volonté du Souverain Pontife. Que n'êtes-vous ici, Fabricius ! En contemplant la majesté de ce sacré sénat ; en voyant la liberté avec laquelle chacun exprime son avis, quand son tour de le dire est venu, vous confesseriez peut-être que les pères, pour remédier aux plaies de l'église, n'épargnent rien, pas même l'autorité pontificale, pour laquelle ils ont d'ailleurs un respect si profond ; vous verriez avec quelle vigueur, avec quel courage ils contredissent s'il le faut, et si le salut de l'église le requiert, quoique, à vrai dire, je n'aie rien aperçu, jusqu'à présent, qui ne tende au bien de l'église, et en quoi le Saint Père soit opposé aux membres du concile. » (Petri Fontidon., Orat. ap. Labbe, t. XIV, col. 1788).

Les débats de ce genre étaient inévitables dans une assemblée où s'agitaient les plus grands intérêts de l'humanité. Chacun des délibérants, pénétré de l'importance de sa mission, la remplissait avec autant de conscience que de savoir ; et comme, dans les vérités non encore définies, son opinion lui paraissait la meilleure, il la soutenait, ainsi qu'il le devait, jusqu'à ce que le contraire lui eût été démontré, ou que le concile en eût jugé autrement. Si, à cause des accidents de caractère, de tempérament, de préjugés, d'éducation, la dignité personnelle des pères perdait quelquefois à ces débats, c'était un inconvénient inhérent à toute assemblée délibérante ; mais la vérité y gagnait toujours.



les ; et, en ouvrant la congrégation du lendemain, le cardinal de Mantoue averti les pères, en termes fort nobles d'éviter désormais les procédés de la veille ; qu'autrement lui et ses collègues se retireraient de l'assemblée. Le cardinal de Lorraine, qui avait la parole avant tous les autres, joignit à cet avertissement des reproches aussi graves que modestes ; mais il ajouta que la détermination des légats, dans l'éventualité d'un cas semblable, loin de rémédier à ces sortes d'abus, ne servirait au contraire qu'à les encourager ; qu'il fallait donc recourir à un mode de répression plus efficace à l'égard de ceux qui blesseraient le respect dû à une assemblée si vénérable. Ces paroles, généralement bien accueillies, produisirent sur l'assemblée un heureux effet ; mais Noguera, évêque d'Alifa, sembla prendre à tâche de le détruire.

Trois jours après, ce prélat dissertant sur le projet du septième canon, avança que les évêques, même après la mort du Sauveur, avaient été élus, non par saint Pierre, mais par Jésus-Christ lui-même ; et il cita, à l'appui de son assertion, l'élection de saint Mathias, dans laquelle, d'après saint Chrysostôme, le prince des apôtres aurait simplement déclaré le choix, et exécuté l'ordre de Dieu. Il ajouta que cette élection s'opéra par l'intervention des apôtres, lorsque le saint-Esprit leur dit : *Segregate mihi Paulum et Barnabam in opus ad quod assumpsi eos* ; en sorte que la ségrégation et la consécration viennent des hommes, mais que Jésus-Christ seul confère la puissance.

L'orateur sortait de l'objet des délibérations. La controverse avec les hérétiques se réduisait à cette question : Les évêques, promus par le Pape, sont-ils légitimes et institués par Jésus-Christ. Il ne s'agissait donc pas d'affirmer que des évêques peuvent être élevés à cette dignité sans l'intervention du Pape, beaucoup moins d'attaquer l'autorité pontificale, que des évêques ne devraient jamais mettre en question. Hosius fit ces observations à l'évêque d'Alifa. Mais Noguera

lui répliqua que ces deux questions avaient entre elles une telle connexité qu'on ne pouvait pas traiter l'une sans parler de l'autre. Guerrero se leva alors pour appuyer l'évêque d'Alifa, et Caselio, pour réfuter Guerrero. La dispute tournait encore au tumulte. Pour le prévenir, Simonetta invita Caselio à garder le silence, et laissa parler Noguera. Quand il eut fini son discours, le cardinal Hosius, pressé par le cardinal de Lorraine, éleva de nouveau la voix, et représenta que soutenir que les évêques peuvent être élus et institués sans l'intervention du Souverain Pontife, c'était parler en faveur des hérétiques ; car ceux-ci peuvent dire à leur tour que leurs évêques sont légitimes, quoique créés en dehors de l'autorité pontificale, et qu'ils reçoivent leur puissance de Dieu.

Noguera voulait répliquer ; mais le cardinal Simonetta réprima cet excès d'obstination et lui ordonna de laisser parler les autres. Les pères, même les Espagnols, approuvèrent tous un reproche si bien mérité (1).

Le cardinal de Lorraine rendit enfin à la question toute la grandeur : le 5 décembre, il la traita pendant deux heures, avec autant d'éloquence que de savoir (2), et proposa, sur les chapitres et les canons, diverses modifications que nous allons indiquer.

Le premier chapitre doctrinal contenait cette proposition : *In omni lege sacerdotes cum sacrificio fuisse conjunctos* ; or l'orateur demanda qu'elle fût remplacée par ces mots : *Sa-*

(1) Pallav., lib. XIX, cap. 5. — Lettre des légats au card. Borromée, citée par Largomarsini, *Epist. et Orat. Pogg.*, t. III, p. 188.

(2) Intenderà con questa, écrivirent les légats au card. Borromée, le 6 novembre, come il venerdì dopo pranzo Mgre illustriss. di Lorena disse il voto suo, e lo disse così dottamente, con così bell'ordine, e con tanta pietà e vehemenza, che contentò ognuno, e fece restare la più parte de' Padri maravigliati del giudizio, della scienza, dell' eloquenza sua, in modo che per molto che egli dicesse, che non fu meno d'una hora e mezzo forse due, non parve a niuno che fosse longo, stando tutti attentissimi ad udire e notare le gravi e belle sue ragioni, senza fare uno strepito al mondu. »

(Citée par Largomarsini, *Epist. et Orat. Poggiani*, t. III, p. 290).

*cerdotium et sacrificium fuisse conjunctum*. Car, sous la loi de nature, tous les premiers-nés avaient été prêtres; mais il n'était point certain que tous eussent sacrifié.

Dans le même chapitre, le mot *Salvator* devait, selon lui, être suppléé à celui de *Servator*, qui, employé par les anciens latins, était moins usité que le premier dans l'Église, et offrait une signification trop vague. Ce double amendement fut accepté.

Il jugea en outre que, dans le chapitre troisième, on devait éviter les expressions de *matière* et de *forme*; non pas que l'une et l'autre ne fussent en effet nécessaires, mais parce que la matière du sacrement de l'ordre ne saurait être facilement déterminée; il désirait d'ailleurs qu'on y parlât de l'imposition des mains, si souvent mentionnée dans les deux Testaments. Les pères approuvèrent ses raisons; et, dans le canon, l'on employa les termes généraux de *paroles* et de *signes extérieurs* pour exprimer les parties intégrantes nécessaires à l'ordination sacramentelle. On y fit aussi mention de l'imposition des mains, mais non comme d'une partie essentielle.

A l'occasion du chapitre cinquième, qui a complètement disparu du décret définitif, il traita la question principale: il n'approuvait pas qu'on dît que les évêques sont institués de droit divin, à cause des interminables débats que cette question pouvait soulever dans l'Église. Sans doute, ajoutait-il, l'ordre épiscopal vient immédiatement de Dieu, et la puissance de la juridiction est également conférée par Dieu à l'Église universelle; car il ne dépend pas de l'Église qu'elle ne soit régie par un Pape et par des évêques; elle n'est pas libre de s'ériger en aristocratie ou en gouvernement populaire; mais elle est obligée de conserver le régime monarchique, de se soumettre à un pontife universel et à des évêques particuliers; et cette forme de constitution vient immédiatement de Dieu. Bien plus, dans chaque évêque

cette partie de la juridiction qui est surnaturelle, tire son origine immédiate de Dieu, les hommes ne pouvant produire ni donner le surnaturel, telle que la juridiction qui s'exerce au tribunal de la pénitence. Ce n'était pas à dire pour cela que le pouvoir des évêques fût égal à celui du Pape; non, disait l'orateur, on ne doit aujourd'hui avoir rien de plus à cœur que de défendre l'autorité de la Chaire Apostolique, contre laquelle d'innombrables sectes, en désaccord sur tout le reste, s'accordent à conspirer. On ne porte point préjudice à cette autorité sacrée en disant que la juridiction des évêques vient immédiatement de Dieu, qui la donne à son Église, mais qu'elle ne s'exerce que sur la matière assignée par le Souverain Pontife, qui peut l'étendre ou la restreindre, qui doit toujours jouir du libre pouvoir d'élire, d'appeler, d'envoyer, etc., sans quoi la raison de chef universel ne subsisterait plus. Quand saint Paul dit de lui-même : *Paulus apostolus non ab hominibus, neque per hominem...*, il indique que, par un privilège spécial, il avait reçu sa mission du Seigneur lui-même, et que par conséquent tous les autres la reçoivent de l'homme, c'est-à-dire du Vicaire de Jésus-Christ. Le cardinal de Lorraine ajouta que la juridiction épiscopale ne découle pas de l'ordre, puisque, s'il en était ainsi, ni le vicaire général, ni le chapitre, pendant la vacance du Siège, ne pourraient l'exercer; et qu'on ne pourrait appeler de l'évêque au métropolitain, attendu que celui-ci ne serait pas plus supérieur à son suffragant par la juridiction, que par l'ordre. — Que d'ailleurs on devait omettre ces sortes de discussions et s'occuper de ce qui appartenait à l'institution des vrais ministres de l'Église.

Des chapitres doctrinaux, le cardinal de Lorraine passa aux canons : il fit observer, sur le sixième, que le terme de *hiérarchie* était préférable à celui de *principauté*, qui en effet fut sacrifié à l'autre.

Dans l'intention de prévenir les disputes que le septième

pouvait réveiller, il proposa, après en avoir préalablement conféré avec les légats, de le rédiger en ces termes : « Si quelqu'un dit que les évêques ne sont pas institués par Jésus-Christ dans l'Église, ou que par la sainte ordination ils ne sont pas supérieurs aux simples prêtres, qu'il soit anathème. »

Tel était le sentiment du cardinal de Lorraine. La plupart des évêques français y donnèrent leur adhésion pure et simple; quelques-uns cependant penchèrent pour celui des Espagnols. Beaucaire, évêque de Metz, prétendit que les évêques sont les successeurs des apôtres; que ceux-ci furent élus par Jésus-Christ, sans en excepter saint Mathias, à l'égard de qui le sort ne fit que manifester la volonté divine; que les évêques ont par conséquent leurs fonctions propres en dehors de la délégation du Souverain Pontife; quant au terme de *plénitude de puissance*, sur lequel plusieurs s'appuyaient, il l'expliquait comme saint Chrysostôme avait expliqué le terme de *plénitude de grâce*; comme cette dernière plénitude avait évidemment été différente dans Jésus-Christ, dans la Sainte Vierge, les apôtres et les autres saints; ainsi la plénitude de puissance avait dans le Pape et les évêques des limites respectives.

Les évêques italiens se prononcèrent presque tous pour l'opinion la plus favorable au Souverain Pontife.

Laynez voyait avec peine des disputes qui retardaient les affaires du concile, sans éclaircir la question : il fut cependant contraint de se mêler aux débats, soit pour fortifier les arguments qu'on avait apportés en faveur du Souverain Pontife, soit pour donner aux difficultés des adversaires une solution plus complète; et c'est ce qu'il fit avec la précision et la science qui lui étaient ordinaires. Aux arguments de son premier discours, il en ajouta d'autres, empruntés de l'histoire, du droit canon, de l'observation, du raisonnement, pour prouver que la juridiction vient du Pape, et qu'elle ne résulte pas de la consécration. Il conclut en disant



qu'il fallait définir que les évêques sont institués de droit divin, quant à l'ordre, mais ne rien dire de la juridiction, sur laquelle les docteurs étaient si partagés ; que le concile n'était point rassemblé pour décider les questions agitées dans l'école, mais pour condamner les hérésies, et opérer la réforme des mœurs (1).

Avant la fin de cette dispute, les légats avaient soumis à l'examen de sept théologiens et de cinq canonistes la rédaction du septième canon, proposée par le cardinal de Lorraine. On la trouva généralement insuffisante. Les canonistes et le P. Laynez, membres de la commission, jugèrent même que les conséquences de ce projet ainsi rédigé pouvaient aboutir à un schisme. Les autres dirent qu'il ne remplissait ni l'intention, ni le but du concile, puisqu'il ne condamnait pas les hérétiques ; qu'elle leur fournirait au contraire un prétexte de plus pour dire que leurs évêques étaient légitimes ; qu'elle réprouvait l'opinion d'un grand nombre d'écrivains catholiques, d'après lesquels saint Pierre seul fut créé évêque par Jésus-Christ, et les autres apôtres le furent par saint Pierre ; enfin que dire que *les évêques sont institués par Jésus-Christ*, comme le portait la rédaction, c'était avancer d'une manière équivalente ou plus forte qu'*ils sont institués de droit divin* ; que cette idée qu'on avait voulu éviter, reparaissait donc dans la première expression, qui ne serait pas mieux reçue (2).

Le cardinal de Lorraine, quoique péniblement surpris des critiques qu'avait essuyées sa rédaction, les supporta cependant avec assez de patience. Il ne craignit pas d'en hasarder deux autres, qui subirent avec plus de succès une appréciation non moins sévère, comme nous le dirons en son lieu.

Pie IV, informé des bruyants débats qui avaient accompa-

(1) Pallav., lib. XIX, cap. 6.

(2) *Ibid.*

gné la discussion sur l'institution des évêques, exhorta ses légats à supprimer une question également dangereuse, superflue et compliquée ; à la renvoyer du moins à la prochaine session, ou bien encore à proroger la session jusqu'au 15 janvier, en ajoutant aux points, qu'on devait y définir la question du sacrement de mariage.

Ces divers expédients présentaient aux légats de graves difficultés, qu'ils communiquèrent au Pape. En attendant sa réponse, ils crurent pouvoir faire à l'agitation des esprits une heureuse diversion en reprenant la question de la résidence, qui cependant était peu propre à les calmer. Mais comme ils surent qu'à Rome on incriminait même leurs intentions, ils chargèrent Visconti, évêque de Vintimiglia, d'aller les justifier auprès du Souverain Pontife, de lui exposer nettement l'état du concile, et de le prier en même temps de leur déclarer positivement si sa volonté était : 1° qu'on supprimât la question de l'institution des évêques, quand même les Espagnols ne devraient plus assister aux fonctions publiques, au risque de la dissolution du concile, et peut-être même d'un schisme ; — 2° qu'on empêchât les pères, même malgré eux, de traiter la question de la résidence, quoique cela pût paraître contraire à la liberté du concile ; — 3° qu'on s'opposât aux ambassadeurs français, s'ils voulaient, comme on le disait, porter au concile des propositions contraires à l'autorité pontificale, quoique les mots *proponentibus Legatis* eussent déjà excité tant de troubles (1).

Tandis que Visconti remplissait sa mission, les légats soumirent, le 40 décembre, à l'examen des pères une nouvelle rédaction du canon VII faite par le cardinal de Mantoue, et modifiée ensuite d'après les observations du cardinal de Lorraine et de quelques autres prélats.

(1) Pallav., lib. XIX, cap. 9.

Appelé par son rang à dire le premier son avis, le cardinal de Lorraine l'exprima avec une sagesse et une éloquence qui excita l'admiration des pères. Il montra d'abord aux pasteurs des âmes les maux que leur absence cause à leurs peuples : puis il leur rappela leurs devoirs qu'il réduisit à trois principaux : instruire par eux-mêmes les peuples confiés à leurs soins, se sacrifier pour eux, et les nourrir de saines doctrines ; et demanda que cette triple obligation fût ensuite inscrite dans le décret.

Quant à la question du *droit* de la résidence, il soutint qu'elle est de droit divin, et appuya son opinion sur des passages de l'Écriture auxquels il donnait une interprétation fort ingénieuse. Cependant, ajoutait-il ce précepte, parce qu'il est affirmatif, oblige *toujours*, mais non *pour toujours* ; car il est des motifs qui nécessitent quelquefois l'absence des pasteurs : tels que, par exemple, les besoins de l'Église ou même ceux de l'état. Et ce sont ces raisons de convenance et d'utilité publique qui légitiment l'absence des pairs de France, des conseillers de la couronne, des électeurs de l'Empire.

Pour les cas particuliers et imprévus, il fut d'avis qu'on les laissât au jugement du Souverain Pontife, et, dans les pays lointains, au jugement du métropolitain, ou du plus ancien évêque ; mais il soutint en même temps qu'aucun motif, hors de la force majeure, ne peut exiger une absence perpétuelle, ou même trop prolongée ; que, par conséquent, on ne devait pas permettre le séjour habituel de la cour, de celle de Rome, comme des autres, aux prélats que leurs plaisirs ou leurs intérêts seuls y retenaient. Et afin d'aider par quelque avantage l'accomplissement de ses mesures, il proposa d'ajouter aux faveurs promises par le projet de décret, la faculté d'absoudre des cas réservés dans la bulle *In cænâ Domini*, non pour restreindre l'autorité pontificale, mais pour subvenir à la faiblesse des coupables, dont la

plupart n'iraient pas chercher à Rome l'absolution de leurs crimes (1).

Ce discours obtint les applaudissements de tous, et n'ébranla aucune conviction. Mécontent d'un triomphe si stérile, le cardinal de Lorraine traita assez durement les opinions rivales; mais ceux qui les partageaient, avaient le droit de les émettre, et ils ne le sacrifièrent point aux qualités de leur illustre adversaire. Chacun soutint sa thèse avec la même indépendance et la même prolixité. Il régna dans les opinions une grande diversité. On peut néanmoins les réduire à trois principales :

La *première* voulait qu'on définit absolument que ceux qui ont charge d'âmes sont tenus à la résidence de précepte divin;

La *seconde* demandait qu'on adoptât le décret projeté sous Jules III, en y ajoutant seulement les causes particulières qui peuvent justifier l'absence des pasteurs;

La *troisième* au contraire se prononçait pour le projet présenté par le cardinal de Mantoue; mais en même temps elle y proposait tant de changements qu'elle en faisait un projet tout nouveau (2).

La question n'en était encore qu'à ce point, le 16 décembre; et, le lendemain, devait avoir lieu la session. L'assemblée fut donc obligée de la proroger à une époque incertaine, qu'elle se réserva toutefois de déterminer dans l'espace de quinze jours.

Sur ces entrefaites arrivaient de France des nouvelles sinistres, ou favorables, qui exigeaient du concile des offices funèbres, ou de solennelles actions de grâces. Tantôt on apprenait que les armées catholique et huguenote étaient en

(1) Pallav., lib. XIX, cap. 7. — Lettre de Visconti, du 10 décembre, ap. Baluz, *Miscel.* (edit. de Mansi), t. III, in *append.*, p. 434.

(2) Lettre de Visconti, du 21 décembre, Baluz., *Miscell.*, t. III, *append.*, p. 436.

présence, et les pères interrompaient leurs travaux pour appeler par des prières publiques, les bénédictions du Seigneur sur les soldats de sa cause. Bientôt après, la nouvelle de la victoire que le duc de Guise avait remportée sur les huguenots, invitait le concile à rendre gloire au Dieu des combats ; mais le souvenir des seigneurs catholiques morts dans la mêlée, réclamait en même temps de sa pitié le secours de ses prières (1). Ces différentes cérémonies consumaient un temps déjà trop court pour les discussions. On fut encore obligé d'ajouter un délai de quinze jours ; mais bientôt ce terme parut trop rapproché, et d'un consentement unanime il fut prorogé jusqu'au 4 février de l'an 1563 (2).

Les ambassadeurs français n'attendirent pas cette époque pour saisir le concile des demandes qu'ils étaient chargés de lui faire. Le 3 janvier ils les présentèrent aux légats, auxquels il donnèrent les témoignages les plus respectueux et la promesse la plus expresse que leur souverain abandonnait ces propositions au libre jugement du concile ; mais ils les pressèrent en même temps de les porter le plus tôt qu'il leur serait possible (3).

Ces demandes, au nombre de trente quatre, étaient relatives aux clercs, aux bénéficiers, aux évêques, abbés et prieurs, enfin à d'autres points communs.

Nous donnons ici le résumé des unes et des autres. Le roi demandait donc :

I. *Relativement aux clercs*, que chacun exerçât l'office, les fonctions de son ordre ; que, dans la collation des ordres, on observât les interstices prescrits par les canons ; qu'on n'ele-

(1) Lettre de l'archevêque de Zara au cardinal Cornara, ap. Baluz, *Miscell.*, t. IV, *append.*, p. 282 et seqq. — Torelli, *Diar.* ap. Mariène, *Veter. Script... ampliss... Coll.*, t. VIII, col. 1301.

(2) Pallav., lib. XIX, cap. 8-9.

(3) Lettre de M. de Lansac à M. de l'Isle, du 4 janvier 1563, *Mém.* de Dupuy, p. 362 et suiv.



vât personne à la prêtrise sans lui donner en même temps un titre de bénéfices, ou un ministère ecclésiastique, et seulement lorsqu'il aurait atteint un âge moins sujet à l'incontinence ; que les prêtres et les autres ministres ecclésiastiques se mêlassent seulement d'affaires convenables à leur ministère.

*Relativement aux bénéficiers :* Que tous eussent un office ecclésiastique, et l'exercassent, ou par eux-mêmes, ou par des coadjuteurs ; que chacun n'eut qu'un bénéfice ou qu'il n'en retint qu'un de ceux qu'il aurait déjà, et qu'on abolît la distinction inconnue à l'antiquité des *compatibles* et des *incompatibles* ; que les bénéfices vacants ne fussent pas donnés à des étrangers ; qu'ils fussent conférés dans les six premiers mois qui suivent la vacance, ou que la collation en fut dévolue au supérieur immédiat, graduellement jusqu'au Pape ; qu'on n'imposât aucune pension sur les bénéfices ; qu'on abolît les expectatives, les commendes, les regrès, les résignations en faveur de certaines personnes ; que les chanoines capitulaires fussent âgés au moins de vingt-cinq ans, et assidus à l'office ; que les procès sur le pouvoir de la collation, ou de la nomination, ne se prolongeassent pas au-delà de six mois, et que celui, qui, pendant ce temps, aurait été constitué pour desservir l'église, ne fût point tenu de rendre les fruits qu'il aurait perçus, ni pendant, ni après le procès ; que, dans les procès pour causes de bénéfices, on retranchât la distinction de *pétitoire* et de *possessoire* ; que le jugement s'exécutât sans appel ; et que si l'appel était admis, celui qui, après avoir gagné son procès, le perdrait devant un nouveau tribunal, ne fût point obligé de restituer les revenus ; qu'on ne nommât aux bénéfices-cures que des pasteurs capables de gouverner le troupeau confié à leurs soins, de l'édifier et de l'instruire ; qu'ils lui fissent des instructions religieuses, pendant l'avent et le carême, les dimanches et les jours de fêtes ; qu'après la messe, ils fissent des prières publiques en langue

vulgaire ; qu'avant d'administrer les sacrements, ils en expliquassent la nature et la vertu ; que l'évêque ou le prince pourvût les curés d'une subsistance suffisante pour leur entretien et celui de quelques clercs, et pour les devoirs de l'hospitalité,

III. *Relativement aux évêques, aux abbés et aux prieurs* : Qu'on n'élevât à l'épiscopat que des hommes capables d'en remplir les fonctions par eux-mêmes, d'instruire et d'édifier leurs ouailles ; que les évêques, par eux-mêmes, ou par d'autres, prêchassent dans toute l'étendue de leurs diocèses, les jours de dimanches, de fêtes et de jeûne, pendant l'avent et le carême ; que la juridiction de l'ordinaire s'étendît à tous les fidèles de son diocèse, excepté aux chefs d'ordre, à leurs monastères, et aux ordres qui tenaient des chapitres généraux, qu'il ne prononçât l'excommunication que pour des fautes très-graves, et après une triple monition ; qu'on tint des synodes diocésains, tous les ans ; des synodes provinciaux, tous les trois ans, et un concile général tous les dix ans, quand il n'y aurait pas d'empêchement ; qu'on ne choisît pour abbés ou prieurs réguliers que ceux qui auraient enseigné les saintes lettres dans une académie, et qui y auraient reçu les degrés ; qu'ils érigeassent des écoles dans leurs monastères et y exerçassent l'hospitalité ; qu'à la première vacance, on rétablît dans leur état primitif les prieurés simples, dont on avait séparé la charge des âmes pour l'assigner à un vicaire avec une modique rétribution.

IV. Les ambassadeurs proposèrent, en dehors de ces trois catégories, d'autres demandes sur des points généraux de discipline : elles se réduisaient aux articles suivants :

Que, dans les églises paroissiales, il fût permis aux fidèles de chanter les psaumes et des cantiques en langue vulgaire ; qu'on leur accordât la communion sous les deux espèces, comme au temps des Papes Léon et Gélase ; que les degrés d'affinités, de parenté et d'alliance spirituelle fussent obser-

vés et même resserrés, et que personne n'en fût dispensé, excepté les princes pour des raisons d'intérêt public ; qu'on donnât au peuple des idées saines sur le culte des images ; et qu'on détruisît les abus qui auraient pu s'introduire dans les pèlerinages, parmi les confréries et dans les honneurs rendus aux reliques des saints ; qu'on rétablît l'ancien usage des pénitences et des prières publiques pour apaiser la colère divine : qu'à l'égard des cathéchismes, on ordonnât ce que l'empereur avait déjà proposé au concile (1).

Telles furent, en substance, les demandes que firent les ambassadeurs français : on les trouva généralement empreintes d'une modération et d'une sagesse qu'on n'avait pas osé espérer. Plusieurs cependant parurent inopportunes, surtout celles qui réclamaient des changements dans les rites ; d'autres furent jugées d'une exécution impossible dans les temps où l'on vivait. Les légats, du consentement du cardinal de Lorraine, les envoyèrent toutes au Souverain Pontife, avant de les communiquer au concile (2).

Quelque temps auparavant, ils avaient aussi expédié à Rome les deux projets de décret rédigés par le cardinal de Lorraine. Nous avons dit que la rédaction du septième canon proposée par l'illustre prélat n'avait pas été approuvée par les théologiens à qui on l'avait soumise. Il en proposa une nouvelle ainsi conçue : « Si quelqu'un dit que les évêques ne sont pas institués par Jésus-Christ dans l'Eglise, ou que, par leur ordination, ils ne sont pas au-dessus des prêtres ; qu'ils n'ont pas le pouvoir d'ordonner ; ou que, s'ils ont ce pouvoir, ils le partagent avec les prêtres ; ou bien que les ordres conférés par eux sans le consentement et l'élection du peuple, ne sont d'aucune valeur, qu'il soit anathème ! » Et comme il ne lui

(1) *Mém.* de Dupuy.

(2) Pallav., lib. XIX. cap. 11. — Lettre de l'archevêque de Zara, du 4 janvier, au card. Cornara, ap. Balluz, t. IV, *append.*, p. 285.

paraissait pas convenable que là où il s'agissait des évêques, on ne dît rien du premier de tous, il ajouta le projet d'un autre canon, qui devait être le huitième du décret de foi. Il était conçu en ces termes : « Si quelqu'un dit que Pierre n'a pas été le premier d'entre les apôtres, par l'institution de Jésus-Christ, et son vicaire suprême ; qu'il n'est pas nécessaire qu'il y ait, dans l'Eglise, un Souverain Pontife, successeur de Pierre, qui possède au même degré que lui l'autorité du gouvernement ; enfin que les successeurs légitimes de Pierre sur le siège romain n'ont pas eu jusqu'au temps présent, le droit de la primauté dans l'Eglise, qu'il soit anathème (1). »

Or ce furent ces deux projets de canon que les légats envoyèrent à Rome. Pie IV, ses conseillers et plusieurs théologiens nommés par lui, les examinèrent attentivement et jugèrent à propos d'y apporter quelques changements ; ainsi ils proposèrent de modifier le septième canon d'une de ces trois manières :

1° Qu'il soit anathème celui qui dira que les évêques appelés par le Pontife romain au partage de sa sollicitude, ne sont pas établis par l'Esprit-Saint pour régir l'Eglise de Jésus-Christ, dans cette partie pour laquelle ils ont été choisis.

2° Anathème à celui qui dira que l'ordre ou le degré épiscopal n'a pas été institué par Jésus-Christ dans l'Eglise.

3° Qu'il soit anathème celui qui dira que les évêques ne sont nullement institués par Jésus-Christ dans l'Eglise.

Le huitième canon projeté par le cardinal ne subit aucun changement ; on y fit seulement pour l'éclaircir et le compléter cette addition tirée du concile de Florence : « Qu'ils (les Papes) n'ont été ni les pères, ni les pasteurs, ni les docteurs de tous les chrétiens ; qu'ils n'ont pas eux-mêmes reçu de

(1) Pallav., lib. XIX, cap. 6.

Jésus-Christ la pleine puissance de régir, de paître et de gouverner l'Église universelle. »

Dans les instructions qu'il envoyait aux légats avec ces modifications, le Pape ajoutait qu'on devait faire le décret sur la résidence de telle manière qu'il y obligeât efficacement, sans définir de quel droit elle était; que si les pères s'accordaient sur ces matières; et s'ils consentaient à recevoir pour le premier membre du septième canon une des deux premières modifications envoyées de Rome, on ne différerait pas davantage la session; que si le septième canon et le décret sur la résidence étaient les seuls obstacles à la célébration de la session, on élaguât l'un et l'autre; qu'en tout cas, le huitième canon devait absolument être adopté avec l'addition indiquée.

Le cardinal Borromée, dans une lettre qui accompagnait les instructions du Souverain Pontife, rendait compte des discussions auxquelles avaient donné lieu la double rédaction du cardinal de Lorraine, et des raisons qui avaient motivé les changements qu'y avaient faits les théologiens. Or, d'après eux, les évêques ne pouvaient pas être proprement nommés *vicaires de Jésus-Christ*. A la vérité, on leur donne ce titre dans la préface de la messe des apôtres, mais on devait être plus sévère dans la précision des termes dans les décrets d'un concile à une époque surtout où l'hérésie se déchaînait avec tant de fureur contre le Saint-Siège.

En second lieu, des docteurs catholiques enseignent que Pierre seul fut créé évêque par Jésus-Christ, et que les autres apôtres reçurent cette dignité de saint Pierre; or c'était en quelque sorte les condamner, que de dire que les évêques ont été institués par Jésus-Christ; mais on évitait cet inconvénient, en disant que *l'ordre ou le degré épiscopal a été institué par Jésus-Christ*.

Enfin, ces paroles : *Regere ecclesiam Dei*, ne devaient pas s'entendre dans le sens qu'y donnait le cardinal: car le pas-



sage de saint Paul d'où elles sont tirées s'adressait aux anciens de l'église particulière d'Éphèse, et non aux évêques ; et d'ailleurs le mot grec, traduit par *évêques*, signifie administrateurs, et ici il n'a pas d'autre sens, ainsi que le mot *regere*, pris pour *administrare* (4).

Ces raisons, que nous ne pouvons ici qu'énoncer, étaient justes ; mais elles contrariaient le cardinal de Lorraine dans son affection pour son œuvre ; il les trouva donc faibles, peu dignes de Rome, d'où elles venaient, et des théologiens qui les avaient faites ; il s'étonna surtout qu'on eût ajouté au huitième canon le passage du concile de Florence, qui, disait-il, réveillerait malheureusement la question de l'autorité du Pape sur le concile. Cependant au lieu de s'obstiner à défendre sa rédaction, il se contenta de faire quelques observations sur celles des théologiens romains : Ainsi il représenta que, pour mettre à couvert l'autorité du Souverain Pontife, avant qu'on parlât de celle des évêques, il était à propos de mettre le huitième canon à la place du septième, et celui-ci à la place de l'autre. Il conseilla aussi, touchant le huitième canon, auparavant le septième, d'exprimer la prééminence des évêques sur les prêtres, non par le mot *maiores*, mais par le mot *superiores*, qui implique l'autorité ; de ne pas y parler des fonctions des évêques sans ajouter qu'ils peuvent gouverner et excommunier ; de retrancher de la première formule, envoyée de Rome, si toutefois on l'acceptait, les mots *in partem sollicitudinis* ; enfin, dans le septième canon, auparavant le huitième, de ne pas dire simplement que le Pape est le *vicaire* de Jésus-Christ, mais le *suprême vicaire* de Jésus-Christ, pour ne pas le confondre avec les autres évêques. Il promit même d'user de toute son influence pour faire adopter ce canon, tel qu'il avait été projeté à Rome.

(4) Pallav., lib. XIX, cap. 42.

Les légats soumirent les avis du cardinal de Lorraine à quelques évêques, savants théologiens, ou habiles canonistes. Trois seulement d'entre eux ne les approuvèrent pas, et opposèrent des objections que tous les autres refusèrent avec autant de force que de facilité. Cet examen était à peine terminé, lorsque le cardinal de Lorraine mécontent de la résistance des autres évêques, vint déclarer aux légats qu'il n'espérait pas pouvoir faire recevoir leurs observations ni des espagnols, ni des français, et que lui-même ne les accepterait pas, à moins que le Saint-Esprit ne lui inspirât d'autres dispositions.

Les légats confièrent alors à Paleotto, membre du tribunal de la Rote, le soin de rédiger ces deux canons de manière à calmer tous les mécontentements. Paleotto s'acquitta de cette commission avec un rare bonheur. Par ces mots : *les évêques choisis par le Pape*, qu'il inséra dans sa rédaction, il exprimait tout le sens de la formule envoyée de Rome puisque le Souverain Pontife ne peut appeler les évêques qu'en leur donnant une juridiction ; qu'il ne les appelle que dans la partie de l'Eglise où il en a besoin, et qu'ainsi on reconnaît au Pontife le pouvoir suprême de les appeler.

Le 16 janvier, les légats écrivirent au cardinal Borromée le détail de toutes ces circonstances, et lui manifestèrent en même temps et les espérances qu'ils fondaient sur la rédaction de Paleotto, et les craintes qu'ils avaient lieu de concevoir, si elle n'était pas adoptée ; car, disaient-ils, si on rejette ce moyen de conciliation, qui d'ailleurs sauvegarde les intérêts du Saint-Siège, on sera forcé de différer encore la session, et les hérétiques triompheront du désaccord des prélats catholiques sur l'autorité du Pape ; les impériaux, les Espagnols et les Français conspireront ensemble pour obtenir ce qu'ils demandent ; et ces discordes conduiront sans doute à la dissolution du concile, peut-être même à un schisme.

La lettre, ou les légats manifestaient de si tristes prévisions, n'était pas encore partie, lorsque le cardinal de Lorraine manda Paleotto, et lui dit qu'il n'avait pu amener les évêques et les théologiens français à accepter le décret et les canons en question (1). En effet, les docteurs de Sorbonne surtout ne pouvaient souffrir qu'on émit une opinion trop favorable au Saint-Siège, quelque juste et vraie qu'elle pût

(1) Les évêques français, dans la question relative à l'autorité du Saint-Siège défendirent généralement l'opinion la moins favorable aux successeurs de Saint Pierre, celle qu'ils avaient puisée à la Sorbonne, ou à d'autres écoles de leur pays. Mais ils mirent dans l'expression de leurs pensées ce ton de grandeur et de modération qui convenait à leur caractère et à l'auguste assemblée dont ils faisaient partie. Il n'en fut pas de même des théologiens de la Sorbonne. Comme s'ils eussent prétendu faire triompher, à Trente, les opinions traditionnelles de leur école, ils montraient toujours et partout un esprit d'absolutisme, de taquinerie et de sophisme qui rappetissait les débats, et réduisait les grandes questions catholiques aux minces proportions des préjugés et de l'amour propre d'un parti. Accoutumés à soutenir la supériorité du concile sur le Pape, ils regardaient cette opinion à peu près comme un article de foi, et souffraient impatiemment qu'on soutint le contraire. Quand on leur citait le concile de Florence, tenu pour œcuménique par toute l'église, ils opposaient le concile de Bâle. Ce concile, il est vrai, avait fini par être schismatique, mais l'Université de Paris y avait fait la loi; et la Sorbonne par conséquent en défendait la doctrine, au danger d'être schismatique. Les docteurs qui la représentaient à Trente se montrèrent bien dignes d'elle. L'amour-propre était leur mobile; l'obstination leur tenait lieu de conviction. C'est la justice que leur rendent ceux qui notaient jour par jour ce qui se passait au concile. C'est ainsi que l'archevêque de Zara écrivant, le 1<sup>er</sup> février, au cardinal Cornara, dit de ces docteurs : ap. Baluz. *Miscell.*, t. IV, *append.*, p. 292, « Ces théologiens français ne veulent absolument pas entendre qu'on dise du Pape : *Habet plenum potestatem à Domino pascendi, regendi et gubernandi universalem Ecclesiam*. Le cardinal de Lorraine a donc fait dire aux légats que ces docteurs ne pouvaient souffrir que, dans cette matière, on portât une définition quelconque qui préjudicierait à l'opinion tenue par l'école de Paris, opinion, ajoutent ils, confirmée par deux conciles, celui de Constance et celui de Bâle. Ils la regardent comme si vraie qu'ils traitent de fausse et d'hérétique l'opinion contraire. L'autorité du concile de Florence leur importe peu : ils ne le tiennent ni pour canonique, ni pour légitime. » D'un autre côté, le seigneur de Lansac et ses deux collègues avaient soin de maintenir les évêques et les théologiens de leur nation dans cette ligne : ils ravivaient en eux l'esprit national autant qu'ils le pouvaient, et les menaçaient même de la disgrâce du roi, s'ils admettaient des opinions contraires à celle de l'Université. Et cependant ces trois ambassadeurs, qui faisaient cette violence morale aux intelligences, ne craignaient pas d'accuser le Pape et les légats de vouloir étouffer la liberté des opinions dans le concile.

être ; et le projet de décret leur paraissait inadmissible, parce qu'il y était insinué que la puissance des évêques dépend du Souverain Pontife ; qu'ils sont appelés de son autorité propre ; que le Pape est égal à saint Pierre dans le pouvoir de gouverner l'Église ; qu'il gouverne effectivement l'Église universelle, et qu'il est par conséquent au-dessus du concile. Or toutes ces propositions étaient odieuses à la Sorbonne ; et ses représentants n'avaient garde de les laisser adopter sans opposition. Ils consentaient seulement à laisser dire que le Pape peut régir tous les fidèles, ou toutes les églises, prises distributivement, mais non collectivement (1), et ils exigeaient qu'on déclarât que les évêques sont institués par Jésus-Christ.

Les légats, informés par Paleotto et le cardinal de Lorraine de l'opposition obstinée des Français, arrêtaient le courrier, chargé de porter à Rome leur première lettre, et lui en remirent une seconde où ils racontaient en termes désolants ce nouvel incident. Cependant, loin de s'abandonner au découragement, ils résolurent d'épuiser tous les moyens de conciliation que la prudence pourrait suggérer. Ils chargèrent cinq des principaux membres du concile d'examiner les objections des Français, et communiquèrent ensuite le jugement de cette commission au cardinal de Lorraine et aux ambassadeurs, les priant d'user de leur crédit pour amener les dissidents à un accord, et de les éclairer eux-mêmes de leurs conseils et de leurs lumières (2). Or, dans la soirée du 24 janvier, les ambassadeurs de Charles IX se rendirent chez les légats, pour conférer avec eux des matières controversées. Lansac, après avoir exprimé la peine que leur causaient ces divisions, ajouta qu'ils continueraient à prêter leurs bons

(1) Lettre de Claude de Saintes à Claude d'Espence, rapportée par Launoy, *Regii Nararræ Gymnas. Histor.*, part. I, cap. 6. — Vid. Bellarm., t. I, Controv. 4, lib. II, cap. 13.

(2) Pallav., lib. XIX, cap. 43.

offices aux intérêts de la paix ; mais que, forcés de respecter la conscience et la liberté des évêques, ils ne pourraient pas les solliciter d'admettre ce décret ou ces canons ; que, pour répondre à l'invitation des légats, ils leur conseillaient d'exclure et des chapitres, et des canons toute expression propre à mécontenter un des deux partis. Du Ferrier reprit alors que l'Église gallicane, appuyée sur l'autorité du concile de Constance et de Bâle, soutenait presque comme un dogme l'opinion qui met le concile au-dessus du Pape ; qu'ils avaient cependant l'ordre de ne pas soulever cette question, mais aussi de ne pas souffrir qu'on insérât dans les décrets une seule expression contraire au sentiment des Français (1).

Le premier légat remercia les ambassadeurs de leurs intentions bienveillantes ; mais il déclara qu'on ne pouvait suivre leurs avis ; car il était nécessaire, disait-il, de déclarer la suprême autorité du Pape ; et lui et ses collègues, décidés à mourir, s'il le fallait, pour la défendre, ne laisseraient rien faire ni rien dire qui pût l'affaiblir. Le cardinal Seripandi ajouta que l'opinion que Du Ferrier attribuait à l'église gallicane, reposait sur des fondements ruineux ; car le concile de Bâle cessa d'être légitime, lorsque les légats qui y présidaient au nom d'Eugène IV se furent retirés ; et dans la suite il fut réprouvé par le concile de Florence. D'ailleurs à l'époque du concile de Constance, il n'y avait pas de Pape certain ; il était dès-lors opportun, pour arrêter les progrès du schisme, que l'autorité résidât dans le concile. Mais à Trente la question n'était plus la même, puisque toute l'Église obéissait actuellement à un Pape certain et légitime. Il termina, comme le cardinal de Mantoue, en protestant que les légats ne négligeraient rien pour qu'on insérât dans les chapitres et les canons les expressions les plus propres à confirmer et à

(1) Lettre de M. de Lansac à M. de l'Isle, du 25 janvier, dans les *Mém.* de Dupuy, p. 379.



déclarer la suprême autorité du Souverain Pontife (1).

Le cardinal de Lorraine ne partageait pas les préjugés de Du Ferrier contre le Souverain Pontife ; mais, pressé du désir d'éteindre une discussion qui retardait les affaires du concile, il se servit à peu près des mêmes arguments que cet ambassadeur pour fléchir les convictions des légats. Afin de mieux leur persuader de ne pas froisser, par la déclaration formelle qu'ils voulaient faire insérer dans le décret, des adversaires déjà trop animés, il exagéra le crédit de l'école gallicane ; et quoique sa conduite habituelle et son respect pour le Saint-Siège protestassent contre ces opinions, il dit qu'il les avait lui-même reçues de l'université de Paris, qu'il serait dangereux de les condamner en consacrant le sentiment contraire ; car alors les ambassadeurs feraient au concile une opposition formidable ; les évêques français refuseraient de s'y soumettre, et leur exemple entraînerait peut-être la France toute entière ; que d'ailleurs il suffisait au Siège apostolique de rester dans la possession de son autorité, sans en exiger la déclaration expresse dans des circonstances si peu favorables (2).

(1) Pallav., lib. XIX, cap. 14.

(2) Pallav., lib. XIX, cap. 16. — Le cardinal de Lorraine s'efforça de suggérer indirectement au Pape les mêmes motifs pour lui faire adopter l'expédient qu'il conseillait aux légats. Il exprima ses pensées à son secrétaire qu'il avait envoyé à Rome, afin qu'il les communiquât au Saint Père et aux prélats qui les lui demanderaient. Après avoir rappelé les propositions contre lesquelles les gallicans s'élevaient avec tant de vivacité, le cardinal ajoutait dans sa lettre : « Voilà, quant aux façons de parler, desquelles j'ai voulu rendre compte à Sa Sainteté, me prosternant devant ses pieds, lui suppliant de m'enseigner si je suis en faute, et attendant en toute humilité le jugement du concile pour y obéir. Et afin que si l'on vous demande : Que voudroit donc le cardinal ? — Comment voudroit-il parler ? — Quelle est son opinion ? — Je vous envoie *sanctam doctrinam et septimum canonem secundum judicium meum* ; et par là on verra ce que j'estime de l'institution des évêques, et du degré auquel je tiens Sa Sainteté. Reste à cette heure le dernier des titres que l'on veut mettre pour notre Saint Père, pris du concile de Florence ; et ne puis nier que je suis François, nourri en l'Université de Paris, en laquelle on tient l'autorité du concile par-dessus le Pape, et sont censurez comme hérétiques ceux qui tiennent le contraire ; qu'en France on tient

Les légats flottaient dans une cruelle perplexité entre leurs convictions et les craintes qu'on leur inspirait lorsque Visconti leur apporta, avec les lettres du cardinal Borromée, les intentions et les témoignages de la satisfaction du Souverain Pontife. Pie IV, y disait-on, ne voulait ni la dissolution du concile, ni une rupture avec les nations chrétiennes. Les objections que les Français faisaient contre cette proposition : *Que le pouvoir de gouverner l'Église universelle a été donné au Pape*, ne lui paraissaient pas justes, puisque ce privilège avait été reconnu non-seulement dans le concile de Florence, mais encore dans celui de Lyon ; que les Papes autrefois, comme on le voit dans des bulles très-anciennes, prenaient le titre d'évê-

le concile de Constance pour général en toutes ses parties, que l'on suit celui de Bâle, et l'on tient celui de Florence pour non légitime, ni général ; et pour ce l'on fera plus tost mourir les François que d'aller au contraire. Or de ce je conclus que je me prosterne à genoux devant Sa Sainteté, et la supplie *per visera misericordiæ Dei nostri*, que pour cette heure on laisse tous tels mots et telles disputes : *afflicto regno non est danda afflictio*. Les hérétiques sont déjà assez offensez, les catholiques sont tous gouvernés et conduits par les théologiens qui crieront jusqu'au ciel ; les privilèges du royaume sont tous fondés et appuyés sur cette vérité, et pour ce, telle dispute, si elle se propose, ne servira que *ab subversionem audientium*, et à la séparation du royaume, qui sera son entière dissolution. Car, de penser que nul prélat François s'y accorde, c'est une folie ; les ambassadeurs protesteront, et voilà un beau schisme commencé, et livres qui s'écriront d'un côté et d'autre ; *et revocabitur in dubium sedis Apostolicæ auctoritas*. J'en advertis et m'en décharge, et en appelle Dieu et Sa Sainteté en témoins. Bref, mon avis est pour cette heure, se passer de tels mots, et que le Saint-Siège demeure en son autorité et possession. Or voilà la vérité de tout ce que je pense, de laquelle vous ferez lecture à Sa Sainteté, devant les pieds de laquelle je me prosterne et la supplie vouloir accepter mon ingénuité, et me pardonner si de l'affection que je porte à la gloire de Dieu et à son service, je parle si librement. *Si quid peccatum est, veniam supplex peto*. Nous deussions déjà avoir achevé ce concile, du temps que nous perdons au grand scandale de toute la chresienté. Nous ne faisons rien, et ne vois ici nulle façon de procéder qui me plaise. *Sed aliorum este judicium*. De Trente, janvier 1563. (Launoy. Regii Navarræ Gymnas. Hist., part. I, cap. 6.

Il était assurément fort regrettable que le concile avançât si difficilement dans son œuvre ; mais le blâme en revenait à ceux qui voulaient le forcer à consacrer les opinions mesquines d'une école. au lieu de travailler généreusement avec tous les pères à une œuvre catholique ; et s'il y avait dans cette lenteur un sujet de scandale pour la chrétienté, le scandale venait de l'opiniâtre opposition qui la nécessitait.

ques de l'Église catholique, c'est-à-dire *universelle* ; que les lettres de l'empereur au Pontife romain portent toujours cette adresse : *Au Pape de l'Église universelle*, et que l'électeur hérétique de Brandebourg ne dédaignait pas, dans les siennes, de lui donner le même titre ; que, si l'Église n'emploie pas cette expression, elle en consacre du moins le sens dans les trois oraisons qu'elle récite à l'intention de son chef. Cependant, pour ne pas se heurter contre l'obstination des adversaires, le Pape consentait qu'on suppléât à la formule contestée, les mots : *Universum Domini gregem*, ou bien qu'on en retranchât tout simplement l'adjectif *universelle*, qui se trouve dans le texte du concile de Florence, à condition qu'on modifierait quelques autres expressions tirées aussi du même concile, afin que le changement ne parût pas tomber seulement sur le mot en litige.

Si, contre son attente, aucun de ces expédients ne suffisait aux difficultés, on ne devait rien statuer, ni sur le pouvoir du Pape, ni sur la juridiction des évêques, mais définir seulement les points, sur lesquels les pères seraient d'accord ; et si les passions soufflaient encore la tempête, les légats attendraient que le temps l'eût calmée, pour tenir la session. En somme, pourvu que l'autorité du Siège apostolique ne reçut aucune atteinte, ils pouvaient faire tout ce qu'ils jugeraient utile à la gloire de Dieu et au bien de la chrétienté.

Dans une autre lettre, le Souverain Pontife exprimait à ses représentants la satisfaction que lui causait leur conduite, et la confiance qu'il avait dans leur courage et leur vertu, et leur disait, comme pour la leur prouver, qu'il serait toujours content du terme fixé pour les sessions, dès qu'il saurait qu'il avait reçu leur approbation. A l'égard des demandes des Français, il promettait d'y faire une prochaine réponse ; mais en attendant, les légats ne devaient pas se laisser dépouiller du droit de proposer. Enfin il leur apprenait qu'il travaillait à introduire une réforme rigoureuse dans tous les tribunaux

de Rome, jusque dans la Daterie, et qu'il était disposé à lui donner un effet rétroactif, si le concile le jugeait nécessaire (1).

La bienveillance du Pontife ne rendit pas à l'esprit des légats une pleine tranquillité. La plupart des canonistes pensèrent que l'éclatante dispute sur son pouvoir de gouverner l'Église universelle mettait le Pape dans la nécessité d'exiger que son droit si clairement défini par le concile de Florence, ne fût, dans celui de Trente, ni altéré par une déclaration défavorable, ni mis en doute par la réticence de la pensée, ou par l'ambiguïté de l'expression.

C'est pourquoi les légats, pour éviter des conséquences que la postérité pourrait un jour leur reprocher, prièrent le souverain Pontife de leur envoyer une bulle par laquelle il leur ordonnerait expressément de faire ce qu'il désirait, et déclarerait qu'il l'avait ordonné dans l'intérêt de la paix et de la concorde (2).

Pie IV n'admit pas d'abord la demande de ses représentants ; mais revenu sur sa détermination, il leur ordonna, pour le cas où l'on voudrait statuer quelque chose sur sa puissance, de n'en rien laisser dire de moins large et de moins clair que ce qu'en avaient dit le concile de Florence, d'autres conciles précédents et les anciens pères ; ajoutant que les prérogatives du Saint-Siège avaient eu leurs martyrs, et qu'il était prêt lui-même à les sceller de son sang ; que, si les légats ne pouvaient pas, sans occasionner des troubles, remplir ses intentions, ils supprimassent cette question et celle de la juridiction des évêques.

Mais il en restait une autre qui ne tourmentait pas moins l'esprit des légats : les difficultés, soulevées par la question de la résidence, étaient bien loin d'être résolues. Le projet de

(1) Pallav., lib. XIX, cap. 15.

(2) *Id.*, *ibid.*, cap. 16.

canon que le cardinal de Mantoue avait fait pour la régler, ayant rencontré une forte opposition, il avait été soumis à la révision des cardinaux Madrucci et de Lorraine. Ces deux prélats, du consentement des légats, s'adjoignirent quatorze évêques différents de nation, mais tous recommandables par leur science. Dans la première réunion, le cardinal de Lorraine proposa inopinément une nouvelle rédaction : elle n'eut d'autre effet que de mettre la division parmi des hommes qui avaient la mission de réconcilier les esprits. L'archevêque d'Otrante l'attaqua le premier ; selon lui l'énumération détaillée des fonctions de l'évêque, qu'on y faisait au commencement, devait susciter de nouvelles difficultés, sans aplanir les anciennes. De plus, ajoutait-il, en affirmant que les devoirs des évêques sont de précepte divin, on déclare équivalement que la résidence est de droit divin. Or ce sentiment était rejeté par la plupart des pères. Mais c'était celui de Guerrero ; il s'éleva donc contre l'archevêque d'Otrante, avec une vivacité qui ne lui permit pas de modérer ses termes, mais qu'il répara bientôt par de nobles excuses. Enfin la majorité se déclara en faveur de la rédaction du cardinal de Lorraine (1).

Les légats l'examinèrent à leur tour, et quoiqu'elle leur offrit de graves difficultés, trois d'entre eux crurent qu'on pouvait l'adopter ; le cardinal Simonetta refusa constamment de s'associer à leur jugement (2).

Cependant les ambassadeurs français insistaient pour qu'on portât à une congrégation générale le projet de décret qu'ils savaient avoir été arrêté dans une réunion particulière. Les deux cardinaux, qui en étaient les auteurs, le demandaient aussi, car ils s'étaient persuadés que les légats se refusaient à

(1) Lettre de l'archevêque de Zara au card. Cornara, du 22 janvier 1563, Baluz., *Miscellan.*, t. IV, *append.*, p. 288 et seqq.

(2) Pallav., lib. XIX, cap. 14.



ces vœux, parce qu'ils craignaient que cette rédaction ne fût adoptée des pères, si elle leur était présentée en séance publique (1).

Afin de prévenir cette démarche, les légats envoyèrent l'évêque de Sinigaglia au cardinal de Lorraine, et l'archevêque de Lanciano au cardinal Madrucci, pour leur proposer de prendre encore huit jours pour déterminer au plus sûr le jour de la session ; et, en attendant, de présenter à l'assemblée générale les six canons les moins controversés, avec les chapitres correspondants ; de mettre, en même temps, en délibération et le décret de la résidence formulé par le cardinal de Lorraine, et celui qu'avait autrefois rédigé le cardinal de Mantoue, afin que les pères se prononçassent librement sur la rédaction qui leur paraîtrait préférable.

Cet expédient ne fut point agréé des deux cardinaux. Les légats les invitèrent donc, le 4<sup>er</sup> février, à se réunir à eux, pour aviser ensemble au parti qu'il fallait prendre. Après de longues délibérations, on arrêta, d'un commun accord, les résolutions suivantes : La session fixée au 4 février, serait prorogée jusqu'au 22 avril ; et, en attendant, une réunion particulière de théologiens s'occuperait des articles relatifs au sacrement du mariage ; on tiendrait, chaque jour, deux congrégations ; en sorte que, le matin, les théologiens confèreraient sur la matière qui leur était spécialement assignée, et le soir, les pères examineraient les abus touchant le sacrement de l'ordre ; ce délai fournirait le temps de s'entendre et de trouver les moyens d'aplanir les difficultés présentes, et ainsi la session serait d'autant plus féconde qu'elle aurait été plus longtemps retardée.

Le soir même, les légats notifèrent cette résolution aux ambassadeurs. Tous reconnurent la nécessité de la prorogation, mais ils ne dissimulèrent pas la peine que leur causaient

(1) Pallav., lib. XIX, cap. 16.

des délais si multipliés, tandis que l'état de l'Église appelait une prompte réformation. Les ambassadeurs français en particulier répondirent qu'ils ne se faisaient point illusion sur le scandale qu'allait causer cette nouvelle prorogation ; mais qu'en France le mécontentement aurait encore été plus grand, si on avait tenu la session, sans y régler un seul point de réforme ; que cependant, si on voulait donner au roi et à ses sujets quelque satisfaction, on ne devait pas tarder plus longtemps de proposer les demandes de la cour, non pas que les ambassadeurs espérassent les obtenir toutes, mais afin que le concile accordât plus tôt celles qu'il jugerait les plus convenables (1).

La même détermination fut accueillie avec moins de faveur encore au sein de la congrégation générale du 3 février. Les uns ne voulaient pas entendre parler de prorogation ; d'autres demandaient qu'on la renvoyât à un temps moins éloigné ; plusieurs s'en plaignaient amèrement en avouant qu'elle était nécessaire ; tous s'exprimèrent avec une liberté qui n'avait jamais été dépassée dans les congrégations précédentes. Enfin cinquante-deux pères demandèrent que la session fût renvoyée à une époque plus rapprochée ; mais cent trente-six, c'est-à-dire plus de deux tiers de l'assemblée, adoptèrent la proposition des légats et le terme qu'ils avaient fixé (2).

L'empereur Ferdinand, esprit pacifique et tranquille, n'aimait point le bruit que les protestants faisaient autour de son trône. Persuadé que leurs turbulentes exigences céderaient aux concessions du concile, il avait chargé ses ambassadeurs de les obtenir par leurs instances ; et ses ministres, nous l'avons déjà vu s'acquittèrent de leur mission avec un dévouement qui dut le satisfaire. Mais le succès n'avait pas ré-

(1) Lettre de M. de Lansac à M. de l'Isle, du 1<sup>er</sup> février. — *Mém. de Dupuy*, p. 384 et suiv.

(2) *Acta Torell*, ap. Martène, op. cit. col. 1305 et seq.

pondu à leur efforts. L'empereur songea à se rapprocher de la ville de Trente pour exercer sur le concile une pression plus puissante ; et, dès qu'il eut assuré sur le front de son fils Maximilien le diadème impérial, il vint établir sa résidence à Inspruck. Les légats comprirent son intention ; mais aussi attentifs à lui témoigner les égards dus à son rang, qu'à soutenir l'indépendance et la dignité du concile, ils ne laissèrent voir que la joie et l'espérance que leur inspirait le voisinage de Sa Majesté. Ils rappelèrent aussitôt de Venise le cardinal Commendon, et le chargèrent d'aller déposer aux pieds de l'empereur leurs hommages et ceux de tous les pères, de lui exposer en même temps l'état des esprits et des affaires du concile et lui demander le concours de son influence auprès de ceux qui en troublaient la paix (1).

Tandis que Commendon remplissait sa mission, les légats livrèrent à l'examen des théologiens huit articles sur le sacrement du mariage (2). Les discussions commencèrent le 9 février. Elles nous fourniront quelques détails, lorsque nous raconterons l'histoire de la session suivante, où cette matière fut définie (3).

(1) Pallav., lib. xx, cap. — Gratian., *Vita card. Commend.*, lib. II, cap. 5. — Logomars, *Annot. in Epist. Jul. Pog.*, t. III, p. 224 et seqq.

(2) Baluz., *Miscell.*, t. IV, *append.*, p. 295.

(3) Cependant, avant de passer outre, nous devons reproduire ici une remarque qu'ont faite tous les historiens du concile. Voici comment s'exprime l'archevêque de Zara, témoin oculaire : « Hier les sorbonistes ont dit leur avis, en présence d'un nombreux auditoire que la curiosité y avait amené ; mais ils restèrent même au-dessous du médiocre. Le premier qui parla, fut le doyen de la Sorbonne, homme de 76 ans. Il monta en chaire et lut, à la lueur d'une bougie qu'il tenait à la main, un discours où il déplorait les malheurs de la France, et priait le concile de pourvoir aux besoins généraux de l'église par une bonne réformation. Après ce hors-d'œuvre, il entra enfin dans le sujet en discussion et le traita d'une manière fort commune.

» Il est à remarquer cependant qu'en parlant du Saint Père, *appellavit, eum Romanæ, id est, universalis Ecclesiæ rectorem et moderatorem* quoique sur ce mot *universalis*, ils apportent toujours leur distinction ordinaire : *distributivè et non collectivè.* »

(Lettre au card. Cornara écrite de Trente, le 11 février 1563. — Ap. Baluz. *Miscell.*, t. IV, p. 295. — Lettre de Visconti, du même jour, Baluz. *Miscell.*, cap. 111, p. 231.

Le même jour on donna lecture, en séance publique d'une lettre du Roi Très-Chrétien qui priaït les pères par le sang de Jésus-Christ, de réunir tous leurs efforts pour opérer dans les mœurs du clergé et dans la discipline une réforme que le monde chrétien appelait à grands cris. Du Ferrier appuya, avec autant de convenance que d'éloquence, la demande de son souverain. Le secrétaire répondit à la lettre du roi que le concile apporterait la plus sérieuse attention à une réforme si utile au bien de toute l'Église en général, et de l'église gallicane en particulier; et qu'il ne permettrait pas qu'on l'accusât de négligence sur un point de cette importance. Le discours de Du Ferrier ne reçut point de réponse, parce que, contre l'usage, il avait refusé de le communiquer auparavant au secrétaire (1).

Trois jours après, le cardinal de Lorraine, par ordre de Catherine de Médicis, et sur l'invitation du Souverain Pontife, partit pour Inspruck, accompagné des évêques et des théologiens les plus distingués de sa nation (2). Il y arriva le 16 février; et la cour lui fit une réception dont la magnificence préoccupa autant les hommes politiques qu'elle alimenta la curiosité des oisifs. On crut que ces honneurs inusités cachaient quelque mystère diplomatique; mais ils traduisaient simplement l'estime de l'empereur pour le cardinal de Lorraine, et pour son frère, le duc de Guise, l'illustre vainqueur de Dreux. Il y eut cependant entre Ferdinand et le cardinal des conférences dont le public ne connut point le secret. Mais le prélat français ne prit aucune part aux conférences théologiques que l'empereur fit alors tenir à Inspruck (3).

(1) *Mém. de Dupuy*, p. 387 et suiv. 391 et suiv. — Raynaldi, ad ann. 1563, n. 23 — Labbe, t. XIV, col. 1206.

(2) Raynaldi, ad ann. 1563, n. 29.

(3) Largomars, *Anno. ad Epist. et Orat. Pog.*, t. II p. 216 et seq. — Lettre des légats au cardinal Borromée, citée intégralement par le même, *ibid.*, p. 220, et lettre de Graziani, *ibid.*, p. 221.

Ce prince, comme nous l'avons déjà dit, s'était rendu dans cette ville pour suivre de plus près les affaires du concile, et les influencer par le voisinage de sa cour. Avant d'y intervenir plus directement, il proposa à quelques théologiens, réunis par son ordre, diverses questions dont la solution semblait devoir régler sa conduite.

Six de ces questions, relatives au concile, étaient ainsi posées :

1° Le concile peut-il s'éloigner de l'ordre prescrit par le Souverain Pontife ?

2° Peut-il statuer quelque chose sans la direction du Pape, ou sans une discussion préalable des théologiens et des canonistes ?

3° Peut-il être suspendu ou transféré à l'insu des princes ?

4° Est-il expédient qu'il élise le Pape, dans le cas où le Pontife régnant viendrait à mourir ?

5° Faut-il faire en sorte que les pères expriment leur sentiment sans égard pour le Pape et pour leurs souverains ?

6° Y a-t-il lieu à veiller à l'intégrité des suffrages, afin qu'il ne soit pas le résultat de la fraude, ou de la violence ou de quelque erreur ?

Les autres questions, qui regardaient surtout les princes et leurs ambassadeurs, étaient faites à peu près en ces termes :

1° Lorsqu'il s'agit de choses relatives à la tranquillité publique, les ambassadeurs peuvent-ils avoir voix délibérative ?

2° Peuvent-ils être rappelés, ainsi que les évêques de leur nation, sans que les présidents soient consultés ?

3° Peuvent-ils proposer par eux-mêmes au concile les ordres de leurs souverains ?

4° Est-il à propos que les princes interviennent pour que dans le concile on traite les choses les plus utiles et les plus nécessaires ?



5° Enfin est il convenables que l'empereur assiste au concile (1)?

Les légats connaissaient ces différents articles; mais il ne purent savoir les réponses qu'y avaient faites les théologiens; ils craignirent que César ne voulût s'arroger ce qui appartient à Dieu; ce qui les rassurait, c'était la présence de Canisius à Inspruck : ils savaient que ce grand et saint théologien, loin de donner une réponse favorable à des prétentions impies, userait de toute son autorité pour les vaincre et les déconcerter (2). D'ailleurs Delphini, nonce du Saint-Siège auprès de Ferdinand, les rassura sur les intentions du prince, et leur promit de veiller à tout, et de leur signaler à temps les premiers signes qui présageraient quelque nouvelle tempête. Commendon, de retour d'Inspruck, leur apporta les témoignages les plus consolants de la piété de l'empereur; il ajouta qu'il nourrissait néanmoins certains préjugés peu favorables au concile; qu'il se plaignait surtout que le soin de rédiger les actes des séances ne fût confié qu'à un secrétaire (3). Enfin le cardinal de Lorraine, qui revint, le 27 février, de la cour impériale, détruisit dans leur esprit les soupçons qu'ils avaient conçus sur une connivence imaginaire entre les Allemands et les Français, et protesta que ni lui ni ceux de sa suite n'avaient eu part à ces conférences. Au reste, ajoutait-il, l'empereur n'a aucun projet de discorde, il est prêt, au contraire, à venir à Trente en personne, et là conjurer à genoux les pères du concile de mettre un terme aux calamités de l'Église. Il veut absolument que l'autorité pontificale ne recoive aucune atteinte. Il se plaint toutefois que les légats aient rejeté jusqu'à ce jour toute proposition relative à la réformation de la cour de Rome, et qu'ils n'aient

(1) Pallav., lib. xx, cap. 4.

(2) Lettre de Commendon et de Graziani à Commendon, int. Annotat. Lagomars in *Epist. Pog.*, t. III, p. 232 et seqq. — 242 et seqq.

(3) Lettre des légats au card. Borromée, citée intég. par Lagomars., op. cit p. 242..

pas encore proposé une seule des demandes qu'il avait faites pour la tranquillité de ses sujets, et qui lui avaient paru, du moins en partie, dignes de l'attention des pères (1).

En effet les légats, à qui le Pontife s'en était remis sur ce point, avaient toujours répugné à proposer de si étranges innovations, prévoyant bien qu'elles auraient pour résultat ou de scandaliser l'Église, ou d'entretenir de funestes divisions parmi les pères, ou d'exciter le mécontentement du prince, si elles venaient à être refusées, et assurément d'embarrasser le cours des délibérations. Ils étaient décidés surtout à ne pas proposer les demandes qui tendaient à affaiblir l'autorité du Souverain Pontife. Était-il convenable que des sujets réformassent la maison de leur prince; qu'ils le traitassent en maîtres et lui imposassent des lois comme à un de leurs subordonnés? Et d'ailleurs, le Pape lui-même, prévenant toute demande, avait déjà commencé et poursuivait tous les jours la réforme de sa cour avec un zèle et un succès qui auraient dû faire taire toutes les exigences.

Les légats n'avaient point fait les mêmes difficultés sur les autres demandes de l'empereur, parce qu'elles étaient plus raisonnables, et qu'elles n'offraient pas les mêmes inconvénients : ils en avaient déjà soumis quelques-unes à l'examen d'une commission, et se proposaient de présenter les autres à mesure que l'ordre des matières le leur permettrait (2).

Le cardinal de Mantoue n'eut pas connaissance de ces derniers obstacles; les efforts qu'il avait faits contre d'autres plus sérieux encore lui avaient causé une maladie qu'un défaut de précautions vint bientôt aggraver. Il y succomba le 2 du mois de mars 1563, à l'âge de cinquante-huit ans. La mort ne le

(1) Lettre des légats au card. Borromée, ap. Lagomars. *Annot. Epist. et Orat. Pag.*, t. III, p. 221. — Lettre de l'empereur au Pape, du 7 mars, *ibid.*, p. 223.

(2) Pallav., lib. XX, cap. 5.

prit point au dépourvu : dès qu'il s'en vit menacé, il demanda les derniers secours de la religion, et les reçut, de la main du Père Laynez, avec les marques d'une foi vive qu'il ne cessa de témoigner jusqu'à son dernier soupir.

La désolation que sa mort causa parmi tous les pères rendit le plus éclatant hommage à la sagesse avec laquelle il avait présidé l'assemblée, et au respect qu'il avait su inspirer (1).

A peine ses obsèques furent-elles célébrées que les impériaux, se hâtant d'apprendre ce triste événement à leur maître, le prièrent d'intervenir auprès du Souverain Pontife pour procurer l'héritage du premier légat au cardinal de Lorraine, qui, dans leur pensée, conduirait les affaires du concile au gré de l'empereur, et les mènerait promptement à une heureuse fin. Mais Pie IV craignit avec raison que cette dignité ne donnât dans le concile trop d'autorité au cardinal, et une prépondérance inévitable aux prélats français, dont les sentiments avaient jusqu'alors paru peu favorables au siège apostolique. Il nomma donc le cardinal Morone à la place du cardinal de Mantoue, et le cardinal Navagero, à la place du cardinal Altemps, qui était retourné dans son diocèse de Constance.

Les deux nouveaux légats étaient aussi expérimentés dans le maniement des affaires ecclésiastiques que les cardinaux Seripandi et Hosius dans les sciences théologiques, que le cardinal Simonetta dans le droit canon ; et complétaient ainsi cet ensemble de qualités supérieures qu'exigeait la présidence du concile (2).

Les pères, un instant troublés dans leur deuil par une querelle meurtrière survenue entre les serviteurs des prélats

(1) *Scipionis Gonzagæ card. Commentar. rer. suarum*, lib. III, (Romæ 1791, in-4<sup>o</sup>), p. 29 et seqq. — Lettre des légats au card. Borromée, citée par Lagomers., op. sup. cit., p. 258, Ciacon. in *Clement. VII*, p. 482.

(2) Pallav., lib. XX, cap. 6.

espagnols et ceux des évêques italiens (1), pleuraient encore la perte qu'ils venaient de faire, lorsque la mort vint choisir dans leurs rangs une nouvelle victime. Le 17 mars, le cardinal Seripandi succomba à l'âge de soixante-dix ans, à la fièvre dont il avait été saisi dans la congrégation générale du 8 du même mois.

Né à Naples, d'un sang noble, il avait embrassé dans sa jeunesse, la règle des ermites de saint Augustin. Les talents qu'il y développa et les connaissances qu'il y acquit, l'élevèrent dans la suite à la première dignité de son ordre. Son génie parut bientôt supérieur à cet emploi; et Pie IV lui donna un théâtre plus éclatant : il l'institua d'abord archevêque de Salerne, le revêtit ensuite de la pourpre romaine et le mit enfin au nombre de ses représentants au concile de Trente. Seripandi termina par une sainte mort une vie si brillante et si pleine (2).

Quelques jours avant ce triste événement, l'empereur avait envoyé une lettre aux légats avec la copie de celle qu'il écrivait au Souverain Pontife sur le même sujet. Il s'y plaignait qu'on n'observât pas dans le concile l'ordre espéré par les princes, et nécessaire à la chrétienté; que depuis plusieurs mois on n'eût célébré aucune session, et que les pères, qui auraient dû apaiser les différends des autres, entretenissent parmi eux de funestes divisions. Puis il demandait :

1° Que le concile ne fût point suspendu ou dissous, comme on en faisait courir le bruit.

2° Que, pour faire régner dans les séances une plus grande liberté, il fût permis aux évêques et aux ambassadeurs de

(1) *Acta Torelli*, ap. Martene, *Veter. Script... ampliss. coll.*, t. VIII, col. 1319.

(2) *Ciacon. in Pium IV*, p. 906. — Pallav., lib. XX, cap. 7. — Lettre des légats au card. Borromée, citée par Lagomars., *Annot. in Epist. Jul. Pog.*, t. III, p. 260. — *Torelli, Diarium* ap. Martène, *Veter. Script.... Collect. ampliss.*, t. VIII, col. 1319.

proposer ce qu'ils croiraient utile au bien public, et qu'on n'envoyât point à Rome les décrets du concile, avant qu'ils eussent été publiés à Trente.

3° Que la réformation se fit avec une activité et une attention égales aux besoins des temps. Il ajoutait qu'ayant appris qu'à Rome on pratiquait certaines choses capables d'aliéner les esprits du Saint-Siège, il priait le Souverain Pontife d'y pourvoir selon sa prudence.

4° Enfin, il exhortait le Pape à se transporter à Trente pour donner une nouvelle impulsion aux affaires du concile, se montrant prêt lui-même à supporter les incommodités du voyage, et à surseoir à toute autre affaire, pour se rendre dans la même ville (1).

L'empereur ne disait pas un mot des questions qu'il avait soumises à ses théologiens à Inspruck.

Il parlait dans cette lettre de la réformation en termes si généraux que les légats en furent étonnés ; mais il avait amplement expliqué sa pensée sur ce sujet dans une lettre secrète, dans laquelle il priait Pie IV de hâter l'œuvre de la réforme, de crainte qu'un évènement fâcheux, que le grand âge de ce Pontife et la faiblesse de sa santé ne laissent que trop prévoir, ne vînt l'interrompre ; de se préoccuper aussi de régler l'élection des Papes, de manière qu'elle se fit désormais saintement, régulièrement et sans ombre de simonie ; de ne revêtir de la pourpre que des prélats dignes de la porter, capables non-seulement d'occuper des emplois dans l'Église, mais encore de les remplir avec gloire. Il demandait en outre qu'on pourvût à l'élection des évêques, qui, disait-il, était généralement plus judicieuse quand elle dépendait du Souverain Pontife ou du prince, que lorsqu'elle était laissée au choix des chanoines ; qu'on n'agitât pas d'abord à Rome les questions qu'on devait ensuite décider à Trente, afin qu'on

(1) Raynaudi, ad. ann. 1563, n. 34.



ne pût dire qu'il y avait deux conciles. Quant à la question alors débattue de la résidence, l'empereur soupçonnait que ceux-là seulement niaient qu'elle fût de droit divin, qui avaient des évêchés pauvres, ou qui aspiraient à la pourpre romaine ; il pria donc le Saint-Père de laisser décider par le concile que la résidence était de droit divin, s'il croyait pouvoir le faire selon Dieu (1).

Ces plaintes et ces demandes étaient généralement injustes : jamais on n'avait pensé, ni à Rome, ni à Trente, à suspendre, ou à dissoudre le concile. L'expérience avait prouvé que les pères jouissaient au concile d'une pleine liberté, et que le Pape ne les gênait point dans leurs opinions. Le droit de proposer appartenait naturellement aux légats, et le bon ordre exigeait qu'ils l'exercassent dans l'assemblée. Néanmoins, ils avaient toujours satisfait, sur l'ordre du Pape, aux demandes des ambassadeurs. Quant à la réforme, elle était le premier des soins du Pontife, et depuis longtemps il la poursuivait dans la cour romaine ; et les améliorations qu'il y avait déjà introduites le mettaient à l'abri de tout reproche de négligence. S'il refusait de faire le voyage de Trente, c'était parce que cette ville n'était ni assez grande pour recevoir la cour d'un Pape et celle d'un empereur, ni assez sûre à cause du voisinage des hérétiques ; et que son absence augmenterait encore le trouble, ou la crainte des Turcs jetait le peuple romain. Et d'ailleurs son grand âge ne permettait plus au Pape d'entreprendre un voyage si lointain (2).

Ce fut par ces observations que Pie IV répondit à la première lettre de l'empereur. Il fit à la seconde une réponse également sage, précise, ferme et bienveillante. « ... Nous savons, lui disait-il, et nous voyons tous les jours, combien la

(1) Raynaldi, ad ann. 1563, n. 37.

(2) Raynaldi, ad ann. 1563, n. 35.

vie est fragile. C'est pourquoi nous pensons continuellement à la mort, et au jugement qui doit la suivre, pour nous préparer à l'une et à l'autre, afin que, lorsque le Seigneur voudra nous appeler à lui, nous paraissions avec confiance devant le tribunal de sa miséricorde. Et rien, nous le savons, ne peut nous le rendre plus favorable, que l'œuvre si nécessaire de la réformation du peuple chrétien.

» C'est pour opérer cette réforme, et pour extirper les hérésies, que nous avons convoqué le concile avec tant de soins et de peines. Et nous lui avons abandonné le jugement de ce qui doit être l'objet de la réforme. S'il avance trop lentement dans son œuvre, on ne doit point s'en prendre à nous, mais à d'autres, et en particulier aux ambassadeurs impériaux qui exigent sans cesse de nouveaux délais, pour plaire à Votre Majesté. Bien d'autres causes encore ont arrêté le concile dans sa marche contre notre intention, et même contre notre intérêt.

» Votre Majesté désire que nous recherchions les moyens de rendre toujours pure et canonique l'élection de nos successeurs, et d'en éloigner même tout soupçon de simonie. Nous nous en sommes préoccupés; et déjà nous avons fait, sur ce sujet, une bulle dont nous vous envoyons un exemplaire, afin que vous puissiez voir que nous avons prévenu vos désirs.

» Nous ne pensons pas à augmenter le Sacré-Collège; mais si nous avons des cardinaux à créer, nous choisirions des hommes tels que vous les demandez; c'est-à-dire, recommandables par la sainteté de leur vie, par la pureté de leurs mœurs, et capables, par leur science et leur expérience, de partager les soins et les travaux du Pontificat.

» Votre Majesté juge très-sagement que les archevêques et les évêques doivent être tels qu'ils puissent édifier leurs peuples et par leur doctrine et par l'exemple de leur vie. Déjà le concile a pourvu à ce point par un décret qui sera exécuté;

car nous aurons soin qu'on ne confie les églises qu'à des prélats qui en soient dignes, et qu'on prenne auparavant sur leur vie et leurs mœurs des informations sévères...

» Quelque chose que le concile décide sur la résidence des évêques, nous l'approuverons, et nous le ferons exécuter. Mais cette question a été vivement débattue ; et elle n'est point encore décidée. Qu'on décide qu'elle est de droit divin, ou de droit humain ; nous avons résolu de forcer les évêques à résider dans leurs églises, sans en excepter les cardinaux qui en ont quelqu'une à gouverner. La résidence nous a toujours paru nécessaire ; mais surtout dans un temps où les fidèles, à cause du fléau de l'hérésie qui se propage dans presque toutes les parties de la chrétienté, ont un plus grand besoin de la présence et des soins de leurs pasteurs.

» Nous arrivons maintenant au passage de sa lettre, où Votre Majesté dit qu'il faut laisser leur liberté aux pères du concile. Nous avons toujours voulu que le concile fût libre, et jamais nous n'avons fait en sorte qu'on nous référât les questions sur lesquelles il avait à statuer. Plusieurs fois, il est vrai, les légats du concile ont cru devoir nous consulter sur les affaires les plus graves ; et nous ne pouvions pas, nous ne devions pas leur refuser notre avis ; mais en cela nous n'avons point gêné la liberté des pères. Et d'ailleurs, il ne serait ni étrange, ni indigne de la dignité du concile, que les pères eux-mêmes recourussent au Saint-Siège, chef de l'Église, et dépositaire de sa doctrine ; et l'on ne pourrait pas dire qu'il y eût deux conciles, si le concile voulait agir de concert avec son chef. Il ne serait pas plus juste de nous reprocher que nous traitons ici des graves affaires du concile avec quelques cardinaux d'une vertu et d'une capacité reconnues, et que nous prenons leurs avis, puisque nous ne prétendons point par là gêner la liberté de l'assemblée, ni l'empêcher de décréter, de statuer ce qu'elle veut.

» Votre Majesté pense qu'il serait plus sûr, touchant cer-

tains points de réforme, comme celle du conclave, de nous en rapporter au concile, plutôt qu'au jugement de quelques cardinaux. Les disputes sur la résidence nous avertissent au contraire que, dans ce qui regarde la réforme de notre cour, il est plus sage et plus facile de ne pas attendre le consentement d'un si grand nombre d'opinants, sur ce que nous pouvons opérer par nous-même après de mûres réflexions.

» Nous reconnaissons la pitié de Votre Majesté, dans le conseil qu'elle nous donne d'assurer par une bulle notre dignité et notre autorité et celle de nos successeurs ; mais il y a longtemps que nous mettons en pratique l'exhortation qu'Elle nous fait de défendre notre autorité de manière à prouver qu'en cela nous n'avons en vue que l'honneur et la gloire de Dieu, l'accroissement de la foi, le bien de l'Église et de tout le peuple chrétien ; car nous ne cherchons pas nos intérêts, mais ceux de Jésus-Christ dont nous sommes le représentant et le ministre... (1). »

Ces deux réponses exprimaient toute la pensée du Saint-Père, mais elles ne pouvaient pas la rendre avec ces précautions de forme, avec cette convenance, cette douceur ou cette force de paroles qu'auraient décidées, dans un entretien particulier, les circonstances ou les dispositions de l'interlocuteur. C'est pourquoi le Souverain Pontife les retint après les avoir préparées : il se contenta d'écrire à l'empereur un bref très-court où il louait son zèle et sa pitié, et lui annonçait que le cardinal Morone, récemment nommé président du concile, lui porterait sa réponse à Inspruck, d'où il reviendrait ensuite exercer sa charge à Trente (2).

La présence de Morone était ardemment désirée dans cette ville ; mais personne ne la réclamait plus instamment que les trois légats. Ceux-ci, importunés sans cesse par l'impatience

(1) Raynaldi, ad ann. 1563, n. 38.

(2) Raynaldi, ad ann. 1563, n. 60. — Pallav., lib. xx, cap. 8.

des impériaux et des Français, ne pouvaient faire aux uns et aux autres que des réponses évasives, qui ne les délivraient pas de nouvelles sollicitations. Ainsi, aux premiers qui voulaient qu'on adjoignit un autre secrétaire à Massarelli, et aux seconds, qui demandaient qu'on s'occupât activement et exclusivement de la réforme, ils répondirent qu'on ne pouvait rien entreprendre avant l'arrivée des nouveaux légats(1).

Enfin le cardinal Morone arriva à Trente, le 40 avril. Il reçut des pères et des ambassadeurs un accueil aussi brillant qu'empressé. Tous voulurent lui témoigner, par l'expansion enthousiaste de leur joie, les grandes espérances qu'ils avaient fondées sur son expérience et ses mérites (2).

Le lendemain il reçut en audience particulière les ambassadeurs et plusieurs évêques de toute nation qui se présentèrent à lui. Les ambassadeurs français n'attendirent pas une autre occasion pour renouveler les instances qu'ils faisaient sans cesse auprès des légats, pour qu'on activât l'œuvre de la réforme, et qu'on présentât au concile leurs trente-quatre articles. Le cardinal Morone répondit à la première demande que la réforme était dans les intentions et les vœux du Souverain Pontife, et qu'on s'en occuperait sans retard ; à la seconde, que les articles présentés par les Français étant conformes aux propositions de l'empereur, il convenait qu'il vît ce prince, avant de les soumettre aux délibérations des pères, afin qu'on pût satisfaire à la fois aux uns et aux autres.

Les impériaux ne se pressèrent pas moins de lui demander la concession du calice. Morone leur rappela que le concile avait abandonné cette affaire à la décision du Souverain Pontife ; et que l'empereur, avant de renouveler cette demande, voulait en conférer avec les autres princes (3).

(1) Pallav., lib. xx. cap. 9.

(2) Torelli, *Diar.* ap. Martène, *Veter. script. .. ampliss. coll.*, t. VIII. col 1325.  
— Gabriel Paleottus, ap Raynaldi, ad ann. 1563, n. 62.

(3) Pallav., lib. xx, cap. 41.



Enfin le nouveau légat sut répondre à la joie commune sans s'y livrer, confirmer l'attente de tous, sans la flatter, et s'abstenir de ces promesses imprudentes, qu'arrache quelquefois un accueil enthousiaste, mais qui enchaînent la liberté de l'homme public qui les fait.

L'arrivée de Claude Quignonès, comte de Lune, ambassadeur du roi d'Espagne, n'excita pas les mêmes sentiments parmi les pères. On lui accorda les honneurs dus à son rang ; on lui fit un accueil brillant, mais dépourvu de cette spontanéité que l'étiquette ne saurait remplacer. On connaissait la fierté de son caractère, ses prétentions à la préséance, et l'on vit moins en lui le représentant d'un grand prince que l'auteur de graves embarras. Ces appréhensions préoccupaient tous les esprits ; mais les légats les dissimulaient avec d'autant plus de soin qu'ils en étaient plus fortement saisis et qu'il y avait un plus grand danger à les manifester. Ils affectèrent même avec l'ambassadeur un certain abandon qu'inspire ordinairement la confiance, mais que la prudence seule leur imposait. « Hier, écrivaient-ils au cardinal Borromée, le comte de Lune vint nous visiter, et nous remit, de la part du roi catholique, une lettre datée du 20 octobre (de l'année passée). Il excusa d'abord l'ancienneté de cette date, et en rejeta la cause soit sur la longue maladie qu'il avait essuyée, soit sur des occupations qu'avait nécessitées le service de son souverain ; en sorte qu'il n'avait pu ni se mettre en route, ni arriver aussitôt qu'il l'aurait voulu. Puis, nous ayant salués au nom du roi catholique, il s'étendit longuement sur les bonnes dispositions dont ce prince était animé à l'égard du concile et du Saint-Siège, et sur l'espérance qu'il nourrissait que ce concile remédierait enfin aux maux de la chrétienté ; car, à ses yeux, le concile était le moyen particulier que Dieu avait laissé à son Église pour de semblables circonstances. Arrivant ensuite à l'objet spécial de sa mission, il ajouta que, pour la remplir, il devait aider le concile à accomplir la

sienne, le favoriser dans une entreprise d'où dépendait le bien public, et employer même le nom et l'autorité du roi d'Espagne, pour amener un résultat que le monde attendait avec une si juste impatience. Nous fîmes une réponse convenable à chaque partie de sa communication. Nous lui témoignâmes combien son arrivée nous était agréable soit à cause du grand monarque qu'il venait représenter, soit à cause de la personne honorable de l'ambassadeur. En dernier lieu, comme si nous eussions voulu prendre de lui des avis, nous invoquâmes l'expérience qu'il avait des hommes et des choses de l'Allemagne, puisqu'il avait longtemps vécu à la cour de l'empereur ; et nous le priâmes de nous dire quel serait, selon lui, le moyen le plus propre pour rétablir, dans ce pays, l'empire de la véritable religion sur les esprits. Il ne sut, ce semble, nous en suggérer d'autre, sinon qu'on y envoyât de bons prédicateurs, et qu'on y développât le plus qu'on pourrait l'action de la compagnie de Jésus. Il s'étendit beaucoup sur ce sujet, et sembla éviter de faire mention de la communion sous les deux espèces. Enfin, il prit congé de nous en nous promettant de nous faire une autre visite avant le départ du cardinal Morone (1). »

Le cardinal Morone, en effet, devait aller remplir, auprès de l'empereur, la mission qu'il avait reçue du Souverain Pontife, avant d'entrer dans ses fonctions de légat ; mais il ne voulut pas attendre plus longtemps pour s'installer dans son emploi.

La congrégation du 13 avril, témoin de cette cérémonie, reçut des circonstances actuelles une solennité grave et sévère : les plus puissants princes de la chrétienté harcelaient sans cesse le concile par leurs exigences ; les pères eux-mêmes, selon l'expression d'un historien, étaient lancés par la discussion sur un océan de difficultés, dont on n'apercevait ni

(1) Ex annotat. Lagomars., in *Epist. Jul. Pog.*, t. III, p. 286.

le terme, ni le résultat ; et, pour comble de malheur, la mort, en frappant le cardinal de Mantoue, leur avait enlevé l'homme, le plus capable de résister aux princes sans les irriter, et d'apaiser les disputes sans blesser la liberté de la parole. Tous étaient pénétrés de la grandeur du péril ; tous tournaient leurs regards inquiets vers le successeur de celui dont ils pleuraient encore la perte, et attendaient avec anxiété que ses premiers actes leur donnassent des garanties pour l'avenir. On rendait hommage à ses grandes qualités de cœur et d'esprit ; mais il n'avait pu encore développer celles qu'exigeaient la présidence du concile et les circonstances qui la rendaient si difficile.

Le cardinal Morone comprit sa position : il lut dans la physionomie de l'assemblée le besoin, l'anxiété, les regrets, les espérances, les vœux des esprits ; il comprit ce qu'on demandait de lui, ce qu'il devait être, ce qu'il devait dire et faire pour répondre dignement à sa mission et à l'attente générale. Et pour ne pas laisser plus longtemps les pères sous le poids de leurs préoccupations, il leur expliqua dès ce moment la ligne de conduite qu'il voulait suivre, et l'idée qu'il s'était formée de son emploi. Lors donc que le secrétaire eut donné lecture de la bulle qui accréditait le nouveau légat auprès du concile, Morone se leva au milieu du plus profond silence, et, de cet air de majesté qu'il avait dans toute sa personne, il prononça un discours conçu en ces termes :

« Vous savez tous, très révérends pères, dans quel état se trouve la république chrétienne, vous savez tous quels orages ont éclaté sur l'Église, dans quel mépris est tombée la discipline ecclésiastique, au milieu de quels troubles, de quelles séditions s'agitent les peuples ; de quelles calamités nous a affligés sur terre et sur mer le Turc, cet implacable ennemi du nom chrétien, et de quels dangers il nous menace encore, si nous ne cessons de le favoriser par nos divi-

sions intestines. C'est pour ces raisons, connues du monde entier, que Pie IV, Pontife suprême, a convoqué le concile dans cette cité : dans son amour pour le bien, il a pensé que cette assemblée, avec le secours divin, apporterait enfin quelque remède à tant de maux. Dieu nous les a envoyés dans sa colère ; nous l'apaiserons, si nous rétablissons la foi catholique dans son intégrité, si nous rendons à l'Église son antique splendeur ; et les guerres et les séditions s'éteindront partout, et les dangers, suspendus sur nos têtes, s'éloigneront enfin de nous. Voilà pourquoi est ici rassemblé ce nombreux et illustre concile, où nous voyons tant de personnages éminents, deux cardinaux-princes, moins remarquables par la grandeur de leur naissance que par leurs qualités personnelles, les illustres ambassadeurs de Sa Majesté Impériale, et de tant de grands rois, de villes libres, de princes et de nations, tant de prélats distingués par leur science, leur sagesse et leur vertu, tant de savants et de célèbres théologiens, tant d'hommes enfin qu'on ne saurait trop louer. Hélas ! le concile, si noblement composé, poursuivait activement son œuvre, lorsqu'une mort funeste est venue interrompre de si glorieux travaux et nous arracher le cardinal de Mantoue et le cardinal Seripandi, ces deux hommes si habiles et si sages dont la perte excite notre douleur et nos regrets. Ils jouissent maintenant, j'en ai la confiance, du *bonheur de ceux qui meurent dans le Seigneur* ; mais je plains la chose publique, qui, dans ces temps calamiteux, avait un si grand besoin de leur appui ; je regrette deux nobles amis avec qui j'entretenais des rapports si doux et si intimes. A la nouvelle fatale de leur mort, le Souverain Pontife, de l'avis et du consentement du Sacré-Collège, me nomma moi le dernier de tous les collègues, à la place du cardinal de Mantoue, m'adjoignit dans cette légation le très-révérend cardinal Navagero, prélat recommandable par son érudition et par sa prudence. Je vous l'avoue, mes pères, je me méfiais

de mes forces, je redoutais le poids de cette dignité ; et je l'ai refusée autant qu'il m'a été permis, autant que j'ai pu. Mais la nécessité d'obéir l'a emporté sur mes appréhensions : il a fallu me soumettre au Vicaire de Jésus-Christ, qui a confié à saint Pierre et à ses successeurs le soin et le gouvernement de son Église.

» C'est donc par l'ordre du Saint-Père que je suis venu. Une mission auprès de Sa Majesté impériale m'éloignera momentanément du concile ; mais j'y reviendrai bientôt, avec la grâce de Dieu, et alors je me livrerai tout entier avec mes illustres collègues aux travaux que demandent de nous le salut des peuples, l'honneur de l'Église et la gloire de Jésus-Christ. Je me sens dépourvu des qualités nécessaires pour cette entreprise ; mais j'apporte avec moi deux choses essentielles : la volonté du Saint-Père et la mienne. J'ai interrogé l'intention du Souverain Pontife ; je la connais, j'en suis assuré : il ne désire rien plus ardemment, il n'a rien de plus à cœur que la doctrine catholique soit débarrassée de toute opinion hérétique, que les mœurs soient corrigées, que les abus soient extirpés, qu'on pourvoie aux besoins des provinces où la piété fut autrefois si florissante ; enfin, que la paix se rétablisse partout, que la concorde règne entre tous, même avec les adversaires, si elle peut s'opérer sans blesser la piété, sans entamer les droits du Saint-Siège. Quant à ma volonté propre, vous la trouverez toujours ardente à faire, avec le secours de Dieu, ce que Sa Sainteté veut et commande. C'est à ce but que tendront toutes les ressources de mon esprit, quoique modiques, tous mes soins, tous mes efforts. Quels seront les effets de ces dispositions ? C'est de vous qu'ils dépendent, très-sages Pères : oui, votre prudence, votre autorité, votre science peuvent amener l'heureux résultat pour lequel le concile est assemblé et que tout le monde désire. C'est pourquoi, je vous exhorte, mes très-honorables Pères, à éloigner de vos délibérations ces débats



qui ont dans le monde, un si triste retentissement, des questions inutiles qui tendent, non à affermir la vérité, mais à troubler vos réunions, et à consumer, sans fruit, un temps précieux. Je vous conjure, par le Seigneur, de concentrer votre attention et vos soins sur les questions nécessaires. Prenons garde que le vent d'une vaine science ne nous jette loin du port de l'humilité. Pourquoi sommes-nous ici ? pour y faire l'œuvre de Dieu ; mais dans une pareille entreprise, nous avons surtout besoin d'une prière continuelle et d'une grande humilité ; car Dieu résiste aux superbes, et donne sa grâce aux humbles. Soyons humbles, soyons unis dans l'Esprit saint et un heureux succès couronnera notre œuvre ; et l'Église de Dieu retirera les fruits les plus abondants de nos travaux, de nos voyages, de nos sacrifices, de nos dangers. Et vous, mes pères, vous allumerez et vous élèverez ce brillant flambeau des sciences divines qui éclairera non-seulement les pas des hommes qui vivent maintenant, mais encore ceux de leurs descendants, et leur montrera le port du salut où ils doivent tendre ; vous ferez louer et glorifier le nom du Seigneur ; vous participerez vous mêmes ici-bas à cette gloire, et recevrez, dans une vie meilleure, la couronne de l'immortalité (1). »

Ce discours, à la fois si simple, si habile, si doux et si ferme, produisit une grande sensation dans l'assemblée : il leur révéla dans le cardinal Morone un légat dont le génie avait mesuré la grandeur de sa mission, et la nature de ses devoirs, qui, par une longanimité prudente, par son caractère conciliant et énergique tout ensemble, saurait maintenir la suprématie du chef sur les membres, l'ordre dans les délibérations, l'union dans les efforts, et les diriger avec vigueur vers la fin du concile.

Le cardinal Morone devait bientôt développer dans l'exer-

(1) Raynaldi. ad ann. 1563, n. 64. — Labbe, t. XIV, col. 1598.

cice de ses fonctions, les grandes vues qu'il avait annoncées dans son discours. Le 14 avril, il partit pour Inspruck, où se trouvait la cour de l'empereur. Pendant son absence, les autres légats eurent à statuer sur une nouvelle prorogation de la session : on approchait du 22 avril, jour où elle devait avoir lieu ; et les matières qu'on avait résolu d'y décider n'étaient point encore prêtes ; car la mort des cardinaux de Mantoue et Seripandi, les honneurs funèbres rendus à la mémoire du duc de Guise, que le calvinisme avait assassiné par les mains de Poltrot, les négociations sur la place qu'il convenait de donner à l'ambassadeur espagnol, avaient interrompu les délibérations et retardé la solution des points proposés. Les deux légats présents jugèrent qu'un mois et demi pourrait suffire à l'expédition des affaires qui étaient restées suspendues, et proposèrent de différer la session jusqu'au 3 du mois de juin. Mais les pères craignirent que si on précisait le jour de la session, on ne fût encore exposé à la honte d'une nouvelle prorogation ; car des circonstances imprévues pouvaient interrompre l'assemblée dans ses travaux, et l'empêcher ainsi de préparer les matières convenues. Il fut donc résolu que la session serait prorogée à un jour incertain, sauf ensuite au concile à le déterminer, lorsque ses travaux seraient assez avancés pour pouvoir le faire sans inconvénient (1).

Les pères ne sortirent de la séance où la prorogation venait d'être résolue, que pour assister aux funérailles de Pierre Soto, qui avait succombé, la veille, à une courte, mais cruelle maladie. Aussi inflexible dans ses opinions qu'austère dans sa vertu, ce savant et vénérable religieux s'était toujours rangé du côté des prélats espagnols dans la question de la résidence et de l'institution des évêques, et avait sou-

(1) Pallav., lib. xx, cap. 12. — Lettre des légats au cardinal Borromée, citée par Lagomars., *Epist. et Orat. Pog., Annot. illust.*, t. III, p. 285.

tenu, comme eux, que l'une et l'autre sont de droit divin. Il trouva même, au milieu de ses souffrances, assez de force et de présence d'esprit pour dicter l'expression de ses sentiments qu'il adressa au Souverain Pontife. Il le priait en termes qui se ressentaient un peu trop de la ténacité de ses convictions, ou peut-être de la violence de ses douleurs. de faire en sorte qu'on définit de quel droit est la résidence des pasteurs, et qu'on décidât que l'institution et la juridiction des évêques sont de droit divin. Mais, afin que personne ne se méprit sur ces intentions, il ajoutait : « Au moment de rendre le dernier soupir, j'atteste que Votre Sainteté est supérieure à tous les conciles, et qu'elle ne peut en aucune manière, être jugée par eux ; et je crois qu'il est très-important que ce point devienne, dans l'Eglise, une vérité de foi ; car l'opinion contraire tend manifestement à la sédition, à la guerre et au schisme (1). » Et comme si une protestation si énergique n'eut pas suffi à sa conscience, il terminait sa lettre par un humble abandon au jugement du Vicaire de Jésus-Christ : » Voilà, Saint Père, ce que, de mon lit de mort, je dépose humblement et sincèrement à vos pieds. Je demande très-humblement pardon pour la liberté que je me permets ici, et que j'ai prise d'autres fois, en protestant néanmoins que je n'ai consulté que ma conscience, la gloire de Dieu, l'unité du Siège apostolique et le bien de Votre Sainteté (2). »

L'arrivée du cardinal Navagero adoucit la douleur que

(1) Ego igitur vivens et moriens testor Sanctitatem Tuam superiorem esse omnibus conciliis, nec posse ab eis ullo modo judicari, idque ut aperte definiatur in Ecclesiâ, credo plurimum expedire ; quia contrarium manifestè vergit ad seditionem, bella atque schismata in Ecclesiâ.

(2) Cette lettre est intégralement rapportée par Raynaldi sous l'an 1563, n. 74 ; — par Lagomars., *Annot. in Epist. Jul. Pog.*, t. III, p. 289 ; — par Torelli Phola, *Diâr. concil. Trident.*, ap. Martène, *Veter. Script... ampliss. Collect.*, tom. VIII, col. 1339, etc.

causait aux pères la perte d'un homme dont ils avaient si souvent admiré les lumières et les vertus. Le nouveau légat avait prévu que les cérémonies de son entrée donneraient occasion à quelque dispute sur la préséance entre les ambassadeurs français et le comte de Lune. Il préféra la paix aux honneurs dus à son rang, et entra dans la ville en litière, après le coucher du soleil, la veille du jour où les pères devaient lui faire une réception solennelle (1).

En ce moment, les affaires les plus importantes du concile n'étaient point traitées à Trente, mais à Inspruck, entre l'empereur et le cardinal Morone. Les instructions que le légat apportait de Rome roulaient sur la lettre secrète de ce prince au Souverain Pontife, et se divisaient en autant de chapitres qu'il y avait de chefs dans la demande de Ferdinand. Pour mettre dans notre récit plus de précision et de clarté, nous rapprocherons ici de chaque chef la réponse qu'y opposa le cardinal.

I. L'empereur s'était plaint de la longueur du concile, qui entraînait de grandes dépenses, retenait les évêques loin de leurs diocèses, au grand préjudice des peuples, et pouvait devenir plus fatale encore, si la mort frappait le chef de l'Église, ou celui de l'Empire.

Deux causes principales amenaient ce retard, répondait Morone : D'abord les princes eux-mêmes y contribuaient beaucoup par leurs exigences et par les propositions que leurs ambassadeurs portaient sans cesse de leur part au concile. Ensuite les pères étaient très-nombreux et fort longs dans l'exposition de leurs sentiments. Il ne tenait qu'aux princes de détruire la première cause ; quant à la seconde, les princes eux-mêmes étaient souvent obligés de la subir dans leurs conseils. L'empereur reprit que, pour l'éviter, on

(1) Lettre de l'archevêque de Zara au card. Cornara, du 29 avril, Baluz., *Miscellan.*, t. IV, *append.*, p. 307. — Pallav., lib. XX, cap. 43.

pourrait diviser les pères en plusieurs comités qui seraient chargés chacun de la discussion d'une question particulière. La réponse n'était point difficile : déjà plusieurs fois on avait formé de ces comités, et on en formerait encore toutes les fois que l'abondance et les difficultés des matières l'exigeraient.

II. L'empereur, persuadé qu'on voulait suspendre le concile, en avait témoigné son mécontentement au Souverain Pontife. Le cardinal Morone protesta que jamais la suspension du concile n'était entrée dans la pensée de Pie IV ; qu'il avait toujours eu au contraire la volonté de le conduire à bon terme, plus par zèle pour le bien public que par la crainte des fâcheux résultats que pouvaient avoir les synodes nationaux ; car les diètes et les pragmatiques, auxquelles les princes ne cessaient de recourir, apportaient encore plus de maux à l'Église.

III. L'empereur disait qu'on ne laissait une assez grande liberté, ni aux évêques sujets du Saint-Père, ni à ceux dont il payait l'entretien, ni aux autres en général ; que les légats envoyaient les décrets au Pape, avant qu'ils eussent été publiés dans le concile, ce qui faisait penser à plusieurs que le concile se tenait plutôt à Rome qu'à Trente.

L'expérience démentait cette accusation : les pères exprimaient leurs opinions avec une liberté telle qu'elle semblait quelquefois sortir des bornes de la modération et même de la décence. Les évêques italiens, ou les évêques pauvres, opinaient même avec plus d'indépendance que les prélats les plus riches, ou sujets d'autres princes ; car ceux-ci avaient plus à craindre de leurs souverains, que ceux-là, du Souverain Pontife, et les uns avaient plus à perdre, que les autres, à espérer, ou à gagner ; et d'ailleurs il était notoire que plusieurs des évêques incriminés, avaient soutenu des opinions auxquelles le Pape, disait-on, était opposé.

Les légats, ajoutait Morone, avaient dans leurs attributions



tions une puissance générale, mais souvent il se présentait des cas imprévus, et alors, non-seulement ils pouvaient, ils devaient même déférer au Souverain Pontife ceux qui étaient d'une importance majeure, comme les ministres des princes avaient coutume de le faire à leur égard. D'ailleurs le Pontife ne faisait point de décrets sur les matières traitées à Trente ; ils s'établissaient toujours dans le concile à la pluralité des voix. C'était donc à tort qu'on prenait pour un concile les consultations qui se tenaient à Rome. Quant à la résidence, si elle n'avait pas encore été définie, il fallait s'en prendre non au Souverain Pontife, mais au partage des opinions dans le concile.

IV. L'empereur n'approuvait pas la fameuse clause : *Proponentibus legatis* ; mais il changea de sentiment lorsqu'il sut que le concile l'avait adoptée. Toutefois il se réserva le droit de faire présenter ses demandes par ses ambassadeurs, si les légats refusaient eux-mêmes de les proposer.

V. La cinquième demande de l'empereur roulait sur la réformation de l'Église *dans son Chef*.

Le Souverain Pontife, selon Morone, avait déjà entrepris cette œuvre ; il la poursuivait avec zèle, et il agréerait avec reconnaissance les conseils que l'empereur voudrait bien lui suggérer. Aurait-on voulu que le concile opérât cette réforme ! Mais jamais on n'avait vu dans l'Église que son Chef reçut la loi du concile ; et le concile ne pouvait pas la lui faire, puisque ses décrets n'avaient eux-mêmes force de loi, que lorsqu'il avaient été approuvés et confirmés par le Souverain Pontife.

L'empereur reprit que son intention n'avait jamais été que la réforme tombât sur le domaine temporel du Pape, ni sur la personne de Pie IV, qui méritait son estime et celle de tout le monde ; que dans ce *Chef*, il avait entendu comprendre les Papes en général, car sous quelques-uns, des dispenses trop fréquentes, des immunités trop larges, des collations

de plusieurs bénéfices à un seul, des créations trop nombreuses d'évêques et de cardinaux, avaient été une source féconde de maux, et la cause des abus qui avaient coutume de se glisser dans l'élection des Papes ; qu'à la vérité, le Pontife pouvait lui-même appliquer le remède que réclamaient tant de maux, mais que s'il laissait ce soin aux pères de Trente, il en acquerrait plus de gloire, le concile, plus d'autorité, et la réforme, plus d'efficacité.

Le cardinal Morone demanda et obtint que, dans l'écrit présenté par l'empereur, on substituât des expressions générales à ces mots : *dans son chef*, parce que les hérétiques pouvaient l'interpréter en mauvaise part, contrairement à la pensée de l'empereur. Sur les autres points, il répondit que Pie IV avait laissé au concile le soin de la réformation ; qu'il ne s'était réservé que deux choses : l'élection du Pape et la promotion des cardinaux ; et pour de bonnes raisons. D'abord, quant à l'élection du Pape, Pie IV avait déjà fait une constitution pour la régler ; mais elle ne pouvait pas être présentée au concile, de crainte qu'elle n'interrompît les délibérations courantes, qu'elle n'occasionnât des dissidences parmi les pères et d'autres inconvénients qu'il était sage de prévenir. D'ailleurs, cette élection serait plus régulière, plus paisible et plus facile si les princes ou leurs ministres voulaient s'abstenir désormais d'y intervenir, ou s'ils consentaient à se soumettre aux peines portées par la bulle.

Pie IV n'avait pas eu des motifs moins justes pour se réserver la promotion des cardinaux. D'un côté, le Pape ne pouvait pas être contraint à prendre pour conseillers ceux qui avaient eu la confiance de son prédécesseur ; il devait par conséquent pouvoir en créer de nouveaux. De l'autre il n'était pas possible d'en restreindre le nombre, comme le proposait l'empereur ; car le Pontife choisissait dans le Sacré Collège des légats, des gouverneurs de provinces, que leur mission tenait éloignés de Rome. La vieillesse et les infirmités empêchaient les au-

tres de prendre part aux travaux de leurs collègues. Il fallait bien qu'il en restât quelques-uns auprès du Saint-Père. En outre les mérites éminents de certains personnages, et souvent les exigences des princes ne permettaient pas de diminuer le nombre des cardinaux.

VI. L'empereur avait demandé s'il n'était pas à propos qu'il se rencontrât à Trente avec le Pape ; mais le Souverain Pontife n'ayant pu se rendre dans cette ville, ni l'empereur à Bologne, où il avait été invité à venir recevoir la couronne, ce double projet de voyage fut abandonné (1).

La justice était du côté du cardinal Morone ; il sut la faire triompher. Il restait cependant trois points sur lesquels Ferdinand ne lui avait pas donné raison. Le jour même de son départ, le légat fit remettre à ce prince par le nonce Delfini, un écrit où il priait l'empereur de ne pas persister à demander le vote par nations, d'où il résulterait que le suffrage d'un seul Irlandais, par exemple, équivaudrait aux voix de vingt, trente, quarante Français ou Espagnols, etc., ni la suppression de la clause *proponentibus legatis* ; qui accuserait quelque inconstance dans les pères, et affaiblirait ainsi l'autorité de leurs décrets ; ni enfin la présentation au concile de la bulle sur les conclaves, car il ne convenait pas que le Pape soumît au jugement d'autrui ce qu'il avait établi après un mûr examen, et de l'avis d'hommes, plus versés dans ces sortes de matières que la plupart des membres du concile.

L'empereur accueillit cette lettre avec bienveillance, et dès le lendemain il y fit une réponse empreinte du même sentiment. Il y disait 1° qu'il ne demandait le vote par nations que dans les réunions particulières, et seulement comme une préparation aux congrégations générales, dans lesquelles il n'entendait pas qu'on changeât le mode de voter ; 2° que, sa-

(1) Pallav., lib. xx, cap. 13-14. — *Acta Torelli*, ap. Martène, *Veter. Script. ampliss. Collect.*, t. VIII, col. 1351 et seqq.

tisfait de la liberté dont jouissaient ses agents de faire parvenir ses demandes au concile, il n'insistait plus sur la suppression des mots *proponentibus legatis* ; 3° que la bulle sur les conclaves avait son approbation , qu'il désirait seulement qu'elle fut observée, consentant même pour cela à ce que les peines qu'elle portait fussent appliquées aux princes et à leurs ambassadeurs.

Cette réponse complétait le succès de la mission de Morone. Le Souverain Pontife en conçut une joie d'autant plus vive qu'il attachait à cette négociation une grande importance (1).

L'absence de Morone avait ralenti les délibérations de l'assemblée, mais sa négociation avait suppléé à la stérilité des séances. Deux questions seulement leur avaient rendu quelque animation. Le 12 mai, on porta à la congrégation générale le projet de décret, qu'une commission, nommée à cet effet, avait été chargée de dresser sur les abus, relatifs au sacrement de l'ordre. On l'avait communiqué auparavant aux représentants des puissances. Ceux-ci toujours les premiers à hâter l'œuvre de la réformation, étaient aussi les plus empressés à s'y opposer, dès qu'elle menaçait de les atteindre. L'ambassadeur d'Espagne, auquel se joignit celui de Portugal, ordinairement si modéré dans ses demandes, se récrièrent contre le premier chapitre, parce qu'il exigeait sur le mérite et les qualités des candidats de sévères informations, qui pouvaient, disaient-ils, gêner le choix des souverains. Tel était le sort que les ambassadeurs faisaient au concile : ils se plaignaient sans cesse de la corruption du clergé, et accusaient le Pape et ses légats de ne pas pourvoir à ces scandales ; et lorsque l'assemblée prenait des mesures rigoureuses pour les détruire, les ambassadeurs se plaignaient qu'on voulut faire tort à leurs maîtres. Mais l'assemblée avait con-

(1) Pallav., lib. xx, cap. 15.

science de sa mission, et elle la poursuivit malgré les réclamations du comte de Lune.

Le cardinal de Lorraine ouvrit les délibérations sur ce projet, par une éloquente critique des abus qu'on se proposait de corriger. Le projet lui paraissait incomplet ; les mesures, impuissantes. Il suggéra donc à la commission une matière plus abondante, et des moyens plus efficaces. Quant à l'élection des évêques par le Pape, il la trouvait défectueuse. La nomination faite par les chapitres ou par les princes, lui présentait des inconvénients encore plus graves, car elle était souvent inconsidérée, ou inspirée par des vues humaines et des considérations personnelles. Il ne voulait cependant pas qu'on abandonnât cette élection au peuple ; mais il concluait qu'il fallait revenir au mode suivi par Jésus-Christ et par ses apôtres. Voilà ce qu'il pensait de l'élection ; voici son opinion sur les élus. On ne devait plus nommer d'évêques *in partibus infidelium* ; car, contre le serment qu'ils prêtent à leur consécration, ils ne peuvent ni par eux-mêmes, ni par d'autres, annoncer l'Évangile dans l'Église dont ils portent le titre. Ils n'ont pas même l'intention de remplir leur promesse. D'ailleurs, par suite de cet usage, il y avait souvent, pour un seul siège, deux évêques dont l'un le possédait de droit, et l'autre de fait ; et quoique celui-ci fût schismatique, il administrait néanmoins valablement les sacrements de l'ordre et de la confirmation. Le cas serait devenu bien plus embarrassant, si le prélat schismatique s'était converti.

Il ne convient pas davantage, ajoutait-il, de donner des évêchés à des cardinaux diaques : n'est-ce pas un scandale que celui qui ne veut pas être évêque, possède un évêché ? Prenant de là occasion de parler de la promotion des cardinaux, l'orateur dit qu'on ne devait jamais en créer un avant l'âge de vingt-sept ans, ou au moins avant l'âge requis pour le diaconat, à moins qu'on ne pensât que la majesté de la pourpre pût suppléer à la maturité de l'âge. Il voulait encore



qu'on obligeât ceux des évêques du concile, qui étaient seulement nommés, de se faire sacrer sans retard, ou qu'on les privât du droit de suffrage; qu'on renonçât désormais aux dispenses, ou qu'on s'en abstint au moins pendant deux ans, enfin qu'on remit en vigueur les fonctions des quatre ordres mineurs, qui avaient été si sagement établies (1).

L'archevêque de Grenade appuya l'opinion du cardinal de Lorraine, et l'amplifia avec cette véhémence qui était dans son caractère. Il attaqua surtout les réserves et les exemptions qui soustrayaient des prêtres, quelquefois très-éloignés de Rome, à l'autorité des évêques, pour les mettre sous la dépendance immédiate du Pape. Dom Barthélemy-des-Martyrs s'éleva avec beaucoup de zèle contre les abus qu'il s'agissait de corriger, et insista surtout sur la nécessité d'employer des remèdes vigoureux pour les détruire (2).

Dans la congrégation du 17 mai, l'archevêque de Lanciano, exposant son sentiment sur le même sujet, fit une sortie contre les évêques allemands, surtout contre les électeurs,

(1) Le cardinal de Lorraine déploya dans cette occasion l'éloquence qui excitait toujours l'admiration des assistants sans jamais la lasser. « Le premier à dire son avis, écrivait l'archevêque de Zara, fut le cardinal de Lorraine... On l'écoula avec une très-grande attention, parce qu'il parla avec autant d'éloquence que de force. Il n'épargna pas même son roi quand il le crut à propos. Il s'étendit longuement sur l'article relatif aux abus qui accompagnent l'élection des évêques; il les attaqua avec beaucoup de vigueur, et signala de même les inconvénients qui en résultaient. Il se proposait de combattre un article sur le même sujet qui avait été arrêté à Poissy; comme cette disposition ne lui plaisait pas, il voulait la faire rejeter par le concile. Je crois qu'il aura réussi, car cet article ne paraît pas plaire davantage à la majorité des pères... » (Lettre du 12 mai).

Dans une des congrégations suivantes le cardinal s'expliqua sur les autres articles du projet, et il le fit avec un succès que l'archevêque de Zara constate en ces termes : « La congrégation toute entière fut consacrée à l'entendre. Il faut avouer que c'est un des plus rares sujets que son ordre possède de nos jours : esprit vif, il saisit de suite ce qu'il doit dire, et il le dit avec tant de facilité, avec tant de grâce et de charme qu'il semble que les belles choses fleurissent sur ses lèvres; *pare che tutte le cose belle gli fioriscano in bocca.* » (Lettre du 17 mai, Baluz. *Miscell.*, t. IV, append., p. 309).

(2) Pallav., lib. xx, cap. 16. — Lettre de l'archevêque de Zara au cardinal Cornara, du 17 mai, l. c.

qui, refusant de venir au concile, ne daignaient pas même s'y faire représenter par des procureurs. L'évêque des Cinq-Églises interpellé sur la cause de leur absence, répondit que la crainte de laisser leur troupeau sans défense contre les hérétiques, les avait tous retenus dans leurs diocèses ; que s'ils ne s'étaient pas fait représenter, c'est qu'ils l'avaient jugé inutile, puisque leurs procureurs ne devaient pas avoir voix délibérative au concile. Et ici, il demanda à son tour pourquoi les procureurs n'avaient pas sous Pie IV le droit dont ils avaient joui sous Paul III, celui de donner leur suffrage (1).

Ces récriminations entraînèrent les pères hors de la question et les jetèrent dans une autre qui pouvait entraver la marche régulière des affaires. Drascovitz n'avait peut-être pas l'intention de la soulever, mais ses paroles fournirent à des hommes qui l'avaient, l'occasion de jeter cette affaire au milieu des délibérations. Arnaud Du Ferrier se leva et dit que plusieurs évêques français n'ayant pu quitter leurs diocèses pour ne pas les livrer sans secours aux embûches des hérétiques, avaient envoyé au concile des hommes de talent et de mérite pour les représenter ; il pria donc les légats de leur donner voix délibérative (2).

La question s'engagea aussitôt sur les droits des procureurs, et il ne fut plus possible aux légats de l'étouffer. Avant de raconter les discussions auxquelles elle donna lieu, nous devons en exposer l'état.

Paul III, affligé de la négligence de quelques évêques à se rendre au concile et du peu d'aptitude qu'y apportaient souvent ceux qui les représentaient, priva les procureurs, par un bref de l'an 1545, de tout droit ou de tout privilège qu'ils auraient pu avoir, de donner leur suffrage dans le concile,

(1) *Acta Torell.*, ap. Martène, op. cit., t. VIII, col. 1341.

(2) Pallav., lib. xx, cap. 17.

et ne leur laissa que celui d'exposer les raisons qui motivaient l'absence de leurs évêques. Cependant, à cette époque, les diocèses des évêques dont on se plaignait, étaient menacés par l'hérésie, et environnés de bandes de sectaires armés. Les légats prièrent donc le Souverain Pontife de rendre, par un autre bref, aux procureurs de ces prélats le privilège de donner leurs suffrages. Le bref fut accordé ; mais les légats eurent ordre de s'en servir sans le faire connaître, pour ne pas occasionner des troubles parmi les autres et des abus parmi les Allemands. Fidèles aux intentions du Pape, ils ne donnèrent le droit de suffrage qu'aux procureurs du cardinal Othon Truchsess, évêque d'Augsbourg et de l'électeur de Trèves. Le cardinal Simonetta qui assistait alors au concile, affirma, dans la circonstance dont nous rendons compte, que ces procureurs avaient seulement voix consultative. Massarelli ajouta qu'il se souvenait bien que ce privilège avait été accordé, mais qu'il ne pouvait pas dire qu'on en eût fait usage ; il assurait au moins que sous Pie IV, il avait reçu dans une congrégation générale, le suffrage des procureurs des évêques de Saltzbourg et d'Eychstadt ; mais que le Pape mécontent de ce procédé, publia une bulle pour le défendre, et révoqua la concession de Paul III (1).

Ces détails, loin de désarmer les prétentions des ambassadeurs, leur montrèrent la possibilité de les faire triompher, et ils n'épargnèrent rien pour obtenir ce succès.

Force fut aux légats de vider la question : ils la partagèrent en quatre articles, qu'ils soumirent à l'appréciation d'habiles canonistes :

1<sup>o</sup> Doit-on accorder aux procureurs, comme tels, voix délibérative dans le concile ?

2<sup>o</sup> Ont-ils de droit voix consultative ?

(1) Pallav., lib. xx, cap. 17.

3° Ont-ils du moins le droit de siéger dans les congrégations générales ?

4° Un évêque, procureur d'un autre évêque, a-t-il double suffrage, le sien et celui du prélat qu'il représente (1) ?

Les canonistes, tout en tenant compte de la variation de la coutume, répondirent négativement sur les trois premiers points, parce que, disaient-ils, les décrets auxquels les pères prennent part dans le concile, se font avec l'assistance et par l'inspiration de l'Esprit-Saint, que cette assistance n'a été promise qu'à ceux qui ont une prélature certaine, et que ceux-ci ne sauraient la déléguer à d'autres.

Le quatrième point leur parut douteux, à cause des raisons qui militaient également pour et contre.

Les légats n'osèrent pas baser une solution sur les raisons des canonistes : ils l'abandonnèrent au Souverain Pontife ; en lui soumettant toutefois trois expédients pour la faciliter.

Le premier consistait à publier son bref et celui de Paul III qui ôtaient ce privilège aux procureurs.

Le second était de remettre cette affaire au jugement du concile. Et par le troisième, il aurait promis aux ambassadeurs que, dans l'intention de les satisfaire, on accorderait aux procureurs et à quelques-uns des théologiens les plus distingués de leurs nations, à leur choix, l'entrée des congrégations, mais sans leur donner droit de suffrage.

Le premier parti pouvait donner lieu à de vifs débats, à d'ardentes récriminations de la part des évêques étrangers à l'Italie. Le second semblait devoir amener violemment une solution négative ; car les évêques présents qui avaient supporté les fatigues et les dépenses d'un long voyage pour se rendre à Trente, ne souffriraient pas que les absents eussent autant d'autorité qu'eux-mêmes dans le concile.

Le troisième tendait à concilier les divers intérêts ; et ce

(1) Pallav , lib. XXI, cap. 1.

fut à celui là qu'on s'arrêta ; les évêques présents y consentirent ; les ambassadeurs se montrèrent satisfaits. Il était plus difficile de prendre un parti à l'égard des Allemands, de ceux d'entre eux surtout qui étaient princes de l'empire. Les légats conseillèrent au Pape d'accorder le privilège aux procureurs des électeurs ecclésiastiques et à ceux de l'archevêque de Saltzbourg, que de graves difficultés empêchaient de venir au concile, et Pie IV suivit cet avis, mais il n'accorda aux procureurs des autres évêques que l'honneur de voix consultative. Il paraît toutefois que ni les uns, ni les autres ne profitèrent de la concession du Souverain Pontife, car parmi les souscriptions recueillies à la fin du concile, on ne trouve point celles des seconds, et les premiers signèrent sans la formule *definiens* employée par tous ceux qui avaient droit de suffrage.

Tandis qu'on débattait à Trente cette question, le cardinal Morone y arriva, le 17 du mois de mai. Le concile s'était réservé jusqu'au 20 pour décider quel jour la session pourrait enfin se tenir. Mais trop de questions incidentes avaient embarrassé les délibérations ; les matières proposées n'étaient pas encore assez préparées pour qu'on pût alors préciser ce terme. Les pères se réservèrent donc jusqu'au 15 juin pour désigner d'une manière définitive le jour d'une session si souvent renvoyée (1).

Les pères en refusant de fixer une époque précise pour la session, avaient bien jugé la position : chaque jour apportait de nouveaux obstacles au cours de leurs délibérations ; et il était impossible de prévoir le moment où l'on pourrait décider des matières dont la discussion était sans cesse interrompue.

Longtemps même avant son arrivée, le comte de Lune avait troublé le concile par les conditions qu'il avait voulu

(1) *Acta Torell.* ap. Martène, *Veter. Script., ampliss. Coll.*, t. VIII, col. 1342.



lui imposer. Il les renouvela ensuite avec une hauteur qui ne souffrait ni tempérament, ni conciliation. Admis à présenter ses titres, dans la congrégation générale du 21 mai, il fit son entrée au concile, entre les deux ambassadeurs de Ferdinand; et avant de prendre la place qu'on lui avait préparée à part, il fit lire en son nom, par l'auditeur de la chancellerie de Grenade, une protestation solennelle dans laquelle il déclarait que, comme représentant du roi d'Espagne, il devait occuper la première place après les ambassadeurs de sa majesté impériale, mais que, pour éviter des contestations nuisibles au bien public, il consentait à occuper celle qu'on lui avait réservée, et qu'il en agirait désormais ainsi, pour la même raison, sauf le droit de son souverain. Puis il se mit à sa place.

Il l'occupait à peine, lorsque l'ambassadeur français se levant à son tour, protesta que de ce qui venait de se passer ou de se dire, on ne pouvait rien conclure qui dérogeât aux droits de la France (1).

Pierre Fontidonio, théologien de l'évêque de Salamanque, débita ensuite en termes aussi prétentieux que la pensée du comte de Lune, un éloge emphatique du roi des Espagnes. Ragazzoni, coadjuteur de l'évêque de Famagouste, fut plus digne et plus vrai dans la réponse qu'il adressa, au nom du concile, à l'ambassadeur de Philippe II. Après l'avoir entendue, le comte se retira, sans attendre la fin de la séance, pour prévenir toute contestation avec les représentants des autres cours sur le rang qu'il aurait dû occuper, en sortant. à côté des légats (2).

Il fallut ensuite faire droit aux réclamations des Allemands, des Français et des Espagnols qui voulaient qu'on adjoignût

(1) *Mém. de Dupuy*, p. 435 et suiv. — Labbe, t. XIV, p. 4460 et seqq.

(2) Pallav., lib XXI, cap. 4. — Lettre de M. de Lansac à M. de l'Isle, du 26 mai.  
— *Mém. de Dupuy*, p. 437 et suiv.

un autre secrétaire à celui qui en faisait seul les fonctions. La maladie dont Massarelli était alors attaqué fournit l'occasion de contenter tant d'exigences, sans qu'on parût céder à des menaces. Antoine Fumano, chanoine de Vérone, fut donc chargé de remplir les fonctions de secrétaire, conjointement avec Massarelli, dont la place fut momentanément occupée par un prélat.

Puis, ce fut l'ambassadeur bavarois qui apporta aux pères de nouveaux embarras. Celui-ci sollicitait du Pape l'usage du calice pour sa nation. Renvoyé au concile, il pressa cette affaire auprès de l'assemblée avec une ardeur qui ne laissait aux légats ni trêve, ni repos. Morone, voyant qu'il ne gagnerait rien sur un ambassadeur qui avait ordre de ne point se désister de sa demande, jugea plus opportun de négocier cette affaire avec le souverain lui-même, plus libre dans sa volonté. Chargé de cette mission, Nicolas Ormanetto, plus tard évêque de Padoue, trouva dans ses connaissances, ses talents et son habileté, assez de ressources pour vaincre la résolution du duc, et le dissuader de poursuivre une pareille demande (1).

Il n'était pas si facile de s'entendre avec le gouvernement français. Catherine de Médicis, qui voulait jouir sans honte du bénéfice de sa politique, avait dépêché trois envoyés : l'un au Pape, l'autre à l'empereur, le troisième au roi catholique. Ils avaient pour mission d'excuser auprès de ces princes la paix qu'elle avait faite avec les huguenots, et en rejeter le blâme sur l'iniquité des temps. Et cependant, comme si elle eût voulu se faire pardonner cette démarche par les hérétiques, elle demandait, en leur faveur, que le concile fût transféré dans quelque ville d'Allemagne, comme

(1) Pallav., lib. XXI, cap. 2. — Lettre de l'archevêque de Zara, au card. Cornara, du 31 mai (Baluz, *Miscell.*, t. IV, *append*, p. 313), et de Visconti, du 27 juin, (t. III, p. 474).

Spire, Worms, Constance, où tous les princes de l'Europe enverraient plus volontiers des représentants, même ceux dont l'absence de Trente, disait-elle, enlevait à ce concile son caractère d'universalité, menaçant, dans le cas contraire, de pourvoir aux affaires religieuses de la France par un synode national.

Le roi d'Espagne répondit à d'Oisel, qui lui faisait cette proposition, qu'il était inutile et même dangereux de transférer le concile hors de la ville de Trente ; que la légitimité et la solennité de la convocation, et non la présence des évêques de toute nation, rendait un concile œcuménique, que rassembler un synode particulier, pendant la célébration d'un concile général, c'était provoquer un schisme dans l'Église. et compromettre les intérêts religieux de la France, au lieu de les servir ; qu'on ne pourrait pas y décréter des articles de foi, et que les discussions sur les autres matières n'auraient d'autre résultat que d'enflammer les partis ; que les hérétiques ne se soumettraient jamais aux décisions prises contre eux ; et que si on décidait quelque chose en leur faveur, ils n'en deviendraient que plus insolents.

Le président René de Birague, envoyé à l'empereur, avait la même mission à remplir auprès du concile. Il arriva à Trente, le 28 du mois de mai, et alla aussitôt prévenir les légats qu'il avait à présenter à l'assemblée une lettre du roi son maître. L'audience lui fut accordée, et, dans la congrégation du 2 juin, le secrétaire lut la lettre de Charles IX, qui priait les pères d'accorder leur confiance à son envoyé. Birague prit ensuite la parole, et développa, avec une grande éloquence, les raisons pour lesquelles Catherine de Médicis avait fait la paix avec les huguenots. Leur rébellion, dit-il, avait puisé dans l'effervescence de la guerre civile une fureur telle qu'ils bravaient également et la loi humaine et la volonté divine : ils blasphémaient le Seigneur ; ils en avaient renversé les autels, et menaçaient la religion de nouveaux mal-

heurs. On ne pouvait les prévenir qu'en recourant à des moyens de conciliation, à une paix qui, en calmant les rivalités, disposait les esprits à revenir à la foi de l'Église, au sein de laquelle leurs majestés voulaient vivre et mourir. Puis l'orateur pria l'assemblée de mener promptement à bout l'œuvre de la réforme, mais il ne dit rien de la translation du concile; car il attendait, pour s'en expliquer, le succès de la négociation du seigneur d'Oisel, auprès du roi catholique (1).

Le discours de Birague roulait donc presque tout entier sur la paix conclue par la reine mère avec les huguenots; c'était cependant le point sur lequel les pères ne voulaient pas faire une réponse, qui, expression de leurs sentiments, aurait été un blâme solennel de ce pacte impie. Il fallait néanmoins en donner une; mais elle était d'autant plus difficile à combiner qu'elle devait être plus insignifiante. Après une assez longue délibération, où le cardinal de Lorraine donna des témoignages non équivoques de dévouement à son souverain, les pères abandonnèrent aux légats le soin de rédiger cette réponse. Ils la firent de manière à ne pas compromettre le caractère et la pensée du concile, ni à mécontenter la cour de France (2). Ils se bornaient à exprimer les regrets que leur causaient les malheurs de la France et leur désir de voir les rebelles enfin soumis à Dieu et au roi, et à exhorter la reine à un zèle plus ardent pour la religion catholique (3).

Peu de jours après avoir entendu cette réponse, Birague alla remplir sa mission auprès de l'empereur, qui se trou-

(1) *Acta Torelli*, ap. Martène, *Veter. Script... ampliss. Coll.*, t. VIII, col. 1354, et seqq. — Lettre de Visconti au card. Borromée, du 3 juin. — Baluz., *Miscell.*, t. III, in *append.*, p. 467.

(2) *Acta Torelli*, in op. et tom. cit., col. 1356. — Lettre de l'archevêque de Zara au card. Cornara, du 3 juin. — Baluz., *Miscell.*, t. IV, *append.*, p. 314.

(3) Gabriel Paleottus, ap. Raynaldi, an. ann. 1563, n. 83. — *Diar.* Torelli, ap. Martène, *Veter. Script... ampliss. Coll.*, t. VIII, col. 1357 et seqq.

vait encore à Inspruck ; et quoiqu'il eût appris le mauvais succès de celle du seigneur d'Oisel, il ne craignit pas de s'ouvrir à Ferdinand sur la translation du concile. Ferdinand ne l'approuva pas davantage. Il répondit à l'envoyé français que les raisons sur lesquelles on s'appuyait pour motiver cette démarche, n'avaient aucun fondement ; car les hérétiques ne recevraient pas avec plus de faveur un concile célébré dans une autre ville, et ne s'y rendraient pas avec plus d'empressement ; le choix d'un autre endroit soulèverait de graves difficultés et d'éclatants débats ; la translation du concile en serait peut-être la dissolution, et ruinerait ainsi le bien qu'il avait produit, et les espérances qu'il donnait encore. D'ailleurs, le concile national, dont on menaçait toujours le Pape et l'Église, ne servirait que le schisme et l'hérésie. Pie IV répondit dans le même sens ; et la politique de Catherine de Médicis échoua devant la sagesse des souverains qu'elle voulait plier à sa volonté (1).

Débarrassé de tant d'obstacles, le concile put remettre à son ordre du jour la question du sacrement de l'ordre, considérée principalement sous le rapport de la discipline. Dans la congrégation générale du 6 juin, et dans les suivantes, on parla longuement de la réforme du clergé. Fachennetti, évêque de Nicastro, voulait que les chanoines eussent une table commune avec l'évêque. Plus tard, le concile recommanda cette pratique ; mais il ne l'ordonna pas.

L'évêque de Tortosa proposa d'abolir tous les modes d'élection suivis jusqu'alors, et de laisser au Pape et aux évêques le pouvoir et le soin de se choisir des successeurs. Antoine Augustini, évêque de Lerida, s'éleva avec force contre le luxe de quelques prélats, et proposa de soumettre les évêques à

(1) Pallav , lib. XXI, cap. 3. — La réponse du concile au roi est tout entière dans les *Actes de Torelli*, ap. Martène, *Veter. Script... ampliss. Coll.*, t. VIII, col. 1357 et seqq.



un examen sévère, de déposer même ceux qui paraîtraient peu propres à l'exercice de leurs fonctions.

Avosmediano, évêque de Cadix, demandait avec la vivacité que nous lui connaissons déjà, qu'on renfermât dans des monastères les évêques titulaires, dont la création, disait-il, n'était due qu'à la négligence des évêques ordinaires et aux suggestions du malin esprit ; ou bien, s'ils en étaient dignes, qu'on leur assignât un clergé et un peuple qu'ils pussent gouverner.

Ces opinions n'appartenaient qu'aux prélats qui les émettaient ; elles n'exprimaient point le plan ou le système d'un parti. Aussi les légats s'en inquiétèrent-ils fort peu. Mais les opinions générales, qui divisaient les évêques des trois principales nations catholiques, leur donnaient des embarras autrement sérieux.

Les évêques français, presque tous élevés par l'université de Paris, ou nourris de ses doctrines, s'accordaient généralement à demander la diminution de l'autorité pontificale, aux termes du concile de Bâle, dont ils admettaient les décisions, au préjudice du concile de Florence. Cette opinion était la plus dangereuse, car elle tendait à mettre ses défenseurs à l'abri des censures du Pape, dont ils pouvaient esquiver l'effet, en appelant à un concile général ; et ainsi elle leur ouvrait la voie du schisme ; heureusement la conscience des prélats français ne leur permit jamais d'y entrer ; mais ils ne défendirent pas moins leur opinion avec une persévérance qui exerça rudement la patience et la charité du concile.

Les Espagnols, au contraire, cependant si jaloux des privilèges de leur ordre et de leur pays, admettaient le concile de Florence et la supériorité du Pape sur le concile ; mais ils persistaient en même temps à soutenir que l'institution des évêques vient immédiatement de Dieu, quoique avec quelque dépendance du Souverain Pontife, et exigeaient qu'on définît que l'institution et la juridiction épiscopale sont

de droit divin. En résumé, les Français soutenaient la supériorité du concile sur le Pape; les Espagnols exaltaient les droits et les prérogatives de l'épiscopat, au préjudice du Saint-Siège. Et les uns et les autres, appuyés par les ambassadeurs de leurs souverains, se donnaient beaucoup de mouvements pour faire consacrer leur opinion respective, ou pour empêcher du moins qu'elle ne fût flétrie par une condamnation directe ou indirecte.

Les Italiens, élevés au sein des traditions catholiques, se prononçaient généralement dans le sens le plus favorable au Souverain Pontife. Quelques Français, un petit nombre d'Espagnols, et les prélats qui étaient seuls de leurs pays, se rangeaient à ce sentiment (1).

Il était naturellement difficile de rédiger, sur des matières si contestées, un décret qui réunit la grande majorité des suffrages. Mais les plus grandes difficultés venaient du côté des Français, qui, plus éloignés de la vérité que le concile voulait ou consacrer ou respecter, ne souffraient cependant pas qu'on insérât dans le décret un seul terme, capable de blesser leur opinion. Ce fut surtout à eux qu'on eut égard dans le choix et l'arrangement des termes du décret. Le cardinal de Lorraine exerçait son talent à combiner des formules, que les légats examinaient avec onze canonistes ou théologiens. C'étaient Paul-Emile Verallo, plus tard archevêque de Capaccio, Castagna, Stella, Foscarari, Buoncompagno, Facchennetti, Paleotto, Lancelloti, Castelli, les PP. Laynez et Salmeron.

Le 9 du mois de juin, ils se livrèrent tous ensemble à cet examen avec la plus religieuse attention. Ils discutèrent l'article relatif à l'autorité pontificale et à l'institution des évêques. Il ne s'agissait pas pour eux de s'entendre, puisqu'ils

(1) Lettre des légats au card. Borromée, citée intégralement par Lagomars, *Annot. in Epist. Jul. Pog.*, t. III, p. 320.

étaient d'accord sur ce point. Leur but était de formuler l'article de manière à épargner les susceptibilités françaises sans blesser la vérité. Là était le nœud de la difficulté. Les cardinaux Morone, Simonetta et Navagero, Gilles Foscarari et Paleotto, étaient d'avis qu'on acceptât une forme agréée des Français, pourvu toutefois qu'elle n'attaquât point l'autorité du Saint-Père, « autrement, ajoutaient-ils, on ne parviendra jamais à s'entendre. » Le cardinal Hosius, au contraire, les autres prélats et les PP. Laynez et Salmeron, croyaient qu'il était de l'honneur du Souverain Pontife, et de l'intérêt de la religion, qu'on insérât dans le décret la définition du concile de Florence, et qu'on ne devait accepter aucune formule qui ne la renfermerait pas (1).

De pareilles réunions se tenaient, chaque jour, dans les appartements du premier légat, où l'on agitait la même question ; tandis que les Français formulaient entre eux des rédactions où ils s'efforçaient de ménager leur opinion sans blesser le Souverain Pontife. De là suivirent certaines négociations qui montraient autant de charité dans les uns que d'opiniâtreté dans les autres.

Dans un projet de canon, sur les points contestés, on attribuait au Pape le pouvoir qu'avait eu saint Pierre, mais on n'y expliquait pas l'étendue de ce pouvoir. On convint d'abord qu'il s'étendait sur toutes les brebis de Jésus-Christ. Cette explication n'était point complète : elle pouvait se prendre dans un sens distributif. Quelques-uns demandèrent donc qu'on se servît d'un terme collectif, et qu'au mot *brebis* on suppléât les mots : *Troupeau du Seigneur*. Ce terme ne suffisait pas encore, puisqu'on peut dire du pouvoir de chaque évêque qu'il s'étend *sur le troupeau du Seigneur*.

D'autres proposèrent de dire que saint Pierre ainsi que son successeur a reçu de Jésus-Christ la *plénitude de la puissance*.

(1) Lettre de l'archevêque de Zara, du 11 juin, Baluz., *Miscell.*, t. IV, p. 316.

ou qu'il est le *pasteur de l'Église universelle* ; mais la première proposition parut obscure et ambiguë ; car elle ne déterminait pas la mesure de cette plénitude. La seconde, quoique empruntée au concile de Lyon, et citée par celui de Bâle, ne plut pas aux gallicans. Ils consentaient bien à donner au Pape, le titre de chef de l'Église catholique (*Rector Ecclesiæ Catholicæ*) ; mais ils ne voulaient point qu'on le qualifiât de chef de l'Église universelle.

Plusieurs, pour accorder quelque chose à de si opiniâtres exigences, étaient d'avis qu'on s'arrêtât à ce titre de *chef de l'Église catholique*, parce que, dans le symbole des apôtres, le mot *catholique* est synonyme d'*universelle*. Mais d'autres firent remarquer que toute église particulière peut aussi être appelée *catholique*, et que saint Augustin, par exemple, avait été nommé, dans le cinquième concile œcuménique, évêque de l'Église catholique ; et que saint Cyprien, lorsqu'il admettait des hérétiques convertis à la communion de l'Église, les obligeait de confesser qu'ils reconnaissaient le Pape Corneille, pour chef de l'Église catholique, c'est-à-dire, ajoutait-il expressément, *universelle*. Or ceux qui apportaient les exemples, demandaient qu'on les suivît ; que, dans un temps où des passions si violentes s'agitaient contre l'autorité du Souverain Pontife, il importait de la déclarer en termes clairs et précis, et non de l'envelopper dans l'ambiguïté.

Enfin le désir de la concorde et de la paix fit admettre de la majorité le titre de *Chef de toute l'Église catholique*.

Il était dit dans le projet du canon suivant que les évêques *institué*s par l'autorité du Siège apostolique, sont légitimes.

Plusieurs pères reprirent dans ces mots : *par l'autorité du Siège apostolique* un sens trop vague, parce que les sièges patriarchaux d'Orient, surtout ceux qui avaient été occupés par des apôtres, s'appelaient aussi sièges apostoliques. Ils voulaient donc qu'on dit : *par l'autorité du Pontife romain*.

D'autres admettaient cette explication ; mais ils deman-

daient néanmoins que l'on conservât les premiers termes, pour ne pas paraître exclure du nombre des évêques légitimes saint Timothée, saint Polycarpe et les évêques des Grecs, dont aucun n'avait été institué par le Pontife romain.

Mais quelque arrangement qu'on proposât sur ce canon, comme sur le précédent, les Français ne voulurent se prêter à aucun qui accordât quelque chose au Souverain Pontife, au détriment de leurs opinions, ou des traditions parlementaires de la cour.

Les légats, désespérant alors du succès de leurs efforts, résolurent selon l'intention de Pie IV, de supprimer ces deux questions, et de poursuivre les autres (1).

Ces contestations, entremêlées encore des instances des Espagnols sur les mots *proponentibus legatis*, avaient conduit les pères au 15 juin, jour où l'on devait fixer enfin l'époque de la session. Les légats crurent qu'on ne devait pas prolonger la prorogation au-delà du 15 juillet. Ils communiquèrent leur dessein aux cardinaux de Lorraine et Madrucci, qui l'approuvèrent. Les ambassadeurs y applaudirent à leur tour, mais en même temps, ils supplièrent les légats de ne pas abandonner la poursuite d'une conciliation si honorable et si désirée, à la veille peut-être d'obtenir le prix de tant et de si longs efforts (2).

Les dispositions des ambassadeurs relevèrent le courage et les espérances des légats. Ils tentèrent une nouvelle rédaction qui pût rallier toutes les opinions et n'en mécontenter aucune. Elle déplut moins que les autres; mais elle n'échappa point aux observations. Les légats, à bout d'expédients, renvoyèrent leur rédaction à Rome et prièrent le Pape de la juger lui-même.

(1) Pallav., lib. XXI, cap. 4. — Lettre de Visconti au card. Borromée, du 3 au 17 juin, ap. Baluz., *Miscell.*, t. III, p. 467 et suiv.

(2) Pallav., loc. cit. — Lettre des légats au card. Borromée, citée par Lagomars. *Epist. et Orat. Pog*, t. III, p. 324.



Du Ferrier, persuadé que tout accord était impossible dans une assemblée où chaque nation avait des intérêts et des desseins si différents, voulut attacher à son nom l'honneur d'avoir procuré sinon la conciliation des esprits, au moins l'heureuse issue du concile. Dans sa pensée, on réglerait, dans la prochaine session, qui serait la dernière, les canons dont on convenait généralement. On permettrait ensuite aux pères de se retirer, en laissant à ceux d'une même nation le pouvoir de se réunir en concile, sous la présidence d'un délégué du Pape. Là, ils détermineraient les mesures que réclamaient les besoins particuliers de leur patrie, et dresseraient des réglemens spéciaux, qu'ils soumettraient ensuite à l'approbation du Souverain Pontife.

Le cardinal de Lorraine promit d'appuyer ce projet auprès de Catherine de Médicis et de l'empereur. Le Pape lui-même ne le désapprouva pas, et daigna l'encourager. Mais nous verrons bientôt que ce dessein, traité dans le secret, avorta avant de paraître au grand jour de la publicité (1).

Parmi les propositions jetées dans les débats, une des plus sérieuses était celle qui demandait la réforme du Sacré-Colège. Les légats craignirent que cette question n'excitât dans le concile des discussions trop orageuses, et prièrent le Souverain Pontife de s'en réserver la décision. Pic IV en effet en confia l'examen à une commission. Les membres, dont elle était composée, s'accordèrent sur le fond de la question, mais ils ne purent s'entendre sur une forme propre à satisfaire les pères de Trente. Le Pape renvoya donc l'affaire au concile, et laissa aux légats le soin d'établir, d'accord avec les pères, ce qu'ils jugeraient convenable, et la liberté de traiter du cardinalat ou séparément ou conjointement avec les autres degrés de la hiérarchie ecclésiastique, et de le comprendre nominativement dans le décret de réformation, promettant de donner

(1) Pallav., lib. XXI, cap. 5.

à cette réforme, quelque sévère qu'elle fût, la sanction de son autorité.

Pendant que cette affaire se traitait entre le Pape et les légats, on continuait dans les congrégations à s'occuper des autres articles de la réformation. Le père Laynez, qui parla le dernier, dans la congrégation du 46 juin, discuta la question avec cette lucidité, cette profondeur, cette hauteur de vues, cette abondance de preuves et de franchise, qui distinguaient tous ses discours. Celui qu'il prononça alors peut se résumer ainsi :

Il y a deux sortes de réformes : l'une, intérieure ; l'autre, extérieure. Celle-là consistant dans la perfection spirituelle de l'âme, ne peut jamais être excessive. Elle est soumise à l'action de la grâce et échappe aux lois humaines. Celle-ci roule sur les œuvres extérieures. et appartient à la discipline et aux règlements du législateur. Ici l'excès de rigueur n'est pas moins à craindre que le relâchement. C'est un remède dont l'usage doit être réglé par la prudence, et qu'il faut appliquer, non aux dispositions passées, mais à l'état présent du malade.

Après avoir posé ces principes l'orateur aborde chacun des articles, qu'il approuve ou rejette, selon qu'ils lui paraissent convenir, ou non, aux besoins de l'Église.

I. L'élection des évêques a lieu de deux manières ; mais toujours elle se fait par des hommes ; elle doit donc se ressentir de l'imperfection humaine. Cependant l'élection cléricale est préférable à la nomination séculière. L'élection faite par le Pape et les cardinaux est la plus parfaite des élections cléricales ; après viennent les élections faites par les suffragants, unis à leur métropolitain, ensuite celles que font les chanoines réunis en chapitre.

La nomination des princes est en soi meilleure que celle du peuple : mais il arrive souvent que ce qui est meilleur

en soi devient moins bon par accident, ou par des circonstances diverses.

II. On ne doit cependant pas investir les suffragants et le métropolitain du droit d'élire des évêques. Car cet usage, en vigueur dans les anciens temps, était sujet à de graves inconvénients qui l'ont fait sagement abolir. Ici Laynez émit l'avis qu'on soumit les évêques à un examen sévère qui embrassât tout le cours de leur vie.

III. Les évêques peuvent avoir juridiction sur une Église particulière, comme aujourd'hui, ou sur plusieurs, comme du temps des apôtres, ou n'en avoir aucune. Les évêques titulaires sont légitimes, puisque l'Église les reconnaît pour tels, et très-utiles dans de vastes diocèses, tels que ceux d'Allemagne; mais il ne faudrait pas en multiplier le nombre, ni les créer sans nécessité.

IV. On ne doit pas changer les décrets relatifs à l'âge exigé pour l'ordination du prêtre, parce que, depuis la promulgation des derniers canons, il ne s'est présenté aucun fait qui réclame de nouvelles lois. C'est au vice de l'éducation plutôt qu'à l'âge qu'il faut attribuer les désordres dont on se plaint. N'admettre au sacerdoce que des hommes âgés, c'est détruire le clergé par les bases. Mais il importe surtout que personne n'entre dans la hiérarchie que par la voie canonique, qu'on ne gouverne dans l'Église que suivant les canons, qu'un tribunal soit chargé du maintien de ces deux lois; que les fonctions ecclésiastiques ne soient point confiées à des parents inhabiles, ni à d'ambitieux intrigants, qu'on ne permette à personne de résigner en se réservant les revenus... autrement ce serait consentir à la ruine de l'Église.

V. Ceux-là sont dans l'erreur qui demandent l'abolition des dispenses et ne reconnaissent dans l'Église que le pouvoir de déclarer les lois. Il y a des lois naturelles, des lois positives divines, des lois humaines. Les lois naturelles sont simplement immuables; l'homme ne peut pas changer les

lois divines. Il arrive de là que les unes et les autres, quoique générales, universelles, admettent nécessairement quelques exceptions. Les lois humaines, attendu que les législateurs ne peuvent pas, comme Dieu, prévoir tous les cas qui en exigeront la dispense, sont nécessairement instables, et doivent être modifiées, lorsque la charité le demande dans certains cas contingents, soit dans leur totalité par une abrogation complète, soit en particulier par une dérogation partielle, ou bien par dispense en faveur d'une ou de plusieurs personnes.

VI. Quant à la loi naturelle et à la loi divine, il suffit que l'autorité ecclésiastique ait le pouvoir de déterminer les cas qui peuvent être exceptés ; mais il est nécessaire qu'elle ait celui de dispenser ou d'exempter des lois humaines ; car il peut exister beaucoup de raisons suffisantes pour justifier la dispense, qui ne suffisent pas pour en motiver la violation. Et dans ces cas, un particulier ne saurait l'interpréter en sa faveur. Car si dispenser de la loi n'était autre chose que l'interpréter, il suivrait qu'un homme savant serait souvent plus capable d'en dispenser que le Pape lui-même.

VII. Le Pape tient de Jésus-Christ le pouvoir de dispenser, et il n'y a pas de puissance sur la terre qui puisse le lui enlever. Bien plus, quand même le Pape ferait vœu de ne pas dispenser, il ne serait point lié par son vœu, lorsque la loi de charité exigerait de lui l'exercice de son pouvoir. Les abus que le législateur, ou son successeur, ou son supérieur commettrait dans l'application de son pouvoir, ne rendraient pas la dispense nulle, mais seulement illicite. Rien de plus sage d'ailleurs que de détruire ces abus. Qu'on ôte donc aux fidèles le droit de réclamer des dispenses sans de graves motifs, et qu'ils ne les obtiennent que moyennant une certaine compensation destinée aux pauvres.

VIII. Ce n'est pas le concile, mais le Souverain Pontife qui doit opérer la réforme de la cour romaine, car il en a une connaissance plus exacte. Le concile perdrait à cette

entreprise particulière, un temps qu'il emploierait plus utilement à la réformation générale.

Le discours de Laynez, dont nous ne pouvons donner ici qu'une analyse fort imparfaite, obtint les applaudissements de presque toute l'assemblée ; et les légats le trouvèrent si bien pensé, qu'ils l'envoyèrent à Rome comme une pièce de la plus haute importance. Mais le triomphe de l'orateur excita le ressentiment de ceux dont il avait combattu l'opinion : ils l'accusèrent de n'avoir prononcé ce discours qu'à l'instigation des légats. C'était faux ; car Laynez, aussi inaccessible aux faveurs qu'à la flatterie ou à la crainte, ne subissait jamais qu'une influence, celle de sa propre conscience. Mais les détracteurs du saint et savant religieux, si nous en croyons Visconti, évêque de Ventimiglia, avaient conclu cette assertion des honneurs que les légats rendaient au père Laynez : « Car, dit ce prélat, tandis que les autres généraux émettent leur avis debout, à leur place, et en peu de mots, on fait avancer Laynez au milieu, où on lui donne un siège. (Non seulement on lui permet de développer sa pensée) ; mais plusieurs fois on a réuni des congrégations générales pour lui seul, afin qu'il pût s'expliquer aussi longuement qu'il le voudrait. » Des distinctions justifiées par tant de mérites n'étaient point faites pour apaiser les rancunes soulevées par les convictions impitoyables du père Laynez. Des mécontents subalternes essayèrent, pour les rendre plus puissantes, d'y associer le cardinal de Lorraine, et de lui persuader que l'orateur l'aurait eu en vue dans tout le cours de sa dissertation. Informé de ces bruits calomnieux, Laynez va trouver le cardinal et lui proteste qu'il n'a entendu attaquer ni son Éminence, ni aucun autre prélat français ; qu'il a seulement voulu réfuter quelques docteurs de Sorbonne, trop prévenus en faveur du concile de Bâle (1).

(1. Pallav , lib. XXI, cap. 6. — Lettre de Visconti au card. Borromée, du 17 juin,



Le cardinal ne s'abaissa pas au rôle que des envieux voulaient lui faire jouer, et il rendit également justice et aux talents et aux raisons, et aux intentions du Père Laynez ; mais les autres ne montrèrent pas la même loyauté. Ils persistèrent à dire que ce discours avait été inspiré par les légats, et que Laynez ne l'avait prononcé que pour empêcher la réforme générale de l'Église, et celle de la cour de Rome en particulier, que ceux-là ne voulaient point. Une plaisanterie échappée à un esprit caustique vint encore fortifier ce soupçon et l'inspirer à plusieurs de ceux qui ne le partageaient pas. Nicolas Pseaume, parlant sur cette question, avançait contre le Souverain Pontife des propositions étranges. Vanzio, évêque d'Orvieto, se tournant alors vers ses voisins : « Nimis altè, dit-il, gallus hic cantat. » Pierre Danès, évêque de Lavaur, releva ce jeu de mots de manière à faire repentir l'évêque italien de l'avoir aventuré : « Utinàm, s'écria-t-il, ad galli cantum excitaretur Petrus et fleret amarè ! » Cette saillie se répandit promptement hors de l'assemblée et de la ville de Trente, et défraya longtemps les conversations des oisifs (1).

Cependant les légats, pour dissiper l'injuste soupçon qui planait sur eux, avertirent les pères, chargés de préparer le décret de réformation, de hâter leur travail, et de combiner une rédaction qui pût être agréée de la majorité de l'assemblée.

On convint de remettre à une autre session l'article relatif à l'élection des évêques ; car les puissances continuaient à élever sur ce point des difficultés, et à faire des réserves qu'il eût été imprudent de braver, ou trop long de contester.

Baluz. *Miscell.*, t. III, in *append.*, p. 471. — Lettre de Mutio Calini, évêque de Zara, au card. Cornara, du 17 juin. Baluz., *Miscell.*, t. IV. *append.*, p. 317.

(1) L'abbé Danès. *Abrégé de la vie du célèbre Pierre Danès*, etc., p. 21 et suiv.

On s'accorda d'ailleurs à renoncer au projet hostile qu'on avait conçu et exprimé contre les évêques titulaires. Il fallait en effet qu'il y eût, dans l'Église, un certain nombre d'évêques, qui, libres de toute sollicitude pastorale, pussent du moins aider les ordinaires à la supporter, en qualité de suffragants ou de coadjuteurs, et les remplacer, dans leurs fonctions pendant leur absence, enfin remplir les légations, et des nonciatures, ou de semblables missions.

Le dernier chapitre du projet regardait l'institution des séminaires. Loin d'être un sujet de contestations, il devint au contraire comme le centre des vœux et de l'union de tous. On avait hâte de doter l'Église d'une institution si nécessaire : et pour ne pas différer la promulgation du décret qui la consacrait, on consentit plus facilement à s'accorder sur les autres articles, ou bien à renvoyer à la session prochaine ceux qui partageaient les opinions.

Ce moyen de réforme était en effet le plus puissant, le plus sûr et le plus complet : il attaquait par la racine les abus que les pères voulaient détruire, puisqu'ils découlaient presque tous de l'éducation vicieuse que recevait la jeunesse cléricale dans les universités. Saint Ignace avait depuis longtemps mesuré la profondeur du mal ; il s'était aussitôt appliqué à y opposer un remède proportionné. Et de ses grandes conceptions était sorti le projet du séminaire germanique. Grâce à la faveur du Saint-Siège, au concours du Sacré-Collège et de plusieurs princes d'Allemagne, il avait pu donner à ce projet un commencement d'exécution. Il ne vit pas toute la gloire de son établissement ; mais il lui avait laissé, en mourant, des règles qui devaient en assurer la durée et la prospérité. D'ailleurs, le grand cœur d'Ignace battait dans celui de Laynez. Le collège germanique reçut du successeur du saint fondateur une impulsion que les temps ne purent affaiblir : il devint, pour l'élite de la jeunesse allemande, un foyer de science et de piété ; les prêtres sortis de cette école allaient

ensuite dans leur patrie porter le feu sacré dont ils s'étaient embrasés, et répandre les doctrines catholiques qu'ils y avaient puisées. Les pères venus à Trente avaient vu les fruits de cette institution, ou ils en avaient entendu célébrer la sagesse et les brillants résultats. Tous avaient déjà l'intention et le désir de fonder dans leurs églises, un établissement pareil à celui que saint Ignace avait fondé à Rome, pour l'église d'Allemagne. Et les membres de la commission répondirent à des vœux si légitimes, en exprimant, dans leur travail, l'idée de saint Ignace, avec de légères modifications qu'exigeaient les circonstances (1). Aussi cet article du projet fut-il accueilli avec enthousiasme; on n'en parla jamais que pour l'approuver et le recommander. Et ce fut, comme nous le disions tout-à-l'heure, le désir unanime de le voir consacrer par un décret, qui contribua le plus à la conciliation des esprits.

De pareilles dispositions avaient amené dans les délibérations un calme qui semblait leur promettre jusqu'à la prochaine session un cours libre et tranquille; mais elles ne tardèrent pas à être troublées et interrompues par des contestations étrangères au concile. Les négociations des légats et du cardinal de Lorraine n'avaient pu amener entre le seigneur de Lansac et le comte de Lune, l'arrangement amiable qu'ils avaient désiré. Les deux ambassadeurs ne voulaient rien rabattre de leur prétention au premier rang. Tous les deux voulaient siéger immédiatement après les représentants de l'empire. De ces prétentions pouvait surgir, à la première occasion, un orage fatal au concile; et la prévision d'une pareille éventualité alarmait tous les esprits. Elles éclatèrent en effet d'une manière déplorable, dans l'église cathédrale, le jour de la fête de saint Pierre et de saint Paul. On avait cru qu'en donnant l'encens et le salut de paix en même temps

(1) M. Theiner, *Hist. des Institut. d'éducat. ecclésiast.*, t. I, p. 201 et suiv.

aux deux ambassadeurs, on pouvait satisfaire à leur fière rivalité ; mais Lansac, s'étant enquis, dès le commencement de la messe, de cet arrangement, pris à son insu, se plaignit hautement qu'on eût pensé à méconnaître ses droits, et menaça d'attirer de terribles affaires au concile, au Pape, à toute l'Église, si on faisait un pareil outrage au souverain qu'il représentait. Les légats se retirèrent alors à la sacristie où ils appelèrent les cardinaux de Lorraine et Madrucci, les ambassadeurs de l'empire et celui de Pologne, Arnaud du Ferrier, les archevêques de Sens et de Grenade et l'évêque d'Orléans, et délibérèrent avec eux sur le parti à prendre dans une circonstance si critique. Enfin après des pourparlers très-inquiets, on convint qu'on omettrait, ce jour-là, la cérémonie de l'encens et de la paix. Et les deux rivaux consentirent à un expédient, qui sauvegardait l'honneur de l'un et de l'autre. Mais ce n'était qu'une trêve que des circonstances semblables pouvaient faire rompre. Pour éviter de nouveaux conflits, le cardinal de Lorraine négocia auprès du seigneur de Lansac et Guerrero, auprès du comte de Lune, une convention définitive. Grâce à leur activité, à leurs efforts, il fut convenu entre les représentants des deux puissances, que, le jour de la session, on s'en tiendrait à ce qui avait eu lieu, le jour de la fête des apôtres saint Pierre et saint Paul, et qu'aux autres solennités, ils éviteraient de se trouver ensemble, pour ne pas troubler par leurs différends la tranquillité de l'assemblée (1).

Après la conclusion de cet accord, le seigneur de Lansac, rappelé par son gouvernement, quitta le concile, et y laissa Arnaud du Ferrier et Guy du Faur, qui n'étaient pas moins jaloux que lui des prérogatives de la France.

(1) Lettre de l'archevêque de Zara au card. Cornara, du 1<sup>er</sup> et du 5 juillet 1563. — B. Juz, *Miscell.*, t. IV, *append.*, p. 320 et suiv. — Lettre du card. de Lorraine au Pape, dans les *Mém.* de Dupuy, p. 445 et suiv.

Délivrés d'un conflit si menaçant, les pères reprirent les discussions interrompues. Trois questions avaient principalement partagé les opinions : Doit-on appeler le Pape chef (Rector) de l'Eglise universelle? — Les évêques sont-ils institués par Jésus-Christ? — La résidence des évêques est-elle de droit divin?

L'empereur s'était, dès le commencement, prononcé contre la discussion de ces trois questions : persuadé que les Français ne céderaient jamais sur la première, il craignait qu'on ne pût la décider sans les pousser au schisme. Les autres lui paraissaient trop obscures et trop peu nécessaires pour absorber si longtemps les soins et les délibérations du concile.

Le Pape, qui en avait confié l'examen à quelques cardinaux, envoya leurs sentiments aux légats, avec l'ordre de les omettre, s'ils devaient partager les suffrages, ou si on ne pouvait les exprimer qu'en des termes ambigus, qui deviendraient ensuite une source de nouvelles contestations.

Avant d'avoir reçu la lettre du Souverain Pontife, les légats avaient déjà tenté une autre voie pour aplanir les difficultés. Le 7 juillet, ils convoquèrent les cardinaux de Lorraine et Madrucci, trente-six évêques de différentes nations, et le Père Laynez. Dans une conférence qui dura cinq heures, ils s'accordèrent à confirmer avec quelques légers changements le décret sur la résidence, rédigé par le cardinal de Mantoue ; et tous les chapitres doctrinaux sur le sacrement de l'ordre. Mais le sixième canon, relatif à la hiérarchie ecclésiastique, partagea encore les esprits. Les espagnols voulaient qu'en parlant de cette hiérarchie on se servît des termes : *A Christo Domino institutam*. Mais comme leur intention, souvent manifestée, était d'étendre les droits de l'épiscopat au préjudice de ceux du Saint-Siège. Laynez s'éleva contre ces expressions avec une force qui les fit rejeter. On les remplaça par d'autres qui, tout en ménageant l'opinion vaincue ne consacrait



pas l'intention de ses défenseurs ; et l'on s'accorda à recevoir la rédaction suivante : « Si quis dixerit in Ecclesiâ Catholicâ non esse hierarchiam, *divinâ ordinatione institutam*, quæ constat Episcopis, presbyteris, et ministris, anathema sit. » Par ces mots : *Ordinatione divinâ institutam*, on ne décidait pas clairement si la hiérarchie ecclésiastique était instituée immédiatement par Jésus-Christ lui-même, ou médiatement par son vicaire ; mais puisqu'on les adopta précisément pour ne pas admettre le premier sens, on entendit, ce nous semble, admettre le second (1).

Le 9 juillet, on tint une congrégation générale, pour y proposer ce qui avait été arrêté dans la réunion particulière de la veille, et poursuivre l'examen du décret de discipline. On y lut d'abord les lettres de la gouvernante des Pays-Bas, qui envoyait au concile Antoine Havet, évêque de Namur, François Richardot, évêque d'Arras, et Martin Rythovius, évêque d'Ypres, et les trois docteurs de l'Université de Louvain, Cornelius Jansenius, Michel Baïus et Jean Hessels (2).

(1) Lettre de l'archevêque de Zara au card. Cornara, du 8 juillet 1563. — Baluz, *Miscell.*, t. IV, *append.*, p. 322.

(2) Ces deux derniers avaient émis sur le libre-arbitre, sur la grâce et les bonnes œuvres des doctrines étranges, qui, partagées par les uns, combattues par les autres, avaient excité de vives disputes dans l'Université de Louvain. Le cardinal de Granvelle était parvenu à les assoupir par des moyens de douceur. Mais les doctrines, qui en avaient été l'occasion et le sujet, ne continuèrent pas moins à se propager, dans cette célèbre école. Cependant Granvelle reçut ordre de Philippe II d'envoyer à Trente trois évêques des Pays-Bas et trois docteurs de Louvain : il profita de cette occasion pour éloigner de l'Université Baïus et Jean Hessels. Il espérait, comme autrefois le cardinal Commendon, que leur absence contribuerait à affermir la paix, et que ne respirant, pour ainsi dire, que la plus pure orthodoxie, dans le concile, ils renonceraient pour toujours à des opinions périlleuses. Il les fit donc députer au concile, comme théologiens du roi d'Espagne, et leur donna pour collègue le pieux et savant Cornélius Jansenius, plus tard évêque de Gand. Ils arrivèrent à Trente, le 21 juin 1563, à la suite des évêques de Namur, d'Ypres et d'Arras, qui aussitôt se mêlèrent aux travaux des pères.

Il paraît que Baïus et Hessels ne s'expliquèrent point sur leurs opinions, mais on ne leur laissa pas ignorer qu'elles étaient connues des pères. et si nous en croyons Morillon, vicaire-général de Granvelle, elles auraient été condamnées par le concile,

On délibéra ensuite sur le projet de décret, tel qu'il avait été rédigé et approuvé par la réunion particulière de la veille. Tous par un accord qui parut tenir du miracle, l'adoptèrent sans contestation. Les Espagnols seuls persistaient à demander qu'on exprimât que les évêques ont été institués par Jésus-Christ, et que, dans le canon sur la hiérarchie ecclésiastique, on dit : *Institutione Christi*, au lieu de *ordinatione divinâ*. Mais les opposants ne formaient pas même la cinquième partie de l'assemblée. Les efforts que l'on fit pour vaincre leur persistance, retardèrent les délibérations ; et le projet de décret de réformation ne put être soumis à l'appréciation des pères que dans la congrégation générale du 12 juillet. Sur la proposition du cardinal de Lorraine, on y ajouta que les cardinaux ne sont pas moins soumis que les autres évêques à résider dans leurs églises. Cette proposition tranchait d'un coup deux grandes difficultés : la première, que les cardinaux peuvent avoir des évêchés, et que le devoir de rester à Rome cédait à l'obligation de résider dans leurs diocèses.

Cette question en amena encore une autre qu'on agita dans la même congrégation. Il s'agissait de savoir si on devait exi-

comme elles l'avaient déjà été par la faculté de théologie de Paris et par les universités d'Espagne, si l'évêque d'Ypres n'eût intercédé pour eux, et si le concile n'eût pas touché à sa fin. D'un autre côté, le P. Coster, cité par Meyer, rapporte que Hessels ayant proposé, dans une réunion, de faire défendre la lecture des ouvrages d'Ambroise Catharin, le P. Salmeron lui répliqua qu'il fallait aussi interdire la lecture des siens qui contenaient des erreurs. Au reste, comme le remarque très-bien M. de Ram après Pallavicin, les matières traitées dans les dernières sessions du concile n'avaient pas de rapport direct avec les opinions de Baïus et de Jean Hessels sur la grâce et sur le libre arbitre, et l'occasion de les faire renoncer à leur sentiment par l'autorité de l'assemblée ne se présenta point. On traita même les deux docteurs avec ménagement pour ne pas détruire les espérances qu'ils avaient données, ni les promesses de soumission qu'ils avaient faites. (M. de Ram, *Mémoire sur la part que le clergé de Belgique, et spécialement les docteurs de l'Université de Louvain, ont prise au concile de Trente*, p. 48-54-58 et suiv. — Lettre de Morillon au card. de Granvelle, cité par Levesque dans les *Mém. du card. de Granv.*, t. I, p. 139. — Meyer, *Hist. Controv. de dir. gratiæ auxiliis*, p. 20).

ger dans les cardinaux, dont les uns sont évêques, les autres, prêtres, plusieurs diacres, l'âge qui est requis pour ces divers degrés. Mais à l'âge requis pour le diaconat, on est généralement peu capable d'entrer dans les conseils du Souverain Pontife ; c'est pourquoi les pères donnèrent presque tous à cette question une solution négative (1).

On tint encore une congrégation, le 14 juillet, veille du jour où la session devait avoir lieu, pour mettre la dernière main aux matières qu'on voulait y définir. Les évêques espagnols s'y rendirent bien résolus de ne rien céder de leurs exigences. Un d'entre eux se retira de leur parti, et déclara qu'il se prononcerait pour le sixième canon, parce qu'il était admis par la majorité, et qu'il ne voulait point par son refus retarder plus longtemps le cours du concile. Mais six autres évêques de différentes nations s'unirent aux opposants. Ce nouveau renfort n'augmentait point l'importance de la minorité. Cependant le premier légat s'efforça de l'amener au sentiment du grand nombre, pour que les décisions du concile empruntassent une plus grande force de l'unanimité des suffrages. Et il y réussit, grâce à l'intervention du comte de Lune (2).

Enfin, après dix mois d'attente, de débats orageux, de longs et pénibles travaux, la vingt-troisième session (septième sous Pie IV) se tint le 15 juillet de l'an 1563. Eustache du Bellay, évêque de Paris, officia pontificalement, et l'évêque d'Alife prononça le discours d'usage. Les ambassadeurs de France et d'Espagne y assistèrent, mais on omit à leur égard les cérémonies de l'encens et de la paix, afin de prévenir des disputes si souvent fatales à la tranquillité du concile. Après que le secrétaire eut donné connaissance aux pères des let-

(1) *Diar. Psalmæi*, ap. Le Plat, t. VII, part. II, p. 126 et seqq.

(2) Lettre de l'archevêque de Zara au card. Cornara, du 12 et du 16 juillet. Baluz., *Miscell.*, t. IV, p. 322 et suiv. — Pallav., lib. XXI, cap. 11.

tres de plusieurs souverains, le célébrant lut du haut de la chaire deux décrets : l'un qui contenait quatre chapitres doctrinaux et huit canons, l'autre, sur la réformation, distribué en dix-huit chapitres. Voici le résumé de l'un et de l'autre :

*Décret de foi.* — CHAP. I. — Le sacerdoce, ainsi que le sacrifice de la nouvelle loi, a été institué par Jésus-Christ, de qui les apôtres et leurs successeurs dans le sacerdoce, ont reçu le pouvoir de consacrer, d'offrir et d'administrer l'Eucharistie, de retenir et de remettre les péchés.

CHAP. II. Dès le commencement de l'Eglise, pour que ce ministère divin s'exerçât d'une manière plus digne, il y a eu des ordres mineurs, et des ordres majeurs ou sacrés, par lesquels il faut graduellement passer pour arriver au sacerdoce et en exercer les fonctions.

CHAP. III. L'ordre est un des sept sacrements de l'Eglise, puisqu'il s'accomplit par des paroles et des signes extérieurs, et qu'il confère la grâce sanctifiante.

CHAP. IV. Ce sacrement donne le Saint-Esprit à celui qui est légitimement ordonné et lui imprime un caractère ineffaçable. Un prêtre ne peut redevenir laïque, s'il cesse d'exercer, ou s'il ne pratique pas le ministère de la parole.

Les ministres de l'Eglise n'ont pas une égale puissance ; mais il y a parmi eux une hiérarchie établie par l'ordre de Dieu.

Les évêques appartiennent spécialement à cet ordre hiérarchique. Ils sont supérieurs aux prêtres, et ils ont été établis par l'Esprit saint pour gouverner l'Eglise de Dieu. Ils ont le pouvoir de confirmer, d'ordonner, et de faire d'autres fonctions que leurs inférieurs ne peuvent pas remplir.

Le consentement et l'intervention soit du peuple, soit du prince, soit du magistrat, ou de tout autre puissance séculière, ne sont pas tellement nécessaires que sans eux l'ordination soit nulle.

Tous les chrétiens ne sont pas prêtres ; et ceux qui ont été institués par des séculiers seulement, et sans la puissance ecclésiastique, ou bien qui de leur propre autorité s'arrogent le titre et les fonctions du prêtre, ne sont point ministres de l'Église..

Ces quatre chapitres étaient suivis de huit canons qui en consacraient la doctrine. Nous croyons devoir les reproduire ici pour montrer, dans leur rédaction définitive, le résultat des longs et solennels débats que nous avons racontés.

CANON I. Si quelqu'un dit qu'il n'y a point dans le Nouveau Testament de sacerdoce visible et extérieur, ou qu'il n'y a aucune puissance de consacrer et d'offrir le vrai corps et le vrai sang, de remettre et de retenir les péchés ; mais qu'il y a seulement un office et une simple charge de prêcher l'Évangile ; ou que ceux qui ne prêchent pas ne sont point du tout prêtres ; qu'il soit anathème.

CANON II. Si quelqu'un dit que, outre le sacerdoce, il n'y a pas, dans l'Église, d'autres ordres, majeurs et mineurs, par lesquels, comme par autant de degrés, on monte au sacerdoce ; qu'il soit anathème.

CANON III. Si quelqu'un dit que l'ordre, ou l'ordination sacrée, n'est pas véritablement et proprement un sacrement institué par Jésus-Christ notre Seigneur, ou que c'est une fiction humaine, inventée par des hommes ignorants dans les choses ecclésiastiques ; ou bien que c'est seulement une certaine manière d'élire les ministres de la parole de Dieu et des sacrements ; qu'il soit anathème.

CANON IV. Si quelqu'un dit que le Saint Esprit n'est point donné par l'ordination sacrée, et qu'ainsi les évêques disent vainement : *Recevez le Saint-Esprit*, ou que par cette ordination il ne s'imprime point un caractère ; ou bien que celui qui une fois a été prêtre, peut de nouveau devenir laïque ; qu'il soit anathème.

CANON V. Si quelqu'un dit que l'unction sacrée, dont l'É-



glise se sert dans la sainte ordination, non-seulement n'est point requise, mais qu'elle est encore méprisable et pernicieuse, ainsi que les autres cérémonies de l'ordination ; qu'il soit anathème.

CANON VI. Si quelqu'un dit que, dans l'Eglise catholique, il n'y a pas une hiérarchie établie par ordre de Dieu (ordinatione divinâ) laquelle est composée des évêques, des prêtres et des ministres ; qu'il soit anathème.

CANON VII. Si quelqu'un dit que les évêques ne sont pas supérieurs aux prêtres, ou qu'ils n'ont pas la puissance de confirmer et d'ordonner ; ou que la puissance qu'ils ont, leur est commune avec les prêtres ; ou que les ordres conférés par eux sans que le peuple, ou le pouvoir séculier ait été appelé et y consente, sont nuls ; ou bien que ceux qui n'ont été ni dûment ordonnés, ni envoyés par la puissance ecclésiastique et canonique, mais qui viennent d'ailleurs, sont des ministres légitimes de la parole et des sacrements ; qu'il soit anathème.

CANON VIII. Si quelqu'un dit que les évêques qui sont choisis (assumuntur) par l'autorité du Pontife romain ne sont pas de vrais et légitimes évêques, mais que c'est une invention humaine ; qu'il soit anathème.

Tous les pères exprimèrent par le simple mot *placet* l'adhésion qu'ils donnèrent à ce décret. Six d'entre eux seulement y ajoutèrent quelque clause : quatre consentirent au canon VI, deux, au VIII, dans l'espoir, dirent-ils, qu'ils recevraient dans la suite une plus ample déclaration. Fachenneti, évêque de Nicastro, demanda qu'on fit suivre la déclaration de ces deux canons de celle du chapitre IV, car il espérait qu'on serait alors nécessairement amené à s'expliquer sur l'autorité du Souverain Pontife. Campeggi, évêque de Feltri, dit que le sens du canon VII lui paraissait obscur ; il croyait cependant qu'entre ce canon et le chapitre correspondant il y avait une certaine divergence qu'il n'avait pas aperçue au-

paravant ; et il demandait un jour pour éclairer son avis par la réflexion, et le donner ensuite en sûreté de conscience. Enfin, Casablanca, évêque de Vico, requit également une déclaration explicite.

Lorsque ces prélats eurent fait les réserves qu'ils voulurent, on publia le décret de réformation. Il est compris en dix-huit chapitres dont nous devons aussi reproduire la substance.

CHAPITRE I. Ceux qui sont chargés du soin des âmes, doivent, de précepte divin, connaître leurs ouailles, offrir pour elles le saint sacrifice, les nourrir du pain de la parole de Dieu, leur administrer les sacrements, les édifier par de bons exemples, avoir un soin paternel des pauvres et des affligés, enfin remplir tous les offices d'un bon pasteur ; c'est pourquoi le saint concile, pour prévenir les fausses interprétations qu'on pourrait faire de son décret porté sous Jules III (Sess. 6, de reformat., cap. 4.) déclare et décrète que, nonobstant tout privilège, exemption, exception, usage, qu'il casse et annule, en tant qu'ils sont contraires à ce présent décret, tous ceux qui sont préposés à des églises cathédrales, même les cardinaux de la sainte Église romaine, sont obligés de résider en personne dans leurs églises ou dans leurs diocèses, et ne peuvent s'en absenter que pour des causes que le Souverain Pontife, ou le métropolitain, ou, en l'absence de celui-ci, le plus ancien de ses suffragants approuvera par écrit ; à moins que ces causes ne soient tout à fait imprévues, ou qu'elles ne proviennent d'une fonction d'État attachée aux évêchés ; et dans ce cas encore, ils devront pourvoir d'une autre manière aux besoins et au salut de leur troupeau. Que s'ils s'absentent sans cause, ils pèchent mortellement contre Dieu, encourent les peines portées par les saints canons, et sont privés, pendant tout le temps de leur absence, des revenus de leurs bénéfices, qui seront réunis au trésor de la fabrique, ou employés au soulagement des pauvres. Que si

quelqu'un, sans cause légitime, s'absente pour six mois de suite, il sera, par le fait même, privé de la quatrième partie de ses revenus d'une année.

Cependant, comme celui-là n'est pas censé s'absenter qui doit bientôt retourner, le concile permet que les évêques et autres ci-dessus nommés, puissent s'absenter pour quelque temps, mais non pour plus de trois mois, ou interrompus ou continus; pourvu toutefois que cette absence n'apporte point de détriment au troupeau, et qu'elle n'ait pas lieu dans le temps de l'avent, ou du carême, ou aux jours des principales fêtes.

Les pasteurs inférieurs et tous autres qui possèdent un bénéfice à charge d'âmes, sont aussi obligés en conscience et sous les mêmes peines, à garder la résidence: Ils ne peuvent s'absenter que pour une cause connue et approuvée de l'évêque, et qu'avec sa permission expresse, qu'il donnera *gratis* et par écrit. Cette absence ne pourra se prolonger au-delà de deux mois; et pendant ce temps les fonctions pastorales seront remplies par un vicaire, que l'évêque aura approuvé, et à qui il sera accordé une rétribution convenable. Que si quelqu'un après une citation, quand même elle ne serait point personnelle, continue à s'absenter, l'évêque pourra le punir par les censures ecclésiastiques, par la séquestration et la privation de ses revenus, ou même de son bénéfice.

Les diverses dispositions de ce chapitre avaient donné lieu à de violents débats. Dans la session où il fut publié, onze pères seulement mirent certaines restrictions à leur consentement: quelques-uns se plaignirent que les termes du décret laissassent croire que, d'après le concile, la résidence était de droit divin. L'évêque de Cadix n'approuvait pas qu'on permit aux évêques une absence de trois mois, et voulait qu'on ne pût être promu au cardinalat avant l'âge de quarante ans. L'évêque d'Orense ne donna son consentement qu'à la condition qu'on ôterait dans la suite aux cardinaux le

droit d'être nommés à des évêchés. Galoppi, évêque d'Oppido, ne croyait pas qu'il fût besoin d'une permission du Pape, ou du métropolitain, pour une absence nécessitée par de graves raisons.

Campeggi seul rejeta ce chapitre : il prétendit dans une déclaration écrite, que les choses qu'on y établissait, étaient fausses ou contradictoires ; que, contre la coutume du concile, on n'avait pas entendu les théologiens du second ordre, avant d'en délibérer. Il protestait en finissant qu'il n'adhérerait jamais à ce chapitre, à moins que le Pape n'y donnât son approbation.

Les chapitres suivants ne rencontrèrent pas les mêmes difficultés : tous obtinrent l'approbation des pères, qui l'exprimèrent simplement par le mot *placet*.

II. Les évêques, et même les cardinaux, s'ils laissent passer trois mois, depuis leur nomination, sans se faire consacrer, seront tenus de remettre les fruits. S'ils tardent encore, le même espace de temps, ils perdront, par le seul fait, tout droit à leur église. Ils recevront la consécration épiscopale, ou dans leur église, ou dans leur province, à moins qu'ils ne la reçoivent à Rome.

III. Les évêques confèreront par eux-mêmes les ordres sacrés à leurs sujets ; ou, s'ils ne le peuvent, ils ne les enverront à un autre évêque qu'après les avoir suffisamment examinés et éprouvés.

IV. On ne donnera pas la première tonsure à ceux qui n'auraient pas encore été confirmés ; ni à ceux qui ne savent pas lire ou écrire, et ignorent les éléments de la doctrine chrétienne, ni enfin à ceux qui seraient soupçonnés d'y aspirer pour se soustraire à la justice séculière.

V. Ceux qui se présenteront pour les ordres mineurs devront exhiber un bon témoignage du curé de leur paroisse et du maître dont ils auront suivi les leçons. On exigera de plus pour ceux qui se présenteront pour chacun des ordres

majeurs, des informations sur leur naissance, leur âge, leurs mœurs, etc.

VI. Aucun clerc, quand même il aurait reçu la tonsure et les ordres mineurs, ne peut posséder un bénéfice ecclésiastique avant l'âge de quatorze ans. Il ne pourra jouir du privilège de la juridiction, s'il n'est pourvu d'un bénéfice ecclésiastique, s'il ne porte l'habit clérical et la tonsure, ou s'il n'est attaché par l'évêque au service d'une église ; si enfin il ne fait sa demeure dans un séminaire, école, ou université, où il soit comme en voie d'arriver aux ordres sacrés. Les clercs mariés, aux termes de la constitution de Boniface VIII, porteront aussi l'habit clérical et la tonsure.

VII. Que l'évêque, assisté d'hommes prudents, probes et savants, examine avec soin les ordinants ; qu'il prenne des informations sur leur famille, leur personne, leur âge, leur éducation, leur science et leur foi.

VIII. Les ordinations des clercs se feront aux temps prescrits par le droit, dans l'église cathédrale, en présence des chanoines ; ou ailleurs, dans l'église la plus convenable, et en présence du clergé du lieu. Que tous soient ordonnés par leur propre évêque ; ou qu'ils ne le soient point par un autre, sans un certificat de l'ordinaire, qui témoigne de leur probité et de leurs bonnes mœurs ; s'il en est autrement, le prélat qui les aura ordonnés, sera suspens pendant un an de la collation des ordres ; et celui qui aura été ordonné sera privé de l'exercice des ordres qu'il aura reçus, aussi longtemps que l'ordinaire le jugera à propos.

IX. Un évêque pourra cependant ordonner quelqu'un qui ne lui serait pas sujet, pourvu que celui-ci ait été pendant trois ans domestique dans sa maison, et que cet évêque puisse aussitôt lui conférer un bénéfice.

X. Les abbés, même exempts, ne pourront, dans le diocèse, donner la tonsure. les ordres mineurs et des lettres dimissoires qu'à des religieux de leurs maisons. Les peines



portées contre le chapitre qui, pendant la vacance du Siège, donnerait des lettres dimissoires, seront également appliquées à l'administrateur du diocèse.

XI. Que les ordres mineurs ne soient point conférés à ceux qui ignorent la langue latine, ni à ceux qui, par leur incapacité, ne donneraient pas l'espoir fondé qu'un jour ils se rendront dignes des ordres majeurs. On observera entre chaque ordre les intervalles, appelés *interstices*, afin que ceux qui auront été ordonnés aient le temps d'exercer les fonctions de l'ordre qu'ils auront reçu. On ne sera promu aux ordres majeurs qu'un an après avoir reçu le dernier ordre mineur, à moins que l'ordinaire n'en juge autrement.

XII. On ne pourra pas recevoir le sous-diaconat avant l'âge de vingt-deux ans; ni le diaconat avant l'âge de vingt-trois ans, ni la prêtrise, avant l'âge de vingt-cinq ans. Les réguliers sont soumis aux mêmes conditions d'âge, et examinés auparavant par l'évêque, nonobstant tout privilège.

XIII. On n'admettra au sous-diaconat et au diaconat que ceux qui, dans les ordres mineurs, auront donné des preuves d'une bonne conduite, et d'une instruction suffisante pour exercer les fonctions de leur ordre, et qui voudront, avec la grâce de Dieu, vivre dans la continence. Que ceux-là se persuadent aussi qu'il leur convient, pour l'édification publique, de faire la communion les jours de dimanches et de fêtes, lorsqu'ils servent à l'autel. Qu'un sous-diacre, pour arriver au diaconat, exerce pendant un an les fonctions de son ordre, à moins que l'évêque n'en juge autrement. Que nonobstant tout privilège, l'on ne confère pas à un régulier deux ordres sacrés, en un même jour.

XIV. Ceux qui seront élevés au sacerdoce, devront avoir exercé auparavant, pendant une année entière, les fonctions du diaconat, si l'évêque n'en juge pas autrement; être assez instruits pour enseigner le peuple et administrer les sacrements, et jouir de la réputation d'une conduite édifiante. Ils

célébreront ensuite la messe, au moins tous les dimanches et les jours des fêtes solennelles. Quant à ceux qui auront été promus *per saltum*, c'est-à-dire, qui auront manqué de recevoir quelque ordre inférieur, s'ils n'en ont pas exercé les fonctions, l'évêque pourra user d'indulgence à leur égard.

XV. Aucun prêtre, même régulier, ne peut entendre les confessions des séculiers et des prêtres, s'il n'a un bénéfice, portant titre de cure, ou une approbation que l'évêque donnera *gratis*, mais après un examen attentif, s'il le juge nécessaire, nonobstant tout privilège.

XVI. A l'avenir nul ne sera admis aux ordres qu'il ne soit jugé nécessaire, ou utile à une église, au service de laquelle il sera appliqué; et celui qui l'abandonnera, à l'insu de l'évêque, sera interdit. Qu'on ne permette pas à un prêtre étranger de célébrer la messe, ou d'administrer les sacrements, sans des lettres de recommandation de son évêque.

XVII. Que les fonctions des ordres mineurs soient remplies, dans les églises cathédrales ou collégiales et paroissiales, par ceux qui en sont investis, et à qui on assignera une rétribution convenable. A défaut d'autres, on pourra admettre des clercs mariés, pourvu qu'ils soient monogames, tonsurés, et que dans l'église ils portent l'habit clérical.

Enfin le dix-huitième et dernier chapitre de ce décret regarde l'institution des séminaires, admirable création qui fait la gloire et le soutien de l'Église. Dans ce chapitre, le concile, plein de l'importance de son œuvre, entre dans les plus petites circonstances pour en assurer le succès. Nous ne pouvons pas le suivre dans tous ses détails; mais nous devons en reproduire ici les principaux :

« Comme les jeunes gens, dit le concile, s'ils ne sont bien élevés et bien instruits, se laissent facilement aller aux plaisirs impurs et aux frivolités du siècle; et comme sans une puissante et particulière protection de Dieu, ils ne peuvent s'entretenir et persévérer dans la discipline ecclésiastique, si

dès leurs plus tendres années, ils n'ont été formés à la piété et à la religion, avant qu'ils aient pris les habitudes du vice, le saint concile ordonne que toutes les églises cathédrales, métropolitaines et autres, supérieures à celles-ci, chacune selon ses facultés et l'étendue de son diocèse, seront tenues et obligées de nourrir et élever dans la piété, et d'instruire dans la discipline ecclésiastique un certain nombre d'enfants de leur ville, de leur diocèse, ou de leur province, si dans le lieu il ne s'en trouve pas suffisamment, en un collège que l'évêque choisira dans le voisinage même des églises, ou en quelque autre endroit convenable.

» On ne recevra dans ce collège aucun enfant qui ne soit âgé au moins de douze ans, né d'un mariage légitime, qui ne sache passablement lire et écrire, et dont le bon naturel et les inclinations donnent lieu d'espérer qu'il se consacrera pour toujours au service des autels. Le saint concile veut qu'on choisisse de préférence les enfants des pauvres ; il n'en exclut cependant pas ceux des riches, pourvu qu'ils y soient entretenus à leurs dépens, et qu'ils témoignent désir et affection pour les choses de Dieu et de l'Eglise.

» L'évêque, après avoir partagé ces enfants en autant de classes que sembleront l'exiger leur nombre, leur âge et leurs progrès dans la discipline ecclésiastique, en appliquera une partie au service des églises, lorsqu'il le jugera à propos, et il aura soin de remplacer ceux-ci par de nouveaux élèves, de manière que ce collège soit un perpétuel séminaire de ministres pour le service de Dieu.

» Et afin qu'ils soient plus aisément élevés dans la discipline ecclésiastique, ils porteront, dès leur entrée, la tonsure et l'habit clérical. Ils y apprendront la grammaire, le chant, le calcul ecclésiastique et tout ce qui a rapport aux belles-lettres. Ils s'appliqueront à l'étude de l'Écriture sainte, des livres qui traitent de matières ecclésiastiques, des homélies des saints, de l'administration des sacrements, surtout celui

de la pénitence, et de ce qui s'y rapporte ; enfin de toute autre coutume et cérémonie de l'Église. L'évêque aura soin encore qu'ils assistent tous les jours au sacrifice de la messe : qu'ils s'approchent du tribunal de la pénitence, au moins tous les mois, et de la table sainte, selon l'avis de leur confesseur, lorsqu'ils serviront les jours de fêtes dans la cathédrale, ou dans les autres églises du lieu.

» Toutes ces choses et autres, qu'il sera nécessaire et opportun d'établir pour le succès de cette œuvre, seront réglées par les évêques, assistés du conseil de deux chanoines qu'ils choisiront eux-mêmes, selon que le Saint-Esprit le leur inspirera, parmi les plus anciens et les plus expérimentés ; et, par leurs fréquentes visites, ils veilleront à l'exécution de ce qu'ils auront une fois établi. Ils châtieront sévèrement les mutins, les rebelles, les incorrigibles et ceux qui sèmeront le vice parmi leurs compagnons, les expulsant même de la maison, s'il en était besoin. Enfin ils s'efforceront d'employer tous les moyens capables de conserver et d'affermir un établissement si saint, et d'éloigner tous les obstacles qui pourraient lui nuire »

Le concile s'occupe ensuite des moyens d'assurer à ces établissements des revenus suffisants pour l'entretien des maîtres et des élèves ; puis il poursuit en ces termes :

« Que si les prélats des églises cathédrales et autres églises supérieures négligeaient d'établir ou de maintenir de tels séminaires, ou refusaient de payer leur portion, ce sera à l'archevêque de reprendre vivement l'évêque, et au synode provincial de reprendre l'archevêque, ou autres supérieurs en degré, et de les obliger à tenir la main aux dispositions précédentes ; et enfin d'avoir un soin particulier de procurer et d'avancer au plus tôt, et partout où il se pourra, une œuvre si pieuse et si sainte. Quant aux comptes des revenus du séminaire, l'évêque le recevra tous les ans en présence de deux députés du chapitre, et de deux autres du clergé de la ville.

» De plus, afin qu'on puisse pourvoir, avec moins de dépenses, à l'établissement de telles écoles, le saint concile arrête que les évêques, archevêques, primats et autres ordinaires des lieux obligeront ceux qui sont pourvus de l'emploi d'écolâtre, et tous autres qui tiennent des places auxquelles est attachée l'obligation de faire des leçons, et les contraindront même, par la soustraction de leurs revenus, d'en faire les fonctions dans lesdites écoles, et d'y instruire par eux-mêmes, s'ils en sont capables, les enfants qui y seront ; sinon de se faire remplacer par des hommes capables de bien s'en acquitter, choisis par eux-mêmes, et approuvés par les ordinaires. Que si ceux qu'ils auront choisis ne sont pas jugés capables par l'évêque ; ils en nommeront quelqu'autre qui le soit, sans qu'il y ait lieu à aucune appellation ; et s'ils négligent de le faire ; l'évêque y pourvoira lui-même.

» Il appartiendra aussi à l'évêque de leur prescrire ce qu'ils devront enseigner dans lesdites écoles, selon qu'il le jugera à propos. Et à l'avenir ces sortes d'offices ou de dignités que l'on nomme *scolastiques* ne seront données qu'à des docteurs ou maîtres, ou bien à des licenciés en théologie, ou en droit canon, ou à d'autres personnes capables de s'acquitter par elles-mêmes de ces emplois. Autrement la provision sera nulle et sans effet, nonobstant tout privilège et coutume, même de temps immémorial.

» Que si en quelque province les églises sont tellement pauvres qu'on ne puisse y établir des collèges, alors le synode provincial, ou l'archevêque avec deux de ses plus anciens suffragants, aura soin d'établir dans son église métropolitaine, ou dans quelqu'autre église de la province plus commode, un ou plusieurs collèges, selon qu'il le jugera à propos, du revenu de deux ou de plusieurs desdites églises, qui ne peuvent pas suffire à entretenir chacune un collège ; et là seront instruits les enfants de ces églises.

» Mais dans les églises qui ont de grands diocèses, l'évê-



que pourra avoir, en divers lieux, un ou plusieurs séminaires, selon qu'il le jugera à propos; toutefois, ils seront entièrement dépendants de celui qui sera érigé dans la ville épiscopale.

» Enfin, si au sujet de ces unions, ou de cette taxe, assignation et incorporation de ces portions, ou à quelqu'autre occasion que ce soit, il survenait quelque difficulté qui empêchât l'établissement du séminaire, ou qui le troublât dans la suite, l'évêque avec les députés ci-dessus nommés, ou le synode provincial, selon l'usage du pays, pourra, eu égard à l'état des églises et des bénéfices, régler et ordonner toutes les choses en général et en particulier qui paraîtront nécessaires et utiles pour l'heureux progrès du séminaire, modérer même ou augmenter, s'il en est besoin, ce qui a été dit ci-dessus. »

Tel est à peu près, dans son ensemble, le chapitre par lequel les pères de Trente prescrivirent et réglèrent l'établissement des séminaires. Nous avons cru devoir le reproduire avec quelque étendue pour entrer dans leur intention et correspondre à l'importance du sujet. Tous ces détails révèlent la prédilection du concile pour cette œuvre : aux précautions aux soins qu'il prend et qu'il ordonne, on juge qu'il fonde avec cette création les espérances du sacerdoce. Et en effet, l'Esprit saint semble avoir inspiré cette admirable institution pour fournir à l'Église, à qui a été promise une éternelle durée, le moyen de former et de recruter perpétuellement sa hiérarchie et ses ministres; c'est dans les séminaires qu'elle renouvelle sans cesse ses forces et sa jeunesse, de manière que, comme la vérité dont elle est la dépositaire, elle est toujours ancienne et toujours nouvelle.

Aussi ce chapitre fut-il accueilli de tous sans exception avec bonheur et reconnaissance. Les autres articles de réformation ne rencontrèrent pas tous la même unanimité; mais l'opposition ne fut ni vive, ni imposante : six pères seule-

ment désirèrent qu'on ajoutât quelque'explication, ou qu'on fît de légers changements à certaines dispositions de ce décret (1).

Enfin, le secrétaire lut, et tous les pères approuvèrent le décret de l'indiction de la session prochaine, conçu en ces termes : « Le même saint concile de Trente assigne au 16 septembre la prochaine session. Il y sera traité du sacrement du mariage, et d'autres points de doctrine concernant la foi, si dans cette espace de temps on peut en mettre quelques-uns en état d'être décidés, ainsi que des provisions des évêchés, dignités et autres bénéfices ecclésiastiques, et de divers articles de réformation. »

Ainsi se termina cette session. Les tempêtes soulevées par les prétentions des puissances et de leurs ambassadeurs, et par l'opposition de quelques opinants, l'avaient longtemps retardée ; mais elle se tint assez tôt, puisqu'elle aboutit à un résultat si fécond et si heureux.

(1) Labbe, t. XIV, p. 862 et seqq. — *Acta Torelli*, ap. Martène, *Veter. Script... ampliss. Coll.*, t. VIII, col. 1380 et seqq. — Pallav., lib. XXI, cap. 12. — *Diar. Psalm.* ap. Le Plat, t. VII, part. II, p. 130 et seq.

# TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE DEUXIÈME TOME.

## LIVRE IV.

DEPUIS L'AVÈNEMENT DE PIE IV AU PONTIFICAT, (26 DÉCEMBRE 1559. JUSQU'À)  
LA VINGT-DEUXIÈME SESSION DU CONCILE DE TRENTE, (17 SEPTEMBRE 1562.)

<i>Année.</i>	<i>pages.</i>
1560. État des esprits à l'avènement de Pie IV. — Ce Pontife s'efforce de les calmer, — et de les réunir dans l'unité de croyance. — Bref qu'il adresse à Élisabeth. — Progrès du calvinisme. — Génie de cette secte considéré dans celui de Calvin . . . . .	5
Politique de Catherine de Médicis. — Quelques opinions hérétiques touchant le concile condamnées par la Sorbonne. — Les calvinistes demandent un concile national, et font, pour l'obtenir, des efforts qui aboutissent au colloque de Poissy. — Actives démarches de Pie IV pour la reprise du concile. — Difficultés des princes sur le siège de l'assemblée. — Propositions inadmissibles de l'empereur. — Réponse du Pape. — Le concile est convoqué à Trente pour la fête de Pâque de l'an 1561 . . . . .	16
1561. Des nonces ou des légats vont porter de tout côté la bulle d'indiction. — Difficultés de la cour de France, — du roi d'Espagne, — de l'empereur, — des autres princes d'Allemagne. — Commendon et Delfini au congrès de Naumbourg. — Ils poursuivent leur mission dans les différentes contrées d'Allemagne. — Répulsion qu'ils essuient presque partout. — Mission du cardinal de Ferrare en France. — Attitudes des évêques. — Discours de Bèze. — Discours du cardinal de Lorraine, — du P. Laynez . . . . .	29

Pie IV nommé, pour le représenter au concile, le cardinal de Mantoue. — Qualités de ce prince. — Il partage cette mission avec les cardinaux d'Altemps, Hosius, Seripandi et Simonetta. — Arrivée de plusieurs prélats à Trente. — Le Pape presse les légats d'ouvrir le concile . . . 51

1562. Congrégation préparatoire. — Dispositions générales des pères. — Difficultés de Guerrero, archevêque de Grenade, sur le décret d'ouverture, particulièrement sur les mots *proponentibus Legatis*. — Ouverture du concile et *dix-septième session*, la première sous Pie IV . . . . 56

Embarras des pères sur le choix et l'ordre des questions à traiter. — Délibérations sur l'*Index*. — Commission nommée pour le dresser — Délibérations sur l'invitation et le sauf-conduit qu'on voulait adresser aux hérétiques. — Arrivée des ambassadeurs de l'empereur — et du roi de Portugal. — Propositions des premiers aux légats — Réponse des légats. — *Dix-huitième session*. — Invitation du concile aux hérétiques . . . . . 62

Délibérations sur la forme du sauf-conduit qu'on se propose de donner aux hérétiques. — Le cardinal de Ferrare presse le départ des évêques français. — Le père Laynez s'efforce d'engager les chefs des calvinistes à se rendre à Trente. — Conditions absurdes qu'ils proposent. — Catherine de Médicis leur accorde un édit de tolérance, malgré le parlement. — Démarches hypocrites d'Élisabeth pour retarder les opérations du concile. — Lettre close de Charles IX aux évêques de son royaume . . . 71

Les ambassadeurs impériaux demandent que le concile fasse une nouvelle invitation aux protestants d'Allemagne, — et qu'il s'occupe d'abord de la réforme. — Réponse des légats. — Chefs de réformation dressés par Seripandi, — et soumis aux délibérations des pères. — Discussions sur le droit de la résidence. — Deux opinions principales. — Raisons sur lesquelles elles s'appuient. — Lettre adressée au Saint-Père par les défenseurs du *droit divin*. — Lettre du seigneur de Lansie au concile. — *Dix-neuvième session*, troisième sous Pie IV. . . . . 82

Sentiments de Pie IV sur les disputes touchant le droit de la résidence — Les légats s'efforcent de retirer cette question de la discussion. — Les prélats espagnols s'y opposent. Pie IV opère une réforme générale dans les tribunaux de Rome. — Arrivée des ambassadeurs français à Trente. — Leurs instructions. — Leurs dispositions personnelles. — Discours inconvenant de Guy du Faur. — Les Espagnols veulent que le concile déclare qu'il n'est que la continuation du précédent. — Le marquis de Pescara et l'évêque de Salamanque les portent à se désister momentanément de leurs exigences. — *Vingtième session*, quatrième sous Pie IV. . . 93

Pierre Soto et Alphonse Salmeron, envoyés au concile par le Pape, en qualité de ses théologiens. — Leurs qualités. — Canisius est réclamé au concile par les légats, et à Augsbourg, par le cardinal Othon Truchsess. — Il paraît à Trente. — Les légats prennent ses conseils. — Le P. Laynez est envoyé à Trente par le Pape. — Difficultés sur le rang

Année.

pages

1862.	qu'il doit occuper, comme général de la Compagnie de Jésus. — Déclaration des légats en sa faveur . . . . .	102
	Délibérations des pères sur les quatre articles réservés touchant l'Eucharistie. — Paroles acerbes de Guerrero. — Discussions des théologiens sur ce sujet, et surtout sur la communion sous les deux espèces. — Leurs diverses opinions. — Projet de décret sur cette matière — Difficultés de Guerrero sur ce projet. — Nouvelle rédaction du projet. — Observations des ambassadeurs français et de quelques prélats. — Modifications que subit ce projet de décret — Représentations faites aux légats par Salmeron et Torrès sur le projet de décret modifié. — Réponse des légats et de quelques autres prélats. — Instances des deux théologiens. — Projet de décret principalement sur le pouvoir des évêques sur les églises et les bénéfices de leurs diocèses, — sur la collation des ordres, des bénéfices, etc. — Observations dont il est l'objet de la part des pères. — Ces deux projets de décret sont adoptés avec des modifications dans la <i>vingt-unième session</i> . . . . .	114
	Propositions sur le sacrifice de la messe. — Discussions des théologiens sur cette matière. — Projet de décret sur le sacrifice de la messe. — Délibérations des pères sur ce projet. — Diverses opinions sur cette question soulevée par le P. Salmeron : <i>Jésus-Christ s'immole-t-il pour nous dans la dernière Cène ?</i> — Délibérations des pères sur une nouvelle rédaction du projet. — Difficultés de Guerrero. — Délibérations sur les abus relatifs à la célébration du sacrifice de la messe. — Projet de décret sur la conduite des ecclésiastiques, les qualités requises pour l'épiscopat, les distributions, les dispenses pontificales, les appellations, l'administration des établissements de piété ou de charité, etc. — Les ambassadeurs demandent l'usage du calice pour les sujets de leur maître. — Délibérations des pères sur cette demande. — Diverses opinions réduites à deux principales. — Raisons sur lesquelles elles se fondent. — L'usage du calice est refusé par le concile qui s'en rapporte au Souverain Pontife . . . . .	133
	<i>Vingt-deuxième session</i> , septième sous Pie IV. — Lettre du cardinal Annulius au concile sur Abd-Jsu, patriarche assyrien. — Soumission d'Abd-Jsu aux décrets du concile. — Décret de foi sur le sacrifice de la messe. — Observations de quelques pères sur ce décret. — Du décret de discipline. — Décret par lequel le concile renvoie au Pape la question de la communion sous les deux espèces. — Observations de quelques pères sur ce décret. — Résultat de la session. . . . .	157



## LIVRE V.

DE LA VINGT-DEUXIÈME SESSION (17 SEPTEMBRE 1562), A LA VINGT TROISIÈME  
(15 JUILLET 1563).

1552. Les ambassadeurs de Charles IX demandent que le concile s'occupe exclusivement de la réformation, en attendant l'arrivée des évêques français. — Autres demandes de l'empereur. — Les légats en réfèrent à Pie IV. — Réponse bienveillante du Pontife. — Les légats la suivent. 163
- Questions relatives au sacrement de l'ordre soumises à l'examen des théologiens. — Dissertation du P. Salmeron sur ces questions ; — De Pierre Soto ; — De Melchior Cornelius. — Quelques prélats espagnols soulèvent, touchant l'institution des évêques, la question du *droit divin*. — Les légats proposent au Pape trois moyens de la résoudre. — Commission nommée pour formuler le projet de décret, d'après les sentiments des théologiens. — Ce projet est livré à chacun des pères. . . . . 165
- Discussion des pères sur ce projet. — Opinion du patriarche de Venise. — Guerrero soutient que l'institution des évêques est de droit divin. — Réponse d'Hosius. — Réplique de Guerrero. — Opinions de quelques autres prélats. — Discours du P. Laynez sur la même question. — Fin de la discussion générale. — Nouvelle rédaction du projet de décret sur cette matière. — Les légats la communiquent d'abord aux évêques espagnols. — Exigences de Guerrero. — Réponse que lui fait le cardinal de Mantoue. . . . . 170
- Arrivée à Trente de plusieurs évêques italiens. — Ils s'opposent d'abord aux demandes des Espagnols. — Ceux-ci rédigent un projet de décret, que les légats examinent avec autant de soin que de bienveillance. — Les Italiens le combattent. — Nouveau projet rédigé par le cardinal Seripandi. — Il est soumis à la discussion des pères. — Guerrero l'attaque. — Marino et Colonna le défendent. — Vérification par Massarelli de ce qui s'était fait, sur ce point, dans le concile sous Jules III. . . . . 184
- Projet de décret, rédigé par le cardinal de Mantoue, sur la question de la résidence, distribué à chacun des pères. — Attente de l'arrivée des évêques français ; inquiétude générale sur leurs dispositions. — Lettre du cardinal de Lorraine au Souverain Pontife. — Nouvelles recommandations de Ferdinand I<sup>er</sup> à ses ambassadeurs. — Les représentants de Charles IX font proroger la session, en attendant l'arrivée des évêques français . . . . . 187
- Le cardinal de Lorraine arrive à Trente avec plusieurs autres évêques et un grand nombre de docteurs. — Sa première visite aux légats. — Teneur des instructions que lui avait données le roi. — Discours du cardinal à l'assemblée. — Réponse du cardinal de Mantoue et de l'archevêque de Zara. — Discours d'Arnaud Du Ferrier . . . . . 189
- Les pères reprennent la discussion du projet de décret rédigé par le cardi-

1562.	nal Seripandi.— Prorogation de la session. — Opinion de l'évêque de Cadix sur le projet en question. Observation du cardinal Simonetta. — Réponse acerbe de l'évêque de Cadix.—Indignation des pères.—Troubles dans l'assemblée. — L'évêque de Cadix explique sa pensée, et calme les esprits. — Mécontentement du cardinal de Lorraine.—Avertissement du premier légat à l'assemblée. — L'évêque d'Alifa en détruit l'effet, en émettant son avis sur la même question. — Observations du cardinal Hosius. — Réplique de Noguera. — Nouvelles observations d'Hosius. — Le cardinal Simonetta impose silence à Noguera . . . . .	200
	Discours du cardinal de Lorraine sur la question du sacrement de l'ordre. — Opinion de l'évêque de Metz. — Discours du père Laynez. — Un projet de canon sur l'institution des évêques, rédigé par le cardinal de Lorraine, est soumis à l'examen d'une commission, et profondément modifié . . . . .	205
	Sentiments de Pie IV sur les débats de l'assemblée. — Demandes des légats au Souverain Pontife sur la conduite qu'ils ont à tenir dans la discussion de cette question. — Voyage de Visconti à Rome. . . . .	209
	Un nouveau projet de canon sur l'institution des évêques, rédigé par le cardinal de Mantoue, est soumis aux délibérations des pères.—Opinion du cardinal de Lorraine. — Trois opinions principales sur cette question. — Prorogation de la session . . . . .	210
1563.	Nouvelles demandes faites au concile par les ambassadeurs français. — Elles sont envoyées à Rome.—Autres projets de canon sur l'institution des évêques, rédigés par le cardinal de Lorraine. — Pie IV les soumet à l'examen d'une commission. — Observations de cette commission. — Le cardinal s'en étonne, et y oppose les siennes, qui sont examinées à Trente par une commission, nommée à cet effet. — Projet rédigé par Paleotto. — Difficultés des évêques et des théologiens français sur cette question. — Commission nommée pour examiner leurs objections. — Entrevue des légats et des ambassadeurs français, que le cardinal de Lorraine semble favoriser, dans un esprit de conciliation . . . . .	212
	Réponse du Pape aux demandes des légats, et expédients qu'il leur propose pour résoudre les difficultés relatives à son autorité. — Les légats, pour justifier leur conduite auprès de la postérité, demandent une bulle qui leur intime la volonté du Souverain Pontife. — Réponse du Pape . . . . .	225
	Projet de canon sur la résidence des évêques, rédigé par le cardinal de Mantoue, et soumis à l'examen d'une commission à laquelle le cardinal de Lorraine en présente un autre. — Difficultés qu'il éprouve. — Les ambassadeurs français demandent que ce projet soit soumis aux délibérations de l'assemblée. — Expédient proposé par les légats aux cardinaux de Lorraine et Madrucci qui ne l'acceptent pas. — Nouvelle prorogation de la session . . . . .	227
	L'empereur va résider à Inspruck. — Les légats lui députent Commendon. — Lettre de Charles IX à l'assemblée. — Réponse du concile. — Le cardinal de Lorraine se rend à Inspruck. — Conférences des théologiens	
TOM. II.		27

Année.

1563. de l'empereur sur des personnes relatives au concile. — Inquiétudes qu'elles inspirent aux légats. . . . . 230
- Mort du cardinal de Mantoue. — Le cardinal Morone nommé à sa place. — Le cardinal Navagero remplace le cardinal Altemps. — Mort du cardinal Seripandi. — Plaintes de l'empereur au concile et au Pape. — Réponse de Pie IV à l'empereur. — Le cardinal Morone est chargé de les porter à Inspruck. — Importunités des ambassadeurs auprès des trois légats, qui ne leur donnent que des réponses évasives. — Arrivée du cardinal Morone à Trente. — Ses réponses aux demandes des ambassadeurs. — Arrivée du comte de Lune, ambassadeur d'Espagne. — Son premier entretien avec les légats . . . . . 235
- Discours du cardinal Morone aux pères réunis. — Il part pour Inspruck. — Prorogation de la session. — Mort de Pierre Soto. — Dernière expression de ses sentiments. — Arrivée du cardinal Navagero. — Conférences entre l'empereur et le cardinal Morone, sur les plaintes de ce prince. — Succès de la mission de Morone. — Délibérations des pères, et plaintes des ambassadeurs sur les qualités exigées des évêques par un projet de décret. — Opinion du cardinal de Lorraine, — de l'archevêque de Grenade, — de l'archevêque de Lanciano. — Récriminations de l'évêque des Cinq-Églises. — Arnaud Du Ferrier réclame le droit de suffrage pour les procureurs. — Discussion sur les droits des procureurs. — Cette affaire est arrangée par le Pape. . . . . 244
- Retour de Morone à Trente. — Le comte de Lune présente au concile ses lettres de créance. — Ses prétentions à la préséance. — Protestation des ambassadeurs français. — L'ambassadeur de Bavière sollicite, au nom de son prince, la concession du calice. — Ormanetto engage le duc à se désister de cette demande. — Catherine de Médicis envoie des ambassadeurs extraordinaires aux souverains catholiques pour excuser auprès d'eux la paix qu'elle avait faite avec les huguenots. — Réponse du roi d'Espagne au seigneur d'Oisel. — René de Birague, envoyé à l'empereur, passe par Trente, et s'efforce de justifier devant les pères la conduite de la reine-mère. — Réponse du concile. — Observations de l'empereur à Birague. . . . . 263
- Délibérations des Pères sur la réforme du clergé. — Opinions générales qui divisent les évêques des trois principales nations catholiques, touchant l'autorité du Saint-Siège et la juridiction épiscopale. — Difficultés de la rédaction d'un projet de décret sur cette matière. — Réunions et délibérations à ce sujet. — Projet de Du Ferrier pour hâter la conclusion du concile. — Discussions sur la réforme du Sacré-Collège. — Discours du P. Laynez sur la réforme du clergé. — Mécontentement de quelques docteurs dont Laynez avait attaqué les opinions. — Discours de l'évêque de Verdun. — Bon mot de Danès. — De l'institution des séminaires . . . . . 268
- Éclatant démêlé entre l'ambassadeur français et celui d'Espagne sur la préséance. — Accord opéré entre eux par le cardinal de Lorraine et



Année.

pages.

1563.	l'archevêque de Grenade.—Réunions particulières et délibérations sur la rédaction définitive du projet de décret, où il était parlé de la résidence, de la hiérarchie ecclésiastique et de l'autorité du Saint-Siège. — Congrégation générale. — Lecture des lettres de la gouvernante des Pays-Bas, qui venait d'envoyer quelques évêques au concile. — Délibérations sur un projet de décret arrêté dans une réunion particulière. — Difficultés des évêques espagnols. — Ils se rendent aux instances du cardinal Morone et du comte de Lune. . . . .	281
	<i>Vingt-troisième session</i> (septième sous Pie IV). — Décret de foi sur le sacrement de l'ordre. — Observations de quelques pères sur ce décret. — Décret sur la réformation du clergé. — Institution des séminaires. — Indiction de la session prochaine . . . . .	284

